

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - FONCTIONNEMENT  
6ÈME RAPPORT POUR 2023**

## Sommaire

<u>EXPOSÉ DES MOTIFS</u> .....	3
<u>PROJET DE DÉLIBÉRATION</u> .....	7
<u>ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</u> .....	14
<u>Annexe 1 - Annexes 2023 - volet Formation - CROSIF et Gymnastique Volontaire, pratique sportive</u> .....	15
<u>Annexe 2 - Annexe Formation 2023 modifiée UNSS VERSAILLES</u> .....	27
<u>Annexe 3 - Etat récapitulatif Fédérations - pratique sportive</u> .....	31
<u>Annexe 4 - Annexes 2024- Fédérations - volet pratique sportive</u> .....	33
<u>Annexe 5 - Etat récapitulatif Comités, ligues - Pratique sportive</u> .....	84
<u>Annexe 6 - Annexes financières 2024 Comités ligues - Pratique sportive</u> .....	87
<u>Annexe 7 - Tableau récapitulatif dérogations stagiaires 2024</u> .....	327
<u>Annexe 8 - Annexe financière 2023 modifiée Ligue Natation - volet pratique sportive</u> .....	329
<u>Annexe 9 - Annexe financière 2023 modifiée FF Natation - volet pratique sportive</u> .....	335
<u>Annexe 10 - Annexes 2023 pratique sportive modifiées Derog stagiaires</u> .....	339
<u>Annexe 11 - Fiches projets Clubs d'excellence</u> .....	374
<u>Annexe 12 - Fiches projet Soutien évènements sportifs</u> .....	380
<u>Annexe 13 - Fiches projet Soutien évènements sportifs (HC)</u> .....	449
<u>Annexe 14 - Convention soutien aux évènements sportifs (HC)</u> .....	464
<u>Annexe 15 - Fiches projet - Soutien aux évènements sportifs PSO</u> .....	521
<u>Annexe 16 - Affectations Objectif Haute Performance 2024</u> .....	530
<u>Annexe 17 - Avenant convention financement JOP 2024</u> .....	533
<u>Annexe 18 - Convention type Objectif Haute Performance 2024</u> .....	537

## EXPOSÉ DES MOTIFS

### 1 - Soutien au mouvement sportif

#### 1.1. Soutien aux Ligues et Comités régionaux au titre de l'année 2023

Dans le cadre de l'Olympiade 2021/2024 et à l'appui du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France », il est proposé d'attribuer les subventions suivantes au **Comité Régional Olympique Sportif Île-de-France** : **43 500 €** pour le volet pratique sportive ; **45 000 €** pour le volet formation.

Les actions sont présentées dans les fiches « Annexes pédagogiques et financières » telles que détaillées en **annexe 1** à la présente délibération.

Il vous par ailleurs proposé de voter, pour 2023, une dérogation à l'obligation d'accueil de stagiaires, et donc exempté de publication d'une/des offre(s) de stage, en faveur des **Ligue Paris Ile de France de Vol Libre, Ligue IDF de Savate Boxe française et disciplines associées, Ligue IDF Rugby à XIII, Ligue Paris IDF du Sport Universitaire, Ligue IDF Sports de glace, le Comité francilien de Vol en planeur, le Comité Île de France en milieu rural, la Ligue IDF Police Nationale, la Ligue IDF d'Echecs, la Ligue IDF de Roller et Skateboard et la Ligue IDF de Pelote basque** qui ne disposent pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Les annexes pédagogiques et financières « pratiques sportives » ainsi modifiées vous sont présentées en **annexe 10** à la présente délibération.

De plus, par délibérations n° CP 2023-259 du 5 juillet 2023 et n° CP 2023-162 du 1<sup>er</sup> juin 2023, la Commission permanente a attribué une subvention de 107 000 € au titre de la **pratique sportive à la Ligue régionale IDF de Natation**, et une subvention de 112 942 € **au titre de la pratique sportive à la Fédération Française de Natation**, sur la base de « budgets prévisionnels des objectifs » erronés.

Dès lors, il est proposé la revalorisation d'un montant de **60 000 €** de la subvention n°23005916 attribuée à Ligue, et d'une désaffectation partielle d'un montant de **60 000 €** de la subvention n°23003019 attribuée à Fédération. Il est également proposé l'adoption des annexes pédagogiques et financières modificatives intégrant la répartition exacte des actions entre les deux instances, telles que présentées en **annexes 8 et 9** à la présente délibération.

Par délibération N° CP 2023-259 du 5 juillet 2023, la Commission permanente a attribué au Comité régional d'éducation physique et de gymnastique volontaire (EPGV) une subvention de 50 000 € au titre de la formation, sur la base de « formations » erronées par suite d'une erreur matérielle. Dès lors, il vous est présenté en **annexe 1** à la présente délibération, une annexe pédagogique et financière modificative intégrant les formations modifiées, avec une incidence financière portant le montant de la subvention de **50 000 € à 71 205 €**.

Par délibération N° CP 2023-259 du 5 juillet 2023, la Commission permanente a attribué à l'UNSS Académie de Versailles une subvention de 16 440 € au titre de la formation, sur la base de « formations » erronées par suite d'une erreur matérielle. Dès lors, il vous est présenté en **annexe 2** à la présente délibération, une annexe pédagogique et financière modificative intégrant les formations modifiées, sans incidence sur le montant de la subvention.

#### 1.2. Soutien aux Fédérations, Ligues et Comités régionaux au titre de l'année 2024

Dans le cadre des conventions pluriannuelles 2021-2024 passées avec le mouvement sportif francilien et à l'appui du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France », il vous est proposé d'attribuer, pour l'année 2024, les subventions

suivantes **au titre du volet « pratique sportive »** :

- **1 127 942 €** en faveur de **14 fédérations sportives** sous convention ;
- **3 223 476 €** en faveur de **68 ligues et comités sportifs régionaux** sous convention et **d'une association d'arbitre**.

Les actions sont présentées dans les tableaux récapitulatifs et les fiches « Annexes pédagogiques et financières », détaillées en annexes **3 à 6** à la présente délibération.

Le présent rapport propose d'accorder, au titre de l'année 2024, à **28** bénéficiaires, une dérogation au recrutement d'un stagiaire, tel que cela figure à l'article 4 de la délibération et en **annexe 7** à la présente délibération. Ces structures ne sont en effet pas en mesure de satisfaire à l'obligation de publication d'offre de stage, faute de local et/ou de personnel pour l'accueillir et l'encadrer.

Par ailleurs, il est proposé d'accorder à la Ligue d'Ile de France d'aviron la possibilité de satisfaire l'obligation de publication d'offre de stage, par la signature avec une école d'ostéopathie, d'une convention de partenariat visant la mise à disposition de stagiaires étudiants.

Il sera procédé à un transfert d'autorisations d'engagement d'un montant de **2 811 336 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 348 « Autres », programme HP348-002 « Jeunesse et vie associative », action 13400201 « Jeunesse et expression citoyenne » vers l'action 13200601 « Soutien au mouvement sportif », programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » du budget 2023.

Il sera procédé à des transferts d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs »,

- code fonctionnel 341 « Égalité entre les femmes et les hommes », programme HP 341-001 « Égalité femme / homme et violences faites aux femmes », action 13400101 « Lutte contre les discriminations », d'un montant de **32 200 €**,
- code fonctionnel 348 « Autres », programme HP348-002 « Jeunesse et vie associative », action 13400201 « Jeunesse et expression citoyenne » d'un montant de **1 669 684 €**,
- code fonctionnel 348 « Autres », programme HP348-004 « Valeurs de la République », action 13400401 « Citoyenneté et valeurs de la République » d'un montant de **745 300 €**,
- code fonctionnel 348 « Autres », programme 34005 « Quartiers populaires et ruraux », action 13400501 « Actions en faveur des quartiers populaires » d'un montant de **40 450 €**,
- code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes », au titre du programme HP 338-002 « Charges diverses liées aux îles de loisirs », action 13300201 « Frais de gestion des îles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire », d'un montant de **756 901 €**,

vers l'action 13200609 « Soutien et promotion des événements sportifs », programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » du budget 2023.

## **2 - Soutien au mouvement sportif - Clubs Excellence Île-de-France**

Il vous est proposé de procéder à une affectation d'un montant de **60 000 €** au bénéfice de 2 associations dont le **GPSO 92 Issy**, dans le cadre du dispositif de soutien aux « Clubs Excellence d'Île-de-France ». Les fiches projet correspondantes vous sont présentées en **annexe 11** à la présente délibération.

## **3 - Soutien aux événements sportifs se déroulant en Île-de-France**

Au titre du dispositif de « Soutien aux événements sportifs en Île-de-France », adopté par



délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016, il est proposé de procéder au vote d'une affectation de **1 110 035 €** pour l'organisation de **34 évènements sportifs**. Les fiches projets sont présentées en **annexe 12** à la présente délibération.

Il est également proposé de soutenir, **hors dispositif**, **7** projets détaillés en **annexe 13** à la présente délibération, pour un montant d'affectation de **1 100 500 €**, et d'adopter les conventions afférentes présentes en **annexe 14** à la présente délibération.

Il est enfin proposé de retirer une subvention d'un montant de **200 000 €** attribuée par délibération CP 2022-409 du 10 novembre 2022 au Comité d'organisation du championnat du monde d'athlétisme paralympiques 2023 pour l'opération « organisation du championnat du Monde d'athlétisme handisport 2023 » - dossier N° **EX069520**, et de désaffecter en conséquence une autorisation d'engagement d'un montant de 200 000 € sur le budget 2022.

#### **4 - Soutien aux évènements sportifs « Sport santé Sport bien-être » (PSO)**

Au titre du dispositif « Plan Sport Oxygène » soutien aux événements sportifs Sport santé, Sport bien-être, il est proposé de procéder au vote d'une affectation de **50 000 €** pour soutenir l'organisation de **4 évènements sportifs**, tels que présentées en **annexe 15** à la présente délibération.

#### **5 - Objectif Haute performance 2024 - Aide individuelle aux sportifs de haut niveau franciliens**

Il est proposé une affectation de **880 000 €** au titre du dispositif « Objectif Haute Performance 2024 - aide individuelle aux sportifs de haut-niveau franciliens », adopté par délibération n° CP 2023-230 du 5 juillet 2023 modifiée, pour le soutien de la Région à **85** sportifs de haut niveau franciliens, ainsi qu'à **1** sportif dont la discipline n'est pas reconnue de haut niveau et se préparant à une future échéance sportive internationale. Le tableau d'affectation des subventions est présenté en **annexe 16** à la présente délibération.

Suite à l'abandon de leur projet par des bénéficiaires, il est également proposé **4** désaffectations pour un montant total de **46 000 €**.

Par ailleurs, il vous est proposé la modification de la convention type pour le dispositif susvisé, telle que présentée en annexe **18** à la présente délibération.

#### **6 - Promotion du Sport**

Une 3<sup>ème</sup> affectation de **200 000 €** pour la promotion du sport en Île-de-France est présentée afin de permettre l'acquisition de places par la Région en faveur des jeunes franciliens, lycéens et sportifs des clubs, dans le cadre de marchés publics, et ainsi leur procurer l'occasion de vivre des évènements sportifs de haut niveau.

Cette affectation est également destinée à permettre l'organisation de réception à l'initiative de la Région, promouvoir des actions sportives et mobiliser les grands ambassadeurs de la Région Île-de-France pour des interventions auprès des Franciliens.

#### **7 - Soutien à l'organisation des Jeux Paralympiques**

En séance plénière le 13 octobre 2016, la Région Île-de-France s'est engagée à attribuer une subvention exceptionnelle pour prendre en charge 10% du financement public dédié à l'organisation des Jeux Paralympiques. Cet engagement financier a été confirmé par une délibération portant garantie de financement de la Région dans le cadre de l'organisation des JOP Paris 2024 adoptée par la Commission Permanente du 16 mars 2018.

Par convention adoptée lors de la Commission Permanente du 23 mars 2022, la Région et Paris 2024 sont convenus du principe et des modalités de cet engagement de la Région.

Parce qu'il n'y aura pas de Jeux Olympiques réussis sans Jeux Paralympiques réussis, la Région Ile-de-France, a fait de l'inclusion le fil rouge de sa stratégie d'accompagnement à l'organisation des JOP. Sous l'impulsion conjointe et unanime de Paris 2024 et de l'ensemble de ses parties prenantes, l'ambition donnée aux Jeux Paralympiques a été considérablement renforcée par rapport au projet d'origine afin que cet évènement dispose d'une visibilité sans précédent et qu'il permette de changer durablement le regard des Français sur le handicap.

Par conséquent, le présent rapport propose un avenant à la convention présenté en **annexe 17** à la présente délibération et une affectation de **8 200 0000 €** prenant compte l'augmentation des coûts, notamment du fait de l'inflation, et en conséquence un ajustement du calendrier de versement de cette subvention en anticipation des besoins de Paris 2024.

Pour ce faire, il sera procédé à un transfert pour un montant de **7 900 000 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 348 « Autres », programme HP348-002 « Jeunesse et vie associative », action 13400201 « Jeunesse et expression citoyenne » du budget 2023 vers le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 32 « Sports, autres que scolaires », au titre du programme HP 32 005 « Participation de la Région aux JOP 2024 », sur l'action 13200502 « Participation de la Région au financement des JOP 2024 » du budget 2023.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

## PROJET DE DÉLIBÉRATION

### DU 17 NOVEMBRE 2023

#### POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - FONCTIONNEMENT 6ÈME RAPPORT POUR 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** le code du sport ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée ;

**VU** la délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 relative aux « Nouvelles ambitions pour le Sport en Île-de-France » - 1<sup>ère</sup> partie, modifiée ;

**VU** la délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017, relative au Sport, booster de l'attractivité en Île-de-France et pour l'international, 2<sup>ème</sup> partie, modifiée ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CP 2019-363 du 18 septembre 2019 relative au soutien au dispositif des clubs d'excellence – dispositif de fonds de soutien en faveur des clubs franciliens ;

**VU** la délibération n° CP 2020-160 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France – Investissement – 2<sup>ème</sup> rapport pour 2020 ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CP 2021-129 du 1<sup>er</sup> avril 2021 relatif à la politique régionale du sport en Île-de-France - Fonctionnement - 2<sup>ème</sup> rapport pour 2021.

**VU** la délibération n° CP 2021-296 du 22 juillet 2021 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif des clubs excellence ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CP 2023-033 du 25 janvier 2023 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement – 1<sup>er</sup> rapport pour 2023 ;

**VU** la délibération n° CP 2023-096 du 29 mars 2023 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement – 2<sup>ème</sup> rapport pour 2023 ;

**VU** la délibération n° CP 2023-155 du 1<sup>er</sup> juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2<sup>ème</sup> rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

**VU** la délibération n° CP 2023-162 du 1<sup>er</sup> juin 2023 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement – 3<sup>ème</sup> rapport pour 2023 ;

**VU** la délibération n° CP 2023-230 du 5 juillet 2023 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France – Fonctionnement et Investissement – 4<sup>ème</sup> rapport pour 2023

**VU** la délibération n° CP 2023-259 du 5 juillet 2023 relative aux conventions pluriannuelles avec le mouvement sportif – Fonctionnement – année 2023 ;

**VU** la délibération n° CP 2023-295 du 21 septembre 2023 relative à la politique régionale en faveur du sport en Île-de-France - Fonctionnement - 5<sup>ème</sup> rapport pour 2023

**VU** le budget de la Région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-365 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

***Article 1 : Soutien au Comité Régional Olympique et Sportif IDF - volet « formation » et « pratique sportive » et Soutien à la Gymnastique volontaire – volet « formation » 2023***

Décide au titre du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France » de participer au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **66 205€** pour la formation et de **43 500 €** pour la pratique sportive.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention pluriannuelle type « ligues ou comités » adoptée par délibération n° CP 2021-129 du 1er avril 2021 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **66 205 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 254 « Formation des actifs occupés », au titre du programme HP 254-007 « Soutien à la formation du mouvement sportif », action 12500701 « Soutien à la formation du mouvement sportif » du budget 2023.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **43 500 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », au titre du programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2023.

Approuve l'annexe pédagogique et financière modificative à la convention de partenariat présentée en **annexe 2** à la présente délibération, relative à la subvention attribuée par délibération N° CP 2023-259 du 5 juillet 2023 à l'UNSS Académie de Versailles, intégrant les formations modifiées, sans incidence sur le montant de la subvention.

**Article 2 : Soutien aux Fédérations – volet « pratique sportive 2024 »**

Décide au titre du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France » de participer au financement des projets détaillés en annexe **3 et 4** à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant total maximum de **1 127 942 €**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention pluriannuelle type « fédérations » adoptée par délibération n° CP 2021-129 du 1er avril 2021 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **1 127 942 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », au titre du programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2023.

**Article 3.1 : Soutien aux Ligues et Comités régionaux – volet « pratique sportive 2024 »**

Décide au titre du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France » de participer au financement des projets détaillés en annexes **5 et 6** à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **3 223 476 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention pluriannuelle type « ligues ou comités » adoptée par délibération n° CP 2021-129 du 1er avril 2021 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **3 223 476 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », au titre du programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2023.

**Article 3.2 : Fédération et ligue Île-de-France de natation - volet « pratique sportive 2023 »**

Approuve l'annexe pédagogique et financière modificative à la convention de partenariat, présentée en annexe **9** à la présente délibération, relative à la subvention attribuée par délibération N° CP 2023-162 du 1er juin 2023 à la Fédération Française de Natation, intégrant des budgets prévisionnels, des taux d'intervention et un montant de subvention modifiés.

Désaffecte en conséquence une autorisation d'engagement de **60 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », au titre du programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2023.

Approuve l'annexe pédagogique et financière modificative à la convention de partenariat, présentée en annexe **8** à la présente délibération, relative à la subvention attribuée par délibération N° CP 2023-259 du 5 juillet 2023 à la Ligue régionale IDF de Natation, intégrant des budgets prévisionnels, des taux d'intervention et un montant de subvention modifiés.

Décide au titre du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France » de participer au financement du projet de la **Ligue IDF de Natation** détaillé en annexe **8** à la présente délibération par l'attribution d'une subvention complémentaire d'un montant maximum de **60 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec la **Ligue IDF de Natation**, d'une convention conforme à la convention pluriannuelle type « ligues ou comités » adoptée par délibération n° CP 2021-129 du 1er avril 2021 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **60 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », au titre du programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2023.

#### **Article 4 : Ligues et Comités régionaux - Dérogation stagiaire pour l'année 2024**

Accorde à la Ligue Ile de France de Ski Nautique et de Wakeboard, la Ligue Paris IDF Sport Universitaire, la Ligue IDF des Sports de Glace, le Comité IDF de Vol en planeur, la Ligue IDF Aïkido Budo, la Ligue régionale IDF de Bowling et sports de quilles, la Ligue IDF de la Fédération des clubs de la Défense, le Comité IDF de Cyclisme, le Comité IDF d'Haltérophilie et musculation, la Ligue Ile de France de la Montagne et de l'Escalade, la Ligue Motocycliste IDF, le Comité Régionale de Pétanque et Jeu Provençal, la Ligue Paris Ile de France de Vol Libre, la Ligue IDF de Savate Boxe française et disciplines associées, la Ligue IDF Aviron, la Ligue Ile de France de Course d'Orientation, le Comité régional IDF de la Fédération française d'études et de sports sous-marins, le Comité régional du Sport en Milieu Rural de l'Île-de-France, la Ligue IDF de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail, la Ligue IDF de Rugby à XIII, le Comité Régional d'Éducation Physique et de Gymnastique Volontaire d'Île-de-France, la Ligue francilienne de Football Américain, la Ligue IDF de la Police Nationale, la Ligue IDF d'Echecs, la Ligue IDF de Roller et Skateboard, la Ligue IDF de Pelote basque, la Ligue IDF de Kick Boxing et Muay Thai et l'Association Française du Corps Arbitral Multisport IDF, dont les projets sont présentés en annexe 7 à la présente délibération, une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un stagiaire.

#### **Article 5 : Modification d'annexes pédagogiques et financières pour l'année 2023**

Approuve les annexes pédagogiques et financières modificatives aux conventions de partenariat, présentées en annexe 10 à la présente délibération, relatives aux subventions attribuées par délibération N° CP 2023-259 du 5 juillet 2023 aux Ligue Paris Ile de France de Vol Libre, Ligue IDF de Savate Boxe française et disciplines associées, Ligue IDF Rugby à XIII, Ligue Paris IDF du Sport Universitaire, Ligue IDF Sports de glace, au Comité régional du Sport en Milieu Rural de l'Île-de-France, Comité francilien de Vol en planeur, Ligue IDF de la Police Nationale, Ligue IDF d'Echecs, Ligue IDF de Roller et Skateboard et à la Ligue IDF de Pelote basque intégrant la dérogation au recrutement de stagiaire, sans incidence sur le montant de la subvention.

#### **Article 6 : Soutien aux Clubs Excellence Île-de-France au titre de l'exercice 2023**

Décide de participer au titre du dispositif « Clubs Excellence Île-de-France » au financement du projet détaillé dans l'annexe 11 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **60 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention aux « clubs premium » - 1<sup>ère</sup> année à la signature d'une convention conforme à la convention type « club premium » approuvée par la délibération n° CP 2020-160 du 1<sup>er</sup> juillet 2020, modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **60 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », au titre du programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2023.

#### **Article 7 : Soutien des événements sportifs se déroulant en Île-de-France**

Décide au titre du dispositif « Soutien aux événements sportifs se déroulant en Île-de-France » de participer au financement de **34** projets détaillés en annexe **12** (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **1 110 035€**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2021-369 du 22 septembre 2021 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **1 110 035 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements », action 13200609 « Soutien et promotion des événements sportifs » du budget 2023.

Retire la subvention d'un montant de **200 000 €** attribuée par délibération CP 2022-409 du 10 novembre 2022 au Comité d'organisation du championnat du monde d'athlétisme paralympiques 2023 pour l'opération « organisation du championnat du Monde d'athlétisme handisport 2023 » - dossier N° EX069520

Désaffecte une autorisation d'engagement d'un montant de **200 000 €** sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements », action 13200609 « Soutien et promotion des événements sportifs » du budget 2022.

#### **Article 8 : Soutien des événements sportifs se déroulant en Île-de-France (hors dispositif)**

Décide de participer, hors dispositif, au financement de **7** projets détaillés dans l'annexe **13** (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **1 100 500 €**.

Approuve les conventions présentées en annexe **14** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **1 100 500 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements », action 13200609 « Soutien et promotion des événements sportifs » du budget 2023.

#### **Article 9 : Soutien des événements sportifs Sport santé, Sport bien être (PSO)**

Décide au titre du dispositif Plan Sport Oxygène « Soutien aux événements sportifs Sport santé – Sport bien-être » de participer au financement de **4** projets détaillés en annexe **15** (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **50 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une

convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2018-038 du 20 septembre 2018, modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements », action 13200606 « Plan Sport Oxygène » du budget 2023.

#### **Article 10 : Aides au titre du dispositif Objectif Haute Performance 2024**

Décide au titre du dispositif « Objectif Haute performance 2024 – aide individuelle aux sportifs de haut niveau franciliens » de participer au financement des **86** subventions détaillées en annexe **16** à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **880 000 €**.

Approuve la convention type au règlement d'intervention du dispositif susvisé, telle qu'elle figure en annexe **18** à la présente délibération.

Subordonne le versement ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **880 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements sportifs », action 13200609 « Soutien et promotion des événements sportifs » du budget 2023.

#### **Article 11 : Aides au titre du dispositif Objectif Haute Performance 2024, désaffectations**

Décide de retirer, à la demande des bénéficiaires, les aides n° EX072195 et EX073171 attribuées par délibération n° CP 2023-162 du 1<sup>er</sup> juin 2023 au Club Hippique de Meaux et au Taekwondo Elite de Cergy, dans le cadre du dispositif « Objectif Haute performance 2024 – aide individuelle aux sportifs de haut niveau franciliens ».

Décide de retirer, à la demande des bénéficiaires, les aides n° EX075000 et EX075608 attribuées par délibération n° CP 2023-230 du 5 Juillet 2023 au Club Budokan de Thiais et au Sucy Judo, dans le cadre du dispositif « Objectif Haute performance 2024 – aide individuelle aux sportifs de haut niveau franciliens ».

Désaffecte en conséquence ces **4** autorisations d'engagement pour **46 000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements », action 13200609 « Soutien et promotion des événements sportifs » du budget 2023.

#### **Article 12 : Promotion du sport**

Décide d'acquérir des places en faveur des jeunes franciliens, lycéens, apprentis, et sportifs des clubs afin de leur permettre de vivre des événements sportifs de haut niveau, et de financer les dépenses liées à l'organisation d'événements, à la promotion d'actions sportives et à l'intervention des Grands Ambassadeurs du Sport de la Région Île-de-France.



Affecte une autorisation d'engagement de **200 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », au titre du programme HP 326-006 « Développement de la pratique sportive et des événements (132006) », action 13200609 « Soutien et promotion aux événements sportifs » du budget 2023.

**Article 13 : Soutien à l'organisation des Jeux Paralympiques 2024**

Approuve l'avenant n°1 à la « convention de financement des Jeux Paralympiques de 2024 » telle qu'elle figure en annexe **17** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **8 200 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 32 « Sports, autres que scolaires », au titre du programme HP 32 005 « Participation de la Région aux JOP 2024 », sur l'action 13200502 « Participation de la Région au financement des JOP 2024 » du budget 2023.

**Article 14 : Règlement budgétaire et financier**

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches « annexes pédagogiques et financières » ainsi que dans les fiches projets également en annexes à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3, de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 - Annexes 2023 - volet Formation - CROSIF et Gymnastique Volontaire, pratique sportive**

TABLEAU B - FORMATION ANNEE 2023					
CHAPITRE 932 "Enseignement, formation professionnelle et apprentissage"	PROGRAMME HP 254-007 "Soutien à la formation du mouvement sportif"				
CODE FONCTIONNEL 254 "Formation des actifs occupés"	ACTION 12500701 "Soutien à la formation du mouvement sportif"				
Liges et comités régionaux	Période de la convention	Durée de la convention	Proposition d'affectation 2023	Dossier IRIS	Tiers IRIS
Comité Régional d'Education Physique et de <b>Gymnastique Volontaire</b> d'Île-de-France	2021-2024	4 ans	21 205,00 €	23005955	R22441
CROS Île-de-France ( <b>CROSIF</b> )	2021-2024	4 ans	45 000,00 €	23008231	R1873
Total Comités et Ligues 2023 2 subventions			66 205,00		

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION  
(Dossier IRIS 23008231)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET COMITE REGIONAL OLYMPIQUE ET  
SPORTIF D'ILE DE FRANCE (CROS ÎLE-DE-FRANCE)**

Convention n° 21 SP CRO 001

**I) FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET  
D'EDUCATEUR**

**Formation 1** : Formation Educateur Sport sur Prescription Médicale (ESPM)

**Public formé** : Mixte

**Durée de la formation par stagiaire** : 5 jours par an      **Effectif prévu** : 25 par an

**Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif** : 125 jours/stagiaires par an

**Barème unitaire** : 72 € par jour/stagiaire

**Subvention prévisionnelle 2023** : 9.000 €

**II) FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES**

**Formation 2** : Formation sur les outils de communication

**Public formé** : Mixte

**Durée de la formation par stagiaire** : 1 jour par an      **Effectif prévu** : 100 par an

**Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif** : 100 jours/stagiaires par an

**Barème unitaire** : 55 € par jour/stagiaire

**Subvention prévisionnelle 2023** : 5.500 €

**Formation 3** : Formation à la vie associative

**Public formé** : Mixte

**Durée de la formation par stagiaire** : 1 jour par an      **Effectif prévu** : 300 par an

**Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif** : 300 jours/stagiaires par an

**Barème unitaire** : 66,67 € par jour/stagiaire

**Subvention prévisionnelle 2023** : 20.000 €

**Formation 4** : Formation Sport-santé

**Public formé** : Mixte

**Durée de la formation par stagiaire** : 1 jour par an      **Effectif prévu** : 200 par an

**Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif** : 200 jours/stagiaires par an

**Barème unitaire** : 52,50 par jour/stagiaire

**Subvention prévisionnelle 2023** : 10.500 €

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2023** : 45.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

**MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est imputée au chapitre 932 « Enseignement, Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 254 « Formation des actifs occupés », programme HP 254-007 « Soutien à la formation du mouvement sportif », action 12500701 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

**Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

**Acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

**Versement du solde**

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION  
(Dossier IRIS 23005955)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET COMITE REGIONAL D'ÉDUCATION  
PHYSIQUE ET DE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE D'ÎLE-DE-FRANCE (EPGV)**

Convention n° 21 SP GVO 001

**FORMATION AUX BREVETS ET DIPLOMES DE TECHNICIEN ET D'EDUCATEUR**

**Formation 1** : CQP Animateur Loisir Sportif

**Public formé** : Animateurs

**Durée de la formation par stagiaire** : 41 jours par an **Effectif prévu** : 56 par an

**Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif** : 2296 journées/stagiaire par an

**Barème unitaire** : 17,41 € par jour/stagiaire

**Subvention prévisionnelle 2023** : 39 973 €

**Formation 2** : Formations certifiantes Animateur loisir sportif

**Public formé** : Animateurs fédéraux

**Durée de la formation par stagiaire** : 10 jours par an **Effectif prévu** : 97 par an

**Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif** : 970 jours/stagiaires par an

**Barème unitaire** : 28,31 € par jour/stagiaire

**Subvention prévisionnelle 2023** : 27 460 €

**Formation 3** : Formation continue des Tuteurs Accompagnateurs

**Public formé** : Tuteurs

**Durée de la formation par stagiaire** : 8 jours par an **Effectif prévu** : 15 par an

**Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif** : 120 jours/stagiaires par an

**Barème unitaire** : 14,94 € par jour/stagiaire

**Subvention prévisionnelle 2023** : 1 792 €

**FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES**

**Formation 4** : Formation de dirigeants et bénévoles

**Public formé** : Dirigeants et bénévoles

**Durée de la formation par stagiaire** : 1 jour par an **Effectif prévu** : 80 par an

**Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif** : 80 jours/stagiaires par an

**Barème unitaire** : 24,75 € par jour/stagiaire

**Subvention prévisionnelle 2023** : 1 980 €

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2023** : 71 205 €



Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », le comité régional EPGV d'Ile de France a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas du personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, et à titre exceptionnel pour 2023, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est imputée au chapitre 932 « Enseignement, Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 254 « Formation des actifs occupés », programme HP 254-007 « Soutien à la formation du mouvement sportif », action 12500701 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Service et Paiement.

TABLEAU A - PRATIQUE SPORTIVE ANNEE 2023					
CHAPITRE 933 "Culture, vie associative, jeunesse, sports et loisirs"	PROGRAMME HP 326-006 "Développement de la pratique sportive et des événements"				
CODE FONCTIONNEL 326 "Manifestations sportives"	ACTION 13200601 "Soutien au mouvement sportif"				
Liges et comités régionaux	Période de la convention	Durée de la convention	Proposition d'affectation 2023	Dossier IRIS	Tiers IRIS
CROS Île-de-France ( <b>CROSIF</b> )	2021-2024	4 ans	43 500,00 €	23008230	R1873
Total Comités et Ligues 2023 1 subvention			43 500,00		

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE  
(Dossier IRIS 23008230)**

**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LE COMITE REGIONAL OLYMPIQUE ET  
SPORTIF D'ILE-DE-FRANCE (CROS-IDF)**

Convention n°21 SP CRO 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 203.977 €**

**Taux de l'objectif : 19,61%**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 40.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le CROS d'IDF s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Assurer le déploiement médiatique local des événements sportifs franciliens ;
- Assurer différentes opérations sportives et/ou de communication dans un but de support médiatique et promotionnel du mouvement sportif, en lien, notamment, avec les radios locales ;
- Apporter conseils et renseignements aux Ligues et Comités qui n'ont pas les moyens ou les ressources nécessaires, essentiellement dans le domaine juridique ;
- Accentuer la visibilité des bonnes pratiques et des personnalités des Ligues et Comités, ainsi que des sportifs de haut niveau francilien au travers d'opérations permettant de promouvoir la diversité du territoire.
- Organiser et animer des manifestations relevant de la thématique de l'aisance aquatique : opérations J'apprend à Nager (JAN), Aqua-tests, Aisance Aquatique. Ces opérations sont destinées prioritairement aux jeunes publics, à prédominance féminine et plus particulièrement issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)
- Organiser et animer plusieurs opérations "Sport-santé" de promotion de la pratique des activités physiques et sportives comme facteur de santé publique pour tout public.

Le projet Sport Santé du CROS s'articule autour de quatre axes : Formations ; Interventions pratiques et manifestations ; Site internet ; Colloques, journées d'information et partenariats

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le CROS-IDF s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place et animation d'une commission dédiée à ces thématiques ;
- Organisation et animation de réunions d'information, de formation, de colloques sur le thème de la lutte contre les discriminations, les violences et l'homophobie ;
- Conception et réalisation d'un support pédagogique à l'usage des éducateurs sur le thème la prise de conscience et de la lutte contre toutes les formes de violence dans le sport ;
- Appuyer fortement les actions existantes par la diffusion de formations et d'informations via les réseaux sociaux et les clubs.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le CROS d'IDF s'engage à réaliser les actions suivantes :

Organisation, mise en place et animation de différentes opérations de terrain en direction des structures de jeunesse et des associations caritatives de la région, promouvant la pratique sportive au sein des Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV), et en particulier en direction des jeunes filles adolescentes.

Plusieurs opérations (labellisées) SPORT EN :

- Sport en Filles (édition d'été et édition d'automne) pour la découverte et la promotion du sport féminin) ;
- Sport en Mixte : développement des pratiques sportives mixtes.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le CROS-IDF s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organisation et animation d'une opération SPORT EN'SEMBLE promouvant l'intégration et le développement des pratiques sportives en faveur des handicapés physiques ou mentaux.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 22.493 €**

**Taux de l'objectif : 15,56%**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 3.500€**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

Le CROS-IDF s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagner les Ligues et Comités dans leurs programmes de détection des futurs sportifs de haut niveau ;

### **IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs**

Le CROS-IDF s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer une collaboration accrue au travers d'actions complémentaires avec le CREPS Île-de-France destinées à permettre aux Espoirs franciliens de poursuivre leur ascension vers le haut niveau et, possiblement, d'aspirer à une sélection aux Jeux de Paris ;

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2023 : 43.500 €**

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **2 stagiaires ou alternants**.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

## **Annexe 2 - Annexe Formation 2023 modifiée UNSS VERSAILLES**

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION  
(Dossier IRIS 23005068)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET UNSS ACADEMIE DE VERSAILLES**

Convention n° 21 SP UNV 001

**FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES**

**Formation 1** : Stage juge, arbitre, jeune coach activité Canoé Kayak

**Public formé** : Lycéens

**Durée de la formation par stagiaire** : 2 jours par an      **Effectif prévu** : 42 par an

**Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif** : 84 journées/stagiaires par an

**Barème unitaire** : 25 € par jour/stagiaire

**Subvention prévisionnelle 2023** : 2.100 €

**Formation 2** : Stage juge, arbitre, jeune coach activité aérobic

**Public formé** : Lycéens

**Durée de la formation par stagiaire** : 1 jour par an      **Effectif prévu** : 60 par an

**Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif** : 50 journées/stagiaires par an

**Barème unitaire** : 8€ par jour/stagiaire

**Subvention prévisionnelle 2023** : 400 €

**Formation 3** : Stage juge, arbitre, jeune coach activité volley-ball

**Public formé** : Lycéens

**Durée de la formation par stagiaire** : 1 jour par an      **Effectif prévu** : 40 par an

**Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif** : 40 journées/stagiaires par an

**Barème unitaire** : 25 € par jour/stagiaire

**Subvention prévisionnelle 2023** : 1.000 €

**Formation 4** : Stage juge, arbitre, jeune coach activité football

**Public formé** : Lycéens

**Durée de la formation par stagiaire** : 2 jours par an      **Effectif prévu** : 48 par an

**Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif** : 96 journées/stagiaires par an

**Barème unitaire** : 90 € par jour/stagiaire

**Subvention prévisionnelle 2023** : 8 640 €



**Formation 5** : Stage juge, arbitre, jeune coach activité Gymnastique Rythmique

**Public formé** : Lycéens

**Durée de la formation par stagiaire** : 1 jour par an      **Effectif prévu** : 70 par an

**Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif** : 70 journées/stagiaires par an

**Barème unitaire** : 10 € par jour/stagiaire

**Subvention prévisionnelle 2023** : 700 €

**Formation 6** : Stage juge, arbitre, jeune coach activité Danse

**Public formé** : Lycéens

**Durée de la formation par stagiaire** : 2 jours par an      **Effectif prévu** : 30 par an

**Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif** : 60 journées/stagiaires par an

**Barème unitaire** : 30 € par jour/stagiaire

**Subvention prévisionnelle 2023** : 1 800 €

**Formation 6** : Stage juge, arbitre, jeune coach activité Basket-ball

**Public formé** : Lycéens

**Durée de la formation par stagiaire** : 1 jour par an      **Effectif prévu** : 60 par an

**Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif** : 60 journées/stagiaires par an

**Barème unitaire** : 30 € par jour/stagiaire

**Subvention prévisionnelle 2023** : 1 800 €

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2023 : 16.440 €**

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est imputée au chapitre 932 « Enseignement, Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 254 « Formation des actifs occupés », programme HP 254-007 « Soutien à la formation du mouvement sportif », action 12500701 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

### **Annexe 3 - Etat récapitulatif Fédérations - pratique sportive**

TABLEAU A

## CONVENTIONS PARTENARIALES PLURIANNUELLES SPORT – AFFECTATIONS 2023 POUR ACTIONS 2024

CHAPITRE 933 "Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs"			PROGRAMME HP 326-006 "Développement de la pratique sportive et des événements"				
CODE FONCTIONNEL 326 « Manifestations sportives »			ACTION 13200601 "Soutien au mouvement sportif"				
FEDERATION	Période de la convention	Durée de la convention	Proposition d'affectation 2024	Dossier IRIS	Tiers IRIS	Vote CP	N° CP
FEDERATION FRANCAISE D' ATHLETISME	2021-2024	4 ans	140 000,00 €	23008263	R10423	17/11/2023	2023-365
FEDERATION FRANCAISE DE BASKET-BALL	2021-2024	4 ans	150 000,00 €	23008266	R19707	17/11/2023	2023-365
FEDERATION FRANCAISE DE BOXE	2021-2024	4 ans	100 000,00 €	23008268	P0040787	17/11/2023	2023-365
FEDERATION FRANCAISE DE CYCLISME	2021-2024	4 ans	75 000,00 €	23008307	R21361	17/11/2023	2023-365
FEDERATION FRANCAISE DE DANSE	2021-2024	4 ans	42 000,00 €	23008270	R25408	17/11/2023	2023-365
FEDERATION FRANCAISE D'EQUITATION	2021-2024	4 ans	50 000,00 €	23008293	R26292	17/11/2023	2023-365
FEDERATION FRANCAISE D'ESCRIME	2023-2024	2 ans	50 000,00 €	23008298	R27112	17/11/2023	2023-365
FEDERATION FRANCAISE DE GOLF	2021-2024	4 ans	40 000,00 €	23008295	R7349	17/11/2023	2023-365
FEDERATION FRANCAISE DE GYMNASTIQUE	2021-2024	4 ans	40 000,00 €	23008296	R11261	17/11/2023	2023-365
FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL	2021-2024	4 ans	150 000,00 €	23008311	R17577	17/11/2023	2023-365
FEDERATION FRANCAISE DE HOCKEY SUR GLACE	2022-2026	4 ans	15 000,00 €	23008314	R33306	17/11/2023	2023-365
FEDERATION FRANCAISE DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES	2021-2024	4 ans	160 000,00 €	23008315	R36708	17/11/2023	2023-365
FEDERATION FRANCAISE DE LUTTE ET DISCIPLINES ASSOCIEES	2021-2024	4 ans	63 000,00 €	23008318	R24994	17/11/2023	2023-365
FEDERATION FRANCAISE DE NATATION	2022-2024	3 ans	52 942,00 €	23008302	EXM07771	17/11/2023	2023-365

**Total fédération**  
14 fédérations

**1 127 942,00 €**

## **Annexe 4 - Annexes 2024- Fédérations - volet pratique sportive**

**ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE 2024  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE  
(Dossier IRIS 23008263)**

**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE  
D'ATHLETISME**

Convention n° 21 SP ATH 002

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 185 000 €**

**Taux de l'objectif : 29,73%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 55 000 €**

**Descriptif :**

**la / Projet fédéral : Actions de développement de l'accès à la pratique de la discipline au niveau territorial**

**✓ Développement de la pratique pour tous**

Cet engagement se traduit par la promotion de l'athlétisme par le prisme de la marche nordique et de l'athlé-santé notamment en fédérant et mobilisant les clubs franciliens lors d'une opération de découverte de la marche nordique « les journées nationales de la marche nordique ».

De plus, pour répondre à un enjeu d'animation du territoire et notamment des quartiers prioritaires de la ville, la FFA prévoit 2 opérations de tests de forme auprès des lycéens franciliens.

En lien avec les structures régionales, ces actions sont un moyen d'attirer de nouveaux pratiquants dans les clubs franciliens sur l'ensemble des pratiques proposées par la Fédération.

**✓ Développement de la pratique dans les entreprises**

Dans le cadre du développement du sport santé, la FFA réalise une opération de sensibilisation de l'activité physique auprès des entreprises. Pour cela, elle prévoit l'organisation d'un temps de communication et de promotion axé sur l'offre work athlé avec notamment la mise en place d'une semaine spéciale « work athlé week » dédiée à la découverte de séance de coaching vidéo de type « pause active » via la plateforme web FFA.

## ✓ Développement de la pratique du running

Afin de permettre un développement de la pratique du running qui ne cesse de s'amplifier en Ile-de-France, la FFA organise un Ekiden (Marathon en relais). La Région aura également la possibilité d'avoir un stand dans le village partenaires.

En outre et afin de stimuler et consolider la pratique du running par les franciliens, la FFA :

- met en place 2 stands conseils running avec les entraîneurs des clubs régionaux, sur le semi de Paris et le marathon de Paris
- organise 4 regroupements et entraînements gratuits et accessibles à tous, avec les coachs FFA des clubs franciliens
- créer un challenge des clubs franciliens dans le cadre de l'opération portes ouvertes dénommé « Run 2k Challenge »

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Actions de détection, d'évaluation, de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 40 000 €**

**Taux de l'objectif : 25%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 10 000 €**

**Descriptif :**

Afin de permettre l'éclosion de nouveau talent, la Fédération s'engage à poursuivre son travail de détection dans les clubs franciliens notamment à travers la DTN qui rencontrera fréquemment athlètes et entraîneurs pour permettre un suivi optimal de la progression.

Des stages de regroupement régionaux sont organisés afin de favoriser l'émulation de chacun et la progression des athlètes.

### **IIb / Favoriser l'accès à la très haute performance d'un collectif « Team PEREC - Génération 2024 »**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 250 000 €**

**Taux de l'objectif : 30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 75 000 €**

**Descriptif :**

Depuis 3 ans ce dispositif permet un suivi personnalisé et un accompagnement personnalisé d'un collectif d'athlètes.

La dernière pierre de ce dispositif sera consacrée en 2024 au suivi final en Île-de-France du collectif **Ambition 2024, porté par Marie-José PEREC.**

Le regroupement final dans la région permettra aux athlètes-cibles de monter en pression et de bénéficier du partage d'expérience de la triple-championne olympique.

Une ou deux journées spéciales seront organisées au Stade de France, en line avec le COJOP, afin que le collectif puisse bénéficier du *home advantage*.

Dans la continuité des séquences précédentes, des temps de préparation non sportif seront également privilégié afin de mettre les athlètes franciliens concernés dans les meilleures dispositions possibles.

Depuis le démarrage de projet, la démarche se veut structurante et innovante et constitue une première en la matière en termes de projet commun entre une collectivité territoriale et une Fédération Olympique

### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 140.000 €**

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de publier **3** offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.



Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Date et signature  
Fonction  
Cachet

**ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE 2024  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008266)**

**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE DE BASKETBALL**

Convention n° 21 SP BSK 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**la / Action de développement de l'accès à la pratique**

**Action 1 : Organisation Finales des Coupes de France Féminin et Masculin**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 480 000 €**

**Taux de l'objectif : 27,08 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 130 000 €**

**Descriptif : Finales des Coupes de France - Paris Accor Arena – 26 et 27/04/24**

**Action 2 : Organisation Match des championnes Ligue Féminine de BasketBall**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 70 000 €**

**Taux de l'objectif : 28,57 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 20 000 €**

**Descriptif : Vainqueur Championnat LFB / Vainqueur Coupe de France Féminine – PARIS – Sept 2024**

**Ou**

**Action 2 : Organisation Tournoi basket 3X3**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 80 000 €**

**Taux de l'objectif : 25 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 20 000 €**

**Descriptif : Etape du circuit Pro – PARIS (Gymnase Jean Jaures à confirmer) – Mars 2024**

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 150 000 €**

Cette subvention (Développement de la Pratique Sportive) donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de publier **3** offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

**MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006

« Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

#### Reversement

Le bénéficiaire est autorisé à reverser l'intégralité de la subvention au Comité d'Organisation des 2 événements sus-cités.

Date et signature  
Fonction  
Cachet

**ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE 2024  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008268)**

**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE DE BOXE**

Convention n° 21 SP BOX 002

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Ia / Projet fédéral : Actions de développement de l'accès à la pratique de la discipline au niveau territorial**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 133 500€**

**Taux de l'objectif : 22,5%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 30 000€**

**Descriptif :**

De nombreux projets seront menés au cours de l'année pour le développement et la structuration de la boxe et du MMA sur le territoire francilien.

Pour ce faire, de nombreux regroupements de jeunes pratiquants, dirigeants, de cadres techniques et d'officiels seront organisés en Ile-de-France afin de favoriser la reprise de l'activité.

Les compétitions battent leur plein avec notamment les championnats de France amateurs MMA et boxe mais également des rassemblements regroupant les jeunes franciliens ainsi que les compétiteurs régionaux en boxe et MMA.

Le développement de la pratique est aussi lié à la compétition. De ce fait, l'organisation d'une compétition régionale régulière (trimestrielle) sensibilisera un plus grand public.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 266 000€**

**Taux de l'objectif : 18,8 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 50 000€**

**Descriptif :**

Dans le cadre des projets olympiques JO Paris 2024 et JO Los Angeles 2028, la Fédération française de boxe organise et développe de nombreux regroupement haut-niveau en Ile-de-France (stages, tournois, compétitions), notamment avec des délégations étrangères en lien avec les Centres de préparation aux Jeux. L'objectif prioritaire étant de préparer les équipes de France à l'excellence dans le cadre de participations aux tournois internationaux, championnats d'Europe, du monde et Jeux olympiques.

La Région Ile-de-France est un bassin primordial pour détecter et accompagner les athlètes, mais également faire évoluer les meilleur(e)s boxeur(se)s susceptibles de représenter la France depuis l'an dernier dans les grands championnats.

C'est une continuité dans le projet de performance fixé par la fédération dans les années à venir.

La recherche de l'excellence passe également l'organisation de compétition internationale. Il est essentiel de confronter les boxeurs franciliens au niveau international pour favoriser leur progression.

## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 100 000€**

**Taux de l'objectif : 20%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 20 000€**

**Descriptif :**

La Fédération française de boxe accompagne ses jeunes athlètes de haut-niveau franciliens à l'accès au pôle France. Elle les soutient également dans les actions liées au développement de leurs parcours de performance tel que : les transports, la prise en charge d'entraînement, des compétitions, des hébergements dans les pôles espoirs.

La fédération accompagne les jeunes boxeurs à l'acquisition de matériels pour une bonne pratique performante et sécurisée (bandage, protège-dents, ...).

### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 100 000 €**

Cette subvention (Développement de la Pratique Sportive) donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de publier **3** offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

#### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Date et signature  
Fonction  
Cachet

**ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE 2024  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008307)**

**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE DE CYCLISME**

Convention n° 21 SP CYC 002

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**la / Action de développement de l'accès à la pratique**

**Action 1 - Nouveau Cycle**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 205.000 €**

**Taux de l'objectif : 22 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 45.000 €**

Dans le cadre de l'appel à projet du fond de dotation de Paris 2024, la FFC a déposé un projet consistant à collecter des vélos auprès de son réseau fédéral, pour ensuite les confier à des opérateurs de réparation. Ces vélos sont ensuite réemployés, dans une seconde vie, au bénéfice de projets de Savoir Rouler à Vélo ou de Remise en Selle. Le projet a été déployé en Île-de-France en s'appuyant notamment sur un consortium francilien composé de La Recyclerie Sportive qui assure les opérations de collecte des vélos en Île-de-France et sur Solicycle qui assure leur remise en état. Dix structures fédérales franciliennes seront dotées, ce qui représente environ 200 vélos recyclés et revalorisés à travers le territoire francilien.

**Action 2 - Journée olympique et animations JOP 2024**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 20.000 €**

**Taux de l'objectif : 20 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 4.000 €**

Dans le cadre de la préparation des JOP de Paris 2024, la FFC participe à la journée et à la semaine olympique avec de nombreux partenaires. A ce titre, la FFC met à disposition du matériel et des encadrants professionnels pour animer des séquences d'Ecycling, de Savoir Rouler à Vélo et de Remise en selle.

**Action 3 - Savoir Rouler à Vélo dans les Îles de Loisirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 5.000 €**

**Taux de l'objectif : 30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 1.500 €**

Déploiement du dispositif « Savoir Rouler à Vélo » en région Île-de-France. Le dispositif « Savoir Rouler à Vélo » est issu du Plan Gouvernemental sur le développement du vélo. L'enjeu de ce dispositif est de faire en sorte que l'ensemble des jeunes de 6 à 11 ans puisse être en capacité de se déplacer en autonomie et en sécurité sur la voie publique en vélo. La FFC a déployé des animations visant à promouvoir le dispositif et développer des outils pédagogiques à destination des clubs affiliés et des collectivités locales, ainsi que des actions visant le déploiement et le développement du « Savoir Rouler à Vélo » en Île-de-France.

La FFC est le 1<sup>er</sup> opérateur national du Savoir Rouler à Vélo, en Île-de-France et, met en place des stages SRAV, notamment en direction des enfants les plus défavorisés des QPV. En 2024 une programmation de 2 stages, pendant les vacances scolaires seront mis en place sur les îles de loisirs d'Île-de-France.

#### **Action 4 - Développement du Sport Santé**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 197.000 €**

**Taux de l'objectif : 6,8 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 13.400 €**

Labellisée depuis mai 2021 Maison Sport Santé, la FFC développe de nombreuses opérations sport santé grâce à l'emploi de 3 cadres sportifs spécialisés en Activités Physique Adaptées au sein de la Direction Technique Nationale. A ce titre elle développe un programme Offre Mobile Cyclisme Santé en direction de divers publics en établissements médicaux et socio éducatifs. Elle développe aussi des programmes de sensibilisation à la pratique du vélo pour la santé et le bien-être auprès des publics vulnérables. Depuis fin 2022 la FFC ouvert dans ses locaux un accueil physique des pratiquants APA pour des évaluations physiques et la proposition d'activités dans et autour du Vélodrome National.

#### **Action 5 - Développement de la pratique du cyclisme féminin**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 7.000 €**

**Taux de l'objectif : 30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 2.100 €**

Organisation d'animation Vivre Vélo au féminin, avec des journées ambassadrices FFC à l'attention des pratiquantes cyclistes sur des sites d'Île-de-France (bases de loisirs, pistes BMX, anneau Longchamps...).

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 30.000 €**

**Taux de l'objectif : 30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 9.000€**



Organisation d'une action de détection au sein du vélodrome national de Saint-Quentin-en-Yvelines. Les jeunes licenciés franciliens identifié(e)s et repérés en clubs FFC dans le cadre d'une campagne nationale pourront bénéficier des installations « olympiques » du Centre National de Cyclisme, à savoir le vélodrome, la piste de BMX et le « PLATO » (service d'évaluation et d'accompagnement de la performance).

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 75.000 €**

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de publier **2** offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Date et signature  
Fonction  
Cachet

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE 2024  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008270)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE  
DANSE**

Convention n° 21 SP DAN 002

**I ) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Ia / Projet fédéral : actions de développement de l'accès à la pratique de la discipline au niveau territorial**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 60 000€**

**Taux de l'objectif : 28.33%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 17 000€**

**Descriptif :** Opération « Breaking en herbe » : mise en place d'une tournée d'initiation au Breaking durant l'été et à la rentrée dans divers lieux en plein air de l'IDF : CLSH, Iles de Loisirs principalement.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 85 000€**

**Taux de l'objectif : 29.41 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 25 000€**

**Descriptif :** - Stages d'entraînement Haut Niveau (3 fois 6 jours) avec invitation de Bboys et Bgirls étrangers de niveau international. Budget total = 67 K€  
- Déplacement d'une Equipe régionale lors de 2 battles internationales en IDF - Budget total = 18 K€

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 42.000 €**

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de publier **2** offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Date et signature  
Fonction  
Cachet

**ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE 2024  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008293)**

**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE  
D'EQUITATION**

Convention n° 21 SP EQU 002

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**la / Projet fédéral : Actions de développement de l'accès à la pratique de la discipline au niveau territorial**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 114 000 €**

**Taux de l'objectif : 28.95 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 33 000 €**

**Descriptif :**

- Promotion de l'équitation en Île-de-France sur des événements grand public comme la Foire de Paris, notamment, en animant un poney club éphémère permettant aux enfants de s'initier à l'équitation.
- Aider les centres équestres franciliens à augmenter leur notoriété sur le territoire grâce à des opérations de communication.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 61 000 €**

**Taux de l'objectif : 27,87 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 17 000 €**

**Descriptif :**

- Organiser sur le territoire une étape de la Tournée des As, circuit d'excellence de la FFE à destination des jeunes cavaliers.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 50 000€**

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de publier **2** offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Date et signature  
Fonction  
Cachet

**ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE 2024**  
**A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE**  
**DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008298)**  
**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE**  
**ESCRIME**

Convention n° 23 SP ESC 002

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**la / Projet fédéral : Actions de développement de l'accès à la pratique de la discipline au niveau territorial**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 100 000€**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 30 000€**

**Descriptif :**

Le projet fédéral a comme ambition de relever de nombreux défis dont celui d'ouvrir la fédération au monde qui change, de transmettre aux jeunes générations un héritage escrime à la fois éducatif, sportif, social.

Dans le cadre du développement de sa pratique, la FFE a défini un objectif de résultat, tendre vers 60.000 licenciés au 31/08/24. Pour réussir cet objectif, la FFE s'est engagée à répondre au mieux aux aspirations des pratiquants, à développer une offre de nature à attirer de nouveaux pratiquants et à fidéliser les licenciés. Les objectifs communs sont :

- D'augmenter le nombre de licences.
- De diversifier les offres de pratiques et de répondre aux enjeux de mixité.
- Accompagner la structuration des comités et clubs en prenant en compte la spécificité des territoires.

Dans ce cadre, la FFE porte plusieurs actions sur le territoire d'Ile de France qui s'inscrivent dans les stratégies nationales.

**Contrat territorial de progrès :**

Le contrat territorial de progrès est une convention d'objectif et de moyens pluriannuel qui engage le comité régional d'Ile de France à s'inscrire dans la stratégie de développement de la fédération. Ainsi, le comité s'est engagé à augmenter son nombre de licenciés de 23 % au 31/08/24 en se positionnant sur la pratique des jeunes et des scolaires, la formation, la recherche de nouveaux licenciés. La FFE accompagne en ce sens le comité et s'est engagée à contribuer au financement d'un emploi d'agent de développement régional.

**Labellisation des clubs :**

La FFE a enclenché la réforme de la labellisation des clubs pour s'engager et repositionner ce dispositif comme un facteur clé de développement qui s'inscrit dans une stratégie de structuration des clubs en lien avec les priorités fédérales de développement. Trois principes ont été posés : progressivité (or/argent/bronze), simplicité, reconnaissance. L'obtention du label s'appuie sur des exigences en lien

avec le contrat d'engagement citoyen, la participation à la gouvernance territoriale, l'accueil des différents publics. Plusieurs labels sont proposés : Escrime pour le plus grand nombre, Académie sabre laser, Conservatoire d'escrime, Santé bien être, Compétition. Par ailleurs, il est attendu des clubs franciliens un niveau de service et une exigence de qualité. La FFE accompagne le CR et ses clubs dans l'obtention d'un label.

#### Plan mixité

Depuis 2021, la FFE a créé son plan mixité car le développement de la pratique sportive féminine ainsi que l'accompagnement des femmes à la prise de responsabilité est un axe essentiel de développement et de structuration pour notre Fédération.

Dans ce cadre, plusieurs actions sont conduites et notamment la création d'un séminaire mixité en appui au Mazars Challenge International de Paris de Fleuret en janvier 2023 et un appel à projet auprès des clubs sera aussi proposé pour impulser des actions innovantes en matière de promotion de la pratique féminine.

#### Ethique et citoyenneté

La FFE a développé un plan de prévention de lutte contre les violences et toutes formes de faits graves. Une convention avec l'association « Colosse aux pieds d'Argile » a été signée pour accompagner les clubs et les comités franciliens dans ce cadre. Un réseau de référents citoyens a été créé auquel contribue le comité régional d'Ile-de-France d'escrime pour prévenir et accompagner les clubs sur ces sujets complexes et difficiles à gérer. Plusieurs clubs franciliens sollicitent la FFE en ce sens et bénéficient d'accompagnement spécifique par la DTn et le service juridique de la fédération.

#### Scolaire :

Dans le cadre du développement de la pratique scolaire et périscolaire, la FFE a développé plusieurs outils : des livrets pédagogiques et des kits première touche dont elle fait bénéficier les clubs franciliens. Les dispositifs fédéraux comme le pass découverte sont des dispositifs d'aide directes aux clubs d'Ile de France.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 6 667€**

**Taux de l'objectif : 30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 2 000€**

**Descriptif :**

Dans le cadre de son pôle France relève au fleuret homme, basé au CREPS de Chatenay Malabry, la FFE accompagne et soutient les athlètes et le fonctionnement du Pôle. A ce titre, plusieurs actions sont proposées :



- Stage d'entrée au pôle France afin de reprendre la saison dans de bonnes conditions
- Aide directe au fonctionnement pour accompagner les jeunes dans leur pratique sportive de tous les jours.

## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 60 000€**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 18 000€**

**Descriptif :**

La FFE accompagne les jeunes sportifs à potentiels en favorisant leur inscription dans le pôle France relève par le biais d'une aide aux frais de pension ainsi que par l'achat de matériels spécifiques dédiés à la pratiques (lames...).

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 50 000 €**

Cette subvention (Développement de la Pratique Sportive) donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de publier **2** offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Date et signature  
Fonction  
Cachet

**ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE 2024  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008295)**

**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE DE GOLF**

Convention n° 21 SP FFG 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

Le développement des pratiques sportives sera décliné en trois volets :

- Le développement du golf pour les Jeunes et le golf scolaire
- L'accompagnement de l'excellence sportive : aide au fonctionnement des Pôle Espoir et Pôle France implantés au Golf National
- La mise en œuvre du plan régional Paragolf sur le territoire francilien, au travers de 4 axes :

**la / Projet fédéral : Actions de développement de l'accès à la pratique de la discipline au niveau territorial**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 163 587 €**

**Taux de l'objectif : 3.21 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 5 251 €**

**Descriptif :**

○ **Développement du Golf pour les Jeunes**

- Suivi des labels de l'école de golf
- Mise en place d'une série d'épreuves réservées aux écoles de golf labellisées
- Animation de la filière U16 via la création d'un projet innovant : ***Le Challenge des Ecoles de golf***
- Diffusion d'un ***Guide de l'entraîneur des écoles de golf***
- Rénovation de la **filière des Drapeaux** (documentations, Règles, Pin's)
- Animation de la filière compétitive via l'organisation d'épreuves Jeunes en IDF
- Accompagnement des parents des jeunes au sein de la filière compétitive (création de documents et réunions)
- Mise en place d'**actions de lutte contre la violence dans le sport et de la lutte contre les discriminations** (Plan de prévention fédéral, mise en place de référents, convention avec l'association « Colosse aux pieds d'argile »)
- Formation des ASBC (Animateurs Sportifs Bénévoles de Club) qui aident à l'encadrement des écoles de golf
- Mise en place d'actions sur le respect de l'environnement et de la Biodiversité pour des Jeunes inscrits en Ecoles de golf

### ○ Développement du Golf Scolaire

- Animation du réseau des référents « **Golf Scolaire** » de ligues via 2 séminaires annuels
- Mise en place d'un plan de développement du golf « Golf scolaire » vers « l'école de golf »
- Mise en place de journées de formation des « Jeunes Officiels » en lien avec l'UNSS
- Suivi du déploiement du « **Carnet de Golf – En route pour 2024** » visant à faciliter les apprentissages scolaires (EPS + matières générales) à travers un support promouvant le golf et les Jeux Olympiques et Paralympiques en partenariat avec le COJO PARIS 2024, la DSDEN 78, l'agglomération de Saint-Quentin en Yvelines, le Lycée Claude Garamont, le CD Golf 78, le Golf National
- Mise en place d'une **1ère licence gratuite** ffgolf pour les élèves de primaire et collège dans le cadre du suivi d'un cycle de golf scolaire
- Mise en place d'une journée d'échanges sur le thème du sport et du Handicap au sein de plusieurs écoles primaires dont une en QPV : Ecoles primaire des Epinettes 75018

### ○ Poursuite du développement des actions envers les personnes en situation de handicap :

- Présence de la ffgolf lors de la **JOURNEE EVASION**, organisée par l'association 1er de Cordée au stade de France : accueil de 800 enfants et adolescents (malades ou en situation de handicap concernés) sur le stand avec implication de 4 personnes de la ligue PIDF, en avril 2024
- Mise en place de séances de découverte du golf dans les hôpitaux franciliens en partenariat avec l'Association « Premiers de Cordée » dans le cadre de leur projet « Sport à l'hôpital »
- Poursuite des journées de découverte du golf à destination du public en situation de handicap au sein des différents « pôles Handicap » créés dans les clubs franciliens : Accueil de 200 personnes en situation de handicap mental dont 80% d'enfants et 6 personnes en situation de handicap physique devenues pratiquantes et licenciées
- Poursuite du projet de réinsertion sociale à travers la pratique du golf pour 5 enfants issus de la Fondation Ellen Poidatz en partenariat avec le golf du Coudray
- Création d'un reportage vidéo mettant en avant le projet « Para kids » en ile-de-France.
- Recensement de 17 sections « Paragolf » au sein des golfs franciliens dont la création de 5 nouvelles sections Paragolf dans des golfs franciliens, notamment au golf de Verrières le Buisson

- Poursuite du projet « Para kid's » via des séances de golf au Golf National (1H30 le jeudi après-midi + 1h30 le mercredi matin) au profit de l'IME René Fontaine basé aux Clayes sous-bois (78)
- Déploiement de l'opération « Para kid's Golf » sur le territoire francilien

#### Développement de partenariats pour les pratiquants en situation de handicap :

- Mise en place d'une **convention avec l'AS HANDIGOLF** afin de développer la pratique Paragolf en IDF
- Inscription au **Handiguide** (ministère des Sports) des golfs en Ile de France en capacité d'accueillir un public en situation de handicap (environ 45 clubs)
- Animation du réseau des référents Paragolf des ligues franciliennes via plusieurs rencontres (en présentiel ou en visioconférence), afin de suivre les projets développement de la pratique Paragolf en Ile de France

#### Pratique sportive Paragolf

- Création de nouvelles sections Paragolf en Ile de France, notamment au Stade Français, site du Haras Lupin
- Accueil régulier de l'Equipe de France Paragolf en Ile de France (Golf National, Golf de St Germain, Golf de St Nom, Golf de Courson, Golf du Stade Français pour ses stages de préparation (9 Journées au total dont un stage spécifique de détection de nouveaux joueurs au golf du stade Français)
- Mise en place d'un suivi de l'équipe de France Paragolf par des experts en vue d'une recherche de performance en lien avec les objectifs sportifs fédéraux (PSF)
  - ✓ 5 journées au Golf National + présence au Centre de Performance
  - ✓ 2 journées au golf du Stade Français – Haras Lupin + Courson
  - ✓ 2 jours de suivi avec un expert putting X 5 joueurs
- Création d'une série de reportages mettant en avant la pratique du golf pour les personnes en situation de handicap
- Mise en place d'un suivi médical régulier des joueurs de l'équipe de France Paragolf, en partenariat avec l'Hôpital R. Poincaré de Garches

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

Ce volet est consacré à l'accompagnement des jeunes sportifs identifiés comme futurs talents de leur discipline pour laquelle il existe ou non des pôles Espoirs. L'objectif est d'offrir à ces meilleurs éléments, identifiés en listes « jeunes » et « espoirs », les conditions les plus propices à l'accession au plus haut niveau.

Sont donc soutenus les Centres de Performance (Pôles France et Espoirs) existants mais également les structures régionales d'entraînement, les stages de détection, les regroupements et la constitution d'équipes régionales. Cet accompagnement contribue au « double projet » du sportif, par l'intégration scolaire ou universitaire et la recherche de la meilleure performance dans l'intégrité physique et mentale avec une attention spécifique portée sur la prévention du dopage et la lutte contre la corruption (notamment en lien avec les paris en ligne...)

## **Ila / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 241 958 €**

**Taux de l'objectif : 3.22 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 7 791 €**

### **Descriptif :**

- **Détection** des meilleurs potentiels franciliens :
  - Organisation de stages de détections auprès des jeunes de moins de 12 ans
  - Organisation de tournois adaptés par équipes
  - Préparation à l'Interlignes U12
- **Formation et accompagnement** des joueurs des groupes cibles régionaux (moins de 16 ans) :
  - Accompagnement sur tournois nationaux de référence recommandés par la Direction Technique
- **Accompagnement** des projets individuels des meilleurs éléments
  - Aide à la mise en place de l'encadrement des joueuses/joueurs dans les différents domaines de la performance (préparation physique, préparation mentale, suivi médical et para médical...)
  - Soutien à la mise en place d'une scolarité adaptée

## **Ilb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 837 200 €**

**Taux de l'objectif : 3.22 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 26 958 €**

### **Descriptif :**

Soutien à l'intégration et à la participation des franciliens dans les Centres de Performance.

### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 40 000 €**

Cette subvention (Développement de la Pratique Sportive) donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de publier **2** offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Date et signature  
Fonction  
Cachet

**ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE 2024  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008296)**

**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE DE GYMNASTIQUE**

Convention n° 21 SP GYM 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Ia/ Actions de développement de l'accès à la pratique**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 100 000 €**

**Taux de l'objectif : 20%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 20 000 €**

Plusieurs actions seront réalisées pour participer au développement des pratiques gymniques dont la Fédération Française de Gymnastique est délégataire en Île-de-France.

- **Développer l'univers ÉvoluGym dans les clubs**

C'est l'univers de la pratique non compétitive, simple, motivante et facile à mettre en œuvre pour capter de nouveaux publics et les fidéliser. Afin de faciliter l'accès à une pratique sportive régulière et encadrée, la Fédération propose différents produits pour les sportifs souhaitant pratiquer la Gymnastique de manière non-compétitive.

En lien avec le Comité Régional, la Fédération va déployer dans les clubs franciliens les produits « AccessGym », « FreestyleGym » ou encore « BabyGym ».

La Fédération accompagne les territoires en organisant des rencontres de proximité, des actions d'animation du réseau de référents régionaux « AccessGym », « FreestyleGym » ou encore « BabyGym ». Des événements promotionnels du FreestyleGym seront également programmés.

- **Développer la pratique gymnique pour les adultes (programme Gym+)**

Pour permettre un développement de la pratique gymnique pour les adultes qui ne cesse de s'amplifier, la Fédération propose un nouveau programme : Gym+.

Cette pratique au service de la santé vise à proposer à un public adulte et sénior une pratique de développement de la condition physique générale mais également des programmes spécifiques d'accompagnement de publics souffrant d'une ALD ou de pathologies du dos.



La Fédération accompagne les territoires en organisant des actions de sensibilisation sur les programmes Gym+ et des actions d'animation du réseau de référents régionaux « Gym+ ».

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 50.000 €**

**Taux de l'objectif : 20%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 10.000 €**

La Française de Gymnastique continue à dynamiser sa politique en matière de gymnastique de haut niveau. Elle ancre son organisation basée sur la cohérence entre le Programme d'Accession Sportive (PAS) et son action de détection et de formation à proximité des jeunes talents sur le territoire, et le Programme d'Excellence Sportive (PES) dont la finalité exclusive est l'obtention de médailles.

Dans ce cadre, la Fédération, en collaboration avec le Comité Régional, les « clubs formateurs » et les « Centres d'entraînement Top 12 » met en œuvre le Dispositif Régional d'Accession (DRA) et propose un certain nombre d'actions d'accompagnement visant à améliorer la détection et la formation de base des jeunes talents en favorisant le plus possible la proximité (stages de détection, revues d'effectifs tant régionale que nationale, stage GymEval, actions individualisées...). Cette nouvelle saison est placée sous le signe d'un suivi accru avec la mise en œuvre de nouveaux programmes compétitifs (7/9 ans pour la GAF) visant une meilleure formation des plus jeunes gymnastes et d'une base de données (au travers d'une application numérique) rassemblant une batterie de tests tant physiques qu'émotionnels et mentaux (projet Detect) facilitant le repérage des meilleurs potentiels.

### **Ilb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 50.000 €**

**Taux de l'objectif : 20%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 10.000 €**

La Fédération Française de Gymnastique soutient les Pôles Espoirs franciliens dans leurs actions quotidiennes afin d'accompagner les jeunes gymnastes inscrits sur les listes de haut niveau, et leur entraîneur.

Grâce à la Mission d'Accompagnement de la Performance (MAP), la Fédération poursuit le développement d'un certain nombre d'outils nécessaires au pilotage de la gymnastique de haut niveau au sein de ses Pôles Espoirs :

- Développement de l'outil « Ranking List » pour une communication dynamique du classement des gymnastes, au fur et à mesure des performances réalisées (tests et compétitions) ;
- Déploiement d'un outil vidéo pour le suivi individualisé des parcours de performance des gymnastes (relation entre le club et la direction technique nationale) ;
- Développement de la plateforme Elite gym : base de données des gymnastes engagés dans le HN (liste DTN), modernisation du processus Gym Eval.

Cette nouvelle saison, la Fédération Française de gymnastique souhaite mettre en place un outil numérique de suivi de l'entraînement pour les gymnastes de ses pôles Espoirs. L'expert scientifique de la fédération observera plusieurs paramètres : suivi du sommeil, des douleurs, de la charge d'entraînement et de l'état de forme. Le bénéfice attendu est une adaptation de l'entraînement aux capacités réelles du gymnaste.

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 40 000 €**

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de publier **2** offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du

montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Date et signature  
Fonction  
Cachet

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE 2024  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE  
(Dossier IRIS 23008311)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE  
HANDBALL**

Convention n° 21 SP HAN 002

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**la / Action de développement de l'accès à la pratique**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 200.000 €**

**Taux de l'objectif : 30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 60.000 €**

**Descriptif :**

La FFHandball souhaite permettre à toutes et tous d'accéder à la pratique du handball sous ses différentes formes. Articulées autour d'enjeux sociétaux, les nouvelles offres de pratique répondent à cet objectif et viennent enrichir le panel de services à disposition des clubs.

Désormais organisées tous les 2 ans, les Nationales du Handensemble seront de nouveau proposées en 2024, en Île-de-France. Le développement de cette pratique inclusive passe par l'accompagnement des clubs de la FFHandball à se structurer davantage pour accueillir les personnes en situation de handicap mental et/ou physique. 2 scénarios possibles pour cette édition qui pourrait se dérouler du 10 au 12 mai 2024 ou bien fin août-début septembre, pendant les Jeux Paralympiques, pour la seconde fois à la MDH à Créteil et permettra de rassembler l'ensemble des territoires constitués en équipes hand fauteuils et hand adapté. Un match de l'équipe de France pourrait être organisé dans le cadre de cet évènement.

Pour 2024, la FFHandball organisera la 2ème édition du Challenge National du Hand à 4 en Île-de-France. Ce challenge va concourir à poursuivre le déploiement de cette offre de pratique avec possibilités de cibler les publics suivants:

- soit les jeunes de 18 à 25 ans,
- soit les seniors de plus de 55 ans.

Enfin, la FFHandball organisera la première édition des Assises Nationales du Sport-Santé en regroupant des professionnels du sport santé pour travailler et échanger sur le sport, et notamment le handball avec toutes ses offres de pratique, au service de la santé de ses pratiquants.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 400.000 €**

**Taux de l'objectif : 20 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 80.000 €**

**Descriptif :**

La FFHandball organise **de nombreux stages de détection et de préparation aux équipes de France et aux compétitions internationales** dans les 2 filières, toutes catégories confondues, en Handball Indoor et grande nouveauté pour la saison 2023-2024, également pour ses équipes de France Hand sourd et Hand fauteuil.

Cette année, les équipes de France seniors commenceront leur préparation pour leurs échéances internationales (Euros) à la Maison du Handball à Créteil en janvier pour les garçons et en novembre-décembre pour les filles. Elles y finiront surtout leur préparation olympique pour Paris 2024 sur une semaine complète en juillet 2024.

Des temps de détection seront organisés en Île-de-France, indispensables aux 2 filières jeunes : 3 stages nationaux (2 pour les filles et 1 pour les garçons), ainsi que **4 regroupements intergénérationnels féminins**.

La FFHandball mettra en œuvre **des circonstances de travail amicales** avec des tournois 4 nations : le **Tiby U21M** à Serris en mars 2024, le **Tiby U19M** à Eaubonne en novembre 2024 et pour la deuxième édition, le tournoi 4 Pays IDF U18F en décembre 2024.

Enfin, se dérouleront en Île-de-France, principalement à la Maison du Handball à Créteil, une quinzaine de stages de préparation entre 3 et 9 jours de durée en moyenne.

### **Ilb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 40.000 €**

**Taux de l'objectif : 25 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 10.000 €**

**Descriptif :**

Les athlètes identifiés par la FFHandball sont accompagnés dans le cadre **du dispositif espoir fédéral** dans toutes les dimensions de leur parcours sportif et scolaire. Ces aides prennent différentes formes :

- mise à disposition de ressources expertes dans le domaine sollicité et accompagnement financier ;
- mise en œuvre de circonstances d'information et d'orientation vers le secteur professionnel.

Dispositif fédéral de suivi et d'accompagnement des athlètes identifiés espoirs fédéraux (dispositif différent de celui de la Ligue Île-de-France de handball pour les joueurs en pôle), qui sont convoqués 4 à 5 fois dans l'année sur 2 à 3 jours pour des entretiens individuels avec les responsables des filières, les entraîneurs et staffs des équipes de France, des experts (préparation mentale, physique, spécialiste GB), référents fédéraux du suivi socioprofessionnel, référents fédéraux du suivi scolaire.

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2024 : 150.000 €**

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de publier 3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Île-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Date et signature

Fonction

Cachet

**ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE 2024  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008314)**

**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE DE  
HOCKEY SUR GLACE**

Convention n° 22 SP HGL 002

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Ia / Action de développement de l'accès à la pratique**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 14.000 €**

**Taux de l'objectif : 25 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 3.500 €**

Création et production de supports de communication pour le recrutement (exemple : journées portes ouvertes), pour l'accueil (livret d'accueil ou supports pédagogiques) et la fidélisation des jeunes joueuses, joueurs et futurs arbitres.

Organisation de plateaux régionaux regroupant entraîneurs, parents, encadrants et joueurs, afin de mobiliser l'ensemble des acteurs pour les catégories U9, U11 et U13.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE  
L'EXCELLENCE**

**Ila / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 12.500 €**

**Taux de l'objectif : 20 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 2.500 €**

Déclinaison régionale du plan national de développement et de détection. Travail de coordination des entraîneurs pour ajuster et coordonner les actions à mener.

**IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 180.000 €**

**Taux de l'objectif : 5 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 9.000 €**

L'accompagnement dans les pôles Espoirs constituera en la mise à disposition des heures de glace à l'Aren'Ice de CERGY, en lien avec la convention FFHG/ UCPA / Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 15.000 €**



Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de publier 2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Date et signature  
Fonction  
Cachet

**ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE 2024  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008315)**

**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE KARATE  
ET DISCIPLINES ASSOCIEES**

Convention n° 21 SP KAR 002

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 169.857 €**

**Taux de l'objectif : 29,79 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 50.600 €**

**Descriptif :**

**1. Développement de programmes autour du Karaté citoyen et de la  
lutte contre les incivilités**

**Action de valorisation de l'image de la discipline : programme pour les  
coaches**

Sous l'impulsion de la fédération internationale de karaté (WKF) et dans le cadre de l'héritage de la période olympique du karaté, la fédération française de karaté a pour objectif de valoriser l'image de la discipline en mettant en place un programme de coaching.

Cette action se construit principalement autour de deux axes :

- Établir un cadre règlementaire et déontologique à travers « le manuel du coach » où les droits et les devoirs du coach, les règles du comportement et l'esprit sportif des athlètes sont des indicateurs qui donnent des repères clairs à l'ensemble des acteurs évoluant dans le contexte des compétitions lutter contre les incivilités.
- Sensibiliser aux règles comportementales et déontologiques.

La mise en œuvre de ce programme de coaching se prolonge cette année à l'échelle territoriale, via la ligue régionale et les zones départementales.

**Action de promotion de l'arbitrage auprès des jeunes**

La commission nationale de l'arbitrage insufflé une politique dynamique de détection, de promotion et de développement des jeunes arbitres en Île-de-France. L'objectif est donc de sensibiliser les jeunes pratiquants à intégrer un secteur où les règles de bonne conduite et la lutte contre les incivilités sont les bases de l'apprentissage des jeunes arbitres notamment dans la discipline « le karaté », sport de combat, qui demande à la fois une grande maîtrise technique pour éviter les contacts excessifs au visage mais surtout un contrôle de soi à tout épreuve.

C'est pourquoi, inciter les jeunes à l'arbitrage est un des moyens éducatifs de la politique sportive.

On dénombre aujourd'hui 1 945 arbitres sur tout le territoire dont 478 jeunes arbitres.

## **2. Favoriser l'accès à la discipline pour le plus grand nombre**

### **Développement d'actions à destination de toutes les tranches d'âges**

Cette action se déploie à travers 4 sous-actions :

- Le développement à destination des jeunes enfants et enfants, avec la création des programmes « Baby-karaté » pour les 3 à 5 ans et « Karaté Kids » pour les 6 à 11 ans. Cette démarche comprend plusieurs volets : la spécialisation des méthodes et contenus pédagogiques, la formation autour de ces connaissances spécifiques, l'organisation de compétitions adaptées, la communication dédiée.
- L'enrichissement de la pratique proposée aux publics adolescents, afin de lutter contre l'abandon de la pratique, important pour cette catégorie d'âge. Cette action comprend plusieurs champs : structurer et renforcer un parcours de compétitions à destination de ce public, étoffer l'offre de stages de progression et perfectionnement technique, proposer des formations accessibles et attrayantes dès 14 ans.
- Le développement de la pratique des séniors. Cela passe par l'adaptation des programmes pédagogiques et leur diffusion par la formation des professeurs, l'organisation et la mobilisation autour d'évènement fédérateurs, et le maintien de l'accès à la pratique sportive compétitive par la mise en place de compétitions spécifiques.

### **La promotion du Karaté loisirs**

Notre discipline connaît un arrêt de l'activité due à la fermeture des dojos durant la période estivale. Ainsi, nous n'avons plus l'occasion d'accueillir des potentiels pratiquants et de futurs licenciés durant cette période.

Il conviendrait donc que nous allions au-devant des vacanciers de l'Île-de-France, afin de leur proposer la découverte d'une ou plusieurs activités référencées au sein de notre Fédération. Pour ce faire, la Fédération Française de Karaté a mis en place un groupe d'intervenants mobiles, afin d'animer des ateliers dans le cadre des îles de loisirs franciliennes dans le courant de l'été. Nous prévoyons d'intervenir cinq jours à raison d'une journée par île de loisirs identifiées dans le territoire francilien entre juillet et août. Hormis l'équipe logistique, plusieurs sportifs de haut niveau et pratiquants confirmés devraient venir animer ces journées où le karaté sera mis à l'honneur. Démonstrations, initiations, pour toute les tranches d'âge d'enfants à seniors, les adolescents également seront particulièrement ciblés.

En résumé toute la famille pourra prendre parti à cette manifestation quelques soient les attentes et les capacités de chacun.

## **La promotion de la pratique féminine**

Il s'agit de mettre en exergue des aspects de la pratique attrayants et motivants pour ce public. D'abord, cela passe par le développement du body-karaté : cette pratique repose sur des postures et mouvements issus du karaté, proposés dans des séries d'enchaînements à rythme soutenu sur fond musical. Le concept juxtapose ainsi la tradition et la modernité, alliant la passion de l'art martial et le besoin d'affirmer une féminité dans une expression moderne et musicale bien éloignée de la pratique traditionnelle. Ensuite, le développement du karaté-défense est également un levier de promotion pour la pratique féminine : c'est une forme épurée du karaté, tant dans son approche technique que pédagogique. Elle propose d'assimiler plus rapidement des techniques et enchaînements simples, directement applicables en situation de défense. Enfin, la promotion de la pratique féminine passe par une adaptation de la communication et la mobilisation autour d'évènements fédérateurs tels que la journée de la femme, organisée en région parisienne, ou un stage de préparation de l'équipe de France féminine partagé et ouvert aux licenciés.

La féminisation de l'encadrement technique : dans l'optique de la recherche de parité femmes-hommes, ces activités attirent aujourd'hui un plus grand nombre de femmes à devenir enseignantes dans un club. En effet, le certificat de body karaté (CBK) est un diplôme permettant l'encadrement de cette activité au sein de la FFK.

La féminisation des instances dirigeantes : la Ligue Île-de-France de karaté souhaite mettre en place des séminaires pour les 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup>, et 3<sup>ème</sup> Dan féminines, ce qui incitera les femmes à se positionner en tant que dirigeantes.

La féminisation des fonctions d'arbitrages et d'encadrement : action menée à travers l'organisation de plusieurs stages d'une journée, coordonnée par une responsable de la CRA (thèmes abordés : arbitrage et le positionnement des femmes dans un milieu principalement masculin).

La mise en place du plan de féminisation : la fédération a décidé de se doter d'un cadre technique à plein temps pour la mise en place d'un plan de féminisation induisant des actions tout au long de l'année pour la mise en valeur et la promotion du public féminin (pratiquantes, élues, arbitres, responsables). Ces actions se traduiront par des mises en situation, mais aussi des reportages via les médias qui devront se multiplier à l'avenir.

## **Le développement de la pratique à destination des publics en situation de handicap.**

Fort de sa délégation ministérielle, la fédération souhaite structurer et développer le para-karaté. Cela comprend l'organisation de compétitions adaptées au niveau local et national, ainsi que la mise en place du système de sélection pour les compétitions internationales, la formation spécifique des enseignants, la constitution et l'animation d'un réseau d'acteurs, la communication et l'information autour de la pratique.

De plus, la FFK souhaite mettre l'accent sur un projet para-karaté qui fait aujourd'hui partie intégrante des orientations de la fédération :

- a. Réunion en Île-de-France et structuration administrative pour le handicap et la mise en place de conventions avec les partenaires acteurs du handisport et du sport adapté.
- b. Journées de stage en Île-de-France s'adressant aux professeurs et/ou futurs professeurs des ligues en situation de handicap ou non. L'objectif est de faire vivre et comprendre aux enseignants et participants qu'il est possible d'enseigner et de pratiquer dans le respect de la personne. L'intérêt à moyen et long terme sera « l'identification, la sensibilisation et la préparation aux éventuelles détections pour le para karaté ».

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 264.667 €**

**Taux de l'objectif : 30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 79.400 €**

Avec l'intégration officielle du karaté en tant que sport additionnel aux JO 2020 à Tokyo au Japon, la FFK a pour objectif de devenir une région d'excellence sportive de haut niveau. La stratégie à court, moyen et long terme est d'investir ses méthodes dans la sélection des meilleur(e)s sportifs(ves), formant ainsi une élite pour représenter la fédération française de karaté aux compétitions de références sélectives pour les rencontres internationales (championnats du monde et championnats d'Europe).

L'accompagnement des jeunes espoirs se fera par des stages, des suivis en visio et des sessions de détection dès les catégories « benjamines » jusqu'au « moins de 21 ans » de manière à former dans les deux disciplines reconnues de haut niveau : le combat et le kata.

Il y aura également des stages de regroupement à destination des compétiteurs espoirs en kata et en combat de 10x2 jours.

Ces stages se dérouleront en région parisienne et regrouperont l'élite en devenir du karaté français. Ils permettront de déceler les futurs champions de la discipline.

En outre, des tests matchs sont et seront organisés tout au long de l'année au CREPS de Châtenay-Malabry. Ils concerneront les membres de l'équipe de France en concurrence avec d'autres talents français, mais avec une probable opposition avec des équipes nationales étrangères invitées par la fédération.

8 tests matchs sont prévus, ils concernent le kata et les combats.

### **IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 100.000 €**

**Taux de l'objectif : 30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 30.000 €**

Depuis maintenant une olympiade, le karaté développe la structure de haut niveau et au sein du CREPS Île-de-France, à Châtenay-Malabry. Des sportifs sont accueillis dans l'établissement et bénéficient d'un accompagnement pour accomplir un projet de vie optimale. La FFK initie chaque saison des sélections de compétiteurs de toute la France à l'entrée au Pôle et favorise l'intégration de ces derniers en les aidant financièrement pour qu'ils puissent être dans les meilleures conditions.

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 160.000€**

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de publier **3** offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Date et signature  
Fonction  
Cachet

**ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE 2024  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008318)**

**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE DE  
LUTTE ET DISCIPLINES ASSOCIEES**

Convention n° 21 SP LUT 002

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**la / Action de développement de l'accès à la pratique**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 80.000€**

**Taux de l'objectif : 30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 24.000 €**

**Descriptif : Promotion des actions fédérales**

Mise en œuvre de 3 actions de promotions nationales des activités par l'organisation d'évènements nationaux (journées de lancement de dispositifs nationaux notamment dans le champ scolaire et les QPV, évènement de promotion, déploiement de dispositifs...), qui s'inscrivent dans une stratégie de ruissellement sur les territoires.

3 opérations de lancement d'actions nationales qui se dérouleront sur le territoire francilien, afin de pouvoir réunir les principaux partenaires, dont les sièges sont majoritairement franciliens, en s'appuyant également sur les clubs et réseau associatif d'Île de France :

- 1 opération de lancement/promotion des actions réalisées pour le public féminin en juillet à Paris (péniche quai de seine) :
  - Présentation des dispositifs ;
  - Atelier-débat sur la pratique féminine ;
  - Sensibilisation aux problématiques de société (notamment contre les discriminations et les violences sexuelles) ;
  - 1 journée tout public (200 personnes) + partenaires attendus.
- 1 opération de promotion/lancement. Préparation de l'animation Terres de Luites - Paris 2024, et déclinaison sur cette semaine lors d'évènements sur le territoire national :
  - Présentation des activités itinérantes et des 2 sélectionnées olympiques franciliennes ;
  - Animation lutte olympique sur un accueil de public en libre accès (goodies, outils de communication pour présenter la discipline, son histoire avec les Jeux olympiques et les sélectionnées franciliennes) ;
  - 4 journées : 800 personnes attendues.
- 1 opération de promotion manifestations du projet itinérant de luites au sein des clubs franciliens :
  - Présentation des enjeux olympiques ;



- Invitation de jeunes de clubs franciliens pour créer un espace animé autour des pratiques (entraînement collectif pour les jeunes) et des disciplines connexes (break dance) en lien avec le partenariat entre les deux fédérations.

### **Développement autour de publics cibles : publics adolescents et féminin**

Développement de la lutte auprès des publics jeunes, féminines, scolaires, universitaires et périscolaires pour permettre un accès plus large à la pratique, favoriser les échanges et le lien social.

Mise en œuvre de programmes et déploiement d'outils éducatifs et pédagogiques.

Création de programmes et supports pédagogiques dédiés aux acteurs éducatifs **(travail d'ingénierie et d'évaluation du dispositif francilien)**.

Calendrier prévisionnel :

- 30 minutes d'activités par jour ;
- Programme de découverte et d'expression 11-15 ans ;
- Création de séance spécifique féminine (regroupement des clubs franciliens et de leurs pratiquantes).

Communication des clubs supports franciliens.

Création d'équipes jeunes et féminine pour une participation aux différents championnats départementaux et régionaux de la région Île-de-France.

### **Développement des pratiques émergentes**

Déploiement du « Beach Wrestling », à la fois en intérieur et en extérieur (îles de loisirs et péniches Maison de la Lutte - quai de Seine). Issue de la pratique traditionnelle de la lutte, le Beach Wrestling permet d'allier les arts, la culture et les traditions. Il s'agit ici de proposer cette activité émergente à de nouveaux publics. Facile d'accès, la pratique du beach wrestling permet une accessibilité plus grande et favorise la pratique itinérante. Le développement de la pratique du beach wrestling vise à diversifier la pratique.

Opération de lancement de la pratique au sein des îles de loisirs avec animation par des lutteurs et lutteuses ayant participé aux « World Series » relatives au Beach Wrestling ; circuit international.

Organisation d'une animation de « Beach Wrestling » à la Maison de la Lutte sur les quais de Seine, lors de la semaine des jeux olympiques, afin de sensibiliser les jeunes franciliens à cette discipline sportive.

Animation sportive avec un système proche de « battle ».

Nombre d'animations : 4 journées avec mise à disposition d'entraîneurs et d'encadrants.

Approche culturelle mêlant la pratique sportive et les arts de la musique (percussions) ou encore la « break dance » - Mixité des publics et des activités pour créer une interculturalité.

Communication des animations (réalisation des visuels et des goodies).

### **Ib / Action de développement d'espaces de pratiques**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 50.000€**

**Taux de l'objectif : 30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 15.000 €**

**Descriptif : Décloisonner les pratiques et sortir des salles**

La FFLDA suit un axe d'optimisation des espaces de pratiques en proposant des activités annexes, notamment en Île-de-France pour rendre plus visible les activités en vue des JOP, et pouvant être menées en extérieur :

- Répondre à une problématique d'infrastructures sur les communes d'Île-de-France pour pouvoir proposer des activités plus facilement dans des espaces qui n'y sont pas forcément dédiés.

### **Développement autour des activités sport santé et de loisir :**

- Développement du sport santé en extérieur et collectif, en milieu urbain, pour inscrire des activités dans les attentes des nouveaux pratiquants sportifs, mais également pour favoriser les échanges et le lien social dans un objectif convivial et structuré. Et finaliser une offre d'activités complémentaires pour les encadrants.
  - Mise en œuvre de 12 journées de découvertes des activités en extérieures en Île-de-France (200 personnes visées).
  - Calendrier prévisionnel :
    - Tous les jeudi matin lors des différentes vacances scolaires.
    - Alternance des lieux de pratiques urbains et rural.
  - Communication autour de l'activité et des bienfaits pour la santé, mais aussi sur la diversification des lieux de pratique pour répondre aux enjeux de santé publique et viser plus de pratiquants sportifs franciliens ;
  - Dotation promotionnelle (t-shirt, goodies, dossier de présentation...) ;
  - En marge, travail d'ingénierie et d'évaluation du dispositif francilien avant le déploiement national d'un programme outdoor.
- Développement de la lutte loisir en intérieur et extérieur par la mise en œuvre de séances de découvertes.
  - Mise en œuvre de 20 journées de découvertes des activités en extérieure en Île-de-France (2 000 personnes visées, tout public) ;
  - Mise en œuvre de 10 séances découvertes (100 personnes visées, public jeune mixte) ;
  - Calendrier prévisionnel :
    - Mois d'août pour les activités extérieures.
    - Septembre-octobre pour les 5 séances en intérieur (identification d'animation dans les territoires prioritaires).
    - Alternance des lieux de pratiques urbains et ruraux.

- Communication autour de l'activité, de sa pratique, des valeurs et des bienfaits pour la santé ;
- Dotation promotionnelle (t-shirt, goodies, dossier de présentation, plaquette de clubs franciliens locaux...) ;
- En marge, travail d'ingénierie et d'évaluation du dispositif francilien.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 80.000 €**

**Taux de l'objectif : 30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 24.000 €**

**Descriptif : Regroupement national de détection et programme de déclinaison sportive compétitive**

Structuration d'un parcours de perfectionnement technico-tactique, psychologique et physique du jeune lutteur intégrant des étapes de validation :

- 3 regroupements nationaux de 4 jours en 2024 pour 60 sportifs du territoire issus des clubs franciliens :
  - Regroupement national sur une structure francilienne (INSEP), visant à regrouper l'élite régional des clubs franciliens dans un objectif de proposer et d'orienter les jeunes lutteurs vers des parcours sportifs adaptés (Pôle Espoir, Pôle France, intégration dans un programme de stages régionaux franciliens) ;
  - Ingénierie et élaboration d'une stratégie de détection visant des indicateurs de performance à valider, et permettant aux jeunes sportifs de se situer dans sa progression ;
  - Rendre objectif les résultats par des évaluations mesurées, partagées et discutées avec les clubs et ETR.
- Participation à une compétition internationale pour 8 jeunes (filles et garçons) dans le programme d'accession au haut-niveau (calendrier provisoire novembre 2024, en attente de confirmation) :
  - Orientation de l'élite vers un programme compétitif international pour découvrir le niveau international et permettre aux jeunes lutteurs de s'étalonner face à la concurrence de haut niveau ; prise en charge totale des jeunes franciliens sélectionnés ;
  - Suivi des compétitions, accompagnement personnalisé et collectif des jeunes talents. Cet accompagnement doit dépasser la seule dimension sportive en s'appuyant sur des principes éducatifs et citoyens intégrés, pour que la performance sportive et la performance éducative soient les éléments permettant l'épanouissement de la jeunesse.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 63.000 €**

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de publier **3** offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Date et signature  
Fonction  
Cachet

**ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE 2024  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008302)**

**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE  
NATATION**

Convention n° 22 SP NAT 002

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Ia / Projet fédéral : Actions de développement de l'accès à la pratique de la discipline au niveau territorial**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 60 000 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 18 000 €**

**Descriptif :** Mise à disposition de BPJESP spécialité Activités Aquatiques au sein de 60 clubs affiliés à la FFN de la Région Ile de France afin de participer à leur développement. Les clubs seront identifiés par la LIF de manière uniforme sur l'ensemble du territoire. Cette action couvre la masse salariale mise à disposition de chaque club affilié et vise à élargir les pratiques de chacun des clubs et le nombre de licenciés.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 30 000 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 9 000 €**

**Descriptif :** Pour former ses sportifs, la FFN organise des stages dans la région Ile de France. Ses stages ont pour objectif d'identifier les futurs potentiels et les accompagner dans le développement des compétences attendues dans le hautniveau, notamment dans les disciplines de WP et de Plongeon. Les équipements présents en Ile de France permettent d'avoir de bonnes conditions pour réaliser ses actions.

De plus, l'adaptation de la scolarité avec l'INSEP sur les jeunes qui préparent le baccalauréat est un axe essentiel pour permettre aux projets individuels de se réaliser en ayant des bases solides en termes de formation et d'objectifs sportifs.

## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 86 476 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 25 942 €**

**Descriptif :** La FFN accompagne des clubs d'excellence sur le territoire francilien. Ces aides ont pour objectif d'accompagner spécifiquement les athlètes ciblés par la DTN (Direction Technique Nationale) dans leurs projets sportifs en lien avec des objectifs ambitieux. L'accompagnement permet de faire des stages spécifiques, des préparations et d'activer des sollicitations du service "optimisation de la performance" en lien avec les directives du directeur des Equipes de France.

Les athlètes de haut niveau sont hébergées au sein de structures spécifiques installées en Ile de France, notamment à l'INSEP.

De plus, des sportifs franciliens font l'objet d'aides spécifiques, ayant pour objet de s'adapter aux demandes individuelles telles que la formation.

Enfin, les actions réalisées auprès des CAF visent à accompagner les structures et leur encadrement dans l'accès au haut niveau en termes de structuration et d'accompagnement technique.

### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 52 942 €**

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de publier 2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

#### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Date et signature

Fonction

Cachet

## **Annexe 5 - Etat récapitulatif Comités, ligues - Pratique sportive**



TABLEAU A - PRATIQUE SPORTIVE ANNEE 2024					
CHAPITRE 933 "Culture, vie associative, jeunesse, sports et loisirs"	PROGRAMME HP 326-006 "Développement de la pratique sportive et des événements"				
CODE FONCTIONNEL 326 "Manifestations sportives"	ACTION 13200601 "Soutien au mouvement sportif"				
Ligues et comités régionaux	Période de la convention	Durée de la convention	Proposition d'affectation 2024	Dossier IRIS	Tiers IRIS
Association Française du <b>Corps Arbitral Multisports</b> (AFCAM IDF )	2021-2024	4 ans	3 500,00 €	23008150	P0047011
Ligue Île-de-France de la Fédération Française d' <b>Aïkido Budo</b>	2021-2024	4 ans	10 000,00 €	23008086	P0045544
Ligue Île-de-France d' <b>Athlétisme</b>	2021-2024	4 ans	150 000,00 €	23008099	R9591
Ligue Île-de-France d' <b>Aviron</b>	2021-2024	4 ans	150 000,00 €	23008101	R4670
Ligue Île-de-France de <b>Badminton</b>	2021-2024	4 ans	54 000,00 €	23008107	R26418
Ligue Île-de France de <b>Baseball, Softball, Cricket</b>	2021-2024	4 ans	12 000,00 €	23008108	R28127
Ligue Île-de-France de <b>Basket-Ball</b>	2021-2024	4 ans	150 000,00 €	23008109	R24828
Ligue Régionale Île-de-France de <b>Bowling et des Sports de Quilles</b>	2021-2024	4 ans	3 000,00 €	23008128	R26404
Comité Régional Île-de-France de <b>Boxe Anglaise</b>	2021-2024	4 ans	61 100,00 €	23008066	R4668
Comité Régional Île-de-France de <b>Canoë-Kayak</b>	2021-2024	4 ans	100 048,00 €	23008081	R9875
Ligue Île-de-France des <b>Clubs de la Défense</b>	2021-2024	4 ans	35 000,00 €	23008085	P002700
Comité Île-de-France de la Fédération Française des <b>Clubs Omnisports (crifco)</b>	2021-2024	4 ans	20 000,00 €	23008079	R28466
Ligue Île-de-France de <b>Course d'Orientation</b>	2021-2024	4 ans	20 000,00 €	23008102	R23539
Comité Régional d'Île-de-France de <b>Cyclisme</b>	2021-2024	4 ans	68 000,00 €	23008087	R21630
Comité Régional Île-de-France de <b>Cyclotourisme</b>	2021-2024	4 ans	13 500,00 €	23008154	R9734
Comité Régional Île-de-France de <b>Danse</b>	2021-2024	4 ans	16 000,00 €	23008089	EXM00960
Ligue Île-de-France des <b>Echecs</b>	2021-2024	4 ans	10 000,00 €	23008112	R25091
Comité Régional d' <b>Equitation</b> d'Île-de-France	2021-2024	4 ans	26 200,00 €	23008068	R25224
Comité Régional d' <b>Escrime</b> d'Île-de-France	2021-2024	4 ans	95 200,00 €	23008063	R23564
Comité Régional Île-de-France d'Etudes et de <b>Sports Sous-Marin</b>	2021-2024	4 ans	10 000,00 €	23008065	R14341
Comité Régional Île-de-France de la Fédération Sportive et Culturelle de France <b>FSCF</b>	2021-2024	4 ans	18 000,00 €	23008077	R19745
Ligue Île-de-France de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail <b>FSGT</b>	2021-2024	4 ans	20 000,00 €	23008098	R23642
Ligue de Paris Île-de-France de <b>Football</b>	2021-2024	4 ans	220 500,00 €	23008136	R12125
Ligue Francilienne de <b>Football Américain</b>	2021-2024	4 ans	45 000,00 €	23008093	R23580
Ligue régionale de <b>Golf</b> Paris Île-de-France	2021-2024	4 ans	95 996,00 €	23008113	R23563
Comité régional Île-de-France de <b>Gymnastique</b>	2021-2024	4 ans	90 000,00 €	23008114	R4729
Comité Régional d'Education Physique et de <b>Gymnastique Volontaire</b> d'Île-de-France	2021-2024	4 ans	26 500,00 €	23008084	R22441
Comité Régional d'Île-de-France d' <b>Haltérophilie - Musculation</b>	2021-2024	4 ans	10 000,00 €	23008061	R28311
Ligue Île-de-France de <b>Handball</b>	2021-2024	4 ans	200 000,00 €	23008116	R4669
Comité Régional d'Île-de-France <b>Handisport</b>	2021-2024	4 ans	58 885,00 €	23008078	R4223
Ligue Île-de-France de <b>Hockey sur Gazon</b>	2021-2024	4 ans	20 000,00 €	23008110	R25242
Ligue Île-de-France de <b>Hockey sur Glace</b>	2021-2024	4 ans	16 750,00 €	23008172	R34254
Ligue Île-de-France de <b>Judo</b>	2021-2024	4 ans	190 000,00 €	23008104	P0027142
Ligue Régionale Île-de-France de <b>Karaté</b> et Disciplines Associées	2021-2024	4 ans	45 000,00 €	23008134	R34255
Ligue Île-de-France de <b>Kick Boxing, Muay Thai</b> et Disciplines Associées	2021-2024	4 ans	24 586,00 €	23008171	P0018153
Comité Régional d'Île-de-France de <b>Lutte</b> et Disciplines Associées	2021-2024	4 ans	55 000,00 €	23008069	P0035659
Ligue Île-de-France de la Fédération Française de <b>Montagne Escalade</b>	2021-2024	4 ans	12 000,00 €	23008097	R40950
Ligue <b>Motocycliste</b> d'Île-de-France	2021-2024	4 ans	26 000,00 €	23008159	R26356
Ligue Île-de-France de <b>Natation</b>	2021-2024	4 ans	167 000,00 €	23008103	R21628
Ligue Régionale d'Île-de-France de <b>Pelote Basque</b>	2021-2024	4 ans	8 000,00 €	23008173	R34253
Comité Régional de <b>Pentathlon Moderne</b> d'Île-de-France	2021-2024	4 ans	10 000,00 €	23008059	P0018548
Comité Régional Île-de-France de <b>Pétanque et Jeu Provençal</b>	2021-2024	4 ans	6 606,00 €	23008105	P0022679
Ligue Île-de-France de la Fédération Sportive de la <b>Police Nationale</b>	2021-2024	4 ans	10 000,00 €	23008091	P0036711

Comité Régional d'Île-de-France de <b>Randonnée Pédestre</b>	2021-2024	4 ans	11 000,00 €	23008067	R23150
Ligue Île-de-France de <b>Roller et Skateboard</b>	2021-2024	4 ans	8 000,00 €	23008111	R28313
Ligue Île-de-France de <b>Rugby</b>	2021-2024	4 ans	77 000,00 €	23008153	P0039745
Ligue Île-de-France de <b>Rugby à XIII</b>	2021-2024	4 ans	11 000,00 €	23008163	R24946
Ligue Île-de-France de <b>Savate Boxe Française</b> et Disciplines Associées	2021-2024	4 ans	9 380,00 €	23008164	R32951
Ligue Île-de-France de <b>Ski Nautique et de Wakeboard</b>	2021-2024	4 ans	17 000,00 €	23008167	R23206
Ligue de <b>Sport Adapté</b> d'Île-de-France	2021-2024	4 ans	43 125,00 €	23008130	R25191
Ligue Régionale du <b>Sport Automobile</b> d'Île-de-France	2021-2024	4 ans	56 650,00 €	23008138	R26047
Ligue Île-de-France de la Fédération Française du <b>Sport en Entreprise FFSE</b>	2021-2024	4 ans	15 000,00 €	23008149	P0037067
Ligue Île-de-France des <b>Sports de Glace</b>	2021-2024	4 ans	9 000,00 €	23008151	R22407
Comité Régional du <b>Sport en Milieu Rural</b> d'Île-de-France	2021-2024	4 ans	10 000,00 €	23008080	R37329
Comité Régional <b>Sport pour tous</b> Île-de-France	2021-2024	4 ans	35 000,00 €	23008074	R30365
Ligue de Paris Île-de-France du <b>Sport Universitaire</b>	2021-2024	4 ans	32 500,00 €	23008156	R34263
Ligue Régionale Île-de-France de <b>Squash</b>	2021-2024	4 ans	14 000,00 €	23008132	R31118
Ligue Île-de-France de <b>Tennis</b>	2021-2024	4 ans	100 000,00 €	23008168	R25194
Ligue Île-de-France de <b>Tennis de Table</b>	2021-2024	4 ans	84 378,00 €	23008131	R11087
Ligue Régionale de <b>Tir</b> d'Île-de-France	2021-2024	4 ans	27 500,00 €	23008152	P0025845
Comité Régional d'Île-de-France de <b>Tir à l'Arc</b>	2021-2024	4 ans	28 000,00 €	23008072	R28312
Ligue Île-de-France de <b>Triathlon</b>	2021-2024	4 ans	59 150,00 €	23008141	R23390
Ligue Île-de-France de <b>Twirling Bâton</b>	2021-2024	4 ans	9 600,00 €	23008169	R4538
Comité Régional Île-de-France de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Éducation Physique <b>UFOLEP</b>	2021-2024	4 ans	25 000,00 €	23008073	R28315
Ligue Île-de-France de <b>Voile</b>	2021-2024	4 ans	92 000,00 €	23008106	R4667
Ligue Paris Île-de-France de <b>Vol Libre</b>	2021-2024	4 ans	10 000,00 €	23008158	R23414
Comité Francilien de <b>Vol en Planeur</b>	2021-2024	4 ans	17 000,00 €	23008057	R25256
Ligue Île-de-France de <b>Volley-Ball</b>	2021-2024	4 ans	38 822,00 €	23008174	EXM04367
<b>Total Comités et Ligues 2024</b>			<b>3 223 476,00</b>		
<b>68 subventions</b>					

## **Annexe 6 - Annexes financières 2024 Comités ligues - Pratique sportive**

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE  
(Dossier IRIS 23008150)**

**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET L'ASSOCIATION FRANÇAISE  
DU CORPS ARBITRAL MULTISPORTS ÎLE-DE-FRANCE (AFCAM)**

Convention n°22 SP AFC 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 5.000 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 1.500 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement du projet de l'AFCAM au  
niveau territorial**

L'AFCAM Ile de France s'engage à réaliser les actions suivantes :

Intitulé : Reconnaissance et Valorisation des missions et contributions sociales, sociétales et éducatives de l'arbitrage

Objectifs :

- Mise en exergue et promotion des valeurs de l'arbitrage auprès des publics de (jeunes) adeptes du sport,
- Soutien et encouragement des arbitres dans l'exécution de leur mission de service public,
- Lutte contre la déperdition permanente du nombre d'arbitres en lien avec leur découragement.

Description :

1. Organisation de/ou participation à des manifestations de promotion de l'arbitrage sous forme de :
  - Participation active à des manifestations en faveur du sport et de ses activités périphériques (ex : Famillathlon, Sport en Mixte ...),
  - Organisation de soirée-débats ou colloques sur les problématiques de l'arbitrage à différents niveaux de pratique (jeunes, haut-niveau, médiatisation ...) et la transversalité des profils et compétences,
  - Reconnaissance et récompense des arbitres ayant valeur d'exemple par leur comportement, leurs contributions ou leur niveau (Trophée annuel des jeunes officiels, Médaille d'honneur remise aux arbitres ayant participé aux JO),

2. Organisation de soirées de débat sur le concept d'exemple et de vecteur de motivation du Haut-Niveau (dans l'arbitrage),
3. Participation aux commissions, groupes de travail ou colloques traitant du sport et de l'arbitrage,
4. Publication d'une lettre périodique d'information et de veille juridique, sociale et comportementale sur
  - l'évolution des textes relatifs à l'arbitrage, au contenu de la mission et à la protection des arbitres,
  - les problématiques, les directives et leurs applications en matière de protection de la laïcité dans le domaine du sport par/chez les officiels d'arbitrage

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Compte tenu de la spécificité de ses publics et des problématiques propres à l'arbitrage, les thèmes des violences -quelles que soient leur nature-, de la citoyenneté des discriminations en lien avec le sexe ou les origines sociales et de la radicalisation dans le contexte de l'arbitrage sportif sont pris en compte lors de chacune des actions de promotion et de valorisation de l'arbitrage et font partie du projet transversal de « formation-des-formateurs » d'arbitres.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

L'AFCAM Ile de France s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Reconduction chaque année du colloque consacré à « l'arbitrage au féminin » avec la participation de « grands témoins »

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Pas d'action particulière,

- les arbitres provenant des fédérations sportives et étant désignés par celles-ci d'une part, et
- l'AFCAM (et les arbitres) n'opérant pas de distinction entre officiels valides ou handicapés d'autre part.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 8.000 €**

**Taux de l'objectif : 25%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 2.000 €**

## **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

L'AFCAM Ile de France s'engage à réaliser les actions suivantes :

Organisation, dans le cadre du projet de formation de l'AFCAM nationale, intitulé « Tronc Commun de l'Arbitrage » d'une session en Ile-de France, conditionnée à l'obtention des concours financiers nécessaires à sa tenue.

Public cible : jeunes arbitres à fort potentiel (National et International), sur proposition des fédérations concernées.

### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 3.500 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », l'Association Française du Corps Arbitral Multisports Ile-de-France (AFCAM) a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'une offre de stagiaires.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### **Acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE  
(Dossier IRIS 23008086)**

**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ÎLE-DE-FRANCE  
D'AIKIDO ET BUDO**

Convention n°22 SP AIK 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 50.000 €**

**Taux de l'objectif : 20%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 10.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France d'aikido et budo s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place de stages régionaux ouverts à tous pour promouvoir la discipline et son développement.
- Calendrier de visites dans les dojos franciliens par les membres de la commission technique.
- Réactivation de relais locaux dans les départements 93, 77 et 75
- Activation de la sous-commission Seniors pour recruter un nouveau public et ouvrir l'axe du sport santé.
- Travail sur les adolescents en zones rurales ou en QPV
- Fabrication et diffusion de support de communication vidéo et visuel pour faire de la publicité pour les dojos.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organiser l'intervention d'une psychologue clinicienne à la Maison des Femmes de St Denis au sein de quelques dojo. Celle-ci nous présentera les enjeux et mécanismes des violences sexistes au niveau individuel et collectif.
- Utiliser les moments de formation pour des séquences d'informations contre les dérives et les violences sexuelles et sexistes.
- Mise en place d'une adresse email dédiée pour libérer la parole et faciliter les signalements.
- Fabrication et diffusion de support de communication.



## **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagnement de la commission féminine.
- Généraliser des stages dispensés par des femmes.
- Accompagner les jeunes gradées de la région à prendre des responsabilités techniques.
- Féminisation des instances dirigeantes.
- Féminisation des fonctions de jury d'examen.

## **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Etre à l'écoute d'opportunités et de demandes.

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 10.000 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », la ligue Île-de-France d'Aïkido et Budo a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'une offre de stagiaires.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du

montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008099)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
D'ATHLÉTISME**

Convention n° 21 SP ATH 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 300 540 €**

**Taux de l'objectif : 9,35 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 28.100 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le plan de développement de la fédération s'articule autour de 5 grands secteurs d'activité : le Running, le Haut-niveau, l'Education athlétique, le Stade et la Forme & Santé.

La ligue Ile de France d'athlétisme s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Promotion du Running ;
- Stade : animation territoriale au travers de marches, épreuves interdépartementales. Compétitions qualificatives pour les championnats de France et meetings ;
- Forme et Santé : développement des pratiques Forme Santé, notamment de la marche nordique, remise en forme. Organisation de journées d'évaluation de la forme physique, promotion du dispositif Prescri'forme, actions sport en entreprise.
- Education Athlétique : relance de la pratique pour les « U12 » au travers d'actions ciblées.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le plan de prévention destiné à lutter contre les dérives fait partie intégrante du plan de formation. Les principales actions et le financement figurent dans l'annexe pédagogique relative à la formation.

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Organisation d'un temps de sensibilisation contre ces dérives et d'échange autour de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, lors de chaque regroupement, stage ou compétitions, sous l'égide de la Ligue de l'Ile de France d'Athlétisme.

#### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le pourcentage de pratiquantes est de 46%, et en augmentation au cours de ces quatre dernières années. Cependant un groupe de travail a été créé et dédié à la responsabilité sociétale et à l'égalité des genres. Il est chargé de travailler sur ces problématiques, et en particulier à l'accès aux femmes aux postes de direction au sein des associations

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Renforcer les actions du groupe de travail.

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La pratique de l'athlétisme pour les publics handicapés ne relève pas de la Ligue de l'Ile de France d'Athlétisme. Toutefois, la Ligue de l'Ile de France d'Athlétisme coopère avec la Fédération Française Handisports.

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Aider la FFH chaque année dans l'organisation de son meeting international handisports (HOP) au stade Charléty. De plus, la Ligue s'est engagée à accueillir, lorsque cela était possible, des épreuves handisports lors de ses compétitions, et les athlètes handisports lorsque leur handicap leur permet de concourir avec les athlètes valides.

### **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

#### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 369 646 €**

**Taux de l'objectif : 20,29%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 75.000 €**

La ligue Ile de France d'athlétisme s'engage à réaliser l'action suivante :

- Organisation des stages de détection, d'évaluation et d'entraînement par spécialités, hivernaux et estivaux tout au long de la saison. Lancement d'une opération appelée « Athlé 2028 » qui intègre à la fois le repérage des meilleurs minimes, mais également des rencontres entraîneurs/athlètes.

## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 258 270 €**

**Taux de l'objectif : 18,16 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 46.900 €**

La ligue Ile de France d'athlétisme s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagnement des meilleurs jeunes sportifs avec le Pôle espoirs d'Eaubonne et les centres régionaux d'entraînement. Ce type de structure est plus souple qu'un pôle, et permet aux athlètes un suivi pointu sans pour autant quitter leur club. L'objectif pour la ligue est de les développer sur le territoire francilien (notamment sur le site du CREPS de Chatenay). Le suivi médical réglementaire des athlètes franciliens inscrits sur liste Espoirs est à présent une prérogative de la ligue puisque la fédération ne souhaite plus le prendre en charge.

### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 150.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### **Acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de de publication d'une offre de stagiaires, conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008101)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE AVIRON**

Convention n° 21 SP AVI 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 259.200 €**

**Taux de l'objectif : 30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 77.760 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France d'aviron s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Promotion et animation de la discipline auprès des plus jeunes. Apprentissage du sport collectif et de la dynamique de groupe. Fidélisation des catégories jeunes ;
- Fidélisation du public loisir. Ce public correspond à 70% du total des licenciés. Il est donc essentiel de leur proposer des actions dédiées dans une ambiance conviviale, adaptées et de promotion au plus grand nombre pour ainsi les fidéliser, les recruter et augmenter le nombre de licenciés ;
- Développement de l'aviron en entreprise : permettre une promotion de la discipline au plus grand nombre et peut ouvrir à un partenariat. Il s'agit d'une action de promotion ;
- Développement de la pratique universitaire : à rattraper le retard par rapport aux pays anglo-saxons et ainsi toucher un public jusqu'à présent un peu délaissé.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France d'aviron s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Prévention de la radicalisation : inculquer les bonnes conduites aux jeunes rameurs, notamment ceux qui se cherchent pendant leur adolescence. Les aider à surmonter leurs doutes et choisir les bonnes « voix/es » ;
- Sensibiliser les éducateurs sportifs, les officiels et les dirigeants;

- Prévention du harcèlement et des violences physiques et sexuelles : informer et préparer les dirigeants et les éducateurs sportifs sur ces dérives dans le sport. L'aviron francilien n'est pas épargné, il faut continuer à prévenir les clubs sur ces fléaux qui touchent de plus en plus de jeunes. Le harcèlement entre jeunes sur les réseaux sociaux, les violences sexuelles entre entraîneurs et jeunes athlètes doivent cesser et sont au centre des préoccupations de la LIFA pour cette prochaine olympiade.

#### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France d'aviron s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Recruter et fidéliser le public féminin « loisirs », Recruter et fidéliser le public féminin « compétition » ;
- Augmenter les femmes aux postes de dirigeant dans les clubs et Comité départementaux d'aviron (CDA) ;
- Augmenter le nombre d'arbitres féminins.

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France d'aviron s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer l'accès de la pratique loisir et compétition aux personnes avec handicap ;
- Augmenter le nombre de licenciés avec handicap ;
- Proposer des animations et événements.

### **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

#### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 56.000 €**

**Taux de l'objectif : 28,24 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 15.817 €**

La ligue Ile de France d'aviron s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place d'actions pour préparer au mieux les rameurs régionaux en vue d'améliorer le niveau sportif de tous les compétiteurs et également aider dans la détection. Les 72 meilleurs rameur(ses) entre 15 et 20 ans (36 femmes/36 hommes) sont détectés chaque année pour intégrer les équipes régionales. La LIFA les prépare toute la saison pour le grand rendez-vous des ligues : La coupe de France des Régions ;
- Remporter la Coupe de France des régions. A ce jour, la LIFA est toujours sur le podium mais jamais sur la première marche toujours gagnée par l'Auvergne Rhône Alpes ;
- Fidéliser les rameurs ;
- Motiver les rameurs dans l'aviron de compétition notamment les 15/16 ans ;
- Motiver les rameurs détectés pour intégrer le pôle espoir.



## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 305 000 €**

**Taux de l'objectif : 18,50%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 56.423 €**

La ligue Ile de France d'aviron s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Amener les jeunes vers le haut-niveau par une intégration au Pôle Espoirs régional en vue d'être sélectionné en équipe de France junior. Le Pôle Espoirs d'Île-De- France est le tremplin pour l'accès à l'Elite ;
- Participation de 4 bateaux en finale des championnats de France avec médailles si possible ; année scolaire réussie avec passage en classe supérieure à la fin de l'année et obtention du bac pour les terminales ; participation chaque année d'au moins 2 rameurs du Pôle francilien aux championnats d'Europe et du Monde juniors ;
- Maintenir un coût minimum pour les familles du Pôle Espoirs pour avoir une structure ouverte à tous ;
- Participation d'au moins 1 rameur du Pôle aux championnats du Monde des -23 ans chaque année ;
- Participation(s) d'athlète(s) formés sur le Pôle Espoir aux JO (Tokyo en 2021) de Paris en 2024.

### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 150.000 €**

Il est proposé d'accorder à titre dérogatoire à la Ligue d'Ile de France d'aviron la possibilité de satisfaire l'obligation de publication d'offres de stages et d'accueil de stagiaires, par la signature avec une école d'ostéopathie d'une convention de partenariat visant la mise à disposition de stagiaires étudiants.

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle à la publication d'une offre de stage, l'autorisant à satisfaire cette obligation via la signature d'une convention de partenariat avec une école d'ostéopathie mettant à disposition des stagiaires.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acompte

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires, l'autorisant à satisfaire cette obligation via la signature d'une convention de partenariat avec une école d'ostéopathie mettant à disposition des stagiaires.

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008107)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE BADMINTON**

Convention n° 21 SP BAD 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 131.000 €**

**Taux de l'objectif : 7,63 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 10.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le projet fédéral Ambitions 2025, est orienté autour de trois axes, dont deux portent sur le développement territorial du badminton.

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Fidélisation des pratiquants à travers : la structuration des clubs autour d'un projet associatif formalisé ; la promotion de nouveaux modèles de clubs affiliés ; la valorisation de l'engagement des bénévoles et la richesse des actions locales ; la structuration et l'adaptation des offres de pratiques ; la mobilisation autour de grands événements à travers la mise en place d'un héritage structurant pour le territoire et la promotion du badminton auprès du plus grand nombre ;
- Participation de la ligue aux engagements sociétaux à travers : l'accueil de personnes en situation de handicap dans les clubs ; le déploiement du Dispositif Seniors et la promotion du plan fédéral de mixité ; la mise en place de pratiques dans les territoires carencés (QPV et ZRR) ; la promotion du badminton santé et bien-être et le développement d'outils pédagogiques adaptés ; la construction de contenus de sensibilisation aux problématiques éthiques ; le développement et renforcement de manifestations éco-responsables.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Pour cette nouvelle olympiade, de nouvelles actions vont être mises en place pour lutter contre les dérives du sport.

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place d'un partenariat avec l'association Colosse Aux Pieds d'Argile pour sensibiliser le réseau aux risques de pédocriminalité sur deux journées d'information par saison destinées aux dirigeants, encadrants et jeunes joueurs et joueuses ;
- Mise en place d'une action intitulée Promoarbitrage, qui fera la promotion de la fonction d'officiel technique, sensibilisera les joueurs à la citoyenneté et aux conduites à adopter. Des documents seront diffusés pour porter le message plus largement : charte de la laïcité et de la citoyenneté, code de bonne conduite des joueurs notamment ;
- Mise en place d'une campagne de communication autour de certaines dérives sera également construite. Certains éléments seront intégrés dans les formations de dirigeants et éducateurs ;
- Mise en place d'une formation d'un nouveau référent à la radicalisation au sein de la ligue.

#### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue souhaite pour cette olympiade proposer un plan d'action pour développer la pratique féminine. Un groupe de travail spécifique a été créé à cette fin. Plusieurs actions sont en cours de construction. Les travaux sur ces actions vont démarrer cette année. Leur mise en œuvre commencera la saison prochaine, sauf pour les formations Fit'Minton qui sont toujours en cours.

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Création de rencontres de proximité réservées aux femmes ;
- Lancement d'un plan de communication pour promouvoir les fonctions de dirigeante de club, encadrante et officielle technique ;
- Création d'offres de pratiques et de supports pédagogiques adaptés aux attentes du public féminin ;
- Poursuite et le développement des formations Fit'Minton avec notamment la création de nouveaux contenus pour ces créneaux, et la création d'un réseau des coaches Fit'Minton.

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place de 3 plateaux parabad par an pour promouvoir le parabad ;
- Accueil de 3 formations au diplôme d'initiateur handicap moteur et physique sur le territoire francilien d'ici 2024 ;
- Mise à disposition et soutien logistique et humain auprès du réseau pour les actions de promotion du Parabad. Le club de Presles est par exemple déjà accompagné dans la mise en œuvre de son forum annuel du handicap ;

- Accompagnement des clubs mobilisés dans la promotion du parabad dans les écoles et recensement des pratiquants, créneaux, encadrants et du matériel parabad au sein du réseau et diffusion des bonnes pratiques.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 185.000 €**

**Taux de l'objectif : 7,03 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 13.000 €**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mieux détecter et mieux former les jeunes joueuses et joueurs franciliens susceptibles de jouer à terme au meilleur niveau européen et international. La formation et la détection sont développées à partir de 4 piliers : un système de stage (26 journées de stage pour 120 joueurs et joueuses de 7 à 14 ans sur le CREPS de Châtenay-Malabry) ; un système d'aide aux structures du territoire ; label Club Avenirs et label Clubs Tremplins ; un système d'accompagnement ligue sur des compétitions nationales et internationales ; Calendrier sportif en lien avec les objectifs de performance et d'excellence ; un système de concertation du territoire à travers l'ETR (Equipe technique régionale) ; coordination avec les encadrants professionnels sur le territoire.

### **Ilb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 160.000 €**

**Taux de l'objectif : 19,38 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 31.000 €**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Porter l'organisation du pôle espoirs régional. Situé au CREPS Ile-de-France Colette Besson de Châtenay-Malabry, il accueille 12 polistes. Sous la responsabilité du responsable du pôle, trois entraîneurs supplémentaires interviennent sur les créneaux d'entraînement. Les joueurs du pôle espoirs participent aux déplacements nationaux organisés par la ligue. 5 à 6 déplacements en compétition internationales sont réalisés pour l'ensemble des polistes au cours de la saison. Un projet de partenariat avec un centre régional malaisien est en cours de construction, dont le but est de faire venir 6 jeunes joueurs et joueuses malaisiens sur une durée de 15 jours en France et d'accompagner 6 polistes en Malaisie 15 jours.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 54.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008108)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE BASEBALL  
SOFTBALL ET CRICKET**

Convention n° 21 SP BSC 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 32.000 €**

**Taux de l'objectif : 25 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 8.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Les clubs constituent le point d'accueil des licenciés. Ils partagent les mêmes enjeux de développement de la pratique en fournissant une offre d'activités en adéquation avec les orientations fédérales et les attentes des licenciés. Afin de soutenir les clubs dans l'accueil des licenciés et la structuration de l'offre de pratique, la Ligue Ile de France de baseball souhaite engager une démarche d'accompagnement. Il s'agira ainsi, de franchir une nouvelle étape dans le processus d'appui, et structurer un réseau d'accompagnement avec le concours des Comités départementaux. Rôle d'interface territoriale majeure.

La ligue Ile de France de baseball s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Renforcer l'aide et le soutien aux projets des clubs et des comités départementaux suivis par leurs collectivités territoriales ;
- Assurer le développement des pratiques scolaires ;
- Développer l'emploi sportif pour les disciplines ;
- Assoir de nouvelles pratiques.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de baseball s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place des conférences en ligne, sur les violences dans le sport, destinées aux entraîneurs des clubs ;

- Mettre en place des actions de sensibilisation à destination des participants et entraîneurs des équipes sera réalisée lors des compétitions jeunes de Baseball et Softball.

### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de baseball s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Créer un réseau interdépartemental de femmes bénévoles afin d'augmenter leur influence. Une bénévole responsable représentera chaque département, afin d'avoir un relais direct et un impact sur toute la région Ile-de-France. Ce réseau permettra de trouver et mettre en avant des objectifs communs ; d'inciter les pratiquantes à s'investir dans le bénévolat sportif et les instances dirigeantes ; de rassembler et de solidariser les femmes bénévoles ; d'être un relais direct avec les femmes bénévoles et les pratiquantes dans toute l'Ile-de-France ; de mettre en avant les actions dédiées à la pratique féminine ;
- Avoir une visibilité plus importante et une communication des informations : mise en place d'un compte Facebook dédiée à ce réseau ; communication sur le site internet de la Ligue ; mise en relation avec les services des sports de chaque département ; mise en relation avec les associations féminines des départements ;
- Mettre en place et développer une commission « Femmes et Sport » pour structurer ce réseau.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 16.000 €**

**Taux de l'objectif : 25 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 4.000 €**

Pour développer ces équipes dans le temps et en l'absence d'un centre d'entraînement régional (CER) physiquement établi, la Ligue Ile de France de baseball envisage la création de structures d'entraînements régionaux nomades (ERN). La mise en place d'un ERN doit favoriser l'émergence d'une dynamique régionale et départementale à travers la structuration.

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagner et aider les jeunes sportifs dans la recherche de l'excellence en mettant en place un environnement propice en déployant 2 équipes régionales baseball (U12 et U15), créant une équipe régionale softball féminin 15-21 ans créant une équipe régionale baseball féminin U19.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 12.000 €**



Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008109)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE BASKET-BALL**

Convention n° 21 SP BAS 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 502.000 €**

**Taux de l'objectif : 17,93 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 90.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de basket-ball s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place des actions liées aux générations « basket camp » (camps gratuits sur tout le territoire pour tous), développement du basket dans les zones rurales, tournées des îles de loisirs en juillet-août, mise en place de tournois de basket de 3x3 et 5x5, ainsi que le « summer camp »
- Développement des offres de basket santé et de basket tonik pour tous
- Développement du 3x3 (discipline olympique à Tokyo) sur tout le territoire afin d'aider les équipes de France pour une qualification pour Paris 2024 (qualification au nombre de tournois organisés sur le sol français et le classement individuel des joueurs et joueuses.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de basket-ball s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place du label MAIF citoyen première étoile qui regroupe des actions liées à la cohésion sociale et aux différentes dérives et violences ;
- Sensibilisation des éducateurs des clubs, pour assurer une traçabilité des jeunes qui rompraient leur appartenance au club en cours de saison ;
- Mise en place de campagne de sensibilisation contre toutes les dérives, en s'appuyant déjà sur les différentes campagnes fédérales et régionales ;
- Création d'un consortium associatif avec les associations dont l'objet correspond au plan de prévention (éthique et sport, colosse aux pieds d'argile.

## **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de basket-ball s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Création et continuité d'évènements dédiés au public féminin en faisant intervenir les quatre familles : joueuse, dirigeante, officielle et technicienne ;
- Des actions spéciales féminines dédiées à un public non licencié ;
- Création d'un pôle d'influenceuses afin de promouvoir le basket au féminin sur l'ensemble du territoire ;
- Consortium associatif avec les associations dont l'objet est la place de la femme dans l'espace public, les projets d'insertions professionnelles par le sport... ;
- Continuité du label féminin afin d'aider les associations à poursuivre leur développement dans ce domaine.

## **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de basket-ball s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développement d'actions de vivre ensemble avec les clubs (sport adapté, basket santé, basket tonik...) ;
- Recrutement d'un référent afin de développer des actions vers le public non valide ;
- Continuité et développement des actions lors de la semaine du handicap, de la semaine du sport à l'hôpital ;
- Mise en place d'une relation privilégiée avec l'association « premier de cordée » ;
- Mise à l'honneur du basket fauteuil lors d'évènements ou sur les deux pôles espoirs.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 138.500 €**

**Taux de l'objectif : 5,78%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 8.000 €**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagnement des jeunes sportifs dans la recherche de l'excellence par l'organisation d'un maillage du territoire francilien de grande précision. Il s'appuie sur une Équipe Technique Régionale impliquée dans chaque département afin de ne laisser aucune zone sans détection (rurale, urbaine ...). Le processus s'étale des U12 à U15 dans l'organisation de stages, de tournois de détection, de création d'équipes régionales. Ce process fonctionne correctement dans la détection des joueurs et joueuses entrants dans les deux pôles espoirs, mais également pour les clubs franciliens de niveau championnat de France.

## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 446.500 €**

**Taux de l'objectif : 11,65 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 52.000 €**

La ligue Ile de France de basket-ball s'engage à réaliser l'action suivante :

- Soutien aux pôles de Châtenay-Malabry (masculin) et d'Eaubonne (féminin), clé de voute pour la première marche pour le haut niveau. Ces deux pôles franciliens font partie des plus grands pourvoyeurs de basketteurs et basketteuses de haut niveau. Ils fournissent 25% des équipes de France jeunes. Depuis quelques années, ces pôles accompagnent régulièrement (de 1 à 4 sur 12) des joueurs et joueuses qui entrent au Pôle France Yvan Mainini basé à l'INSEP.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 150.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### **Acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIÈRE  
À LA CONVENTION PARTENARIALE ÉTABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008128)**

**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ÎLE-DE-FRANCE DE BOWLING  
ET SPORTS DE QUILLES**

Convention n° 21 SP BOW 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 55.260 €**

**Taux de l'objectif : 5,43 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 3.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de bowling s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Renforcement de la pratique féminine sous la forme de regroupements répartis sur l'année, développement de la pratique pour un public en situation de handicap à raison de 2 journées par semaine dans deux centres ;
- Développement de la pratique sur les temps périscolaires pour les plus jeunes mais également pour les seniors dans une démarche de sport-santé ;
- Actions lors des différentes manifestations sportives pour faire prendre conscience à l'ensemble des licenciés (hommes, femmes, jeunes ou adultes), cadres sportifs, dirigeants ou accompagnateurs de l'importance du respect des règlements et du fairplay éthique et sportif ;
- Mise en place d'un tournoi international Jeunes de manière pérenne.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de bowling s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Faire rappeler par l'ensemble des professeurs, instructeurs, animateurs, arbitres, dirigeants et bénévoles franciliens, le respect des règles de courtoisie, fair-play, mais également de civisme, en spécifiant que le non-respect est passible d'exclusion des pistes. Ces règles s'appliquent aux licenciés, mais sont également applicables aux accompagnants trop expansifs, envahissants, voire agressifs, envers leurs proches, l'ensemble des dirigeants et/ou autres accompagnants.

## **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de bowling s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Permettre à l'ensemble du public féminin de participer à différentes actions et manifestations ; faciliter l'accès à cette discipline pour les femmes de tous les horizons socio-culturels, tout en valorisant la mixité au travers de compétitions fédérales ;
- Augmenter et pérenniser le nombre de licenciées de 14 ans et plus (jeunes et adultes), les inciter à s'engager davantage lors des compétitions fédérales.

## **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de bowling s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Associer les personnes valides et personnes en situation de handicap autour d'actions sportives ciblées ;
- Inciter toutes personnes ayant des troubles visuels, moteurs et ou cognitifs à s'épanouir dans la pratique ludique du bowling ;
- Organiser une ou plusieurs journées dédiées à la pratique sportive des handicapés
- Mettre en place des activités mixtes valides-handicapés.

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 3.000 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », la Ligue Ile-de-France de Bowling a informé l'exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'une offre de stagiaires.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).



**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008066)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE  
DE BOXE ANGLAISE**

Convention n° 21 SP BOX 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 223.500 €**

**Taux de l'objectif : 24,61 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 55.000€**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité Ile de France de boxe anglaise s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développement de la boxe : « Diversité, Education, Formation, Insertion et Solidarité ». Le dispositif DEFI BOXE est national et est décliné au plan régional. Les publics ciblés majoritairement sont en situation de handicap ou issus du milieu carcéral, des QPV ou encore du milieu rural. Les secteurs touchés sont également en lien avec le Conventionnement avec l'association « Premier de cordée » pour laquelle le Comité intervient dans le milieu hospitalier. Il en est de même via un partenariat constant avec le secteur scolaire (UNSS) et universitaire (FSU) ;
- Développement des écoles de boxe et permettre, par des actions de quartiers, de favoriser l'insertion de jeunes de quartiers difficiles. Le but est d'accroître les compétitions offertes aux licenciés et de développer l'ensemble des activités de la Boxe (Loisir-Aérobixe-Handi'Boxe-Precri'Boxe).

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité Ile de France de boxe anglaise s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mise en place de formations sur les thèmes de la radicalisation et des violences sexuelles. Avant chaque compétition, seront tenues des réunions entre les différentes personnes rassemblées, afin d'échanger sur différents thèmes décrits dans ce plan de prévention. Des ateliers en cours de saison pourront aussi être organisés. Une écoute et un dispositif particulier auprès des victimes pourra être mis en place, afin de répondre à des demandes.

## **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité Ile de France de boxe anglaise s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Formation « Assistant Boxe » exclusivement féminine créée à titre expérimental ;
- Mise en place d'actions dans les quartiers, dans les hôpitaux, ou même dans les milieux carcéraux pourront être développées afin d'augmenter encore le nombre de pratiquantes ;
- Organisation de compétitions féminines afin de rassembler encore plus de compétitrices ;
- Promotion régionale du dispositif Lady's Boxing Perf, ce qui correspond à des compétitions événementielles 100 % féminin ;
- Développement de l'aérobixe : organisation d'un rassemblement régional sur une journée, permettant la découverte de nouvelles pratiques. L'aérobixe pourra aussi être incorporé lors de galas.

## **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité Ile de France de boxe anglaise s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développement de la pratique sportive via les deux formations « Certification Handi'Boxe » et « Prescri'Boxe » ;
- Développement du nombre de structures pouvant accueillir les personnes concernées ;
- Développement de la handiboxe et de la boxe adaptée par des actions au sein de structures spécialisées et à travers des événements phares (sport à l'hôpital) ;
- Mise en place d'une compétition handiboxe et boxe adaptée en 2023 ;
- Mise en place de journées de rencontres en milieu carcéral : « Boxer ensemble pour mieux vivre ensemble ».

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 49.500 €**

**Taux de l'objectif : 12,32 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 6.100 €**

Le comité Ile de France de boxe anglaise s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mise en place de stages interclubs, départementaux, régionaux et même internationaux afin de faire émerger et détecter davantage de compétiteurs en Ile de France. L'objectif étant que la région Ile de France soit représentée par le plus grand nombre de sportifs lors des jeux olympiques de PARIS 2024. La détection passera par le développement des compétitions régionales et stages de détection qui seront augmentés au cours de ces 4 années.

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 61.100 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008081)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE CANOË  
KAYAK**

Convention n° 21 SP CAN 001

**I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 208.800 €**

**Taux de l'objectif : 26,36%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 55.048 €**

**la / PROJET FEDERAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le développement durable du canoë kayak et des sports de pagaie repose sur l'accompagnement des territoires (collectivités locales, offices du tourisme et des syndicats d'initiatives) et des clubs franciliens afin de réduire les inégalités d'accès pour tous.

Le comité Ile de France de canoë-kayak s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer les parcours de randonnées nautiques garantissant un attrait touristique et sportif en toute sécurité des sites pour le grand public. Cela passe par une labellisation régionale, un aménagement des sites et des structures ainsi qu'une promotion forte et innovante par le numérique.
- Accompagner les clubs au changement pour avoir la capacité de capter un plus grand nombre de pratiquants, notamment par la qualité de l'accueil et la production des offres de services adaptés.
- Organiser des évènements de loisirs concourants à faire connaître la discipline et promotionner les territoires.

**Ib/ PLAN DE PREVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité Ile de France de canoë-kayak s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagner tous les acteurs du mouvement sportif (dirigeants, bénévoles, formateurs, licenciés, salariés) dans la création d'actions de sensibilisations, de campagnes d'informations, de communication, de formations afin de mieux appréhender les enjeux de prévention contre la radicalisation et de lutter contre les incivilités et les violences.

- Animer des sessions de sensibilisation auprès des dirigeants, cadre de l'ETR et des bénévoles se feront tout au long de l'année sur des temps dédiés. Le réseau de référents par comité de canoë kayak sera accompagné pour déployer les actions au cœur des clubs.

#### **Ic / PLAN DE FEMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité Ile de France de canoë-kayak s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Garantir l'accès à la pratique du canoë kayak et des sports de pagaie pour les femmes. Cela se traduit par une volonté d'augmenter le nombre de pratiquantes au sein des activités de loisir et de compétition. Tout en favorisant l'accès aux fonctions de dirigeantes. Pour cela, une commission dédiée, au sein du comité régional, anime des plans d'actions sur ces axes (création guide d'accès au matériel adapté, aide financière pour la formation, ...).
- Mise en place d'un plan de communication et d'accompagnement des structures départementales et clubs pour un engagement vers une mixité de pratique.

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité Ile de France de canoë-kayak s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagner son réseau pour permettre l'accessibilité des personnes en situation de handicap. L'aménagement des conditions d'accueil, la formation des prescripteurs à la réalité de handicap et les moyens matériels spécifiques alloués sont déployés pour garantir une pratique facilitée.
- Identifier les sites d'accueil est également mis en avant par la dynamique de communication engagée via les supports numériques et la cartographie dynamique des territoires.
- Valoriser les sportifs emblématiques en situation de handicap qui contribuent à faire connaître les actions dans ce domaine.

### **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

#### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 126.000 €**

**Taux de l'objectif : 27,77 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 35.000 €**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Application du Parcours Performance Fédéral (PPF) par la mise en place d'un parcours d'accession au haut niveau (PASS) axé sur les catégories d'âge de 12-18 ans. Des « territoires de performance » sont alors identifiés, notamment avec les clubs inscrits dans une démarche de formation des sportifs d'excellence. Le Comité régional, tête de réseau fédère et coordonne les actions de détection, de formations et de soutien des sportifs par la mise en place d'animations régionales, d stages et de regroupements. Des territoires adaptés à la construction durable de la performance seront particulièrement déployés sur les îles de loisirs de Cergy et Vaires-Torcy. Enfin, le déploiement d'une mutualisation entre les différents clubs et entraîneurs renforce la capacité à produire de résultats sur le territoire francilien.

## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 37.500 €**

**Taux de l'objectif : 26,66%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 10.000 €**

Le comité Ile de France de canoë-kayak s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Porter le Pôle Espoir de Vaires-sur-Marne cogéré entre la direction technique du Pôle France et le comité régional qui intègre les meilleurs jeunes sportifs issus du PASS (Programme d'accession sport haut niveau) francilien. Les sportifs pratiquant les disciplines olympiques (slalom et course en ligne) sont encadrés au quotidien par des entraîneurs mutualisés entre le niveau local, régional et national. Un accent particulier est porté sur les passerelles entre les établissements scolaires de proximité et le pôle.
- Porter et animer des actions transversales (Campus Ile-de-France et stages sportifs) entre le pôle espoir et les clubs franciliens afin de lier les différentes structures. Cela permet à la fois de détecter les futurs talents qui intégreraient à terme le pôle espoir et créer de la confrontation régulière et locale pour les athlètes identifiés. Le Comité crée également du lien au service de la performance entre les cadres de clubs qui forment les athlètes pôle espoir et les cadres qui les entraînent au quotidien.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 100.048 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006

« Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008085)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE LA FÉDÉRATION DES CLUBS DE LA DÉFENSE**

Convention n° 21 SP CDE 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 117.000 €**

**Taux de l'objectif : 29,91 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 35.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de la Fédération des clubs de la Défense (FCD) s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mettre en place un certain nombre d'activités, sous forme de challenges et de championnats régionaux, qui permettront la participation du plus grand nombre de personnes. Elle travaille aussi à adapter ses actions pour l'ouverture aux personnes en situation de handicap avec un encadrement spécifique. Elle participe également à l'ouverture des activités aux plus jeunes à travers son label « Grandir Ensemble » et à l'augmentation de la pratique féminine. Enfin, la Ligue coordonne ou accompagne les clubs pour l'organisation de 3 à 4 événements de niveau national par an.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France FCD s'engage à mettre en place un plan sur la période 2022-2024.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France FCD s'engage à mettre en place un plan sur la période 2022-2024.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France FCD s'engage à réaliser l'action suivante :



- Adapter ses activités pour l'ouverture aux personnes en situation de handicap

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 35.000 €**

La Ligue Île-de-France des Clubs de la Défense a informé l'Exécutif de ses difficultés à accueillir des stagiaires, en raison des contraintes d'accès à leur siège situé dans une base militaire. Aussi il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'une offre de stage.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008079)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE  
DES CLUBS OMNISPORTS**

Convention n° 21 SP OMN 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 112.600 €**

**Taux de l'objectif : 17,76 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 20.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau  
territorial**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place des programmes autour des écoles multisports, des actions « Omnisports pour elles », et des découvertes « omnisportives » des pratiques de nature des territoires franciliens. Il comprend également le dispositif « 1000 clubs pour le sport et la santé » dans le cadre des pratiques pour les personnes souffrant de pathologies chroniques et dans le cadre de la prévention des pratiques primaires. La coordination des étapes « Urban Sport Tour régional » vise quant à elle, à accompagner les clubs omnisports dans une démarche citoyenne auprès de leurs adhérents et de sensibiliser les habitants des quartiers urbains et ruraux ;
- Mise en place du programme de prévention sport-santé primaire et pour les personnes en Affection de Longue Durée. Le CRIFCO souhaite continuer le développement de son projet sport santé en prévention primaire, et en prévention tertiaire (personnes en situation d'Affection de Longue Durée) comme dans la précédente convention ;
- Organisation de l'évènement "Urban Sport Tour" : L'UST est un évènementiel en Ile-de-France qui a vocation à repérer et recruter des jeunes directement sur le terrain, au travers d'un parcours de formation. Le CRIFCO mobilise ainsi les publics cibles dans ses actions de terrain pour ouvrir des opportunités aux jeunes identifiés au sein du mouvement sportif ;

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place de l'action Ecole multisports du CRIFCO : inciter à la pratique sportive chez les jeunes et encourager le déploiement des écoles multisports dans les clubs de la région ;
- Mise en place du programme de sensibilisation aux violences infantiles qui se compose d'une exposition mise à disposition des clubs, permettant éventuellement de libérer la parole et donner de l'information au public comme aux professionnels. 6 actions sont prévues par an.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place du projet fédéral « Omnisports pour elles » en se mobilisant plus spécifiquement sur l'organisation de séjours sportifs et de bien-être en y intégrant des femmes adhérentes et d'autres non-adhérentes âgées de 14 à 20 ans. Ces séjours sont agrémentés de temps sportifs, de temps d'estime de soi et de convivialité avec au programme une sensibilisation aux valeurs du sport et à la lutte contre les violences, les incivilités et les discriminations, une sensibilisation à l'engagement associatif et à l'intérêt de pratiquer une activité physique ou sportive. Différents échanges et débats sont proposés autour du sport, de l'hygiène de vie, de la santé et du bien-être.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité s'engage à mettre en place un plan sur la période 2022-2024.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2024 : 20.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

**MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008102)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE COURSE  
D'ORIENTATION**

Convention n° 21 SP COR 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 59.780 €**

**Taux de l'objectif : 16,73 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 10.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La course d'orientation, activité méconnue, pratiquée par une population plutôt favorisée, masculine ayant 35 ans et plus, possède de nombreux atouts pour s'adapter à tout public. Pour conserver ses licenciés et en attirer de nouveaux, la ligue Ile de France de course d'orientation se fixe l'objectif d'offrir à tous les conditions d'une pratique régulière de qualité.

La ligue Ile de France de course d'orientation s'engage à réaliser l'action suivante :

- Organisation de journées dans les territoires, notamment carencés, et la création de nouvelles cartes; construction de « stations de CO » avec des parcours à thèmes ; mise en place d'activités innovantes sur des plages horaires courtes (2 heures), à différents moments de la semaine ; l'incitation des clubs à se référencer sur la plateforme « Mon club près de chez moi » ; développement des relations avec le monde scolaire (carte passerelle, sections sportives scolaires...), les collectivités territoriales (cartographie, journées dédiées...), les associations locales (World Orienteering Day, tarifs préférentiels...) au travers de conventions ; organisation régulière de manifestations d'envergure ; mise en place de formations des animateurs à la problématique de nouveaux publics.

**Ib / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La course d'orientation est une activité marquée par des représentations (effort, labeur...) et stéréotypes (milieu naturel dangereux, « sens inné » de l'orientation moindre...) en décalage avec les motivations des publics féminins. Ceci peut expliquer un taux de pratiquantes stagnant autour de 35%. Par ailleurs, l'engagement des femmes dans les instances est très variable selon les structures, atteignant la parité au sein du comité directeur de la Ligue.

La ligue Ile de France de course d'orientation s'engage à réaliser l'action suivante :

- maintenir l'engagement de la ligue dans les fonctions de dirigeantes tout en favorisant la pratique de l'activité : formation des femmes engagées et valorisation de leur investissement ; développement de modalités innovantes (marche ; association d'exercices d'assouplissement, de renforcement ; esprit convivial ; pratique en groupe ; parcours thématique...) et d'évènement développant le lien social ; participation à des journées dédiées (sport en filles, Octobre rose...) ; sensibilisation à l'accueil des féminines et mise en place d'une logistique favorisant leur pratique (garde d'enfants...).

#### **Ic / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

L'activité Course d'Orientation est tout à fait pertinente dans le cadre du sport-santé, du sport sur prescription médicale, quelle que soit la pathologie et maladie chronique, au travers d'une pratique faite à son rythme, en douceur et avec plaisir, contribuant au bien-être dans toutes ses dimensions (physiologiques, psychologiques...).

La ligue Ile de France de course d'orientation s'engage à réaliser l'action suivante :

- mise en place d'actions de sensibilisation et de formation d'animateurs pour prendre en charge ces publics avec inscription du club sur la plateforme *Prescri'forme.fr* ; collaboration avec les ligues spécialisées dans la pratique pour ces publics ; la participation à des journées (Sport enSemble, sport partagé, Sentez-vous Sport, Téléthon...) ; proposition lors des manifestations d'un parcours pour personnes à mobilité réduite et/ou de l'accompagnement des publics en situation de handicap ; la mise en place de conventions et d'activités pour les structures spécialisées, associations de patients ; le développement de parcours adaptés au sein d'établissements spécialisés (hôpitaux, IME, EPHAD...) ; dotation en petit matériel permettant la pratique en toute sécurité pour des personnes en situation de handicap. Actions de communication par l'intermédiaire du site (page Sport Santé avec lieux de pratique, contacts, manifestations ; flyers...).

#### **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

##### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 30.000 €**

**Taux de l'objectif : 5 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 1.500 €**

La ligue Ile de France de course d'orientation s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organiser les conditions pour que les jeunes à potentiel puissent s'entraîner, de manière quantitative et qualitative, dans la perspective de progresser et intégrer une structure fédérale (pôle Espoir de Fontainebleau ; pôle Jeunes de Clermont- Ferrand ; pôle de Saint-Etienne) ou en devenir partenaire d'entraînement ;

- permettre aux meilleurs d'accéder aux listes ministérielles et fédérales dès 15 ans, de participer aux sélections du groupe France et de l'intégrer ; permettre la découverte de nouveaux terrains et construire un esprit de groupe en marquant l'appartenance à celui-ci, motivé par la recherche de performance ; augmenter le niveau de qualification de l'encadrement et mutualiser les compétences de celui-ci afin de veiller à l'acquisition de toutes les bases techniques et tactiques ;
- Mise en place d'actions avec l'aide des clubs : passage des Balises de Couleur, participation au challenge national des Ecoles de CO pour les plus jeunes, stages de Ligue sur une journée ou week-end et sur des semaines (Février, Eté, Toussaint), participation aux Réseaux de Développement des Espoirs pour les jeunes H/D 14 à H/D 18 dont certains moments en collaboration avec le pôle. Cela implique l'élaboration d'un calendrier annuel des activités, une Charte relative aux valeurs à respecter et à la teneur de l'investissement à avoir, l'organisation de déplacements collectifs (location de mini-bus, hébergement et restauration...), la communication, notamment auprès des parents, un séminaire des encadrants pour favoriser le lien entre les entraînements en club et les activités lors des regroupements.

## **IIb / Accompagnement des sportifs dans l'accession au Haut Niveau**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 87.100 €**

**Taux de l'objectif : 9,76 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 8.500 €**

La ligue Ile de France de course d'orientation s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accueillir progressivement un effectif provenant en priorité du groupe Ligue (GRIFCO) ; communiquer sur le pôle (structure, résultats...) tant auprès des clubs que du public francilien ; bénéficier d'un entraînement, au moins quotidien, de préparation à la fois technique, physique et mentale en Course d'Orientation tout en poursuivant le cursus scolaire ; permettre aux jeunes une réussite scolaire aux examens et diplômes sans redoublement ; contribuer à préparer les jeunes à leur vie d'adulte : autonomie, responsabilité, vie en société, goût de l'effort, structuration du travail ;
- Aider à la prise en charge d'une partie des frais, notamment ceux permettant de mettre en place les conditions pour optimiser la performance ; organisation de temps d'échanges entre les jeunes du pôle et les jeunes du groupe Ligue ; développement de la communication autour du pôle (résultats...) et renforcement des relations grâce à l'association des pôles de Fontainebleau.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 20.000 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », la ligue Ile de France de Course d'orientation a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'une offre de stages.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.



**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008087)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE  
DE CYCLISME**

Convention n° 21 SP CYC 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 189.575 €**

**Taux de l'objectif : 23,74%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 45.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau  
territorial**

Le projet « Tous ensemble, une ambition pour le cyclisme français » du Comité d'Ile-de-France de Cyclisme vise à renforcer l'attractivité des pratiques cyclistes encadrées pour le plus grand nombre, et à moderniser les outils et dispositif du Comité pour répondre aux besoins des pratiquants licenciés et non licenciés.

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer des offres de pratiques cyclistes encadrées dans tous les territoires et vers tous les publics, avec un effort particulier pour les femmes s'inscrivant notamment dans la mise en œuvre du « Savoir Rouler à Vélo » ;
- Féminiser l'encadrement des pratiques cyclistes ;
- Développer des manifestations sportives qui répondent aux envies des pratiquants et aux besoins des territoires ;
- Favoriser la protection de la santé et promouvoir la sécurité physique et morale des pratiquants notamment en développant l'offre de cyclisme « Santé » ;
- Optimiser les compétences de l'encadrement par le recours et la mise en œuvre de la formation ;
- Accroître le niveau de performance des athlètes de haut niveau en vue des JOP 2024.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité Ile de France de cyclisme s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organisation chaque année, lors des formations des éducateurs, des stages et regroupement des athlètes et lors des sélections régionales, d'une sensibilisation

contre les discriminations et les violences et la prévention du dopage sera faite par les membres de l'Equipe Technique Régionale référente ;

- Mise en place d'un cycle de trois réunions à destination des cadets et juniors : une sur l'alimentation et la nutrition, une sur la sensibilisation et prévention contre le dopage, une sur l'éthique. Ce cycle de réunion sera coordonné par le médecin régional.

#### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité Ile de France de cyclisme s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place d'un encadrement mixte pour les différents stages et regroupements des équipes régionales ainsi que lors des différentes sélections régionales ;
- Féminisation des instances dirigeantes ;
- Féminisation et professionnalisation de l'encadrement sportif et dirigeant des clubs
- Mise en valeur de la pratique sportive féminine (loisirs et compétition) par le développement de nouvelles épreuves et l'élargissement des pratiques ;
- Augmentation du nombre de licenciées dans l'ensemble des disciplines du cyclisme.

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité Ile de France de cyclisme s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagnement des clubs organisateurs dans le développement de la pratique des personnes en situation de handicap.

### **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

#### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 50.000 €**

**Taux de l'objectif : 10 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 5.000 €**

Le comité Ile de France de cyclisme s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place chaque année des tests de détection à destination des Cadets Filles/Garçons quel que soit la discipline dans le cadre du plan national de détection, des tests « Hammer » à destination des cadets et juniors Hommes/Femmes ;
- Mise en place des entraînements dirigés et de perfectionnement sur le Vélodrome de Saint-Quentin en Yvelines en vue de préparer les athlètes aux objectifs nationaux et internationaux.

## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 176.900 €**

**Taux de l'objectif : 10,17%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 18.000 €**

Le comité s'engage à réaliser l'action suivante :

- Renforcer la structure de formation de haut-niveau « Pôle Espoirs » au CREPS d'Ile de France par le renforcement de la structure encadrante et par l'ouverture d'un Pôle Espoirs Féminin. Le Pôle est aujourd'hui un outil essentiel pour la détection des jeunes, le suivi de leur scolarité, l'entraînement et la formation des athlètes pour leur future intégration au sein de Pôle France. Afin d'assurer la cohésion des athlètes et leur formation, il est prévu la participation à des compétitions de niveau national et international.

### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 68.000 €**

Le Comité IDF de cyclisme a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, il ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'une offre de stages.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### **Acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE  
(Dossier IRIS 23008154)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE DE  
CYCLOTOURISME**

Convention n°21 SP CYT 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 45 000 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 13 500 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La Fédération française de cyclotourisme est l'interlocutrice majeure de la pratique non-compétitive du vélo sur la route ou dans les chemins. Elle favorise l'activité touristique à vélo au cours de manifestations qui comportent le triptyque : « **Tourisme, sport-santé et culture** ».

Le Projet fédéral vise à :

- améliorer l'accueil dans les clubs de toutes et tous,
- assurer le développement du cyclotourisme auprès des jeunes générations
- s'ouvrir aux nouvelles pratiques,
- perfectionner la formation des animateurs, cadres fédéraux, dirigeants et acteurs du tourisme à vélo,
- promouvoir la sécurité,
- promouvoir le « sport santé »
- maîtriser les activités, l'éthique, la dimension internationale,
- optimiser la communication en interne comme en externe
- s'inscrire dans une démarche de développement durable.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité s'inscrit clairement dans le respect de l'intégrité physique et morale des personnes en luttant contre toutes les formes de harcèlement, de discriminations et contre toute forme de violence qu'elle soit verbale, écrite, physique ou sexuelle.

- Les jeunes, les éducateurs et les dirigeants sont sensibilisés à la citoyenneté, aux principes du « vivre ensemble » et au respect de chacun.
- Le contrôle de l'honorabilité des encadrants est garanti
- Les formations proposées par la Région et le CROSIF sont diffusées à l'ensemble des départements.

#### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité s'engage à identifier des référentes au sein de la région pour être de véritables ambassadrices du vélo et accompagner la mise en œuvre des actions suivantes :

- organiser de manifestations « féminines » pour développer une pratique sportive du féminin par « le voyage à vélo » en toute autonomie et en groupes,
- proposer des stages de formation spécifiques pour accéder à l'autonomie,
- communiquer sur l'accessibilité aux femmes de toutes les pratiques (route, VTT, Gravel) dont les longues distances,
- promouvoir les organisations longues distances 100 % féminines,
- Représenter l'île de France au rassemblement national « *Toutes à Vélo* » en 2023.

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité s'engage :

- à coordonner et animer un réseau de référents au sein des structures départementales.
- Proposer des stages spécifiques pour l'accueil de ce public : Par exemple pilotage tandem, accueil handicap, visuel, moteur, cognitif, mental, psychologique à partir d'initiatives locales existantes et y compris auprès des jeunes générations
- Inciter à la mise en place d'actions de promotion du « *Cycl'Handi* » et aider les clubs dans l'acquisition de matériel spécifique
- Développer l'inclusion dans les actions en lien avec la Semaine fédérale.

#### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 13 500€**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008089)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE DE DANSE**

Convention n° 21 SP DAN 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 78.100 €**

**Taux de l'objectif : 16,64 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 13.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité Ile de France de danse s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Structuration et développement territorial : incitation à la labellisation ; promotion de la FF danse sur le territoire francilien ; aides aux licenciés ;
- Développement de la pratique : Défi-Danse regroupant toutes les danses ; développement de la pratique par les championnats ; soutien aux structures organisatrices d'actions Fédérales ;
- Compétiteurs et haut niveau : championnats départementaux et régionaux ; rencontres chorégraphiques Départementales et régionale ; compétitions de proximité championnat pole Dance ; accompagnement des sportifs Breaking en Herbes ; concours chorégraphiques classique et jazz.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité Ile de France de danse s'engage à mettre en place un plan sur la période 2022-2024.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La pratique féminine et la représentation des femmes dans toutes les strates et activités fédérales sont omniprésents au sein du comité et des clubs franciliens.



**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité Ile de France de danse s'engage à réaliser l'action suivante :

- Sport Handicap : Formation des professeurs et des dirigeants une journée par mois pendant 8 mois (d'octobre à mai). Formation par thème bien spécifique ; Stage pratique 3/3/ 3 : 3 heures sur 3 jours sur 3 mois stages pratiques dédiés aux personnes en situation de handicap voulant débiter une activité dansée.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 10.800 €**

**Taux de l'objectif : 27,77 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 3.000 €**

Le comité Ile de France de danse s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organisation des stages et formations des acteurs fédéraux : CFID1 & CFID2 Préparation technique des compétiteurs toutes disciplines (hors artistiques) ; passeport danse (passeport loisir formation et préparation des licenciés pour passer les passeports) ; stage compétiteurs : préparation technique au championnat country ; formation préparation des compétiteurs SBK ;
- Préparation à la compétition et haut niveau : accompagnement des sportifs Breaking en herbe ; concours jazz et classique jeunes espoirs artistiques.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 16.000 €**

**OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S ) OU ALTERNANCE(S)**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

**MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE  
(Dossier IRIS 23008112)**

**ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DES ÉCHECS**

Convention n°21 SP ECH 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 50.000€**

**Taux de l'objectif : 16%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 8.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développement du jeu d'échecs loisirs et du jeu d'échecs compétition. Des partenariats ont été mis en place avec les écoles parisiennes, et au Blanc-Mesnil. En lien avec l'organisation des jeux Olympiques à Paris en 2024, de nombreuses animations sont organisées en collaboration avec d'autres disciplines olympiques ;
- Mise en place d'animations estivales et développement d'actions dans le cadre de l'occupation de l'espace public urbain conformément au projet fédéral.

**Ib / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mise en place d'un accueil des femmes dans les clubs. L'une des stratégies retenues est d'accompagner les clubs Franciliens à mieux accueillir le public féminin en formant des animatrices. Partant du constat que les effectifs de formateurs sont essentiellement masculins, une politique proactive de formation d'animatrices sera mise en œuvre.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 17.500 €**

**Taux de l'objectif : 11,43%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 2.000 €**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mise en place de regroupements, de stages de détections et de perfectionnement pour permettre meilleurs jeunes repérés de progresser plus rapidement. Ces rencontres ont lieu lors de manifestations encadrée par les entraineurs de la ligue. Un total d'une dizaine d'événements répartis sur le territoire francilien d'octobre à juin.

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 10.000 €**

La ligue Ile de France d'Echecs a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'une offre de stages.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008068)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ REGIONAL D'ÉQUITATION  
D'ILE-DE-FRANCE**

Convention n° 21 SP EQU 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 140 000 €**

**Taux de l'objectif : 17,86 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 25 000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organiser des Championnats et Circuits Régionaux répondant aux besoins des cavaliers de tous niveaux ;
- Promotion du Sport Santé : actions en faveur de la prise de licences (communication auprès des clubs sur les dispositifs mis en place par l'Etat), journées de sensibilisation au handicap dans les structures équestres;
- S'engager aux côtés du CROSIF sur ses diverses opérations « Sport en » et sur les événements liés aux Jeux Olympiques 2024 (semaine Olympique, Team CROSIF etc).

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place des journées de formations dédiées à destination des enseignants et dirigeants franciliens ;
- Via la lettre mensuelle du CREIF, promouvoir les outils et innovations garantissant le bien-être des équidés et valoriser les initiatives prises par les centres équestres pour le bien être des équidés ;
- Inclure une intervention sur la prévention des violences de quelque forme qu'elles soient à la journée des professionnels.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité s'engage à encourager la pratique féminine et à maintenir le pourcentage de licences réaliser les actions suivantes :

- Valoriser les sportives, élues et bénévoles engagées dans la vie équestre francilienne (trophée des Femmes en or du CROSIF, Journée des Femmes) ;
- Partenariat avec le CROS Ile-de-France sur le programme « Sport en Filles ».

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La commission Cheval & Diversité du CREIF travaille en relation avec toutes les commissions sportives et disciplinaires.

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Employer une personne dédiée au volet Cheval & Diversité sur le territoire ;
- Organiser des journées techniques pour les PSH avec projets sportifs ;
- Créer un annuaire régional recensant tous les clubs hippiques en mesure d'accueillir les pratiques pour les personnes en situation de handicap (PSH) et le diffuser ;
- Organiser des compétitions para équestres réservées aux PSH

### **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

#### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 10 000 €**

**Taux de l'objectif : 12 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 1 200 €**

Le comité s'engage à réaliser l'action suivante :

- Organisation d'un stage de détection à destination des jeunes cavaliers franciliens

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 26.200 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

#### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).



**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008063)**

**ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE D'ESCRIME**

Convention n° 21 SP ESC 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 417.000 €**

**Taux de l'objectif : 12,40 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 51.700 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité Ile de France d'escrime s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organisation de journées découvertes pour découvrir la discipline de l'escrime ;
- Offrir les meilleures conditions de pratique par le soutien aux clubs, l'acquisition de kits premières touches pour les scolaires et les plus jeunes ;
- Développer l'escrime artistique, le sabre laser et les pratiques annexes ;
- Organisation de 3 compétitions régionales, l'une en individuel et l'autre par équipe aux 6 armes et par catégories.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité Ile de France d'escrime s'engage à réaliser l'action suivante :

- Sensibilisation auprès des jeunes franciliens lors des stages et regroupements

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité Ile de France d'escrime s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Aides à l'achat de bustiers ;
- Soutien aux clubs organisateurs d'épreuves féminines ;
- Actions de promotion de l'escrime féminin ;
- Participation au programme « Escrime et cancer du sein ».

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité Ile de France d'escrime s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Aide à l'entretien et au suivi des handifix ;
- Aide au maintien et mise en place d'ateliers en direction des trisomiques, des autistes, des déficients mentaux, des dyspraxiques, sourds, malentendants et aveugles ;
- Mise en place de formations spécifiques à l'accueil des personnes en situation de handicap au sein des clubs d'escrime.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 350.000 €**

**Taux de l'objectif : 9,86 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 34.500 €**

Le comité Ile de France d'escrime s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mise en place des stage M15 – M13 – IDF et regroupements, compétitions de détections et filière de détection départementale, et régionale.

**IIb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 80.000 €**

**Taux de l'objectif : 11,25 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 9.000 €**

Le comité Ile de France d'escrime s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagnement des catégories M17-M20 du Pôle espoir : aide aux études ; aide aux déplacements ; aide en matériel spécifique ; aide pour les frais d'internat.
- Accompagnement des M17-M20 sélectionnés pour les circuits européens et/ou mondiaux : aide aux déplacements.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 95.200 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008093)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE FOOTBALL AMÉRICAIN**

Convention n° 21 SP FAM 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 200.000€**

**Taux de l'objectif : 16%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 32.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau**

La ligue Ile de France de football américain s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Promouvoir les 3 disciplines (football, flag, cheerleading) par la création de supports de communication (réseaux sociaux, site, guide papier, web tv, clips vidéo) et la pérennisation des championnats régionaux sénior, jeune, féminin dans les 3 disciplines ;
- Mettre en place des « animations plage » l'été à la Courneuve, Gennevilliers, Créteil ;
- Favoriser l'emploi des terrains synthétique en soutenant les projets mairie mutualisés (double projet, exemple traçage rugby/foot US)
- Mettre à la disposition des formateurs, des arbitres de tablettes.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de football américain s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place une formation dédiée pour sensibiliser et faire comprendre le phénomène et les enjeux, tout en ayant des outils pour détecter et prévenir la radicalisation dans le sport. La Ligue se veut référente pour l'ensemble des clubs de Football Américain, Flags et Cheerleading sur l'Ile de France. Une plaquette explicative sera distribuée à l'ensemble des clubs franciliens.

- Accompagner le référent de la ligue dans son action auprès des clubs (remontée de toutes questions ou interrogations sur une situation relevant de ce phénomène) ;
- Mettre en place une formation dispensée par la ligue pour les représentants des clubs et des comités départementaux.

#### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de football américain s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place d'actions en milieu scolaire vers le public féminin (collège) par le biais du flag football ;
- Regroupement 100% filles pour le football, le flag (création équipe de ligue féminine foot, flag et cheerleading)
- Fournir un dispositif global de formation et de perfectionnement des Cheerleaders, dans les trois disciplines (Cheerleading, Cheerdancing et Stunt), évoluant au plus haut niveau de pratique en leur proposant tout un dispositif d'actions visant à les amener à l'excellence.

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de football américain s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place du projet de tournoi de flag sport adapté (intégral Flag) dans les I.M.E et pour les malentendants ; la ligue a signé des conventions avec quatre I.M.E de Seine saint Denis en 2020 et souhaite l'étendre au territoire francilien. Elle propose aux IME des animations de Flag Football à l'année, une fois toutes les deux semaines (hors périodes de vacances scolaires). Un tournoi de clôture termine la fin de saison. Les animations sont assurées dans un premier temps par les ressources de l'ETR et les éducateurs de ces I.M.E, la ligue a l'objectif de recourir aux éducateurs spécialisés des clubs dès que possible ;
- Mise en place d'une animation dans les hôpitaux dans le cadre du partenariat avec l'association premiers de cordée, de même que l'animation à la maison des mêmes d'Ermont (enfants violentés).

### **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

#### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 120.000€**

**Taux de l'objectif : soit 10.83%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 13.000 €**

La ligue Ile de France de football américain s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Regroupement de détection : U14, U16, U19, U20 (rencontres internationales) ;

- Regroupement de préparation : ces regroupements permettent de préparer les joueurs au match ou au tournoi. Il peut s'agir d'entraînement sur le terrain (équipé ou non), ou de séance vidéo. Catégories concernées : U14, U16, U19, féminine ;
- Regroupement de perfectionnement : ces regroupements ont pour objectif de développer la pratique. Tous les joueurs licenciés des catégories concernées sont invités à ces regroupements.

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 45.000 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », la ligue Ile de France de football américain a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'une offre de stages.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE  
(Dossier IRIS 23008136)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE PARIS ILE-DE-FRANCE  
DE FOOTBALL**

Convention n°21 SP FOO 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 658.000 €**

**Taux de l'objectif : 28,19%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 185.500 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Paris-Ile de France de football s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Permettre et réussir la reprise d'activité dans les clubs par la remobilisation de tous les acteurs et le retour des pratiquants ;
- Permettre à tous de jouer partout : développement de tous les footbolls par le développement de toutes les pratiques (football à 11, football diversifié) et en étoffant l'offre de pratiques (pratiques loisir, pratique compétitive avec une offre pour toutes les années d'âge etc.) ;
- Accélérer la structuration des clubs : labellisation des clubs, accompagnement et structuration de l'encadrement, structuration des écoles de foot, structuration des pratiques dans le foot animation, accompagnement au projet associatif etc. ;
- Promotion de l'arbitrage : développement de l'arbitrage par le recrutement et la fidélisation de nos arbitres. Améliorer la coordination des actions entre Commission Régionale à l'Arbitrage et Commissions Départementales à l'Arbitrage.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Paris-Ile de France de football s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Poursuite de la mise en œuvre du Dispositif Global de Prévention (DGP) décliné sur les compétitions de Ligue et de District avec à la tête de la coordination régionale la Commission Régionale de Prévention Médiation Education (CRPME) ;



- Utilisation de l'Observatoire des Comportements (outil fédéral) pour répertorier et analyser les faits recensés ;
- Accompagnement des clubs dans la participation aux différents dispositifs existants (Programme Educatif Fédéral, Club Lieu de vie, Puissance Foot etc.) ;
- Mise en œuvre du dispositif de vérification de l'honorabilité des dirigeants (Protection de l'enfance).

#### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Paris-Ile de France de football s'engage à réaliser les actions suivantes :

Depuis 2012, la Ligue s'est fortement mobilisée pour encourager et accompagner les clubs à accueillir les pratiquantes féminines. L'augmentation des licenciées (+253%) a été constante tout au long de ces 8 années.

Le plan de développement du football féminin de notre Ligue vise à développer :

- le nombre de pratiquantes en accompagnant notamment les clubs dans la structuration et la labellisation de leur école féminine de football ;
- le nombre de dirigeantes et d'éducatrices avec un parcours dédié et un suivi des profils à potentiel ;
- l'offre de pratique pour les plus jeunes comme pour les Seniors et en la diversifiant (foot à 11, foot à effectif réduit, pratique compétitive, pratique loisir, futsal féminin etc.).

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Plus qu'une notion, l'ouverture est un credo pour la Ligue Paris Ile-de-France de Football qui met la diversité au centre de son action.

- Une ouverture aux autres qui passe par la volonté de proposer la pratique du football mais aussi la formation à tous les publics sans barrières d'âge, de sexe, de localisation et au-delà du handicap.

Il y a six ans la Ligue a engagé un travail de collaboration avec la FF Handisport dans la formation de ses cadres techniques (Football des Sourds)

- Ainsi, chaque saison les Cadres de la Ligue se mettent au service de la FF Handisport afin de dispenser à des éducateurs sourds et malentendants une formation (selon les saisons CFF3, CFF4, etc.).
- La Ligue impulse également sur son territoire, dans le cadre de l'animation de sa politique sportive avec les Districts, des actions en direction des sportifs en situation de handicap (foot fauteuil, cécifoot).

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 215.650 €**

**Taux de l'objectif : 16,23%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 35.000 €**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

La ligue Paris-Ile de France de football s'engage à réaliser les actions suivantes :

Chaque saison, près de 10 000 jeunes garçons et filles sont observés par les cadres techniques de la Ligue lors des matchs ou des différentes phases de détection.

Ces opérations permettent aux meilleurs Franciliens (es) âgés de 13 à 17 ans d'être identifiés et suivis en vue d'intégrer une sélection nationale, une structure fédérale de formation et, pour les meilleurs, les équipes de France de jeunes.

Les catégories du PPF :

U13 – Objectif Pôles Espoirs

U14 – Objectif : repérer les jeunes à fort potentiel

U15 – Objectif : Sélection Nationale U16

U16 – Objectif : Sélection Nationale U17

U15 Futsal – Objectif Pôle France Futsal

U16 et U18 Futsal – Objectif Sélection Nationale U19 Futsal

U13 Féminine – Objectif : repérer les jeunes à fort potentiel

U14 Féminine – Objectif : repérer les jeunes à fort potentiel

U15 Féminine – Objectif Pôle France et Sélection Nationale U16

En parallèle de ces « voies traditionnelles » du haut-niveau, la Ligue Paris-Ile de France de football développe, suit et coordonne les filières des Sections Sportives Scolaires. Objectif 2021/2022 : création du premier Pôle d'Excellence du Foot Amateur (PEFA) en IDF constitué sur un lycée par des sections masculines, féminines, Futsal et Arbitrage.

### **Ilb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs**

La ligue Paris-Ile de France de football s'engage à réaliser les actions suivantes :

Dans le cadre du Plan de Performance Fédéral, la Ligue organise chaque saison les phases de détection pour les entrées aux différents Pôles Espoirs :

- Institut National du Football de Clairefontaine / 3000 jeunes U13 sont observés chaque année pour 24 places. Un petit nombre est orienté ensuite vers le Pôle de Reims ;
- Pôle France Féminin à l'INSEP : l'entrée au Pôle France se fait à 14 ans pour les filles (U15). La Ligue organise les différents rassemblements et transmet une liste à la FFF pour le stage national U15 à l'issue duquel la sélection définitive est faite. Un petit nombre est orienté vers les Pôles de Tours et de Liévin ;

- Pôle France Futsal à Lyon : l'entrée au Pôle national Futsal se fait sur la catégorie des U15 Futsal. La Ligue Paris-Ile de France organise les phases de détection puis présente des sélections aux inter-ligues de fin de saison. C'est à l'issue de ces inter-Ligues que la liste des joueurs retenus est faite.

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 220.500 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008077)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE REGIONAL ILE-DE-FRANCE  
DE LA FÉDÉRATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE FRANCE (FSCF)**

Convention n° 21 SP FSC 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 121.000 €**

**Taux de l'objectif : 14,30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 17.300 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité régional Ile de France FSCF fonde ses objectifs éducatifs essentiellement sur l'Ouverture, le Respect, l'Autonomie, la Solidarité et la Responsabilité.

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développement des activités sportives pour tous pour tous au sein des associations affiliées à la FSCF ;
- Développement des activités sportives liées au sport/santé en direction des publics les plus éloignés de la pratique à la fois géographiquement (QPV, zones rurales) que socialement (difficulté financière, physique, personnes sous protection judiciaire, etc...).

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Pour lutter contre les discriminations dans le sport, le comité régional Ile de France FSCF souhaite s'assurer que tous les publics soient accueillis dans les meilleures conditions de respect et d'équité.

La signature de la convention passée avec l'association « Colosse aux pieds d'argiles » permettra d'informer sur les violences sexuelles dans le sport. Large diffusion d'informations. Un référent « Radicalisation» participe régulièrement aux réunions d'informations proposées par le Conseil régional et le CROS Ile de France.

Le comité régional Ile de France FSCF s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagnement de la fondation FIER pour le diagnostic et l'élaboration d'un plan d'actions. Avec le soutien de la fondation, le comité régional va pouvoir travailler sur un diagnostic qui sera établi après communication d'un document de travail au sein de l'ensemble des structures territoriales et élaborer un plan d'actions (ateliers de sensibilisation, de formations) ;
- Mise en place de journées multi-activités seront mises en place en lien avec la fédération LGBT. Des stands d'informations seront également proposés sur l'ensemble des rencontres régionales pour échanger sur l'ensemble des sujets liés aux discriminations dans le sport.

#### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité régional Ile de France FSCF s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Féminisation des instances dirigeantes ;
- Développement du sport féminin (Tennis de table, Tennis et Badminton) ;
- Organisation de manifestations multi-activités avec des thèmes forts : Violences sexuelles dans le sport, discriminations diverses, réinsertion des femmes en difficulté etc... seront proposées notamment sur des bases de loisirs ;
- Ouverture de la pratique sportive à des publics non licenciés. Par la prise en charge du coût de l'assurance et/ou de licences ponctuelles pour leur permettre une participation à des séances au sein de l'une de des associations ou à des événements ponctuels ;
- Mise en place également de séances et animations via les réseaux sociaux.

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité régional Ile de France FSCF s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place d'actions de sensibilisation à l'accueil des publics Handicapés (formations, communication). Les priorités seront axées sur la pratique Handi/valide afin de mieux les intégrer dans des activités avec le personnes valides ;
- Mise en place de manifestations en collaboration avec des structures accueillant des publics adaptés (Cécifoot, UNSS, EREA Vaucresson, ADEPEI de Combs la Ville, Handiraid en collaboration avec l'association Raid Edhec, Association Voir ensemble dans le cadre de la convention signée avec la FSCF ;

- Mise en place d'animations auprès de structures d'accueil afin de proposer des ateliers fitness, yoga, accro-yoga, gym douce, Eveil de l'enfant pour les petits de 3 à 6 ans etc... ;
- Acquisition de nouveaux matériels permettant la pratique et l'accueil.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 2.500 €**

**Taux de l'objectif : 28 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 700 €**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place, dans le cadre des JO Paris 2024, d'actions de détection de nouveaux talents afin de les orienter vers des structures dédiées aux sports de hauts niveaux. Cette détection est réalisée au niveau associatif, départemental, régional et national ;
- Mise en place de stages de perfectionnements spécifiques proposés sur l'ensemble des activités permettent de regrouper de nombreux sportifs ;
- Accompagnement de jeunes sportifs (football, gymnastique) avec l'association, la Jeanne d'Arc de Drancy (93). Des jeunes gymnastes sont également détectées et un accompagnement spécifique leur sera proposé vers des pôles espoirs.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 18.000€**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).



**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008098)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE LA  
FÉDÉRATION SPORTIVE ET GYMNIQUE DU TRAVAIL (FSGT)**

Convention n° 21 FSG 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 110.000 €**

**Taux de l'objectif : 16,36 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 18.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France FSGT s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développement de la pratique sportive en direction des publics éloignés tels que les femmes, les personnes en situation de handicap, les seniors, les quartiers populaires, les très jeunes.
- Développement d'activités « sport santé » (diffusion d'outils tels que le classeur « ça va la forme » et Ma Gym au Quotidien auprès des clubs, et la création d'initiatives sur cette thématique.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France FSGT s'engage à réaliser l'action suivante :

- Développement des collectifs de bénévoles et salariés afin de se former à cette thématique et ensuite développer du contenu de formation (interventions ponctuelles de certaines associations type Colosse aux pieds d'Argiles).

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France FSGT s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Permettre à plus de femmes d'accéder aux fonctions de dirigeants ;
- Création d'espaces de pratique pour favoriser la participation plus importante de ce public à travers des adaptations de règles, mais également dans le contenu des formations afin de sensibiliser les animateurs de demain aux contenus spécifiques ;
- Réalisation d'un travail pour identifier des initiatives innovantes des clubs afin de capitaliser les expériences et les partager, mais également les accompagner. L'innovation permettant la participation du public éloigné sera un des enjeux forts de cette olympiade.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France FSGT s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagnement d'initiatives à travers une participation financière et des mises dispositions de matériels et forces humaines. Les clubs souhaitant s'engager dans cette thématique bénéficieront d'une aide financière pour l'achat de matériel coûteux permettant d'intégrer ce public. Des créations d'espaces d'accompagnement permettront de rédiger des demandes de subventions et envisager une demande commune si cela est possible.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 12.000 €**

**Taux de l'objectif : 16,66 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 2.000 €**

La ligue Ile de France FSGT s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagnement de sportifs en recherche de compétition internationale à travers des aides financières afin de réduire l'impact des voyages souvent coûteux. Sur la prochaine olympiade, plusieurs athlètes vont participer aux jeux mondiaux, aux CSIT et aux Jeux Méditerranéens.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 20.000 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », la ligue Ile de France de la FSGT a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas du personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'une offre de stages.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE  
CADRE DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE  
SPORTIVE (Dossier IRIS 23008113)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE REGIONALE DE GOLF PARIS  
ILE DE-FRANCE**

Convention n° 21 SP GOI 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 520.000 €**

**Taux de l'objectif : 13,46 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 70.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau  
territorial**

La ligue régionale de golf Paris-Ile de France s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mise en place tout au long de l'année, de très nombreuses actions de développement du golf, dans les zones rurales et urbaines de l'Ile de France, auprès des scolaires, des jeunes des quartiers prioritaires des villes (QPV) en coopération avec le CROS Ile de France, sur les Iles de loisirs et d'une manière générale, auprès de tous les publics (féminines, handicapés, ....) et ce dans le cadre de la politique de développement fédérale aussi bien sur un plan sportif qu'environnemental (préservation de la nature, limitation des réserves naturelles, développement durable,...). Pour cela, la ligue s'appuie sur des commissions au sein de son Comité Directeur (Environnement, sport santé, féminines, golf scolaire, paragolf, golf municipal, etc....) qui, chacune dans son domaine développe et manage ses propres projets.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Depuis 2019, la ligue régionale de golf de Paris Ile-de-France dispose de deux référents qui ont suivi les formations régionales et les sensibilisations faite par le Conseil régional d'Ile de France et les organismes associés. Ils sont les interlocuteurs des dirigeants des clubs et associations qui pourraient être confrontés à ce type de situations.

La ligue régionale de golf de Paris Ile de France s'engage à réaliser l'action suivante :

- Intervention des référents de la ligue dans les formations réalisées par la Ligue (formation de bénévoles, arbitres, dirigeants de clubs, capitaines, animateurs sportifs et équipe technique régionale) ainsi que durant les stages et rassemblement des jeunes des groupes de l'élite (de 9 à 15 ans). La ligue a signé la Charte d'éthique et de déontologie dans le sport adoptée par la Région Ile de France. Elle est envoyée à tous les clubs et associations et portée à la connaissance de tous les licenciés et affichée dans les écoles de golf ; elle est disponible sur le site internet de la ligue. La ligue s'appuie sur ses comités départementaux dont les responsables sont plus près du terrain.

#### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue régionale de golf de Paris Ile de France s'engage à réaliser l'action suivante :

- Organisation de compétitions féminines pour les joueuses de tous niveaux et de journées découverte destinées aux femmes qui ne pratiquent pas le golf et qui veulent s'y essayer. En accord avec le CROS Île-de-France, elle organise des journées découvertes pour les jeunes filles des quartiers populaires. Cette expérience sera reconduite et élargie en 2022 et les années suivantes. La ligue dispose d'une commission féminine qui lance des appels à projets auprès des clubs pour développer la pratique sportive féminine. La représentation féminine dans les instances (Bureau directeur, Comité directeur et comités départementaux) est de 30% conformément aux statuts. En 2020, 25,8% des licenciés de l'Île-de-France sont des femmes et l'objectif à l'horizon 2024 est de 30%.
- Création en 2023 d'une épreuve à l'attention des féminines dans le cadre du golf d'entreprise

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue régionale de golf de Paris-Ile de France a, au sein de son Comité Directeur, une personne en situation de handicap, responsable de la commission « Para-golf ». Celle-ci a mis en place des référents sport santé et handicap dans les Comités départementaux. La ligue a acquis en 2021, avec l'aide du Conseil Régional, un « paragolfeur » permettant aux personnes en situation de handicap physique lourd de pratiquer le golf.

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Incite les clubs à améliorer l'accessibilité et à former leurs entraîneurs et éducateurs sportifs à se former au sport santé et à l'accueil des handicapés physiques et mentaux en relation avec les CDOS, et les associations Handigolf et Sport et Handicap. Cela rend possible l'organisation de journées d'accueil de jeunes venant de toutes les CMPP et IMP de la Région. Plusieurs joueurs de golf de la Région

font partie de l'équipe de France Handigolf avec en point de mire les Jeux Paralympiques Paris 2024.

- La ligue va créer 13 centres spécialisés pour le paragolf dans les clubs de la Région afin d'assurer un maillage géographique. Centres avec des éducateurs formés à l'accueil des personnes en situation de handicap. L'objectif est d'accueillir plus de 1 000 personnes.

De plus dans le cadre de la convention que la Ligue a avec l'Association Premier de cordée, la ligue met en place des interventions dans des établissements spécialisés (IME / ESAT/ Hôpitaux) avec l'aide d'une équipe volante formée.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 221.000 €**

**Taux de l'objectif : 9,50 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 20.996 €**

La ligue régionale de golf de Paris-Ile de France s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place de stages pour toutes les catégories de jeunes masculines et féminines, ainsi que des stages hivernaux de préparation physiques et mentaux supervisés par une équipe de 14 membres de l'Equipe Technique Régionale, assistée d'une CTN, comprenant préparateurs physique et mental, médecins, professionnels reconnus. Cette équipe est chargée de développer un vivier de jeunes talents, de les suivre dans les équipes régionales et de les conseiller dans leur développement. Ils accompagnent les jeunes filles et jeunes garçons sur les épreuves majeures qui permettent à ces jeunes de se confronter aux meilleurs français et étrangers de leur âge ;
- Accompagner les meilleurs jeunes de la Ligue dans les équipes de France Boys et Girls (<18 ans) et adultes hommes et femmes. Pour ceux-ci, des aides financières sont débloquentées pour leur permettre de participer aux championnats internationaux et d'entrer dans les classements mondiaux. Ces jeunes ont en ligne de mire les prochains événements qui se dérouleront en Ile de France (Championnat du Monde Amateur hommes et femmes en 2022 et JO 2024) mais aussi les échéances plus lointaines.

### **IIb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 80.000 €**

**Taux de l'objectif : 6,25 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 5.000 €**

La ligue régionale de golf de Paris-Ile de France s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagner et former les jeunes golfeurs de 14 à 18 ans inscrit au Centre de Performance du Golf National à St Quentin-en-Yvelines pour leur permettre de participer à des tournois en France comme à l'étranger. La ligue fait aussi appel à

des professionnels étrangers référents pour permettre à ces filles et ces garçons franciliens de ces centres d'accéder à un enseignement de tout premier plan.

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 95.996 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des

Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).



**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008084)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET COMITE REGIONAL D'ÉDUCATION  
PHYSIQUE ET DE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE D'ÎLE-DE-FRANCE (EPGV)**

Convention n° 21 SP GVO 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 157.300 €**

**Taux de l'objectif : 16,85 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 26.500 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau  
territorial**

Le comité régional EPGV d'Ile de France s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Favoriser l'accès à la pratique sportive sport santé dès le plus jeune âge afin d'assurer le développement psychomoteur de l'enfant (Mise en place de programmes parents-bébés ; regroupement des derniers animateurs formés et des nouveaux/futurs animateurs impliqués sur l'enfant ;
- Mise en place d'une formation « Enfants » pour accompagner la construction de compétences sur ce public ; accompagnement des dirigeants dans la construction de projets ; développement d'un réseau de partenaires (relais d'assistantes maternelles) afin d'augmenter le nombre de licenciés enfants sur tout le territoire de l'Ile-de-France ;
- Prévention du vieillissement par l'activité physique pour le public sénior (mise en place d'ateliers équilibre, de lutte contre les chutes ; mise en place d'ateliers mémoire pour préserver les capacités cognitives ; mise en place d'ateliers « bien vieillir » qui permettent aux seniors de préserver leur capital santé dans un souci d'autonomie) ;
- Favoriser les partenariats entre les réseaux externes et les structures associatives EPGV pour le déploiement des ateliers prévention et des cours seniors ;
- Fidéliser des seniors par une présence de l'EPGV dans les stages de départ en retraite dans les entreprises ;

- Développement du réseau Sport Santé en IDF (Aider les clubs EPGV à créer des cours à destination du public atteint d'ALD (APA) ; créer des outils de communication dédiés au sport sur ordonnance ; déployer des outils de communication Gym 'Après Cancer, ; Actionner des partenariats sur le territoire avec pour cible prioritaire les mutuelles ; mettre en œuvre des actions de communication auprès du réseau médical (médecin, pharmaciens) ; Développer le sport santé auprès des personnels de santé (maisons de santé et médecins) sur la base de "mon bilan sport santé" utilisant le logiciel Prescri'form)

Les actions de santé par le sport visent toutes les personnes atteintes d'une (ALD) affection de longue durée : cancer, diabète, asthme, obésité, etc. sur le territoire Francilien.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité régional EPGV d'Ile de France s'engage à mettre un plan sur la période 2023-2024.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La pratique féminine et la représentation des femmes dans toutes les strates et activités fédérales sont omniprésents au sein du comité et des clubs franciliens.

**Ib / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité régional EPGV d'Ile de France s'engage à mettre un plan sur la période 2023-2024.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 26.500 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », le comité régional EPGV d'Ile de France a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas du personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'une offre de stages.

**MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008114)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE  
DE GYMNASTIQUE**

Convention n° n° 21 SP LGY 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 160.000 €**

**Taux de l'objectif : 15,62 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 25.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité Ile de France de gymnastique s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développement de l'opération « Qualiclub » (soutien à la structuration des Clubs) ;
- Développement du dispositif GymSanté, programme FFGym créé avec professionnels de santé (médecins, kiné) et entraîneurs de haut niveau ;
- Développement des nouvelles pratiques en QPV : le FreestyleGym.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité Ile de France de gymnastique s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Diffusion des valeurs morales, humanistes et éducatives via Charte d'Ethique et de Déontologie de la FFGym et du Conseil Régional Ile de France ;
- Organisation de séminaires d'échanges et de sensibilisation dans la prévention des dérives et des violences et accompagnement des clubs (Colosse aux pieds d'argile) ;
- Mise en place de l'action éducative et préventive du respect de la personne : perpétuer la prévention de la radicalisation et de l'homophobie dans les programmes de formation et mise à disposition d'outils sur le site du CRIFGYM.

Toutes ces actions sont tenues par le référent du Comité Régional (formé par la Région Ile de France).

## **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité Ile de France de gymnastique s'engage à réaliser l'action suivante :

- Féminisation des instances dirigeantes du comité: les statuts prévoient une représentation égale en femmes et en hommes. Actuellement, 75% des licences Ile-de-France sont des femmes.

## **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité Ile de France de gymnastique s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagnement des clubs pour l'accueil en mixité de gymnastes porteurs de handicap : accès au programme AccessGym : activité ludique, non-compétitive, accessible à tous les enfants, quels que soient l'âge, le niveau, le handicap ;
- Achat de petit matériel adapté afin de faciliter l'accès de ce public aux activités gymniques en toute sécurité ;
- Mise à disposition de ressources humaines habilitées afin de faciliter les démarches du club pour ouvrir des créneaux pour les personnes en situation de handicap ;
- Participation à l'évènement « journée évasion » avec le partenaire Premier de Cordée. Une commission du Comité régional est dédiée à ce projet.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 150.000 €**

**Taux de l'objectif : 16,66 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 25.000 €**

## **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

Le comité Ile de France de gymnastique s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Fédérer les clubs formateurs et les soutenir afin de leur permettre d'accéder à un niveau élevé de performance (mutualiser les compétences, former, conseiller) ;
- Accompagnement par le médecin régional des clubs formateurs en créant un réseau de médecins identifiés et en les dotant d'un matériel médical adapté ;
- Organiser la détection pour identifier les jeunes talents dans le cadre du dispositif régional d'accession au haut-niveau (stages, regroupements...) pour les 4 disciplines olympiques et également pour les disciplines de haut-niveau non-olympiques.

## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 250.000 €**

**Taux de l'objectif : 16 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 40.000 €**

Le comité Ile de France de gymnastique s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagner par un soutien les activités des 4 pôles espoirs Île-de-France : Gymnastique Artistique Féminine, Gymnastique Artistique Masculine, Gymnastique Rythmique, Trampoline ;
- Accompagner par un soutien les familles des gymnastes classés et hébergés dans des structures haut-niveau.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 90.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

#### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### **Acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008061)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE  
D'HALTÉROPHILIE-MUSCULATION**

Convention n° 21 SP HAL 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 16.665 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 5.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité Ile de France d'haltérophilie-musculation s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organisation des opérations haltéro-tour ;
- Organisations de challenges de l'Avenir ;
- Organisation des Challenges avec la participation jeunes en compétition ;

**Ib / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité Ile de France d'haltérophilie-musculation s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organisation d'une journée annuelle portes ouvertes dans les clubs ;
- Organisation de la Coupe d'Ile-de-France par équipes départementales féminines ;
- Accompagnement par un soutien aux équipes présentes en Nationale féminine.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 16.000 €**

**Taux de l'objectif : 30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 4.800 €**

Le comité Ile de France d'haltérophilie s'engage à réaliser l'action suivante :



- Organisation de stages sportifs pour les meilleurs jeunes de la région lors de toutes les petites vacances scolaires

## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 666,70 €**

**Taux de l'objectif : 29,99 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 200 €**

Le comité Ile de France d'haltérophilie-musculation s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagnement par un soutien des athlètes en Pôle espoirs Île-de-France Haltérophilie et Musculation.

### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 10.000 €**

Le Comité Ile-de-France d'Haltérophilie a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, il ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'une offre de stages.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### **Acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### **Versement du solde**

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE A LA CONVENTION  
PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT  
DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier n° IRIS 23008116)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE DE FRANCE DE HANDBALL**

Convention n° 21 SP LFH 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 210.000 €**

**Taux de l'objectif : 28,42 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 59.680 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de handball s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Être en veille permanente des besoins et attentes des publics, clubs et comités,
- Fournir aux clubs et aux comités les outils, les moyens et l'accompagnement, nécessaires à la satisfaction de ces besoins et attentes
- Impulser sur le Territoire, l'émergence de projets territoriaux favorisant le développement de l'activité du handball et l'aménagement réfléchi du Territoire, en cohérence avec le projet fédéral et la politique de la Région IDF
- Valoriser, à l'interne et à l'externe, la politique du Conseil Régional d'Ile de France via le contrat d'objectifs contenu dans la convention quadriennale

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de handball s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mieux connaître les déviances et comportements contraires aux valeurs de la République dont celles du handball par l'affectation, dans le cadre des axes du règlement d'intervention voté par le Conseil Régional, d'un salarié en vigie des incivilités et déviances vis à vis des valeurs du handball, et par la mise en place de la commission statutaire francilienne éthique et citoyenne
- Former les acteurs du Handball à la citoyenneté par la mise en place d'une offre de formation visant à développer le vivre ensemble et la citoyenneté
- Mieux communiquer sur les valeurs de la République et les vertus du handball afin de valoriser, sensibiliser et mobiliser

- Diffusion systématique auprès des acteurs de la charte éthique et citoyenne du Conseil régional Ile de France

### **I/c / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de handball s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Corriger les inégalités sociales et territoriales d'accès aux pratiques et aux équipements sportifs notamment en direction de la pratique féminine
- Favoriser la féminisation par l'engagement des femmes dans les instances du handball est un élément fort de la politique territoriale francilienne.

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de handball s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Aider à créer des sections Hand-ensemble en les dotant en matériels pédagogiques et, après avoir obtenu la délégation Hand-fauteuil FF Handisport ; créer une pratique compétitive Hand-fauteuil ; former en développant l'offre de formation, animateur de Hand-ensemble ; promouvoir en mettant en place un évènement multi disciplines franciliennes ; valoriser par un label.

Compris dans le budget Plan de Prévention

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 260.000 €**

**Taux de l'objectif : 23.2 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 60.320 €**

La ligue Ile de France de handball s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place de regroupements par saison sportive de 40 garçons et 40 filles (4èmes et 3èmes), jeunes pousses sélectionnées au niveau francilien ;
- Accompagnement des 3 centres régionaux d'accession qui permettent de regrouper les potentiels, masculins et féminins, afin de les préparer au haut niveau avant l'entrée en pôle espoirs pour les meilleurs.
- Accompagnement du pôle arbitre jeune issu du PPF arbitrage des comités (Filles et garçons)

### **Ilb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 532.000 €**

**Taux de l'objectif : 15 ,04 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 80.000 €**

La ligue Ile de France de handball s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place d'un regroupement en internat pendant toute l'année scolaire, des très forts potentiels, à la Maison du Handball à Créteil pour les garçons et au CREPS de Chatenay-Malabry pour les filles, afin de les accompagner dans leur double projet, scolaire et sportif

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 200.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

#### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

##### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

##### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008078)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ RÉGIONAL ILE-DE-FRANCE  
HANDISPORT**

Convention n° 21 SP HAN 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 354.950 €**

**Taux de l'objectif : 12,68 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 45.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité régional Ile de France handisport s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organiser des journées de découverte handisport pour tous publics ;
- Organiser des rencontres sportives handisport régionales ;
- Aider les clubs et les Comités handisport départementaux à l'acquisition de petits matériels sportif spécifique pour la pratique du handisport ;
- Animer des séances sportives pour un public en situation de grand handicap ;
- Soutenir les Comités handisport départementaux et les clubs handisport à la mise en place d'actions de développement.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité régional Ile de France handisport s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Diffuser la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité à tous les comités départementaux et à tous les clubs ;
- Communiquer sur les valeurs du sport sur tous les événements et sur tous les réseaux sociaux ;
- Dédier annuellement un temps de formation aux risques de dérives dans les milieux sportifs ;
- Modifier et faire modifier les statuts et ceux des Comités handisport départementaux afin d'y ajouter un article imposant la signature d'une attestation d'honorabilité à tous membres élus des comités.

### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité régional Ile de France handisport s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer de nouvelles pratiques sportives dirigées vers les sensibilités féminines telles que la pratique de la danse ;
- Soutien particulier aux clubs et sections de sports individuels et collectifs ayant des équipes féminines ;
- Respect de la parité au sein des organisations associatives.

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité régional Ile de France handisport s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place des conventions avec les ligues ordinaires afin d'identifier les personnes en situation de handicap (PSH) qui pratiquent dans des clubs non affiliés handisport ;
- Accompagner les clubs sportifs ordinaires à la création de sections Handisport ;
- Favoriser l'intégration des publics sourds ;
- Favoriser la formation des encadrants et dirigeants de clubs ordinaires.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 52.900 €**

**Taux de l'objectif : 16,8 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 8.885 €**

Le comité régional Ile de France handisport s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organiser des journées de détection multisports et multi handicaps (déficients visuels, sourds, handicap moteur et grand handicap ;
- Organiser des rencontres sportives régionales jeunes (U18) dans les sports paralympiques et selon les priorités fédérales ;
- Organiser les Jeux de l'Avenir Régionaux Handisport (stage de détection - tous les ans).



## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 30.900 €**

**Taux de l'objectif : 16,18 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 5.000 €**

Le comité régional Ile de France handisport s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organiser le stage Jeune à Potentiel Régional tous les ans, afin d'assurer la participation de jeunes franciliens au stage Jeune à Potentiel National ;
- Accompagner les jeunes franciliens sur le stage Jeunes à Potentiel National afin d'assurer un suivi sportif, scolaire et familial des jeunes ;
- Soutenir les clubs Handisport labellisés « Accès à la performance » afin d'en faire des pôles espoir régionaux.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 58.885 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### **Acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008110)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE HOCKEY SUR GAZON**

Convention n° 21 SP HGA 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 32.500 €**

**Taux de l'objectif : 30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 9.750 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de hockey sur gazon s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Créer, développer et pérenniser des compétitions accessibles au plus grand nombre, de loisir de haut niveau régional ;
- Actions de découvertes de la pratique au niveau scolaire (1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés) et événementiels scolaires/périscolaires (Journée olympique, etc..) ;
- En lien avec les clubs et les comités départementaux, organisation, communication et logistique des actions événementielles et de découvertes de la pratique (portes ouvertes, finales de compétitions, etc..).

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de hockey sur gazon s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Participation au séminaire de la Région de prévention de la radicalisation ;
- Elaboration en collaboration avec le CROS Ile de France des éléments de communication du plan de prévention contre les violences sexuelles et le harcèlement ;
- Mises en place des tests de ces actions de préventions par l'ensemble des clubs franciliens de Hockey (Ligue IDF de Hockey pilote du plan).

### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de hockey sur gazon s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organisation de compétitions féminines et mixtes pour toutes les catégories d'âge (U8 à vétérans) ;
- Détection, organisation et suivi des joueuses dans les collectifs régionaux ;
- Organisation en lien avec les clubs des journées portes ouvertes réservées au public féminin « Amène ta copine ».

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de hockey sur gazon s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Professionnalisation de l'accueil des publics en situation de Handicap (physique et mental) pour les encadrants spécialisés au sein des clubs, comités et de la Ligue ;
- Développement de la pratique adaptée et para-Hockey en lien avec les clubs et les comités, au sein des établissements et associations spécialisés (IME, ULIS, etc...) ;
- Conception en lien avec les clubs d'équipements spécifiques pour l'accueil de ces publics (matériel et terrain).

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 45.000 €**

**Taux de l'objectif : 22,77 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 10.250 €**

La ligue Ile de France de hockey sur gazon s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Repérer et accompagner les jeunes talents par le biais de stages de détections et de perfectionnement ;
- Sensibiliser également au suivi médical par des actions en faveur de la lutte contre le dopage.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 20.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008172)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE HOCKEY SUR GLACE**

Convention n° n° 21 SP HGL 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 79.000 €**

**Taux de l'objectif : 15,19 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 12.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de hockey sur glace s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Recrutement dès les petites catégories avec comme objectif une vingtaine d'enfants par année d'âge par club. Intégration des licenciées féminines dès le plus jeune âge ;
- Fidélisation de l'ensemble des licenciés et programme de développement individuel et technique ;
- Organisation de plateaux Fair Play Zir pour les plus jeunes, puis tournois U9 ;
- Organisation de compétitions dès la catégorie U11 avec l'obligation de faire participer l'ensemble des licenciés sachant que le résultat n'est pas une finalité ;
- Création d'équipes de Ligue pour permettre à l'ensemble des licenciés de participer à différents tournois ;
- Organisation de stages de développement.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de hockey sur glace s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organisation de regroupements mixtes avec intervention extérieure pour prévenir les différents phénomènes d'exclusion ;
- Intervention lors des regroupements de Ligue de différents acteurs, mise en place d'organisations spécifiques afin que chacun puisse admettre l'autre.

Ce plan est repris dans l'ensemble des actions de développement et d'excellence sportive.

## **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de hockey sur glace s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Continuité des actions féminines mises en place avec notamment les trois PNAD (Plan National d'Animation et de Détection) à destination des féminines U11 et U13 ;
- Création d'équipes exclusivement féminines des catégories U9 à 15 lors des tournois de fin de saison organisés par les clubs franciliens ;
- Inscription d'une équipe féminine au tournoi international de Morzine au 4<sup>ème</sup> trimestre de chaque année ;
- Aide à la participation des équipes franciliennes au championnat national féminin (4 équipes à ce jour : Cergy, Evry-Viry, Neuilly et Saint-Ouen).
- Prévu sur l'année 2023 également, un tournoi féminines international pour les moins de 16 ans à Chamonix avec des équipes nationales de toute l'Europe (World Select Tour) et un tournoi en Suède.

A l'horizon 2023/2024 la ligue souhaite pouvoir inscrire une équipe féminine à un tournoi exclusivement féminin au Canada.

## **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de hockey sur glace s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place de séances de découverte de la glace, en lien avec l'Etablissement Public de Santé Barthélémy Durand dans le cadre d'une activité de socialisation pour adolescents en situation de handicap + démonstration handi luge ;
- Depuis septembre 2021, embauche d'un contrat d'Emploi Sportif Qualifié exclusivement détaché pour le développement du sport santé et du para hockey avec notamment la création de deux sections para hockey respectivement à Neuilly et Franconville et la probable création d'une troisième section dans l'Essonne prochainement. Également, un cycle d'activité de 7 semaines (à raison d'une séance semaine) pour des personnes en situation de différents handicap (visuel, moteur et psychologique) ;
- Volonté de création durant ces quatre années, d'une structure de hockey luge permettant une activité à destination du handicap moteur avec comme objectif le développement du joueur et l'intégration dans l'équipe nationale pour la qualification aux JO de Milan 2026 puis 2030 ;
- Volonté de créer un lien avec l'armée pour intégration des militaires blessés.

L'objectif ambitieux à terme 2023-2025, est de pouvoir avoir des créneaux de glace ou une patinoire « Ligue » pour la création du pôle France handisport luge sur la Région Parisienne. Aujourd'hui aucune patinoire ne peut accueillir de compétitions Para Hockey.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 25.000 €**

**Taux de l'objectif : 16 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 4.000 €**

La ligue Ile de France de hockey sur glace s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organisation championnat U15 Elite et Excellence. Préparation au Plan National de Détection ;
- Organisation des trois étapes du Plan National de Détection avec comme objectif l'insertion de joueurs franciliens au collectif France U16 ;
- Mise en place d'équipes interclubs pour préparation à ce PND avec participation à différents tournois ;
- Organisation du Tournoi international U17 pour développement continu du joueur et intégration à terme à des collectifs seniors ;
- Organisation du stage de préparation estivale Avec un préparateur physique spécifique ;
- Travail sur la mise en place de cahiers des charges pour les classes à horaires aménagés et section d'excellence sportive (collège et lycée) ;
- Mise en œuvre de plusieurs structures en lien avec les clubs.

### **IIb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 5.000 €**

**Taux de l'objectif : 15 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 750 €**

La ligue Ile de France de hockey sur glace s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Aide à l'achat de petit matériel individuel pour les sportifs identifiés
- Prise en charge d'une partie de la cotisation des sportifs affectés en Pôle Espoir Francilien ;
- Aide à l'installation des sportifs obligés de quitter leur environnement familial sous réserve que ceux-ci soient affectés dans un pôle francilien ;
- Aide à la mise en place d'un programme de reconversion des Sportifs de Haut Niveau.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 16.750 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.



## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008104)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE JUDO  
ET DISCIPLINES ASSOCIÉES**

Convention n° 21 SP JUD 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 400.000 €**

**Taux de l'objectif : 27,5%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 110.000 €**

**I.a / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Île-de-France de Judo s'engage à réaliser les actions suivantes :

- développement de la pratique du Judo et de ses valeurs (judo scolaire, judo santé et accessible à tous, pratique féminine).
- sensibiliser et lutter contre les dérives dans le sport/judo. Un plan de sensibilisation et de prévention est actuellement en cours de déploiement sur le territoire via les ligues et comités départementaux. Une convention fédérale avec l'association Colosse aux pieds d'Argile a été signée en janvier 2021.
- rayonnement du Judo via ses athlètes de Haut Niveau, avec comme point de mire les Jeux Olympiques de PARIS 2024.

La Ligue Île-de-France reprend les objectifs fédéraux en mettant un fort accent sur la pratique en milieu scolaire, la pratique féminine, Paris 2024 et l'héritage, ainsi que le développement du sport pour tous via le public handicapé.

Un axe fort de développement est de redynamiser la pratique du Judo et de ses valeurs (judo scolaire, judo santé et accessible à tous, pratique féminine).

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place des actions de sensibilisation avec les associations Colosses aux pieds d'Argile, Log.IN prévention et sur des actions de sensibilisation auprès des jeunes judoka franciliens.

### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développement de la pratique féminine tout au long de l'Olympiade.

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

- mise en place de contenus de formation des enseignants permettant d'acquérir les compétences nécessaires au bon accueil des publics en situation de handicap. Spécifiquement, un module de formation pour le public « aveugle » commencera dès 2022. De nombreuses actions de promotion et de découverte du Judo sont prévues sur l'olympiade.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Budget prévisionnel : 275.000 €**

**Taux de l'objectif : 29,09%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 80.000 €**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Stages de formations des jeunes du pôle espoir à l'arbitrage Judo et aux gestes de premiers secours (PSC1)
- Stages de formations katas et passages de grades qui leur permettent d'avancer dans leur maîtrise et connaissance du Judo, sur un point technique et théorique
- Stages de détection organisé par la ligue afin d'alimenter le pôle espoir de Brétigny-sur-Orge. Un second stage annuel aura très certainement lieu dès la saison 2022/2023 car la Ligue a pour projet d'ouvrir un second pôle espoir sur Blanc-Mesnil (93) (projet en cours - bien avancée).
- Stage de cohésion des jeunes du pôle espoir : 1x / an / pôle espoir

### **Ilb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs et sur la Région**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Renforcer son encadrement au sein du pôle espoir de Brétigny-sur-Orge (91), avec l'accueil d'un préparateur physique et de deux assistant coachs.
- Accompagnement pédagogique et scolaire avec une personne dédiée ;
- Accompagnement financier, matériel et en compétence de la Ligue vis-à-vis de ses athlètes de haut niveau → 100% des judokas médaillés aux JO de TOKYO sont licenciés en Île-de-France.

- La Ligue est en cours de construction d'un second pôle espoir sur la ville de Blanc-Mesnil (93). Cela va nécessiter un budget de fonctionnement et le recrutement de 2 à 3 entraîneurs.

→ La ligue Île-de-France de Judo a pour ambition de rester la meilleure de France.

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 190.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE A LA CONVENTION PARTENARIALE  
ETABLIE DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE**  
(Dossier IRIS 23008134)

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LIGUE REGIONALE ILE-DE-FRANCE  
DE KARATE & DISCIPLINES ASSOCIÉES**

Convention n ° 21 SP KAR 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 125.000 €**

**Taux de l'objectif : 26,40 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 33.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau  
territorial**

La ligue régionale Ile de France de karaté s'engage à réaliser l'action suivante :

- Proposer à tous les licenciés de l'Île-de-France, des programmes d'activités qui répondent à leurs attentes. Quels que soient la nature et le niveau de leur pratique. Ces programmes concernent la pratique sportive, au travers de la mise en oeuvre d'un calendrier d'animations et de compétitions très diversifiées, et la formation technique des pratiquants. Pour les mettre en oeuvre, le comité s'appuie sur un calendrier très complet de formations pour tous les publics : de tous âges (enfants, adolescents, adultes et seniors), de toutes disciplines (karaté et disciplines associées) et de toutes natures (compétiteurs, coachs, arbitres, stagiaires, enseignants... Y compris les publics les plus éloignés des pratiques sportives : femmes, publics handicapés, publics de quartiers sensibles ou des zones rurales isolées...).

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations,  
homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences  
physiques et sexuelles)**

La ligue régionale Ile de France de karaté s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer des actions permettant l'acquisition de compétences sociales et/ou professionnelles, sur l'ensemble des acteurs concernés (enseignants, bénévoles), de manière directe ou indirecte, par le milieu sportif ;
- Construire un triptyque d'actions transversales relevant de plusieurs domaines que sont la prévention (dont la formation), la valorisation et la sanction ;
- Montrer à chaque acteur du milieu sportif qu'il représente un élément indispensable à la tolérance et au respect de tous. Ce qui nécessitera la mise en oeuvre d'une grande transversalité, tant entre les disciplines sportives, qu'entre les publics ciblés. Décloisonner les acteurs est une perspective essentielle dans la stratégie d'un projet sur la lutte contre les discriminations et la violence dans le sport.

## **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue régionale Ile de France de karaté s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer la pratique sportive en faveur des femmes : avec notamment l'intégration de différentes méthodes d'apprentissage comme le « Karaté défense », activité qui contribue à la prévention des violences et des incivilités, et le « Body Karaté ». Les stages et les manifestations organisés par la ligue, ainsi que les formations vont permettre aux clubs de développer ces pratiques ;
- Féminiser l'encadrement technique, dans l'optique de la recherche de parité hommes-femmes. Ces activités attirent aujourd'hui un plus grand nombre de femmes à devenir enseignantes dans un club ;
- Féminiser des instances dirigeantes : la ligue régionale souhaite mettre en place des séminaires pour les ceintures noires féminines, ce qui les incitera à se positionner en tant que dirigeantes ;
- Féminiser les fonctions d'arbitrages et d'encadrement : action menée à travers l'organisation de plusieurs stages sur « l'arbitrage et le positionnement des femmes dans un milieu principalement masculin ».

## **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue régionale Ile de France de Karaté s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place le projet handi-karaté qui fait aujourd'hui partie intégrante des orientations de la ligue (réunion et structuration administrative pour le handicap et la mise en place de conventions avec les partenaires acteurs du handisport et du sport adapté ; journées de stage s'adressant aux professeurs et/ou futurs professeurs de la ligue en situation de handicap ou non ;
- Sensibilisation et la préparation aux éventuelles détections pour le para karaté.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection. d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 43.000 €**

**Taux de l'objectif : 20,93 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 9.000 €**

La ligue a pour objectif de devenir une région d'excellence sportive de Haut Niveau. La stratégie à court, moyen et long termes est d'investir ses méthodes dans la sélection des meilleurs sportifs formant ainsi une élite pour représenter la ligue régionale Ile-de-France de karaté aux compétitions de références sélectives pour les rencontres internationales (Championnats du Monde, d'Europe et Jeux Olympiques).

La ligue régionale Ile de France de karaté s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagnement des jeunes espoirs par des stages et des sessions de détection dès les catégories « benjamines » jusqu'au juniors de manière à former des équipes régionales dans les deux disciplines reconnues de haut niveau : le Combat et le Kata.

## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 14.000 €**

**Taux de l'objectif : 21,42%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 3.000 €**

La ligue régionale Ile de France de karaté s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagner le collectif du Pôle Espoir Île-de-France, dit « Karaté Relève » composé de 27 sportives et sportifs en devenir. La structure mise en place au CREPS Ile de France permet à ces jeunes athlètes de mener à bien leur double projet sportif et étudiant ou professionnel. Les deux entraîneurs nationaux en charge de ces collectifs jeunes assurent également le suivi sportif et l'accompagnement des athlètes dans la poursuite de leurs projets.

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 45.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### **Acomptes**



Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE  
(Dossier IRIS 23008171)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE  
KICK BOXING, MUAY THAÏ ET DISCIPLINES ASSOCIÉES**

Convention n°21 SP SPC 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 123.411 €**

**Taux de l'objectif : 12,63 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 15.586 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagner fortement la reprise de la pratique de ses disciplines au regard du contexte sanitaire qui a lourdement impacté son développement. Elle s'engage sur des actions de proximité favorisant la mobilisation de ses clubs et de ses licenciés mais également initie aux disciplines le grand public grâce à actions de portée citoyenne et vecteur de vivre ensemble. La pratique pour tous, est plus particulièrement ciblée en direction des publics éloignés de la pratique sportive. Il s'agit pour la ligue de relever le défi de la reprise de la pratique, et de conforter ses licenciés et structures dans la poursuite du rayonnement de ces disciplines.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Participer à la mise en œuvre du dispositif régional de lutte contre les rixes entre bandes rivales et les violences urbaines. Elle propose un parcours citoyen aux jeunes adolescents issus des quartiers en politique de la ville. Cette action, véritable outil d'éducation par le sport, vise l'apprentissage des valeurs fortes des disciplines : Fairplay, honneur, respect, excellence et tradition. La ligue Ile de France se veut inclusive et véritable outil d'enjeux sociétaux.

## **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagner la féminisation de la pratique des disciplines en direction des plus jeunes (10 – 16 ans). Ce choix de public a été induit par l'interdiction de pratique des licenciés adultes. La Ligue s'est inscrite dans le dispositif « vacances apprenantes » permettant à près de 40 enfants issus des territoires franciliens (QPV) - et représentés à 50% de jeunes filles licenciées et âgées de 10 à 16 ans - de pouvoir partir en vacances et pratiquer leur discipline (ainsi que d'autres sports) aux 2 Alpes. Près de 80 jeunes licenciés (dont 40 en IDF) bénéficieront de ce dispositif sur les mois de juillet et août. Ces groupes seront encadrés par des membres de la LIDFKMDA. Chaque participant(e) partira une semaine gratuitement, sera doté d'un kit Covid et d'une tenue FFKMDA.

## **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Développer le Handi boxing : discipline qui a pour but d'adapter les différentes pratiques fédérales, qu'elles soient délégataires ou bien associées, à tout type d'handicap : sensoriel, moteur ou mental. Cette pratique d'opposition adaptée préserve l'intégrité physique et mentale du pratiquant. Des actions d'initiations et de découverte de la pratique sont organisées chaque année en partenariat avec la fédération Sport adaptée et des clubs franciliens affiliés, qui appliquent une approche inclusive de ces publics.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 44.200 €**

**Taux de l'objectif : 20,36 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 9.000 €**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Pourvoir au renouvellement des équipes d'excellence par la mise en œuvre de phases de détection et d'accompagnement des futurs champions franciliens. L'organisation de championnats et leur préparation au travers des stages sont des éléments essentiels à la constitution de la réserve de sportifs d'excellence. Par ailleurs, un plan de formation est inscrit afin d'accompagner le parcours de professionnalisation des sportifs.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 24.586 €**

Le Comité Ile-de-France de Kick Boxing a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, il ne dispose plus de locaux dédiés au Comité depuis plusieurs. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'une offre de stages.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE DU  
DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE  
(dossier IRIS 23008069)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE DE LUTTE  
ET DISCIPLINES ASSOCIÉES**

Convention n° 21 SP LUT 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 120 000 €**

**Taux de l'objectif : 27,83 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 33 400 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau  
territorial**

Le comité régional d'île de France de lutte et disciplines associées s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Participation aux actions promotionnelles organisées par les organismes collaboratrices (CROS Ile de France, CNOSF, îles de loisir) à destination du grand public
- Maintien des séances de renforcement musculaires à distance en utilisant les moyens modernes de communication (ex : ZOOM)
- Organisations de manifestations sportives régionales et nationales sur le territoire francilien en lutte et disciplines associées
- Tournée des clubs sur l'ensemble du territoire, permettant une double action. Formation continue des entraîneurs et la détection des jeunes talents
- Présence renforcée sur les îles de loisir franciliennes et organisation du premier championnat régional de Lutte sur sable (Beach Wrestling).
- Accompagnement des clubs et comités départementaux (affiliations et licences)

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité régional d'île de France de lutte et disciplines associées s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place de formations en présentiel lorsque la situation le permettra et à distance lorsque ce n'est pas possible avec l'intervention de spécialistes sur les différentes thématiques
- Utilisation du kit SnapShot lors d'interventions au sein des structures associatives
- Faciliter la remontée d'informations à travers les lanceurs d'alerte au sein des clubs
- Initier les éducateurs aux valeurs de la république et à la laïcité

#### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité régional d'île de France de lutte et disciplines associées s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place des entraînements régionaux à destination exclusive du public féminin.
- Augmenter le nombre de féminines dans nos salles en leur proposant une offre élargie des différentes pratiques (lutte et disciplines associées) mais également leur ouvrir l'accès à la pratique par les programmes « sport santé fédéral »
- Sensibiliser le public féminin en profitant du programme fédéral (licence à tarif préférentiel)
- Inciter l'engagement des femmes dans la fonction d'élue au sein des structures clubs, comités départementaux et comité régional
- Inciter les jeunes femmes à intégrer le collectif des arbitres et entraîneurs

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité régional d'île de France de lutte et disciplines associées s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Favoriser l'accueil et l'accompagnement des personnes en situation de handicap
- Faciliter la pratique « handivalide » avec pour objectif de mieux partager et de s'enrichir mutuellement
- Développer la lutte adaptée qui se développe sur l'ensemble des territoires □  
Former les entraîneurs de clubs pour mieux accueillir ces différents publics
- Participer aux actions menées par le CROSIF en direction des publics handicapés, Sport ensemble.

### **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

#### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 52 000 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 15 600 €**

Le comité régional d'île de France de lutte et disciplines associées s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place de regroupements réguliers de perfectionnement technique en dehors des vacances scolaires et pendant les vacances scolaires
- Mise en place de regroupements par catégories d'âges et de style filles et garçons en prévision des compétitions nationales voire internationales
- Mise en place d'informations aux sportifs sur les problématiques liées à l'hygiène de vie, le sommeil, la prévention des blessures, le dopage, la diététique
- Tournée des clubs sur l'ensemble du territoire, permettant une double action. Formation continue des entraîneurs et la détection des jeunes talents
- Stages inter-régionaux, dans la continuité des stages régionaux.

## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs et France**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 20 000 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 6 000 €**

Le comité régional d'île de France de lutte et disciplines associées s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagner par un soutien une vingtaine de sportifs franciliens sur les pôles fédéraux (Font-Romeu et Dijon).
- Proposer un stage d'envergure international.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 55.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).



**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008097)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE MONTAGNE  
ET ESCALADE**

Convention n° 21 SP MON 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 175.000 €**

**Taux de l'objectif : 5,14 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 9.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France montagne escalade s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Promouvoir l'escalade sous toutes ses formes et de présenter aussi les disciplines fédérales autres que l'escalade ;
- Valoriser les bénévoles et dirigeants impliqués et favoriser l'arrivée de dirigeantes féminines ;
- Contribuer à l'animation régionale sur le territoire tant les championnats régionaux, que les différentes compétitions promotionnelles qui contribuent à la promotion de l'escalade.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France montagne escalade s'engage à réaliser l'actions suivante :

- Mettre en place des cycles de formation des encadrants avec une sensibilisation sur ces thèmes. Pour la lutte contre les violences, des séminaires et des séances de sensibilisation sont organisés dans le cadre d'un partenariat avec l'association « Colosses aux pieds d'argile ».

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le taux de féminisation est élevé chez les jeunes (49 %) et s'élève au total à 43.3 %.

La ligue Ile de France montagne escalade s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place d'actions de promotion de l'escalade féminine dans les formations et parmi les officiels, avec des mesures incitatives directes (prix moindres) et indirectes (solution de garde d'enfants pendant les formations et les compétitions) ;
- Modification des statuts de la ligue avec des obligations de la stricte parité au sein de son Comité Directeur, la Ligue va utiliser le taux de féminisation au sein des instances dirigeantes des clubs et Comités Territoriaux comme critère de priorisation de ses choix, concernant l'attribution d'évènements ou d'aide aux projets.

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France montagne escalade s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place d'une organisation pour la mise en relation des pratiquants Handi-Escalade d'Ile de France et l'organisation d'une journée d'escalade en pratique partagée dans le cadre d'une rencontre et une compétition amicale ;
- Mise en place d'actions ponctuelles pour permettre au public porteur de handicap de s'initier à la pratique (Handi Cap sur le sport – Saint Maur ; 1er de cordées – Stade de France).

#### **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

##### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 50.000 €**

**Taux de l'objectif : 6 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 3.000 €**

La ligue Ile de France montagne escalade s'engage à réaliser l'action suivante :

- Soutenir l'équipe régionale (mixte à 50 % - 50 %) mise en place et de regrouper les meilleurs jeunes afin de les voir progresser en se confrontant à des compétiteurs de haut niveau. Une augmentation du volume des activités est prévue pour souder d'avantage l'équipe.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 12.000 €**

La Ligue Ile-de-France Montagne-Escalade a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, il ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'une offre de stages.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008159)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE  
MOTOCYLISME**

Convention n° 21 SP MOT 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 68.850 €**

**Taux de l'objectif : 29,05 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 20.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de motocyclisme s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Dynamiser l'offre de pratique accessible au plus grand nombre et à promouvoir les valeurs d'éthique et de citoyenneté véhiculées par le sport. L'accent sera mis sur l'intensification de l'offre d'activités à destination des jeunes de 6 à 11 ans et la prise en compte des inégalités sociales et territoriales d'accès au sport ;
- Mise en place d'un programme de stages d'initiation pour le public cible répartis sur le territoire régional, y compris à destination des jeunes issus des territoires prioritaires. L'accent est sur l'organisation de Championnats accessibles aux jeunes de 6 à 11 ans.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de motocyclisme s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Renforcer le programme des formations des éducateurs, des officiels et des dirigeants bénévoles en sensibilisant et en formant ces acteurs aux problématiques liées à ces sujets ;
- Identifier des référents par territoire ainsi qu'un dispositif de signalement et de suivi des faits de dérives et de violences.

### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de motocyclisme s'engage à réaliser l'action suivante :

- Intensifier l'offre de stages d'initiation à destination des femmes, dans l'objectif d'élargir le nombre de licenciées féminines et d'alimenter les championnats féminins dans les différentes disciplines.

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de motocyclisme s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mise en oeuvre d'activités éducatives motocyclistes à destination des jeunes en situation de handicap en collaboration avec des organisateurs d'évènements dédiés à ces publics.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 22.820 €**

**Taux de l'objectif : 26,29 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 6.000 €**

La ligue Ile de France de motocyclisme s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mise en place du programme de la ligue pour la détection et l'entraînement des jeunes sportifs en devenir de la Région Ile de France, dans l'objectif d'alimenter les filières d'excellence sportive de la Fédération Française de Motocyclisme.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 26.000 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100 000 stages », la ligue Ile-de-France de Motocyclisme a informé l'exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de personnel administratif qualifié pour assurer l'accompagnement et l'encadrement pédagogique des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'une offre de stages.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008103)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE NATATION**

Convention n° 21 SP NAT 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 333.333 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 100.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL : Actions de développement de l'accès à la pratique de la discipline au niveau territorial**

**Descriptif : Mise à disposition d'éducateurs sportifs (BPJEPS spécialité Activités Aquatiques et Moniteur Sportif de Natation) au sein de 60 clubs affiliés à la FFN de la Région Ile-de-France afin de participer à leur développement. Les clubs seront identifiés par la LIF de manière uniforme sur l'ensemble du territoire. Cette action couvre la masse salariale mise à disposition de chaque club affilié et vise à élargir les pratiques de chacun des clubs et le nombre de licenciés.**

**« ENSEMBLE, CONSTRUISONS LE FUTUR DE LA NATATION »**

Le projet sportif fédéral est décliné sur la région selon plusieurs axes prioritaires :

**1- Réinventer notre mode de gouvernance** en fédérant les compétences. Des cercles de compétences (commissions régionales) composées d'experts (comité d'experts) sont chargés de faire émerger des projets, validés par le CODIR et de les partager efficacement sur le territoire en se rapprochant des départements et des clubs (construction de réseau, améliorer le niveau de communication...). Un conseil territorial est créé au sein de la ligue.

**2- Construire une ligue performante en 2024 en bâtissant un héritage multidimensionnel pour la natation.** Si l'organisation des Jeux Olympiques représente une opportunité incomparable pour tout l'écosystème Francilien, ils représentent également une occasion unique de porter des projets de développement et bénéficier ainsi de l'héritage Olympique. La cohésion est une des conditions de la réalisation de la performance, il est impératif et urgent de rassembler les forces vives de la ligue pour accompagner les sportifs Franciliens susceptibles de nous représenter et de porter ainsi haut les couleurs Françaises dans trois ans à Paris.

Appliquer les politiques publiques (Ministère, Agence Nationale du Sport, Conseil régional) et coordonner les plans citoyens, adapté à notre territoire en fonction de nos moyens humains et financiers. (Appels à projets dans le domaine du sport santé bien être, sport pour tous, sport féminin, sport handicap, éthique et intégrité et bien entendu lutte contre les

noyades et les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation..) et les violences sexuelles (harcèlement, violences physiques et sexuelles).

**3- Réformer la formation.** Créée le 1er janvier 2019, par la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel du 5 septembre 2018, France compétences a dorénavant pour mission d'assurer le financement, la régulation et l'amélioration du système de la formation professionnelle et de l'apprentissage. C'est une réforme profonde de toutes nos logiques de formations. Pour y parvenir, l'ERFAN de l'île de France de natation est force de proposition au sein du groupe projet FFN.

**4- La gestion de nos équipements.** La faiblesse de la natation réside dans notre capacité à disposer de créneaux dans les piscines. La LIFN en se rapprochant du Conseil Régional doit être force de proposition afin de gérer elle-même un ou plusieurs équipements dédiés à ses cinq disciplines Olympiques. Comment apprendre à nager aux jeunes sans équipements (carence sur des secteurs) comment faire du haut niveau sans équipement dédié. Un véritable plan piscine est engagé sur le territoire ; Pour rappel : LE « PLAN PISCINES RÉGIONAL » et le « PLAN BASSINS D'APPRENTISSAGE MOBILES » adopté en CP 2018-303 du 4 juillet 2018, puis modifié en CR 2018-038 du 20 septembre 2018, modifié en CP 2019-251 du 3 juillet 2019, puis modifié en CP 2020-028 du 31 janvier 2020.

**5- Rénover notre univers numérique.** Afin d'inscrire les systèmes d'informations dans une dynamique de modernisation et d'optimisation, la LIFN a souhaité définir la trajectoire à mettre en oeuvre pour rénover son univers numérique.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La LIFN a construit son plan en s'appuyant principalement sur le plan du gouvernement pour la prévention et la radicalisation **selon les cinq grands axes du plan "Prévenir pour protéger" :**

1. Prémunir les esprits face à la radicalisation
2. Compléter le maillage détection / prévention
3. Comprendre et anticiper l'évolution de la radicalisation
4. Professionnaliser les acteurs locaux et évaluer les pratiques
5. Adapter le désengagement

Pour optimiser cette politique de prévention/détection, (formation, prise en charge en milieux ouvert et fermé, développement de la recherche) la LIFN externalise et apolitise ces actions en s'entourant d'experts.

La ligue a décidé d'agir pour lutter contre les comportements déviants, la radicalisation et le décrochage des jeunes.

Ainsi, elle soutient et met en place des actions emblématiques de détection et de lutte contre les comportements déviants en sensibilisant les sportifs, en particulier en waterpolo (sport collectif), sur les incivilités et le respect de l'adversaire et du corps arbitral.

Ces actions ont lieu lors des compétitions mais également à travers les formations de l'ERFAN ou lors des stages organisés par la ligue. Notre référent radicalisation intervient également sur les thématiques qui lui sont propres.



Une convention a été signée avec l'association « Colosse aux pieds d'argile » afin sensibiliser les dirigeants, les encadrants au problème des violences sexuelles. Cette thématique est intégrée dans les formations pour les futurs encadrants, plusieurs visio-conférences organisées par la DRAJES ont été relayées auprès des licenciés, des salariés, des dirigeants et des cadres techniques. Un plan d'action a été élaboré par la ligue pour soutenir les clubs et des interventions ponctuelles sont organisées lors des stages et des compétitions. Enfin, l'ERFAN tente de détecter les jeunes en décrochage scolaire dans les clubs franciliens et leur proposer ainsi des formations professionnalisantes pour leur assurer un avenir. Ces actions sociales et éducatives s'inscrivent dans une politique volontariste de la ligue.

### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue est à majorité féminine avec presque 54 % de licenciées féminines. Sur 80 000 licenciés en Ile de France, c'est 43 000 licences féminines et 37000 licences masculines.

Toutefois, il apparaît qu'elles pratiquent souvent plus dans un cadre de loisir que de compétition. Il est donc du devoir de la ligue de favoriser un rééquilibrage de l'accès à la compétition au profit de la population féminine.

Cela se traduit par des actions spécifiques en natation artistique et en waterpolo au profit de nos jeunes sportives (stages, confrontations, accompagnement vers le haut niveau par des regroupements...).

Ces évènements permettent de lutter contre l'isolement et la dispersion des joueuses/nageuses dans la région au sein des clubs, et d'avoir une meilleure cohésion au sein des groupes.

Ces regroupements régionaux facilitent également l'accès à la pratique de jeunes filles dont le milieu familial n'est pas habitué aux sports aquatiques. Ils permettent aux joueuses et aux nageuses d'être régulières dans leur pratique, d'apprendre le vivre ensemble et la cohésion de groupe.

Les actions envers les mères d'enfants participants aux opérations « J'apprends à Nager » ou « Aisance Aquatique » sont toujours d'actualité, afin d'inciter les mères à pratiquer une activité aquatique pendant la durée des séances de leurs enfants.

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Dans le cadre de la préparation des Jeux de Paris 2024 et surtout des compétitions parasportives, des liens ont été noués avec les comités régionaux de la FFH et de la FFSA pour identifier les clubs proposant des activités aux personnes en situation de handicaps. Des interventions sont prévues, au sein des formations de l'ERFAN, pour informer les futurs encadrants sur l'existence de ces deux fédérations et à leurs spécificités (champs d'action...).

La ligue Ile de France de natation s'engage à réaliser l'action suivante :

- Travailler sur la détection puis l'intégration des sportifs en situation de handicap, tant au sein des clubs que des compétitions. La ligue fournit régulièrement et depuis plusieurs années, les jurys des compétitions FFH et FFSA organisées sur le territoire francilien. Un nageur Francilien mal voyant est qualifié pour les Jeux Olympiques de Paris 2024.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 150.000 €**

**Taux de l'objectif : 26,67%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 40.000 €**

La ligue Ile de France de natation s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagner des jeunes sportifs dans les 5 disciplines Olympiques (natation course, eau libre, plongeon, natation artistique water-polo) autour d'un axe majeur qui est le suivi socio professionnel (double projet « sport et études », reconversion, insertion professionnel) des sportifs.
- Mise en place d'un plan de détection et d'identification des talents afin d'obtenir une photographie précise des potentiels Franciliens, organiser leur suivi au quotidien et qualifier des Franciliens aux Jeux Olympiques de Paris en 2024. Des Franciliens ont déjà obtenu leur ticket pour PARIS dans nos cinq disciplines.

En île de France, c'est 114 sportifs inscrits sur les listes ministérielles de haut niveau, ainsi que les listes ministérielles « espoirs » et « collectifs nationaux » :

- 65 en natation course
- 29 en water-polo
- 6 en natation artistique
- 9 en eau libre
- 5 en plongeon

### **Ilb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 150.000 €**

**Taux de l'objectif : 18%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 27.000 €**

La ligue Ile de France de natation s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagner des jeunes sportifs dans les 5 disciplines Olympiques (natation course, eau libre, plongeon, natation artistique water-polo) autour d'un axe majeur qui est le suivi socio professionnel (double projet « sport et études », reconversion, insertion professionnel) des sportifs ;
- La natation Francilienne, c'est 8 **C**entres d'**A**ccession et de **F**ormation (CAF) qui sont implantés sur le territoire et qui contribue ainsi largement à son maillage :
  - CAF natation course SAINT GERMAIN
  - CAF natation course MASSY
  - CAF natation course MELUN
  - CAF natation course de CORBEIL ESSONNES
  - CAF natation artistique de CORBEIL ESSONNES
  - CAF natation artistique du STADE FRANÇAIS
  - CAF water-polo de NOISY LE SEC
  - CAF demi-fond et eau libre de FONTAINEBLEAU site du CNSD

- Validation de Section d'Excellence Sportive en partenariat avec les trois académies ;
- Apporter au quotidien de l'expertise dans tous les domaines qui favorisent la performance (tests, planification, programmation, préparation physique, suivi psychologique, diététique, physiologique, médical...).

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 167.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées. Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008173)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE PELOTE BASQUE**

Convention n° 21 SP PBQ 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 22.200 €**

**Taux de l'objectif : 27,03 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 6.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de pelote basque s'engage à réaliser l'action suivante :

- Développement de la pratique vers de nouveaux publics et de nouveaux territoires avec comme projets prioritaires : promouvoir et développer la pratique de la pelote basque chez les femmes, consolider et développer la pratique de la pelote basque chez les jeunes.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de pelote basque s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mise en place d'un plan de prévention destiné à lutter contre les dérives (discriminations, radicalisation, homophobie...) basé sur des réunions d'information des licenciés et des dirigeants d'associations

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de pelote basque s'engage à réaliser l'action suivante :

- Promotion et développement de la pratique de la pelote basque chez les femmes.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 6.800 €**

**Taux de l'objectif : 29,41 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 2.000 €**

La ligue Ile de France de pelote basque s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mise en place d'une cellule d'entraînement spécifique pour les jeunes joueurs au titre des spécialités Xare pelote cuir et pala gomme creuse. Affectation de créneaux horaires spécifiques.

### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 8.000 €**

La Ligue Ile de France de Pelote basque a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'offre de stage.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

#### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### **Acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008059)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE  
DE PENTATHLON MODERNE**

Convention n° 21 SP PEN 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 20.000 €**

**Taux de l'objectif : 25%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 5.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité Ile de France de pentathlon moderne s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer l'ensemble des pratiques (Laser Run, Triathlon, Tétrathlon, Pentathlon).
- Créer 5 à 6 clubs par an, soit entre 20 et 24 sur l'olympiade. Ce qui monterait à plus de 40 clubs et ferait du CRPM IDF le premier en France ;
- Etre un acteur majeur du développement du Pentathlon Moderne en Ile de France ; dans la perspective des JO 2024 mais aussi dans la logique de l'Héritage 2024 ;
- Développer le pentathlon à l'école, dans les collèges et les lycées ;
- Communiquer auprès de tous les publics et surtout ceux les plus éloignés de la - pratique sportive. Un focus sera réalisé sur la Féminisation et le Handicap ;
- Élaborer un plan de formation à la hauteur des enjeux ;
- Accompagner les jeunes talents afin qu'ils accèdent au haut niveau et par la suite à la haute performance. L'Ile-de-France doit être pourvoyeuse de médailles internationales.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité Ile de France de pentathlon moderne s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Diffusions d'informations dans tous les clubs Franciliens et sur le site internet ;
- Mise en place de formations lors des regroupements des athlètes et pour les élus et entraîneurs des clubs franciliens ;
- Distribution de kits de communication seront donnés aux clubs franciliens.

## **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place de stages dédiés aux jeunes filles ;
- Mise en place du projet EtincElles, double projet pour de jeunes filles issues des quartiers populaires ;
- Mise en place de formations d'entraîneurs pour une meilleure prise en compte de ce public féminin ;
- Mise en place de partenariats renforcés avec les associations ou mouvements spécialisés dans la mise en œuvre de stratégies dédiées au développement de la pratique du sport féminin.

## **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité Ile de France de pentathlon moderne s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagnement en petit matériel et organisation de stages pour les clubs ayant développé une pratique adaptée aux personnes en situation de handicap ;
- Accompagnement des clubs souhaitant développer et accueillir la pratique spécifique liée au Handicap ;
- Faciliter la formation de ses éducateurs et entraîneurs à la pratique du sport pour les personnes en situation de handicap ;
- Mise en place d'actions de sensibilisations auprès des licenciés afin qu'ils puissent accueillir dans les meilleures conditions des jeunes en situation de handicap ;
- Mise en place des partenariats avec les ligues Handisport et Sport Adapté.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 8.000 €**

**Taux de l'objectif : 25%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 2.000 €**

Le comité Ile de France de pentathlon moderne s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagner l'émergence de talents sur le territoire francilien ;
- Mettre en place à chaque vacances scolaires des stages regroupant les meilleurs jeunes issus des clubs ;
- Mettre en place une aide pour la mise en œuvre d'un suivi médical et scolaire. Inscrire très tôt les jeunes dans un double projet ;
- Accompagner les jeunes détectés dans l'acquisition de matériels spécifiques ;
- Proposer des formations aux jeunes sur l'arbitrage, les diplômes fédéraux.



## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 12.000 €**

**Taux de l'objectif : 25%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 3.000 €**

Le comité Ile de France de pentathlon moderne s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagner les jeunes sportifs franciliens inscrits en pôle espoir en participant à l'acquisition de matériels spécifiques dans l'ensemble des disciplines du pentathlon moderne, en participant aux déplacements entre le domicile et le pôle et aux déplacements nationaux.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 10.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### **Acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE  
(dossier IRIS 23008105)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE PÉTANQUE ET JEU PROVENÇAL**

Convention n° 21 SP PJP 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 28.500 €**

**Taux de l'objectif : 19,67 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 5.606 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de pétanque s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagnement dans l'organisation des championnats régionaux : doublette et triplète dans les différentes catégories (hommes, femmes, jeunes, vétérans). Accompagnement dans l'organisation des Championnats Régionaux des Clubs Hommes, Femmes, Vétérans et Jeunes.
- Accompagnement dans la prise en charge des équipes qualifiées dans les différents Championnats de France et Championnats Nationaux .
- Mise en place du projet « Sport Santé » avec l'hôtel Dieu à Paris.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de pétanque s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mise en place d'une journée de sensibilisation relative à la lutte contre les dérives dans le sport.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de pétanque s'engage à réaliser l'action suivante :

- Organisation de journées spécifiques réservées aux femmes : championnats départementaux, championnat régional des Clubs Soit au total 6 journées consacrées exclusivement aux féminines. Ces compétitions ont pour but de valoriser le potentiel féminin dans le milieu sportif de la pétanque.

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de pétanque s'engage à réaliser l'action suivante :

- Organisation de journées visant l'intégration du public en situation de handicap en lien avec la FFSA. Une nouvelle convention sera signée probablement en 2021 avec la FFH (Handisport).

#### **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

##### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 6.000 €**

**Taux de l'objectif : 16,66 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 1.000 €**

La ligue Ile de France de pétanque s'engage à réaliser l'action suivante :

- Organisation de deux journées de détection : sélection pour accéder au niveau supérieur et prétendre à entrer en équipe de France et sélection pour la compétition nationale le Trophée des Pépites.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 6.606 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », la Ligue Ile-de-France de Pétanque a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'offre de stage.

#### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008091)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE LA FÉDÉRATION SPORTIVE DE LA POLICE NATIONALE**

Convention n° 21 SP SPN 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 34.000 €**

**Taux de l'objectif : 29,41 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 10.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Organisation de multiples championnats en Île-de-France, tant collectifs (football ou rugby), qu'individuels (tels boxe, karaté...) qui permettront de sélectionner des membres des équipes de France.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue s'engage à mettre en place un plan sur la période 2023-2024.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La Ligue développe la féminisation de la pratique sportive en étant, la Ligue en France avec le taux de Féminisation le plus élevé avec 24% des licenciés.

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Organisation d'événements spécifiques à la pratique féminine : journées pour elles, marche nordique, randonnée, Zumba, dance ..., permettant de regrouper des policières licenciées.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue s'engage à mettre en place un plan sur la période 2023-2024.

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 10.000 €**

La Ligue Ile-de-France de la Police Nationale a informé l'Exécutif de son incapacité accueillir des stagiaires. En effet, en raison d'un accès strictement règlement de ses locaux et du caractère sensible des fichiers et données manipulés par ses services. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'offre de stage.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008067)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE  
DE RANDONNÉE PÉDESTRE**

Convention n° 21 SP RAN 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 62.000 €**

**Taux de l'objectif : 17,74 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 11.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité Ile de France de randonnée pédestre s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développement des nouvelles pratiques ;
- Proposition d'une offre de pratiques au sein des clubs et hors structures associatives, la création et la fédération de communautés de randonneurs et marcheurs ;
- Mise en place d'une commission jeunesse afin de proposer une offre de randonnées à un public scolaire ;
- Création et mise en valeur de nouveaux milieux de pratique ;
- Co organisation d'une grande randonnée nationale convergeant vers Paris en mai 2024 ;
- Organisation Rando Challenge (14 mai 2023),
- Journée technique Rando Santé (novembre 2022) ;
- Organisation d'une marche d'endurance régionale (automne 2023) ;
- Organisation de la journée régionale des bénévoles en mettant l'accent sur le public féminin (septembre ou octobre 2023)
- Actions promotion pratiques / adhésion : plan de communication annuel ;
- Promotion du plan solidaire de développement mis en place par la Fédération.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité Ile de France de randonnée pédestre s'engage à mettre en place un plan sur la période 2022-2024.



### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité Ile de France de randonnée pédestre s'engage à réaliser l'action suivante :

- Augmentation du nombre de femmes aux postes d'administratrices du comité, afin de tendre vers la parité.

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité Ile de France de randonnée pédestre s'engage à mettre en place un plan sur la période 2022-2024 via la signature de conventions avec les différentes fédérations handisports.

### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 11.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008111)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE ROLLER & SKATEBOARD**

Convention n°21 SP ROL 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 51.000 €**

**Taux de l'objectif : 11,77%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 6.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

**La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :**

- Assurer le développement le plus large possible de tous les types de pratiques et contribuer à l'adaptation de son offre sportive aux besoins de publics cibles, dans le but de satisfaire tous les pratiquants afin de mieux les fidéliser ;
- Mener des actions pour obtenir une augmentation de son nombre de licenciés et de pratiquants et favoriser l'accessibilité au plus grand nombre et fidélisation des pratiquants ; La Ligue vise ainsi à assurer un rééquilibrage de l'offre de pratique sur le territoire ;
- Diversifier les activités pour toucher tous les publics : les licenciés compétiteurs et garantir la relève de l'élite / les licenciés loisirs / les licenciés féminines/ ;
- Développer les offres d'animation de roller & skateboard et des actions de développement en faveur des valeurs liés à l'olympisme.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

**La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :**

- Intégrer dans ses modules de formation (BEF/BIF) un chapitre sur la prévention contre les violences sexuelles ;
- Faire signer la Charte régionale des valeurs de la République et de la Laïcité à tous les stagiaires des formations (BEF/BIF).

## **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Réduire les inégalités en termes de représentation de public féminin selon les disciplines ;
- Proposer des stages régionaux pour les regrouper car, parfois, elles peuvent être "isolées" dans leur club et pratiquer avec un public exclusivement masculin. Cela permet de créer une émulation et de détecter les jeunes pratiquantes.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 42.500 €**

**Taux de l'objectif : 4,71%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 2.000 €**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en oeuvre les stratégies fédérales établies sur la base du plan d'accompagnement et de perfectionnement de jeunes sportifs dans la recherche d'excellence. Les disciplines coordonnent, développent et mettent en oeuvre une politique sportive à visée de détection, de familiarisation aux exigences de Haut Niveau et d'accès à la performance sportive de Haut Niveau. Depuis août 2016, la Ligue Ile-de-France a rajouté le Skateboard à ce plan d'accompagnement et de perfectionnement des sportifs à fort potentiel, car la discipline est devenue Sport Olympique. Ainsi, sa commission régionale a mis en place une intensification des actions structurantes ;
- Poursuivre la formation et l'accompagnement des sportif et faire monter en compétences les entraîneurs et les juges/officiels de la région Île-de-France, créer une dynamique régionale, utiliser les compétences régionales pour encadrer les stages et développer des rassemblements spécifiques : femmes...

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 8.000 €**

La ligue Ile de France de Roller a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'une offre de stage.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008163)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE RUGBY À XIII**

Convention n° 21 SP R13 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 52.600€**

**Taux de l'objectif : 9,50 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 5.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de rugby à XIII s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer le rugby à XIII et structurer les clubs par le biais de la création de nouveaux clubs et de la mise en place de nouvelles associations. La Ligue doit aussi se structurer elle-même et aider les Comités Départementaux, les clubs franciliens, à s'organiser et à se professionnaliser (par la création ou l'aide à la création d'emplois en milieu associatif) ;
- Mettre en place des actions de développements en direction du milieu scolaire (notamment avec le «Petit XIII »), les actions dans différents quartiers franciliens (notamment les quartiers « QPV ), ainsi que des nouvelles pratiques loisirs que sont : le « TOUCH XIII », « le silver XIII » destinées au plus de 60 ans. ;
- Développer la pratique féminine, de même que la pratique handisport avec le « XIII fauteuil ». Le « XIII fauteuil » et le « Silver XIII » sont des activités en constante augmentation en termes de mise en place d'actions et du nombre de pratiquants et de licenciés ;
- Développer le « Sport Santé » avec la mise en place du sport sur ordonnance.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de rugby à XIII s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place toutes formes de communication interne et externe pour favoriser le dialogue, l'échange, la sensibilisation et l'information, afin de sensibiliser le monde associatif du rugby à XIII ;
- Mieux prévenir les possibles dérives et accompagner le monde associatif francilien du rugby à XIII, des actions seront mises en place : des formations, des réunions d'informations en direction des licenciés, bénévoles, officiels... ;
- Sensibiliser les différents publics face aux harcèlements, violences physiques et sexuelles.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de rugby à XIII s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Favoriser l'accès au plus grand nombre de femmes, permettre de corriger l'accès à cette discipline, au sein du milieu scolaire, au sein des quartiers difficiles de l'Ile de France, et permettre d'attirer de nouvelles pratiquantes par les activités loisirs de la fédération de rugby à XIII ;
- Proposer plus de nouvelles pratiques loisirs en complément de la compétition. La part de l'activité loisir augmente d'année en année et elle est un vrai vecteur de développement, surtout en direction du public féminin.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de rugby à XIII s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Permettre le développement de la pratique handi « XIII fauteuil » au sein de la région. Permettre l'acquisition de matériel adapté à la pratique « handi » afin de favoriser les actions de promotions et de sensibilisation à la pratique « XIII fauteuil », activité qui est en pleine expansion au sein de la fédération (deux titres de champion du monde) ;
- Donner au plus grand nombre l'accès à la pratique « XIII fauteuil » ;
- Favoriser les actions de promotions afin de permettre la création de clubs XIII fauteuil au sein de la région.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 18.000 €**

**Taux de l'objectif : 11,11%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 2.000 €**

La ligue Ile de France de rugby à XIII s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagner les jeunes sportifs sous forme de regroupements et de stages de perfectionnement par catégories des sélections régionales jeunes. 4 catégories jeunes se regroupent : les U13 ; Les U15 ; les U17 et les U19. Sachant qu'il se regroupent plusieurs fois dans l'année sportives et qu'il y a à partir des U17 des regroupements de femmes. L'organisation des stages et les regroupements des différentes sélections jeunes sont très importants. Cela permet de suivre les jeunes sportifs dans leurs progressions, mais aussi de les inscrire dans un parcours d'excellence.

### **Ilb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 48.000 €**

**Taux de l'objectif : 8,33 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 4.000 €**

Depuis plusieurs années la Ligue constate le départ des meilleurs jeunes vers d'autres structures sportives de haut niveau, tels le pôle espoir de Salon de Provence, celui de Carcassonne, ou le pôle France de Toulouse (ou encore vers d'autres centres de formation de différents clubs).

La ligue Ile de France de rugby à XIII s'engage à réaliser l'action suivante :

- Créer un CENTRE D'ENTRAINEMENT REGIONAL au sein de la Ligue Ile de France. Cela répondra à différentes attentes des jeunes sportifs franciliens, afin de concilier le haut niveau du rugby à XIII et le suivi scolaire. La mise en place de ce centre d'entraînement régional de haut niveau est essentielle pour la Ligue Ile de France de RUGBY A XIII afin d'atteindre les objectifs de la prochaine olympiade. Cette structure de haut niveau au sein de la Ligue Ile de France, qui fait défaut depuis de nombreuses années, permettra de garder les jeunes sportifs dans la région.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 11.000 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », la Ligue Île-de-France de Rugby à XIII a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, la Ligue ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'une offre de stagiaire.



## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008153)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE RUGBY**

Convention n° 21 SP R15 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 1.122 000 €**

**Taux de l'objectif : 6,24 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 70.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place d'actions favorisant un rugby de mouvement ;
- Mise en place d'actions favorisant le rugby dans le monde scolaire et universitaire ;
- Mise en place d'actions visant à relancer le rugby Loisir avec plaquage ;
- Mise en place d'actions visant à développer le rugby loisir sans plaquage rugby à 5 & Beach Rugby) ;
- Accompagnement des clubs à se structurer et à grandir ;
- Préserver la santé des pratiquantes et des pratiquants ;
- Améliorer les Infrastructures du rugby francilien ;
- Multiplier les actions éco-citoyennes ;
- Capitaliser sur la Coupe du Monde 2023 et les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mettre en place un plan d'actions contre les incivilités : augmenter le nombre d'avis remontés par les arbitres ; mettre en place les représentants départementaux des écoles de rugby ; augmenter le nombre de clubs participants ; diffuser aux Clubs la vidéo réalisée par le Comité d'Ethique sur les incivilités ; intégrer une sensibilisation toute particulière sur la violence ; Commission de Discipline exemplaire ; intervenir quelle que soit la discrimination ; nomination d'un Référent Territorial Radicalisation

### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Développer la pratique féminine : intégration d'équipes de minimettes et cadettes dans les clubs mais également au sein des Comités Départementaux ; avoir un Club sur deux qui propose du rugby féminin ; faire monter en compétence les féminines au sein de l'encadrement ; maintien d'un pourcentage élevé de joueuses franciliennes au sein de toutes les élections nationales ; Développement du Rugby à 10 féminin.

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer le Rugby Adapté : organisation de réunions avec les équipes de rugby adapté ; favoriser l'intégration des clubs affiliés ; pousser à prendre une licence F.F.R. ; rédaction d'une convention ; pérenniser une journée autour du rugby cancer ; atteindre au moins 5 sections en Ile de France ; créer des Indicateurs d'évaluation pour attribuer un label club citoyen ; Pérenniser les actions auprès des autistes, malentendants et rugby fauteuil ;
- Multiplier les actions citoyennes (Rugby Cancer, Rugby Adapté, Sport Santé : multiplier des actions citoyennes ; favoriser les démarches inclusives ; création d'un label du « Club Citoyen » ;
- Développer le Rugby Adapté tout en multipliant les actions Citoyennes dans des Quartiers qui peuvent être laissés un peu à l'abandon et qui pourtant nécessitent une attention particulière peu sollicitée.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 34.000 €**

**Taux de l'objectif : 5,88 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 2.000 €**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Augmenter le pourcentage de Franciliens dans les sélections nationales : pérenniser un tournoi de ligue en moins de 13 ans et/ou en moins de 14 ans avec les équipes départementales ; augmenter le pourcentage d'éducateurs formés ; animer la Commission régionale du haut niveau féminin et masculin ; soutenir les sections Sportives Rugby (S.S.R.) ; garder un pourcentage de sélectionnés (filles et garçons) franciliens ;

- Optimiser la Filière de Formation Régionale des Ecoles de Rugby aux Seniors : mise en place de plusieurs labels Île-de-France des sections sportives et un label Club Formateur ; promouvoir les centres d'entraînement labellisés ; cerner le plus précisément possible les attentes de éducateurs/entraîneurs par un sondage pour mieux les recruter.

## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 88.500 €**

**Taux de l'objectif : 5,65 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 5.000 €**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Transformer le Centre Régional d'Entraînement et de Formation (C.R.E.F.) de Brétigny en Académie Régionale de Brétigny pour les filles ;
- Accompagner l'Académie Pôle Espoirs de Lakanal ;
- Poursuivre la mise en place de l'Académie Pôle Espoirs d'Aulnay plus particulièrement pour les filles ;
- Mettre en place l'Académie « Pôle Espoirs » de Paris (création) ;

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 77.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### **Acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008164)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE SAVATE  
BOXE FRANCAISE ET DISCIPLINES ASSOCIEES**

Convention n° 21 SP SBF 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 9.694 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 2.908 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La Ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Augmenter le niveau : de pratique des licenciés en organisant des stages de préparation et des examens au GAT (gant d'argent technique), de savoir-faire des entraîneurs en organisant un stage de spécialisation à leur attention, par la prise en charge de stages fédéraux pour l'ETR.
- Promouvoir les disciplines associées : organisation de stages et examens de grades en canne de combat et savate bâton défense.
- Prendre en charge le perfectionnement des membres de l'ETR et des formateurs (stages et formations de la Fédération, ...)

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place d'un partenariat avec un club parisien de Savate pour participer chaque année aux Gay Games où la Ligue prête ses rings et fournit des juges-arbitres pour les épreuves de la compétition organisée pendant cette manifestation.
- Organiser une formation des dirigeants et cadres techniques sur la lutte contre les violences sexuelles dans le sport.

### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La Ligue comprend plus de 40% de licenciés, avec une forte mixité des dirigeants bénévoles et des éducateurs. La Ligue n'a donc plus de plan de féminisation spécifique.

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organisation de journées sports partagés : la Ligue anime 4 à 5 journées sport partagées par an où des élèves d'écoles parisiennes valides et des enfants handicapés s'initient ensemble à la pratique de la Savate et de ses disciplines associées, encadrés par des éducateurs de la Ligue ayant suivi la formation spécialisée pour le public handicapé ;
- Mettre en place une action de sensibilisation de moniteurs volontaires à l'accueil de sourds et malentendants.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 21.574 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 6.472 €**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organisation de détectations et de sélection régionales du Championnat de France Mimines et Cadets, du Championnat de France Assaut Masculin et Féminin, des Championnats de France Combat 2<sup>ème</sup> série ;
- Organisation de stages de perfectionnement et de préparation aux championnats nationaux (jeunes, assaut, combat...) et de stages préparatoires au combat.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 9.380 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », la Ligue Île-de-France de Savate a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'offre de stage.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).



**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008167)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE SKI NAUTIQUE ET DE WAKEBOARD**

Convention n° 21 SP SKN 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 156.000 €**

**Taux de l'objectif : 6,41 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 10.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de ski nautique et wake board s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Favoriser l'accès à la pratique sportive pour les publics défavorisés et soutenir les clubs dans les zones urbaines ou rurales en difficulté ;
- Développer les sites de pratiques et augmentation du nombre de licenciés : être au service du sport pour tous ; proposer des solutions innovantes pour la traction des pratiquants sur l'eau ; structuration des clubs ; offres de pratique compatible avec l'activité touristique ; hétérogénéité des lieux et des cultures de pratiques avec rapprochement et mutualisation de moyens avec les autres sports nautiques (Aviron, Canoë-kayak et Voile) ; favoriser la convivialité.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de ski nautique et wake board s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mettre en place des formations de référents radicalisation et sensibilisation des éducateurs sportifs et dirigeants de club ; application des recommandations fédérales sur les dérives dans le sport ; référence et suivi de la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité ainsi que la charte d'éthique fédérale.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de ski nautique et wake board s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Application du plan fédéral de féminisation ;
- Organisation de stages pour les féminines et encadrés par uniquement des féminines ;
- Organisation des Trophée des « Puces de l'eau (- de 10 ans) ;
- Aides aux prises de responsabilités des féminines au sein des clubs.

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de ski nautique et wake board s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place de formation et de sensibilisation sur la pratique du sport handicap dans les clubs avec stages pour les encadrants pour l'accueil de mal et non-voyants pratiquant le ski nautique ;
- Aide à l'achat de matériel de communication étanche au moyen de casque audio afin d'avoir une relation bateau- skieur lors de la pratique sur l'eau ;
- Acquisition de matériel adapté (coque sur ski) pour les personnes paraplégiques.

### **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

#### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 130.000€**

**Taux de l'objectif : 5,38 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 7.000 €**

La ligue Ile de France de ski nautique et wake board s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mettre en place des stages de détection, des stages de regroupement préparatoires à la saison des compétitions, des stages de perfectionnement pour les athlètes en listes Haut Niveau et Espoirs et pour les collectifs nationaux, stages de préparation aux championnats.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 17.000 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », la ligue Île-de-France de Ski Nautique a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'offre de stage.

#### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008130)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE DE FRANCE DE SPORT ADAPTE**

Convention n° 21 SP SPA 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 305 000 €**

**Taux de l'objectif : 11,58%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 35 325€**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

**La mission :**

- Organiser, développer, coordonner et contrôler la pratique des Activités Physiques et Sportives des personnes atteintes de handicap mental et/ou psychique.

**Les objectifs :**

- Permettre à ses licenciés de pratiquer dans les meilleures conditions (structures d'accueil, programmes, information, formation des éducateurs sportifs et des entraîneurs)
- Développer la pratique du sport adapté (licenciés, rencontres, disciplines, entraîneurs)
- Développer le soutien au sport adapté pour un accès aux pratiques physiques et sportives pour tous (actions orientées vers : associations représentatives des personnes handicapées mentales, établissements spécialisés, associations et fédérations sportives, familles, administrations, entreprises...)

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Diffusion de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Objectif :

- Le Développement des Activités Physiques et Sportives Adaptées (APSA) pour les femmes en situation de handicap mental ou psychique, dans une perspective de santé et d'intégration.

- Création de section sport adapté féminine dans différentes disciplines
- Mise en place de journées de découvertes dans les différents départements franciliens 100% féminine

## **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Objectifs :

- Le Développement des Activités Physiques et Sportives Adaptées (APSA) pour les personnes en situation de handicap mental ou psychique, dans une perspective de santé et d'intégration.

- La Prévention des effets de la sédentarité et des effets d'un vieillissement différencié pour certains.

- Intervention en établissements médico-sociaux – lutte contre la sédentarité et obésité, chez les jeunes, travailleurs et seniors.
- Mise en place de journées de découvertes dans les différents départements franciliens – Handicap mental et/ou psychique et promotion de l'activité physique adaptée
- Communication et développement de la vie associative
- Organisation de championnats départementaux et régionaux
- Mise en place d'écoles multisports

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 50 000€**

**Taux de l'objectif : 10%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 5.000€**

- Développer les stages d'entraînement sportif, de regroupements régionaux.
- Organisation de Championnats de France, ou de rencontres inter-régionales, actions de détection et d'aide à l'entrée dans la filière d'accès au sport de haut niveau.
- Développement du PERF IDF (Pole d'Excellence et de Formation Régional)

### **Ilb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 40.000 €**

**Taux de l'objectif : 7%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 2.800€**

- Accompagnement des Sportifs de Haut Niveau (SHN) pour le suivi socio-professionnel et éducatif
  - ✓ Présence lors des entretiens avec les sportifs, directement dans leur établissement
  - ✓ Suivi des démarches administratives des sportifs
  - ✓ Suivi via la base de données SHN

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 43.125 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008138)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DU SPORT AUTOMOBILE**

Convention n° 21 SP SAU 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 750.000 €**

**Taux de l'objectif : 6,22 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 46.650 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France du sport automobile s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Promouvoir et développer l'offre de pratique (compétitive, éducative, récréative) du karting et du sport automobile auprès d'un large public (Homme / Femme – Jeunes publics à partir de 6 ans - Séniors + 60 ans ;
- Organiser des manifestations sportives : Automobile : 24 Heures de France 4x4 à Fontaine-Fourche (77) ; Karting : Championnat national ou international à Angerville (91) ;
- Aider les clubs à se développer : augmenter le nombre de licenciés dans les clubs, fidéliser les licenciés, diversifier les publics, augmenter le nombre de pratiquants dans la pratique récréative, maintenir le bon fonctionnement des clubs et des sites de pratique.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France du sport automobile s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organiser des stages d'initiation à la pratique du karting et de sensibilisation à la sécurité routière pour les jeunes issus des quartiers défavorisés (clubs ASK Rosny 93, ASK Dourdan, AS Mantaïse) Fille / Garçon de 7 à 17 ans issus des structures municipales (enfance, jeunesse), des centres sociaux, des maisons de quartiers ;
- Favoriser la mixité sociale dans les stages d'initiation à la pratique du karting et dans les Ecoles Françaises de Karting ;



- Eduquer par le sport, apprendre et respecter les valeurs du sport, donner accès à la pratique récréative à des publics éloignés des pratiques sportives.

#### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France du sport automobile s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mener des actions ciblées en direction des féminines : aide aux déplacements sur les compétitions ; gratuité des licences ; détection des féminines dans les Ecoles Françaises de Karting ; Incitation à la pratique féminine récréative lors de stages d'initiation à la pratique du karting ;
- Favoriser la féminisation dans les postes d'encadrement ;
- Augmenter le nombre de féminines dans les clubs, dans la pratique compétitive et récréative, et dans les postes d'encadrement.

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France du sport automobile s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mener des actions ciblées en direction des personnes en situation de handicap : aide aux déplacements sur les compétitions ; gratuité des licences ; journées d'initiation à la pratique du karting (kart équipé de commandes au volant, kart biplace) ;
- Augmenter le nombre de personnes en situation de handicap dans les clubs et la pratique récréative.

### **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

#### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 130.000€**

**Taux de l'objectif : 7,69 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 10.000 €**

La ligue Ile de France du sport automobile s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Soutenir les Ecoles Françaises de Karting de Rosny 93 et de Mantes pour leur permettre de proposer des tarifs d'adhésion abordables pour tous les publics, et de se développer ;
- Détecter et former les jeunes talents dans les Ecoles Françaises de Karting ;
- Soutenir les jeunes talents issus des Ecoles Françaises de Karting dans les compétitions régionales et nationales ;

- Détecter de nouveaux talents pour la compétition, former des jeunes au pilotage et à l'apprentissage des règles de sécurité routière, permettre de débiter en karting avec les bonnes bases et dans de bonnes conditions, accompagner les jeunes pilotes issus des Ecoles Françaises de Karting dans les compétitions régionales et nationales ;
- Soutenir les pilotes de haut-niveau par une aide aux déplacements sur les compétitions nationales et internationales.

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 56.650 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008149)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ÎLE-DE-FRANCE  
DU SPORT D'ENTREPRISE**

Convention n° 21 SP SEN 001

**I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 210.000 €**

**Taux de l'objectif : 7,14%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 15.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au  
niveau territorial**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer en Île-de-France les pratiques d'activités physiques ou sportives adaptées, dans le cadre de l'entreprise, au bénéfice de la santé, du bien-être et de l'intégration de tous les salariés, ainsi qu'au service de l'efficacité et de la performance collective des entreprises ;
- Développer le Sport Pour Tous : promouvoir la pratique du sport d'entreprise ; rendre accessible la pratique sportive au plus grand nombre de salariés ; réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive ;
- Développer le Sport et insertion : renforcer l'accessibilité des salariées aux pratiques sportives et aux prises de responsabilités ; faciliter l'échange entre les générations à travers l'activité physique et le sport améliorer l'insertion professionnelle par le sport et la permettre pour des publics éloignés ;
- Développer le Sport et activité physique pour le bien-être des salariés : promouvoir le développement de l'activité physique pour les publics sédentaires ; améliorer le bien-être des salariés par le développement d'une offre sportive favorable à la santé ; apporter des activités physiques et sportives au service de la performance collective de l'entreprise.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives  
(discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences  
(harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue s'engage à mettre en place un plan d'actions sur la période 2022-2024.

**lc / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue s'engage à mettre en place un plan d'actions sur la période 2022-2024.

**ld / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Développer le « Sport et Insertion » par des offres sportives FFSE en direction des salariés et en particulier pour les salariés en situation de handicap.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 15.000 €**

**OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S ) OU ALTERNANCE(S)**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

**MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du

montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008080)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE DU SPORT  
EN MILIEU RURAL**

Convention n° 21 SP SMR 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 35.000 €**

**Taux de l'objectif : 28,57 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 10.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Animer, rendre accessible et développer la pratique sportive pour tous (de loisirs) et partout dans les territoires ruraux franciliens et former les acteurs locaux ;
- Fédérer les associations de ces territoires reculés et appuyer leurs actions ;
- Réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive en milieu rural francilien ;
- Animer les territoires ruraux par l'itinérance d'animations sportives pour tous publics ;
- Structurer, et soutenir les comités départementaux existants (77/78) et départements sans CD (futurs 95/91) ;
- Favoriser l'émergence du multisports notamment vers le public jeunes : soutien et -animation des Ecoles Multisports Rurales, des regroupements jeunes multisports, de section multisports ;
- Animer par la mise en place et le soutien de micro-événements sportifs dans les villages autour d'activités innovantes (disc-golf, etc), traditionnelles rurales (Jeux trad'), et porteuses (sports de plein nature, randonnée, marche nordique, courses) ;
- Poursuivre l'investissement dans la promotion et l'évolution des pratiques sportives rurales vers une dynamique Sport-Santé dans le but d'améliorer le capital santé ;
- Valoriser et intégrer des actions sports citoyens dans les zones rurales et renforcer la cohésion sociale des habitants ruraux à travers le sport.
- Soutenir le Mobil'Sport : dispositif itinérant permettant de réduire les inégalités et d'apporter le sport dans les territoires ruraux partout et pour tous.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité s'engage à :

- Sensibiliser les comités et les associations affiliés sur les thématiques de violences, et de dérives dans le sport en milieu rural.

#### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Soutien et proposition de formations pour la prise de fonction de femmes (dirigeantes, animatrices...) ;
- Événements de sensibilisation à la pratique sportives des femmes : Journées Sport et Femmes, avec des ateliers de découvertes de pratiques adaptées et dans le domaine du bien-être.

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité s'engage à réaliser l'action suivante :

- Soutenir l'intégration, et l'animation « Multisports » auprès de publics handicapés dans les associations et structures spécialisées des territoires ruraux franciliens.

#### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 10.000 €**

Le comité du Sport en milieu rural a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'offre de stage.

#### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

##### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

##### Acomptes



Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008074)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE ILE-DE-FRANCE  
DU SPORT POUR TOUS**

Convention n° 21 SP EPM 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 399.000 €**

**Taux de l'objectif : 8,77 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 35.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité Ile de France du sport pour tous s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Rendre la pratique physique et sportive accessible à toutes et à tous : développement du sport loisir, du sport santé bien être avec une dimension éducative et sociale forte ;
- Favoriser l'accès à la pratique sportive pour tous, renforcer l'accompagnement des structures, accroître le développement fédéral et animer / développer le réseau ;
- Mettre en place de nombreuses actions pour différents publics éloignés de la pratique du fait de leurs difficultés économiques, sociales et/ou sanitaires (migrants, jeunes en maison d'arrêt, jeunes issus de Quartier Politique de la Ville, travailleurs handicapés, seniors, personnes atteintes de maladies chroniques...) ;
- Accompagner les clubs et les élus dirigeants dans leur structuration en les aidant dans la recherche d'animateur, dans la formation, dans la recherche de financement et en organisant de nombreux temps d'échange et d'information sur diverses thématiques.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité Ile de France du sport pour tous s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mettre en place des réunions d'information et de sensibilisation auprès des dirigeants et animateurs des clubs du réseau sur la Charte Régionale d'éthique et de déontologie du sport en Ile de France en incitant à la faire respecter par l'ensemble des licenciés

#### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité Ile de France du sport pour tous s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mettre en place des actions participant à l'animation de programmes dédiés aux filles, notamment dans les quartiers défavorisés : « Sport en Fille ».

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité Ile de France du sport pour tous s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Faciliter à l'accès à la pratique pour les personnes en situation de handicap grâce à l'accueil proposé dans les structures affiliées qui sont développées grâce à la charte SSBE (Sport Sante Bien-Etre) de la fédération qui répertorie les structures qui entrent dans un processus d'accueil spécifique. Un accompagnement du Comité Régional continuera d'être réalisé pour que les clubs soient en mesure d'intégrer la démarche qualité d'accueil de public spécifique de la fédération (charte SSBE) ;
- Intervenir en ESAT (Établissement et service d'aide par le travail) avec le programme « Manger équilibré, bouger pour s'équilibrer » pour l'accompagnement des publics présentant un handicap mental pour une pratique d'activité physique régulière par l'intermédiaire de programmes adaptés.

#### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 35.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

#### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008156)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE PARIS ILE-DE-FRANCE  
DU SPORT UNIVERSITAIRE**

Convention n° 21 SP FSC 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 197.500 €**

**Taux de l'objectif : 15,19 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 30.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La Ligue Paris-Ile de France du sport universitaire s'engage à :

- S'adapter et se diversifier : Poursuivre la différenciation des formules traditionnelles issues du sport fédéral (mixité, effectifs réduits, règlements adaptés, événements de masse...). Développer de nouvelles pratiques et de nouveaux formats de compétitions, notamment au niveau local en concertation avec les SUAPS/STAPS/BDS ;
- Offrir une pratique au plus grand nombre : Poursuivre la régionalisation des compétitions afin de permettre aux étudiant-e-s en zone prioritaire (QPV), isolée ou lointaine de pouvoir pratiquer ;
- Participer à la santé : Maintenir ou créer un nombre d'activités importantes afin d'avoir un niveau de pratique minimum et dense ;
- Former des étudiants aux rôles sociaux et institutionnels : Formation d'arbitre/juges, de dirigeant-e-s (parcours du citoyen), de bénévoles (liaison avec Paris 2024), capitaines d'équipes. Ces formations sont complétées par une formation de secourisme ;
- Être un soutien aux événements organisés par les AS : Labelliser les événements, valider les règlements, aides à l'arbitrage, aide logistique (matériel ou humain).

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La Ligue Paris-Ile de France du sport universitaire s'engage à :

- Poursuite de la sensibilisation en collaboration avec les professeurs et encadrants des AS : Mise en place d'une ou 2 réunions annuelles avec le soutien d'un chargé de mission « éthique et responsabilité » au ministère des sports
- Communication sur la charte de la laïcité de la Région Ile de France sur chaque formation.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La Ligue Paris-Ile de France du sport universitaire s'engage à :

- Proposer des pratiques en adéquation avec les attentes du public féminin (cheerleading, fit U, etc...)
- Création de spectacle autour de la danse (sous toutes ses formes) mise en perspective en fin d'année U.
- Relance ou maintien de formules de sports collectifs pour une pratique féminine ou mixte (rugby, foot, volley 4X4 etc ...).
- Valorisation des sportives de haut niveau (team sport U 2024) à travers la remise de trophée ...
- Développement du projet « Dansons vers 2024 ».
- Organisation d'une journée de rentrée, axée sur la valorisation du sport féminin (sports collectifs et de raquette sous des formules différentes).

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La Ligue Paris-Ile de France du sport universitaire s'engage à :

- Labelliser des tournois/événements sportif liée à la pratique sportive Handi U : La Lifsu accompagne ces organisations en matériels / moyens humains / financiers / logistique.
- Mettre en place un championnat spécifique Handi U en basket fauteuil (4 Suaps/2 Staps) : La Lifsu prend en charge l'organisation totale de cet événement :-location gymnase, aide au transport, frais d'arbitrage, récompenses.
- Sensibiliser au sport handi U avec la mise en place de créneaux de tennis de table dédiés 2 fois par semestre à la mixité : sportifs Handi U / sportifs valides. La Lifsu a acheté des fauteuils, communique sur ses différents canaux à ce sujet et, met à l'honneur ces sportifs.
- Le sport Paralympique tourné vers 2024 : La Lifsu permet :
  - Accès à des logement universitaire pour les sportifs Handi U.
  - Accompagnement des sportifs handi U de haut niveau (team sport u).
  - Le déplacement aux CFU grâce à une aide financière.
  - Une mise à l'honneur lors de la soirée des trophées de la Lifsu.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 10.000 €**

**Taux de l'objectif : 25 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 2.500 €**

La Ligue Paris-Ile de France du sport universitaire s'engage à élargir le soutien au sport de haut niveau :

- Suivi des athlètes, conciliation des études et de la pratique compétitive, La LIFSU établit les calendriers des compétitions nécessaires pour se qualifier ;
- Possibilité d'accès à des chambres universitaires Accompagnement au logement des SHN (La LIFSU : Propose des chambres universitaires a SHN) ;
  - 2.Organisation et/ou participation aux Championnats d'Europe par équipes d'Universités (EUSA), Championnats du Monde et Universiades (FISU) par équipes nationales, (Remboursement partiel des frais de déplacement par la LF
- SU) ;
  - 3.valorisation de l'image du sport et de l'enseignement supérieur français à l'international :
    - Labellisation des établissements du supérieur « Génération 2024 »
    - Mise à l'honneur des sportifs de haut niveau

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE E 2024 : 32.500 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », la Ligue Paris-Ile de France du sport universitaire a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'offre stage.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).



**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008151)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DES SPORTS DE GLACE**

Convention n° 21 SP SGL 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 19.680 €**

**Taux de l'objectif : 15,24%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 3.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France des sports de glace s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer les sports de glace : structuration des clubs de sports de glace ; favoriser l'attractivité et la diversification des disciplines ; favoriser l'accès à la filière compétition ;
- Promouvoir les disciplines et les pratiques moins connues pour trouver de nouveaux licenciés ou fidéliser les licenciés ;
- Organiser des portes ouvertes et initiation au curling, aux sports de glisse (ice cross, saut de barils, freestyle ), sports d'équipes : patinage synchronisé , ballets sur glace.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France des sports de glace s'engage à réaliser l'action suivante :

- Intervenir auprès des sportifs lors des regroupements, mettre en place des actions en partenariat avec l'association Colosse aux pieds d'argile.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue ne prévoit pas d'action spécifique, car elle plus de 88% des licenciés sont de sexe féminin. Les actions visent plus à recruter des garçons en développant de nouvelles disciplines comme le Ice Cross.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France des sports de glace s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mettre en plan de la formation continue des entraineurs, organisation des portes ouvertes, actions incluses dans la diversification des pratiques.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 68.870 €**

**Taux de l'objectif : 8,71 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 6.000 €**

La ligue Ile de France des sports de glace s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place des stages de détection, de regroupements dans les disciplines : patinage artistique, patinage de vitesse (Short track) ;
- Organiser une compétition régionale pour les patineurs les plus jeunes et organiser les Championnats de ligue dans toutes les disciplines ;
- Accompagner les sportifs inscrits sur listes en particulier « Espoirs », (aide aux familles, prise en charge des inscriptions aux Championnats de France Elites pour 25 patineurs franciliens). Il n'existe pas de pôles espoirs en Île-de-France.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 9.000 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », la ligue Île-de-France des Sports de glace a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'offre de stage.

**MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008065)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE DE LA  
FÉDÉRATION FRANÇAISE D'ÉTUDES ET DE SPORTS SOUS-MARINS**

Convention n° 21 SP PSM 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 135.000 €**

**Taux de l'objectif : 7,41%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 10.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

Mise en valeur de la base fédérale de Beaumont-sur-Oise comme lieu d'expression de la plongée en Ile-de-France :

- Développement de la pratique subaquatique francilienne
- Centre de formation régional
- Centre de Haut Niveau et de pratique compétitive (nage avec palme, apnée, nage en eau libre)
- Pratique des clubs franciliens : passage des niveaux, entraînements avant séjours en mer, pratique sportive et récréative, sport santé
- Pôle francilien biologie et environnement FFESSM (mise en place de parcours terrestres et aquatiques, tutoriels, découvertes guidées)
- Lieu d'expression et de vie des activités subaquatiques franciliennes

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Formation et sensibilisation des moniteurs, bénévoles, présidents et cadres
- Interventions lors des colloques et formations : continuité de façon à créer une veille
- Mise en ligne d'un support de sensibilisation à l'usage des clubs et des CODEP

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité s'engage à réaliser l'action suivante :

- Développer un parrainage ciblé pour développer la pratique féminine (cadres et plongeurs)
- Mise en place de journées thématiques avec conditions d'accès facilitées, actions thématiques, promotion, etc.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer le cursus spécialisé visant à l'accueil des plongeurs en situation de handicap (PESH) intitulé Handisub, maintenir la formation des cadres spécialisés et des PESH (« Un club, un cadre Handisub »)
- Développer les cycles de formation encadrants et plongeurs avec un relai dans les comités sportifs des départements et les clubs
- Organiser l'activité et le suivi des PESH concernés en lien avec la commission *ad hoc*
- Organiser la base fédérale de Beaumont pour un accueil facilité tant pour la pratique courante que lors de journées thématiques.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 10 000 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », Le comité IDF de la FFESSM a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'offre de stage.

**MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du

responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008132)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE SQUASH**

Convention n° 21 SP SQU 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 41.500 €**

**Taux de l'objectif : 12,05 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 5.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de squash s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagner et développer la pratique loisir et compétition pour tous les publics, des structures sur tout le territoire francilien, création de clubs/associations, fidélisation des licenciés ;
- Développer la pratique sportive pour tous grâce à ses compétitions régionales (Critérium, Tridaknos, championnats de ligue, championnats corporatifs) et ses actions de soutien aux clubs et associations pour des journées découvertes et initiation au squash (squash à l'école, squash en centre aéré, journée portes ouvertes, forum des associations) ;
- Accompagnement par un soutien aux clubs tels Saint Cloud, Squash 95, Montreuil partenaires des écoles de la deuxième chance (E2C) qui permettent à des jeunes motivés, sans diplôme ni qualification professionnelle, d'intégrer une école dédiée à la construction de leur projet d'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagnement par un soutien aux clubs/associations mettant en place des actions tournées vers le sport santé.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de squash s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place d'un partenariat avec l'association « Colosse aux pieds d'argile » pour bénéficier de leur expertise, aider la ligue à élaborer son plan régional de prévention/lutte dans le milieu du squash, développer des compétences (sensibilisation, formation, libération de la parole, accompagnement des victimes et victimes collatérales) ;

- Accompagnement par un soutien aux actions de l'association « Les Petites Frappes » affiliée à la Fédération Sportive Gaie et Lesbienne (FSGL) ainsi qu'à la Fédération Française de Squash (FFS) avec des séances de sensibilisation et organisation de rencontres sportives.

#### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de squash s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Faire évoluer sa politique de féminisation du sport vers l'enjeu d'égalité réelle entre les femmes et les hommes dans le squash ;
- Consolider le circuit féminin inscrit au calendrier de la ligue ; faciliter l'accès à la compétition (opens gratuits, journée de la femme, critérium féminin, mixité des équipes) pérenniser le tournoi national « Les Déesses », accompagner les femmes dans le sport de haut niveau ;
- Amener les femmes dans les organes de direction du mouvement sportif (clubs, comités, ligues) ; amener les femmes dans les fonctions d'encadrant technique (animateur, éducateur, entraîneur) ou arbitral).

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de squash s'engage à mettre en place un plan sur la période 2022-2024.

### **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

#### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 10.000 €**

**Taux de l'objectif : 10 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 1.000 €**

La ligue Ile de France de squash s'engage à réaliser l'action suivante :

- Détecter les meilleurs jeunes à des compétitions (le circuit Ken Chervet, le tournoi des 3 régions, participation aux regroupements ligue) par catégorie d'âges qui sont regroupés deux fois par mois pour permettre une meilleure préparation et un meilleur suivi dans l'objectif d'intégrer le pôle espoirs.

#### **Ilb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 70.000 €**

**Taux de l'objectif : 11,43 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 8.000 €**



La ligue Ile de France de squash s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagner les jeunes sportifs dans la recherche de l'excellence au Centre d'Entraînement Régional (CER). Sont concernés les joueuses et joueurs qui s'entraînent au quotidien, jouent des compétitions régionales, nationales et internationales, et qui ont des résultats dans leurs catégories d'âges. Cela permet également de concilier la vie sportive et extra sportive en assurant le suivi du projet social de chaque jeune athlète ;
- Développer la pratique des jeunes en Île-de-France et organiser l'accès au haut niveau en accompagnement des structures d'entraînement référencées par la FFSQUASH afin de créer une « maîtrise régionale » ;
- Organiser trois regroupements régionaux et permettre la possibilité aux athlètes de participer à des tournois nationaux et internationaux (Nordic Open, Swiss Open,...).

### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 14.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008095)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE TAEKWONDO**

Convention n° 21 SP TAE 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 75.500 €**

**Taux de l'objectif : 28,88 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 21.800 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Déployer le Projet Sportif Fédéral de développement du Taekwondo en Île-de-France : assurer le relais de la politique fédérale dans toutes les régions ; développer des partenariats ;
- Valoriser les dimensions sociales, éducatives et de santé des disciplines.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Promouvoir les arts martiaux coréens comme sport éthique ;
- Favoriser l'accès des publics les plus éloignés de la pratique sportive ;
- Lutter contre les dérives et les violences dans le sport.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Favoriser / valoriser l'accès à la pratique pour les femmes ;
- Promouvoir les arts martiaux coréens comme sport éthique ;
- Favoriser l'accès des publics les plus éloignés de la pratique sportive.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Favoriser / valoriser l'accès à la pratique pour personnes en situation de handicap ;
- Créer les conditions favorables d'un rapprochement entre le grand public et les personnes en situation de handicap autour de la pratique sportive.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 2.500 €**

**Taux de l'objectif : 20 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 500 €**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Permettre aux jeunes de se saisir des exigences du haut niveau ;
- Favoriser le partage entre les clubs et les encadrants des 3 structures franciliennes ;
- Proposer une dynamique vertueuse et complémentaire entre les 3 structures Franciliennes ;

**IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 7.500 €**

**Taux de l'objectif : 20 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 1.500 €**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place des entraînements dans une structure identifiée par la ligue (CDFAS, CNSD ou gymnases municipaux...) ;
- Créer des regroupements mis en place sur 3 jours (pendant les vacances scolaires) pour permettre d'accentuer la formation et l'accompagnement des compétiteurs au CDFAS (Centre Sportif de Haut Niveau) à Eaubonne (95) ;
- Mettre en place des stages de détections tout au long de l'année sportive ;

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 23.800 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008131)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE TENNIS DE TABLE**

Convention n° 21 SP TTA 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 150.000 €**

**Taux de l'objectif : 16,25 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 24.378 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de tennis de table s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Construire une offre de pratique tout au long de la vie pour toutes et tous dans trois directions : le Ping santé, le Ping citoyen et le Ping compétition. Pour cela, la Ligue Île-de-France de Tennis de Table relancera la création de clubs, aidera les clubs à conquérir de nouveaux espaces de pratique, au plus près de la population, pour y proposer de nouvelles formes de jeu, plus libres, plus conviviales, plus connectées, plus mixtes, plus visibles. La pratique en extérieur répond particulièrement bien à ce besoin ;
- Relancer la pratique en compétition pour tous et renforcer la communication et la promotion des outils fédéraux et régionaux dédiés aux clubs et comités.
- Se rapprocher des structures qui emploient afin de pouvoir proposer aux employés une pratique santé et loisir.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de tennis de table s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place un réseau d'alerte et de traitement des éventuels cas ;
- Mettre en place un partenariat avec l'association « Colosse aux pieds d'argile » avec pour objectif de lutter au mieux contre les violences sexuelles, notamment grâce à la mise en place de formations à destination des stagiaires des formations professionnelles (CQP & DEJEPS), puis à terme des dirigeants.

### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de tennis de table s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Augmenter le nombre de sections 4/7 ans au sein desquelles la mixité est la plus importante ;
- Mise en place d'un challenge régional de féminisation avec dotation à destination des clubs chaque année ;
- Augmenter le nombre de sections Ping Santé bien être au sein desquelles la santé est privilégiée par rapport à la progression pongiste ;
- Organiser des événements spécifiques pour les femmes et jeunes filles ;
- Créer un observatoire de la pratique féminine en Île-de-France ;
- Mise en avant des femmes par la réalisation d'interview (de dirigeantes, joueuses et bénévoles) ;
- Créer une charte de l'engagement des dirigeants pour le sport féminin contribuera à véhiculer non seulement la stratégie et les actions mais renforcera également les valeurs associées à une plus forte mixité dans la pratique du tennis de table.

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de tennis de table s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Permettre aux stagiaires DEJEPS de se former à l'encadrement des publics en situation de handicap au sein de leur cursus de formation (4 jours de formation puis un stage pratique), en partenariat avec le Comité Île-de-France Handisport ;
- Augmenter les structures référencées sur le Handiguide et permettant l'accueil des personnes en situation de handicap ;
- Mettre en place d'action de mutualisation des actions avec les Comités Départementaux, organise des tournois ouverts à tous et mélangeant public valide et en situation de handicap.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 200.000 €**

**Taux de l'objectif : 30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 60.000 €**

La ligue Ile de France de tennis de table s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagner par un soutien les jeunes Espoirs du pôle : organisation de stages d'entraînement, accompagnement du double projet, participation aux compétitions.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 84.378 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).



**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008168)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE TENNIS**

Convention n° 21 SP TEN 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 700.000 €**

**Taux de l'objectif : 4,28%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 30.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de tennis s'engage à réaliser l'action suivante :

- Développement du tennis en Île-de France dans le cadre du Projet Sportif Fédéral (PSF).

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de tennis s'engage à mettre en place un plan sur 2022-2024.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de tennis s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Constitution d'un réseau de clubs référents investis et d'actions dédiées au plus grand nombre ;
- Poursuivre l'augmentation du nombre de licenciées (63 000) et du taux de féminisation (28%) ;
- Mis en place avec le pilotage du déploiement, l'animation du réseau, le soutien aux évènements et la promotion via tous les canaux de communication ;
- Pérennisation des actions existantes qui connaissent un grand succès auprès de toutes (Raquettes FFT, Les Franciliennes, et seront reconduites). Elles seront complétées par des actions nouvelles sur des publics ciblés : Raquettes Ados et Animation intergénérationnelle.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de tennis s'engage à réaliser l'action suivante :

- Développement du Tennis Adapté (Déficience mentale) & Paratennis (Tennis fauteuil et malentendants) : L'accès du sport aux personnes en situation de handicap mental et physique est toujours un objectif avec des résultats significatifs. La Ligue apporte un vrai plus sur la structuration du Para tennis à l'échelon régional. L'ambition est de continuer à élargir le nombre de bénéficiaires, d'établissements spécialisés et de clubs d'accueil dans ces domaines. La feuille de route sera la mise en œuvre de la stratégie fédérale adaptée à la région : pilotage du déploiement, animation des réseaux, actions de découverte, formation des enseignants, accès à la compétition pour tous, soutien aux événements phares, communication sur tous supports.

**Ie / PLAN « TENNIS SANTE » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes atteintes de pathologies chroniques et effets dus au vieillissement.**

La ligue Ile de France de tennis s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développement du tennis santé pour les publics atteints de pathologie connaît un essor récent, et les actions ont permis de mieux faire connaître cette priorité aux clubs, aux enseignants, aux médecins et aux patients concernés. Pour l'olympiade à venir, est visé un avancement important dans ce domaine avec plus de clubs investis et labellisés, d'enseignants formés et de patients accueillis. L'animation des réseaux clubs et professionnels de la santé sera accentuée ;
- Développer l'offre « Tennis Bien-Être » car elle favorise la prévention. Le plan « Tennis Santé Bien-Être FFT 2021-2024 » s'appuiera sur des leviers clés : coordination du déploiement, animation des réseaux clubs et médecins au travers de réunions et colloques, formation des enseignants et promotion sur tous les supports de communication.

**If / PLAN « TENNIS SCOLAIRE » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour tous les jeunes des écoles maternelle, primaire et collège**

La ligue Ile de France de tennis s'engage à réaliser l'action suivante :

- Coordonner le déploiement le dispositif récent « De la cour au court », d'animer les réseaux (Education nationale ; Comités et clubs), de soutenir la formation des professeurs des écoles et des enseignants, de fournir du matériel adapté (kits) et de faire la promotion via les supports de diffusion.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs et accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 2.278 000 €**

**Taux de l'objectif : 3,07 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 70.000 €**

La Ligue Ile de France s'engage à réaliser les actions suivantes :

Pour faire face aux exigences du haut niveau et à la concurrence internationale, nous devons mettre en place des programmes d'entraînement, de stages et de suivi en compétition de plus en plus ambitieux.

Le nouveau PPF 2022/2024 a été proposé par Nicolas ESCUDE, le nouveau Directeur Technique National, avec de nouvelles orientations stratégiques. Le Centre Fédéral Ile de France, avec ses 8 antennes départementales a adapté son organisation à compter de septembre 2022 pour répondre à l'évolution des nouvelles directives nationales. L'ambition et le développement des projets de haut niveau resteront une priorité absolue. L'organisation sportive de la Ligue Ile de France permet à ce jour de figurer à la première place des ligues formatrices.

Le Centre Fédéral d'Entraînement Francilien compte 8 centres d'entraînement. Les programmes d'entraînement et de compétitions sont coordonnés par 3 Conseillers Techniques Régionaux : Anthony GUILLLOU (CTRC), Yannick QUERE (CTR) pour les U12/U14/U18 et Pierre METIVIER (CTR) pour les U8/U9/U10.

L'organisation permet de proposer des programmes complets d'entraînement, de stages et de compétitions adaptés et extrêmement ambitieux pour 130 jeunes de 9 ans à 18 ans.

#### **1) Repérage et mise en place d'un programme régional spécifique pour les 4/8 ans**

Un large plan de repérage auprès des clubs est mené pour repérer et rassembler aux alentours de 200 jeunes dans les différents rassemblements programmés par les cadres techniques.

#### **2) Mise en place d'un programme de détection régional composé de 10 journées de stages, regroupant 48 garçons et filles de 7 et 8 ans issus des 8 départements franciliens.**

L'objectif est de créer une dynamique collective et un état d'esprit dès le plus jeune âge. Ces stages permettront non seulement aux jeunes d'acquérir des fondamentaux nécessaires à une bonne évolution, mais aussi de proposer un programme d'accompagnement des parents.

#### **3) Renforcement de la formation et des programmes de compétition des U9 et U10**

Pour répondre aux nouvelles directives et la naissance de nouvelles compétitions formatrices de référence par équipe (Challenge Nationaux 9 et 10 ans), nous avons bâti une stratégie régionale de sélection d'appuyant sur un programme de stages et de compétitions régionales. Ce nouveau programme a d'importantes conséquences sur le calendrier régional ainsi que sur la mobilisation des ressources humaines et financières.

#### 4) Programme d'entraînement personnalisé pour les 11/18 ans

Dans le respect du cahier des charges fixé par la DTN, chaque jeune identifié bénéficie de :

- Un entraînement technique biquotidien (3 à 4h par jour) (une séance collective et une séance individuelle)
- Un entraînement physique quotidien 1h30/J
- 2 stages de préparation physique
- Un programme individualisé de compétition de 5 à 10 compétitions internationales à partir de 10 ans et jusqu'à 14 ans, puis de 15 à 20 compétitions entre 15 et 18 ans.
- Un programme d'accompagnement psychologique
- Un suivi médical

#### 5) Mise en place d'un nouveau dispositif d'accompagnement de l'Elite francilienne de 15 à 21 ans.

Mise en place d'un programme de stages pour les 15/18 ans de niveau national ainsi que pour les 19/21 ans évoluant sur les circuits internationaux afin de renforcer les programmes mis en place par les cellules individuelles et favoriser la transmission de l'expérience. Ces stages permettront de développer des qualités physiques générales et spécifiques. Ils permettront la mise en commun des stratégies de formation, les échanges de bonnes pratiques et favoriseront des mutualisations. La fréquence sera d'un stage par mois et permettra d'enrichir les programmes d'entraînement de 25 joueurs et 16 joueuses entre 15 et 18 ans ainsi que 8 joueurs et joueuses de 19 à 21 ans. Sous l'impulsion d'un Conseiller Technique Régional, Nasser CHEURF, nous comptons intégrer et accompagner dans notre dispositif environ 50 joueurs et joueuses issus d'une trentaine de structures d'entraînement (club ou privé). Ces stages seront des supports privilégiés aux formations d'entraîneurs en favorisant le développement de leurs compétences.

De plus, dans un souci d'améliorer la performance et l'évaluation, nous souhaitons poursuivre la modernisation de nos centres d'entraînement en les dotant d'outils technologiques de dernières générations (Préparation physique).

### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 100.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **3 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008072)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE  
DE TIR À L'ARC**

Convention n° 21 SP TIR 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 27.500 €**

**Taux de l'objectif : 21,82 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 6.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité Ile de France de tir à l'arc s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer la pratique compétitive chez les jeunes : Challenge Michel VICOMTE et Challenge des P'tits Bouts ; DR Jeunes ;
- Développer la pratique compétitive tout public : DR Honneur et Excellence ; Disciplines de parcours, Run archery.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité Ile de France de tir à l'arc s'engage à réaliser l'action suivante :

- Organiser un temps d'information et de sensibilisation sur toutes les formations mises en place.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité Ile de France de tir à l'arc s'engage à mettre en place un plan sur 2023-2024.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité Ile de France de tir à l'arc s'engage à mettre en place un plan sur 2023-2024.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 30.000 €**

**Taux de l'objectif : 20 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 6.000 €**

Le comité Ile de France de tir à l'arc s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organiser un stage de détection annuelle pour intégrer le Groupe Régional Jeunes ;
- Organiser des stages en hébergement pour la vingtaine de jeunes du Groupe Régional, mettre en place des journées de suivi d'entraînement et coaching sur les championnats régionaux et nationaux.

### **Ilb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 100.000 €**

**Taux de l'objectif : 16 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 16.000 €**

Le comité Ile de France de tir à l'arc s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place une détection annuelle pour intégrer le Pôle Espoirs ouvert aux benjamins, minimes et cadets de toute la France ;
- Mettre en place un programme d'entraînement quotidien sur toute l'année encadré par un entraîneur salarié à temps plein par le Comité Régional ;
- Participer aux 2 Trophées, 3 TNJ et au championnat de France ;
- Préparer l'évaluation nationale pour intégrer un des 3 Pôles France Relève.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 28.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006

« Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».



Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008152)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE TIR**

Convention n° 21 SP LTR 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 115.198 €**

**Taux de l'objectif : 8,68 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 10.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de tir s'engage à réaliser l'action suivante :

- Développer le tir en Île-de France dans le cadre du Projet Sportif Fédéral (PSF).

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de tir s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre à disposition des ressources (CTN) et employés de la ligue pour mener des projets de communication et de formation ;
- Maintenir le Référent « lutte contre la radicalisation » ;
- Mettre en place des actions d'information en présentiel ou via une newsletter.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de tir s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place des actions de promotion et de découverte en direction des publics féminins et jeunes et menées en commun avec les comités départementaux et les clubs ;
- Mettre en place une approche du tir plus conviviale pour les publics féminins avec les kits laser et les « cibles couleurs » lors d'opérations de promotion et d'initiation
- Maintenir l'opération « Entre elles », portes ouvertes à destination des femmes ;
- Organiser des stages de découverte, d'initiation et de pratique à 10 m dans les clubs ;
- Participer aux actions avec le CROS Ile-de- France : sport en filles, sport en mixte...

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de tir s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place des conditions de pratique plus aisées pour les personnes handicapées ;
- Participer à l'achat de cibles adaptées à la pratique « Para-Tir » et mise à disposition aux clubs accueillant des licenciés handicapés ;
- Intégrer des tireurs handicapés dans la vie sportive de la ligue ;
- Développer le Para-Tir ;
- Accompagner des pratiquants en situation de handicap vers les structures les plus adaptées.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 143.540 €**

**Taux de l'objectif : 12,19 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 17.500 €**

La ligue Ile de France de tir s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagner le développement de la participation dans les disciplines en déficit notamment au niveau des jeunes ;
- Organiser des stages de détection dans les différentes catégories jeunes et féminines des disciplines olympiques ; Stages de détection avec les clubs labellisés « cibles couleurs » ;
- Augmenter le nombre de tireurs qualifiés aux championnats de France ;
- Maintenir une offre de stages de perfectionnement adaptés (PES) ;
- Augmenter le nombre d'Espoirs et de sportifs de haut niveau ;
- Création de stages pour les tireurs adultes ;
- Retenir les sportifs de haut niveau sur le territoire.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 27.500 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

**MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008154)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE TRIATHLON**

Convention n° 21 SP TRI 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 300.000 €**

**Taux de l'objectif : 14,46%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 43.400 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de triathlon s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer la pratique du triathlon et ouvrir encore plus toutes les pratiques ;
- Renforcer l'ambition sportive en améliorant encore les filières de formation, d'éducation et de détection ; une ligue à l'écoute de ses acteurs ; une ligue, proche de tous les acteurs du triathlon francilien ; un repositionnement du territoire et de leurs forces vives au cœur du projet fédéral francilien ; une évolution du modèle économique fédéral de la ligue.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de triathlon s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place des formations et de temps d'informations sur la radicalisation, la charte de laïcité , les violences physiques et sexuelles ;
- Intégrer le plan de prévention dans les critères de labellisation des Ecoles Triathlon.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de triathlon s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place des stages d'initiation et de découverte pour les femmes ;
- Mettre en place des formations avec un module sur la spécificité du sport féminin.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de triathlon s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mailler le territoire pour identifier les clubs pouvant accueillir des athlètes handisports ;
- Mettre en place un groupe de travail sur le développement du Handi-Triathlon.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 100.000 €**

**Taux de l'objectif : 15,75%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 15.750 €**

La ligue Ile de France de triathlon s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer l'accès vers le Haut Niveau : détection des jeunes talents ; analyse des résultats sur les épreuves UNSS natation et Course à pied ; invitation des jeunes dans les clubs et/ou les stages de la ligue ;
- Accompagner le Groupe « Génération Île-de-France » : suivi individualisé des jeunes en liaison avec le club et les parents ; évaluation du double projet et être facilitateur de sa réalisation ; stages et déplacements sur des compétitions internationales.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 59.150 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

**MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008169)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE TWIRLING BATON**

Convention n° 21 SP TWI 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 31.400 €**

**Taux de l'objectif : 14,65 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 4.600 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de twirling bâton s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organiser des stages sportifs d'initiation et découverte : stage de 4 jours à la fin août au CDFAS d'Eaubonne ; stage de 10 jours sur les vacances de Toussaint ; stage de 2 jours sur les vacances de décembre ;
- Organiser des stages à la pratique compétitive : stage de cinq jours sur les vacances de début janvier sur un gymnase de la région parisienne ; stage de 2 jours sur les vacances d'hiver sur un gymnase de la région parisienne ; stage de 2 jours sur les vacances de printemps.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de twirling bâton s'engage à réaliser l'action suivante :

- Développer un partenariat avec l'Association Colosse au Pied d'Argile.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de twirling bâton s'engage à mettre en place un plan sur la période 2022-2024.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de twirling bâton s'engage à mettre en place un plan sur la période 2022-2024.



## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 41.800 €**

**Taux de l'objectif : 11,96%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 5.000 €**

La ligue Ile de France de twirling bâton s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mettre en place des stages et regroupements des meilleurs espoirs régionaux permettront de créer une équipe régionale.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 9.600 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

#### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### **Acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008073)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE DE  
L'UNION FRANÇAISE DES ŒUVRES LAÏQUES D'ÉDUCATION PHYSIQUE  
(UFOLEP)**

**Convention n° SP 21 UFO 001**

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 268 910 €**

**Taux de l'objectif : 9,30 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 25.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau  
territorial**

Le slogan de l'UFOLEP IDF « Tous les sports autrement », adossée à des valeurs de laïcité, de solidarité, d'engagement citoyen, témoigne d'une vision du sport à dimension sociale pour répondre aux enjeux actuels qui constituent des secteurs transversaux à l'activité quotidienne de la fédération : formation citoyenne, préservation de la santé, lutte contre les discriminations, développement durable.

Le comité Ile de France UFOLEP s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place le programme « sport et éducation » : accompagnement, structuration et développement de notre réseau sportif associatif, comités départementaux et associations sportives ;
- Mettre en place le programme « sport et société » : développement d'animations sportives à destination des publics éloignés de la pratiques, en partenariat avec des structures d'insertion, de santé, d'accompagnement des publics rencontrant des difficultés sociales.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité Ile de France UFOLEP s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place des actions à destination de publics féminins, présentées dans le cadre du plan de féminisation (victimes de violence conjugales, de prostitution), permettent à ces publics de renforcer confiance et estime de soi. Lors des différents

regroupements avec les élus et bénévoles, ces projets sont présentés et participent à les sensibiliser à ses problématiques dans leurs activités ;

- Mettre en place un projet expérimental en partenariat avec la Ligue de l'enseignement de Paris visant à développer une méthodologie d'intervention utilisant les pratiques sportives de rue et/ou en city stade pour prévenir les phénomènes de radicalisation primaires chez les jeunes de 15 à 25 ans (projet mis en œuvre dans le cadre d'un appel à projet Européen). A l'issue de l'expérimentation, ce projet aura vocation à être déployé en Île-de-France.

#### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité Ile de France UFOLEP s'engage à réaliser l'action suivante :

- Développer les pratiques à destination des publics féminins en accompagnant les commissions techniques sportives dans la féminisation de leurs pratiques, en favorisant l'émergence d'actions à destination des publics féminins éloignés de la pratiques (victimes de violences conjugales, prises en charge par le SAMU social de Paris, victimes de prostitutions, résidentes en quartiers politique de la ville...).

#### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité Ile de France UFOLEP s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mettre en place des actions favorisant l'intégration de publics en situation de handicap que ce soit dans le cadre des animations sportives (à destination de tout type de publics) ou des formations de bénévoles ou professionnelles (chaque année sont accompagnés des stagiaires en situation de handicap). Des modules de présentation et de sensibilisation au handicap sont proposés en formation initiale et/ou continue. Depuis 2020 le système d'affiliation permet de notifier la situation de handicap des licenciés, sur un mode de libre déclaration, sans pour autant déterminer le type de handicap. Les Commissions Techniques Sportives Régionales seront invitées à rédiger leur projet quadriennal de développement. La prise en charge de publics en situation de handicap devra y être abordée.

#### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 25.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

#### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008106)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE VOILE**

Convention n° 21 SP VOI 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 365.685 €**

**Taux de l'objectif : 14,22 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 52.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de voile s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagner les écoles de voile d'Ile de France et notamment les « Ecoles Françaises de Voile ».

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de voile s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place un plan de prévention pour lutter contre toute forme de discrimination en coordination avec les ligues et comités régionaux des sports nautiques dans le but de revivifier le réseau des référents des ligues et comités, sensibiliser les éducateurs sportifs et les officiels et sensibiliser les dirigeants des structures nautiques ;
- Organiser des sessions spécifiques au cours des stages de formateurs d'entraîneurs, de moniteurs et d'arbitres ;
- Organiser des interventions particulières à l'attention des régatiers au cours des stages d'entraînement.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de voile s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Améliorer la prise en compte des caractéristiques de chaque public (enfants, adultes et particulièrement les féminines) ;
- Pérenniser les événements qui font la promotion de la pratique féminine exemple : « Femme à la barre » et les actions existantes et développer de nouveaux axes de recrutement féminin dans le domaine de l'entraînement et de l'arbitrage ;
- Favoriser l'accès aux responsabilités pour les dirigeantes ;
- Valorisation de la pratique mixte dans les compétitions ;
- Composition d'équipages mixtes dans la pratique du dériveur double et de l'habitable.

## **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de voile s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer l'offre de pratique loisir et compétitive handivoile et handivalide ;
- Accroître le parc de bateaux adaptés et mettre en place des flottes partagées ;
- Favoriser l'encadrement professionnel et bénévole à l'accueil de ce public ;
- Rechercher des financements pour garantir une pratique régulière aux résidents des établissements spécialisés ;
- Référencer les structures nautiques et activités accessibles ;
- Accompagner l'aménagement des structures nautiques.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 239.261 €**

**Taux de l'objectif : 16,72 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 40.000 €**

La ligue Ile de France de voile s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Détecter les jeunes à fort potentiel en écoles de sport pour les mener vers le haut niveau, développer la pratique compétitive, valoriser et renforcer l'encadrement engagé sur le domaine compétitif, développer des actions communes de détection/repérage entre les ligues Île-de-France et Normandie ;
- Accompagner les 21 sportives et sportifs inscrits sur la liste du dispositif régional d'entraînement et figurent sur la base de données du Ministère chargé des sports (PSQS). Dans le cadre de l'accompagnement des sportifs, la ligue IDF dispose de deux classes sportives (Jouy-le Moutier et Enghien). 4 régatiers sont actuellement inscrits sur les listes ministérielles.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 92.000 €**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).



**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008057)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE  
DE VOL EN PLANEUR**

Convention n° 21 SP VPL 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 27.800 €**

**Taux de l'objectif : 25,18 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 7.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité Ile de France de vol en planeur s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer la pratique vers de nouveaux publics : soutenir les classes BIA ;
- Organiser un stage de 2 jours en club Léoplaneur en partenariat avec l'US Léo Lagrange ;
- Promouvoir les métiers de l'aéronautique auprès des scolaires ;
- Mettre en place des actions de promotion auprès du grand public (salons et meetings) ;
- Accompagner la structuration des comités régionaux (professionnalisation) ;
- Organiser de stages de sécurité/voltige (positions inhabituelles) et participer à l'équipement des clubs en simulateurs de vol.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité Ile de France de vol en planeur s'engage à réaliser l'action suivante :

- Être relais dans les clubs des formations réalisées.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité Ile de France de vol en planeur s'engage à réaliser l'action suivante :

- Organiser des actions dédiées dans les clubs « ça plane pour elles » : 70 vols avec participation financière limitée des bénéficiaires.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité Ile de France de vol en planeur s'engage à réaliser l'action suivante :

- Nouer des partenariats avec les ligues handisport et sport adapté : affiliations FFH/ FFSA et vols promotionnels.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 44.000 €**

**Taux de l'objectif : 22,73 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 10.000 €**

Le comité Ile de France de vol en planeur s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagner les jeunes pour la participation aux championnats régionaux et nationaux ;
- Sélection des pilotes pour les championnats de France ;
- Encourager les pilotes confirmés à la pratique de la compétition ;
- Organisation des stages à St Auban sur Durance pour les jeunes sportifs.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 17.000 €**

Le Comité Île-de-France de Vol en planeur a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, il ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'offre de stage.

**MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

**Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23008158)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE VOL LIBRE**

Convention n° 21 SP VLI 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 24.950 €**

**Taux de l'objectif : 29,66 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 7.400 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place une programmation régulière de sorties accompagnées en Parapente ainsi que de journées découverte des activités du vol libre (à l'initiative des clubs), ouvertes à tous les publics, dont les publics spécifiques ;
- Organiser des sessions de formation au brevet de pilote et au brevet de pilote confirmé ;
- Organiser et aider à l'organisation d'évènements et de manifestations qui contribuent au développement de la pratique et au rayonnement du vol libre
- Acquisition et entretien de petits équipements et de matériel pour sécurisation de la pratique et des évènements (VHF, défibrillateur, ...) ;
- Aider à l'entretien de sites de pratique, tous publics ;
- Aider à l'achat de câble de treuil pour les sites de parapente et deltaplane ;
- Aider à l'acquisition de matériel de pratique pour le public jeunes.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place des visioconférences accessible à tous les licenciés de la ligue et tout particulièrement les encadrants ;
- Multiplier, sur toute l'olympiade les actions d'informations sur tous les phénomènes de discriminations et de violences.

### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Intensifier les actions en multipliant les stages dédiés aux femmes, et poursuivre l'accueil et l'accompagnement des femmes voulant accéder au haut niveau.

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organiser des journées découvertes parapente notamment grâce à l'investissement fait sur du matériel « Handi » quelques années auparavant ;
- Continuer à équiper les sites pour généraliser des accès pour les personnes en situation de handicap ;
- Pérenniser les actions de formation de « biplaceur Hand'Icare » ;
- Initier les actions de formation initiale afin d'augmenter le nombre de pratiquants (parapente, boomerang, kite et cerf-volant) handicapés ;
- Intégrer le handicap dans les équipes de ligue, avec un accès à la compétition.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 8.700 €**

**Taux de l'objectif : 29,88 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 2.600 €**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Faciliter l'accès des jeunes à la compétition en développant des épreuves adaptées.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2023 : 10.000 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100 000 stages », la ligue Île-de-France de Vol Libre a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation de publication d'offre de stage.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23008174)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE VOLLEY-BALL**

Convention n° 21 SP VOL 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 24 000 €**

**Taux de l'objectif : 25%**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 6 000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer la pratique du volley-ball, du beach volley et du soft volley en milieu scolaire, primaire et secondaire. Ce projet s'adresse en premier lieu aux enfants des classes de CE2, CM1 et CM2 des écoles primaires d'IDF. Le second volet du projet porte sur le développement des SSS en collèges et en lycées, l'objectif étant de passer de 16 sections sportives actuellement à 30 sections sportives d'ici fin 2024 ;
- Développer la pratique beach-volley avec l'élaboration d'une offre adaptée aux adultes (compétiteurs individuels, loisirs et clubs) et aux jeunes (focus sur l'accroissement du nombre section jeunes en club pour permettre d'offrir des compétitions de M13 à M21) ;
- Développer la pratique loisir avec une offre coordonnée des comités départementaux avec les finales nationales FF Volley (compét'lib et masters) et en initiant une offre volley entreprise.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Sensibiliser tous les acteurs à la prévention des dérives et violence : construire des documents de sensibilisation à destination des dirigeants, éducateurs et bénévoles des clubs ; proposer des formations à ces mêmes publics notamment par

l'association COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE avec qui la FF Volley a conclu un partenariat.

### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La Ligue a une activité assez proche de la parité. Toutefois 2 problématiques émergent quant à la pratique féminine au sein de ce sport : un déficit d'entraîneuses, d'arbitres et de dirigeantes et l'éloignement ou les difficultés sociales qui sont des freins à la pratique du volley comme outil d'insertion sociale.

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Soutenir tous les projets de soutien de l'activité féminine. En particulier elle pourrait soutenir sur ses fonds propres les initiatives de clubs ou de comités dans le cadre d'appels à projets (par exemple celui de la Fondation de France).

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Développer les pratiques volley assis, volley adapté (sourds) et volley santé encore confidentielles au sein de la Ligue en dépit des formations déjà proposées. Il faut donc développer le réseau de personnes ressources dans les comités et les clubs pour bâtir un état des lieux ;
- Accroître le nombre d'entraîneurs formés, de dirigeants sensibilisés, et permettre le développement de ces pratiques au sein des clubs avec le cas échéant la proposition de compétitions régionales. Pour le public sourd, la Ligue a besoin de traducteurs LSF lorsqu'elle propose des formations arbitres, entraîneurs ou dirigeants. Cette volonté se traduit aussi par les formations mises en place pour le développement de ces pratiques.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 76.000 €**

**Taux de l'objectif : 22,20 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 16.872 €**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Se focaliser, au niveau de la LIFVB, pour la recherche de l'excellence sur meilleure détection et formation vers le haut niveau des jeunes à réel potentiel alimentation plus qualitative des Pôles ;
- Se focaliser sur la détection et l'accompagnement de l'élite régionale lors des CRE



- Améliorer et renforcer l'encadrement sur les stages ;
- Renforcer le rôle et collaboration avec les Comités Départementaux (notamment en leur déléguant certains stages et en leur fournissant une aide à l'encadrement) ;
- Impliquer et mettre en mouvement commun de toute la filière et toutes les compétences (des Pôles jusqu'aux clubs).

## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 290 000 €**

**Taux de l'objectif : 5,5 %**

**Subvention prévisionnelle 2024 : 15 950 €**

La Ligue procède au recrutement de 2 salariés diplômés confirmés en adjoints des Cadres Techniques (embauche pour septembre 2021).

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Contribuer à rendre les Pôles plus attractifs (qualité de l'encadrement technique en le renforçant) ;
- Permettre aux Cadres Techniques du Pôle de plus s'impliquer dans la détection et la formation de l'élite régionale à l'extérieur du Pôle (CRE, clubs, ...), en accord avec les directives de la Direction Technique Nationale ;
- Accompagner par une aide financière les familles si nécessaire pour ne pas nuire au recrutement de vrais potentiels ;
- Créer un pôle Espoirs Beach volley au CREPS Île-de-France pour une mise en place à partir de 2022.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2024 : 38 822€**

Pour ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées, le bénéficiaire s'engage à publier **2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance** (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

## **Annexe 7 - Tableau récapitulatif dérogations stagiaires 2024**

DEROGATIONS STAGIAIRES ANNEE 2024			
Liges et comités régionaux	Période de la convention	Dossier IRIS	Tiers IRIS
Association Française du <b>Corps Arbitral Multisports</b> (AFCAM IDF )	2021-2024	23008150	P0047011
Ligue Île-de-France de la Fédération Française d' <b>Aïkido Budo</b>	2021-2024	23008086	P0045544
Ligue Île-de-France d' <b>Aviron</b>	2021-2024	23008101	R4670
Ligue Régionale Île-de-France de <b>Bowling et des Sports de Quilles</b>	2021-2024	23008128	R26404
Ligue Île-de-France des <b>Clubs de la Défense</b>	2021-2024	23008085	P002700
Ligue Île-de-France de <b>Course d'Orientation</b>	2021-2024	23008102	R23539
Comité Régional d'Île-de-France de <b>Cyclisme</b>	2021-2024	23008087	R21630
Ligue Île-de-France des <b>Echecs</b>	2021-2024	23008112	R25091
Comité Régional Île-de-France d'Etudes et de <b>Sports Sous-Marin</b>	2021-2024	23008065	R14341
Ligue Île-de-France de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail <b>FSGT</b>	2021-2024	23008098	R23642
Ligue Francilienne de <b>Football Américain</b>	2021-2024	23008093	R23580
Comité Régional d'Education Physique et de <b>Gymnastique Volontaire</b> d'Île-de-France	2021-2024	23008084	R22441
Comité Régional d'Île-de-France d' <b>Haltérophilie - Musculation</b>	2021-2024	23008061	R28311
Ligue Île-de-France de <b>Kick Boxing, Muay Thaï</b> et Disciplines Associées	2021-2024	23008171	P0018153
Ligue Île-de-France de la Fédération Française de <b>Montagne Escalade</b>	2021-2024	23008097	R40950
Ligue <b>Motocycliste</b> d'Île-de-France	2021-2024	23008159	R26356
Ligue Régionale d'Île-de-France de <b>Pelote Basque</b>	2021-2024	23008173	R34253
Comité Régional Île-de-France de <b>Pétanque et Jeu Provençal</b>	2021-2024	23008105	P0022679
Ligue Île-de-France de la Fédération Sportive de la <b>Police Nationale</b>	2021-2024	23008091	P0036711
Ligue Île-de-France de <b>Roller et Skateboard</b>	2021-2024	23008111	R28313
Ligue Île-de-France de <b>Rugby à XIII</b>	2021-2024	23008163	R24946
Ligue Île-de-France de <b>Savate Boxe Française</b> et Disciplines Associées	2021-2024	23008164	R32951
Ligue Île-de-France de <b>Ski Nautique et de Wakeboard</b>	2021-2024	23008167	R23206
Ligue Île-de-France des <b>Sports de Glace</b>	2021-2024	23008151	R22407
Comité Régional du <b>Sport en Milieu Rural</b> d'Île-de-France	2021-2024	23008080	R37329
Ligue de Paris Île-de-France du <b>Sport Universitaire</b>	2021-2024	23008156	R34263
Ligue Paris Île-de-France de <b>Vol Libre</b>	2021-2024	23008158	R23414
Comité Francilien de <b>Vol en Planeur</b>	2021-2024	23008057	R25256

## **Annexe 8 - Annexe financière 2023 modifiée Ligue Natation - volet pratique sportive**

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23005916)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE NATATION**

Convention n° 21 SP NAT 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 333.333 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 100.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL : Actions de développement de l'accès à la pratique de la discipline au niveau territorial**

**Descriptif : Mise à disposition d'éducateurs sportifs (BPJEPS spécialité Activités Aquatiques et Moniteur Sportif de Natation) au sein de 60 clubs affiliés à la FFN de la Région Ile-de-France afin de participer à leur développement. Les clubs seront identifiés par la LIF de manière uniforme sur l'ensemble du territoire. Cette action couvre la masse salariale mise à disposition de chaque club affilié et vise à élargir les pratiques de chacun des clubs et le nombre de licenciés.**

**« ENSEMBLE, CONSTRUISONS LE FUTUR DE LA NATATION »**

Le projet sportif fédéral est décliné sur la région selon plusieurs axes prioritaires :

**1- Réinventer notre mode de gouvernance** en fédérant les compétences. Des cercles de compétences (commissions régionales) composées d'experts (comité d'experts) sont chargés de faire émerger des projets, validés par le CODIR et de les partager efficacement sur le territoire en se rapprochant des départements et des clubs (construction de réseau, améliorer le niveau de communication...). Un conseil territorial est créé au sein de la ligue.

**2. Construire une ligue performante en 2024 en bâtissant un héritage multidimensionnel pour la natation.** Si l'organisation des Jeux Olympiques représente une opportunité incomparable pour tout l'écosystème Francilien, ils représentent également une occasion unique de porter des projets de développement et bénéficier ainsi de l'héritage Olympique. La cohésion est une des conditions de la réalisation de la performance, il est impératif et urgent de rassembler les forces vives de la ligue pour accompagner les sportifs Franciliens susceptibles de nous représenter et de porter ainsi haut les couleurs Françaises dans trois ans à Paris.

Appliquer les politiques publiques (Ministère, Agence Nationale du Sport, Conseil régional) et coordonner les plans citoyens, adapté à notre territoire en fonction de nos moyens humains et financiers. (Appels à projets dans le domaine du sport santé bien être, sport pour tous, sport féminin, sport handicap, éthique et intégrité et bien entendu lutte contre les

noyades et les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation..) et les violences sexuelles (harcèlement, violences physiques et sexuelles).

**3. Réformer la formation.** Créée le 1er janvier 2019, par la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel du 5 septembre 2018, France compétences a dorénavant pour mission d'assurer le financement, la régulation et l'amélioration du système de la formation professionnelle et de l'apprentissage. C'est une réforme profonde de toutes nos logiques de formations. Pour y parvenir, l'ERFAN de l'île de France de natation est force de proposition au sein du groupe projet FFN.

**4. La gestion de nos équipements.** La faiblesse de la natation réside dans notre capacité à disposer de créneaux dans les piscines. La LIFN en se rapprochant du Conseil Régional doit être force de proposition afin de gérer elle-même un ou plusieurs équipements dédiés à ses cinq disciplines Olympiques. Comment apprendre à nager aux jeunes sans équipements (carence sur des secteurs) comment faire du haut niveau sans équipement dédié. Un véritable plan piscine est engagé sur le territoire.

**5. Rénover notre univers numérique.** Afin d'inscrire les systèmes d'informations dans une dynamique de modernisation et d'optimisation, la LIFN a souhaité définir la trajectoire à mettre en oeuvre pour rénover son univers numérique.

## **Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La LIFN a construit son plan en s'appuyant principalement sur le plan du gouvernement pour la prévention et la radicalisation **selon les cinq grands axes du plan "Prévenir pour protéger" :**

1. Prémunir les esprits face à la radicalisation
2. Compléter le maillage détection / prévention
3. Comprendre et anticiper l'évolution de la radicalisation
4. Professionnaliser les acteurs locaux et évaluer les pratiques
5. Adapter le désengagement

Pour optimiser cette politique de prévention/détection, (formation, prise en charge en milieux ouvert et fermé, développement de la recherche) la LIFN externalise et apolitise ces actions en s'entourant d'experts.

La ligue a décidé d'agir pour lutter contre les comportements déviants, la radicalisation et le décrochage des jeunes.

Ainsi, elle soutient et met en place des actions emblématiques de détection et de lutte contre les comportements déviants en sensibilisant les sportifs, en particulier en waterpolo (sport collectif), sur les incivilités et le respect de l'adversaire et du corps arbitral.

Ces actions ont lieu lors des compétitions mais également à travers les formations de l'ERFAN ou lors des stages organisés par la ligue. Notre référent radicalisation intervient également sur les thématiques qui lui sont propres.

Une convention a été signée avec l'association « Colosse aux pieds d'argile » afin sensibiliser les dirigeants, les encadrants au problème des violences sexuelles. Cette thématique est intégrée dans les formations pour les futurs encadrants, plusieurs visio-conférences organisées par la DRAJES ont été relayées auprès des licenciés, des salariés, des dirigeants et des cadres techniques. Un plan d'action a été élaboré par la ligue pour soutenir les clubs et des interventions ponctuelles sont organisées lors des stages et des compétitions. Enfin, l'ERFAN tente de détecter les jeunes en décrochage scolaire dans les clubs franciliens et leur proposer ainsi des formations professionnalisantes pour leur assurer un avenir. Ces actions sociales et éducatives s'inscrivent dans une politique volontariste de la ligue.

### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue est à majorité féminine avec presque 54 % de licenciées féminines. Sur 80 000 licenciés en Ile de France, c'est 43 000 licences féminines et 37000 licences masculines.

Toutefois, il apparaît qu'elles pratiquent souvent plus dans un cadre de loisir que de compétition. Il est donc du devoir de la ligue de favoriser un rééquilibrage de l'accès à la compétition au profit de la population féminine.

Cela se traduit par des actions spécifiques en natation artistique et en waterpolo au profit de nos jeunes sportives (stages, confrontations, accompagnement vers le haut niveau par des regroupements...).

Ces événements permettent de lutter contre l'isolement et la dispersion des joueuses/nageuses dans la région au sein des clubs, et d'avoir une meilleure cohésion au sein des groupes.

Ces regroupements régionaux facilitent également l'accès à la pratique de jeunes filles dont le milieu familial n'est pas habitué aux sports aquatiques. Ils permettent aux joueuses et aux nageuses d'être régulières dans leur pratique, d'apprendre le vivre ensemble et la cohésion de groupe.

Les actions envers les mères d'enfants participants aux opérations « J'apprends à Nager » ou « Aisance Aquatique » sont toujours d'actualité, afin d'inciter les mères à pratiquer une activité aquatique pendant la durée des séances de leurs enfants.

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Dans le cadre de la préparation des Jeux de Paris 2024 et surtout des compétitions parasportives, des liens ont été noués avec les comités régionaux de la FFH et de la FFSA pour identifier les clubs proposant des activités aux personnes en situation de handicaps. Des interventions sont prévues, au sein des formations de l'ERFAN, pour informer les futurs encadrants sur l'existence de ces deux fédérations et à leurs spécificités (champs d'action...).

La ligue Ile de France de natation s'engage à réaliser l'action suivante :

- Travailler sur la détection puis l'intégration des sportifs en situation de handicap, tant au sein des clubs que des compétitions. La ligue fournit régulièrement et depuis plusieurs années, les jurys des compétitions FFH et FFSA organisées sur le territoire francilien. Un nageur Francilien mal voyant est qualifié pour les Jeux Olympiques de Paris 2024.



## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 150.000 €**

**Taux de l'objectif : 26,67%**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 40.000 €**

La ligue Ile de France de natation s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagner des jeunes sportifs dans les 5 disciplines Olympiques (natation course, eau libre, plongeon, natation artistique water-polo) autour d'un axe majeur qui est le suivi socio professionnel (double projet « sport et études », reconversion, insertion professionnel) des sportifs.

- Mise en place d'un plan de détection et d'identification des talents afin d'obtenir une photographie précise des potentiels Franciliens, organiser leur suivi au quotidien et qualifier des Franciliens aux Jeux Olympiques de Paris en 2024. Des Franciliens ont déjà obtenu leur ticket pour PARIS dans nos cinq disciplines.

En île de France, c'est 114 sportifs inscrits sur les listes ministérielles de haut niveau, ainsi que les listes ministérielles « espoirs » et « collectifs nationaux » :

- 65 en natation course
- 29 en water-polo
- 6 en natation artistique
- 9 en eau libre
- 5 en plongeon

### **Ilb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 150.000 €**

**Taux de l'objectif : 18%**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 27.000 €**

La ligue Ile de France de natation s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagner des jeunes sportifs dans les 5 disciplines Olympiques (natation course, eau libre, plongeon, natation artistique water-polo) autour d'un axe majeur qui est le suivi socio professionnel (double projet « sport et études », reconversion, insertion professionnel) des sportifs ;
- La natation Francilienne, c'est 8 Centres d'Accession et de Formation (CAF) qui sont implantés sur le territoire et qui contribue ainsi largement à son maillage :
  - CAF natation course SAINT GERMAIN
  - CAF natation course MASSY
  - CAF natation course MELUN
  - CAF natation course de CORBEIL ESSONNES
  - CAF natation artistique de CORBEIL ESSONNES
  - CAF natation artistique du STADE FRANÇAIS
  - CAF water-polo de NOISY LE SEC
  - CAF demi-fond et eau libre de FONTAINEBLEAU site du CNSD

- Validation de Section d'Excellence Sportive en partenariat avec les trois académies ;
- Apporter au quotidien de l'expertise dans tous les domaines qui favorisent la performance (tests, planification, programmation, préparation physique, suivi psychologique, diététique, physiologique, médical...).

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2023 : 167.000 €**

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants**.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées. Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

## **Annexe 9 - Annexe financière 2023 modifiée FF Natation - volet pratique sportive**

**ANNEXE PÉDAGOGIQUE ET FINANCIERE 2023**  
**A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE**  
**DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23003019)**  
**modifiée par délibération CP 2023-365 du 17 novembre 2023**

**ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FÉDÉRATION FRANCAISE NATATION**

Convention n° 22 SP NAT 002

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Ia / Projet fédéral : Actions de développement de l'accès à la pratique de la discipline au niveau territorial**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 60 000 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 18 000 €**

**Descriptif :** Mise à disposition de BPJESP spécialité Activités Aquatiques au sein de 60 clubs affiliés à la FFN de la Région Ile de France afin de participer à leur développement. Les clubs seront identifiés par la LIF de manière uniforme sur l'ensemble du territoire. Cette action couvre la masse salariale mise à disposition de chaque club affilié et vise à élargir les pratiques de chacun des clubs et le nombre de licenciés.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Actions de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 30 000 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 9 000 €**

**Descriptif :** Pour former ses sportifs, la FFN organise des stages dans la région Ile de France. Ses stages ont pour objectif d'identifier les futurs potentiels et les accompagner dans le développement des compétences attendues dans le hautniveau, notamment dans les disciplines de WP et de Plongeon. Les équipements présents en Ile de France permettent d'avoir de bonnes conditions pour réaliser ses actions.

De plus, l'adaptation de la scolarité avec l'INSEP sur les jeunes qui préparent le baccalauréat est un axe essentiel pour permettre aux projets individuels de se réaliser en ayant des bases solides en termes de formation et d'objectifs sportifs.

## **IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 86 476 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 25 942 €**

**Descriptif :** La FFN accompagne des clubs d'excellence sur le territoire francilien. Ces aides ont pour objectif d'accompagner spécifiquement les athlètes ciblés par la DTN (Direction Technique Nationale) dans leurs projets sportifs en lien avec des objectifs ambitieux. L'accompagnement permet de faire des stages spécifiques, des préparations et d'activer des sollicitations du service "optimisation de la performance" en lien avec les directives du directeur des Equipes de France.

Les athlètes de haut niveau sont hébergées au sein de structures spécifiques installées en Ile de France, notamment à l'INSEP.

De plus, des sportifs franciliens font l'objet d'aides spécifiques, ayant pour objet de s'adapter aux demandes individuelles telles que la formation.

Enfin, les actions réalisées auprès des CAF visent à accompagner les structures et leur encadrement dans l'accès au haut niveau en termes de structuration et d'accompagnement technique.

### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2023 : 52 942 €**

Ces subventions (Développement de la Pratique Sportive et Formation) donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de publier 2 offres de stages ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

#### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Date et signature

Fonction

Cachet

## **Annexe 10 - Annexes 2023 pratique sportive modifiées Derog stagiaires**

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE  
(Dossier IRIS 23003981)**

**ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DES ÉCHECS**

Convention n°21 SP ECH 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 50.000€**

**Taux de l'objectif : 16%**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 8.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développement du jeu d'échecs loisirs et du jeu d'échecs compétition. Des partenariats ont été mis en place avec les écoles parisiennes, et au Blanc-Mesnil. En lien avec l'organisation des jeux Olympiques à Paris en 2024, de nombreuses animations sont organisées en collaboration avec d'autres disciplines olympiques ;
- Mise en place d'animations estivales et développement d'actions dans le cadre de l'occupation de l'espace public urbain conformément au projet fédéral.

**Ib / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mise en place d'un accueil des femmes dans les clubs. L'une des stratégies retenues est d'accompagner les clubs Franciliens à mieux accueillir le public féminin en formant des animatrices. Partant du constat que les effectifs de formateurs sont essentiellement masculins, une politique proactive de formation d'animatrices sera mise en œuvre.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 17.500 €**

**Taux de l'objectif : 11,43%**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 2.000 €**



La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mise en place de regroupements, de stages de détections et de perfectionnement pour permettre meilleurs jeunes repérés de progresser plus rapidement. Ces rencontres ont lieu lors de manifestations encadrée par les entraîneurs de la ligue. Un total d'une dizaine d'événements répartis sur le territoire francilien d'octobre à juin.

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2023 : 10.000 €**

La Ligue Île-de-France des Echecs a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, la Ligue ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23006531)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE PELOTE BASQUE**

Convention n° 21 SP PBQ 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 22.200 €**

**Taux de l'objectif : 27,03 %**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 6.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de pelote basque s'engage à réaliser l'action suivante :

- Développement de la pratique vers de nouveaux publics et de nouveaux territoires avec comme projets prioritaires : promouvoir et développer la pratique de la pelote basque chez les femmes, consolider et développer la pratique de la pelote basque chez les jeunes.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de pelote basque s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mise en place d'un plan de prévention destiné à lutter contre les dérives (discriminations, radicalisation, homophobie...) basé sur des réunions d'information des licenciés et des dirigeants d'associations

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de pelote basque s'engage à réaliser l'action suivante :

- Promotion et développement de la pratique de la pelote basque chez les femmes.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 6.800 €**

**Taux de l'objectif : 29,41 %**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 2.000 €**

La ligue Ile de France de pelote basque s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mise en place d'une cellule d'entraînement spécifique pour les jeunes joueurs au titre des spécialités Xare pelote cuir et pala gomme creuse. Affectation de créneaux horaires spécifiques.

### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2023 : 8.000 €**

La Ligue Île-de-France de Pelote basque a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, la Ligue ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

#### **Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### **Acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23006530)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE LA FÉDÉRATION SPORTIVE DE LA POLICE NATIONALE**

Convention n° 21 SP SPN 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 34.000 €**

**Taux de l'objectif : 29,41 %**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 10.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Organisation de multiples championnats en Île-de-France, tant collectifs (football ou rugby), qu'individuels (tels boxe, karaté...) qui permettront de sélectionner des membres des équipes de France.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue s'engage à mettre en place un plan sur la période 2023-2024.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La Ligue développe la féminisation de la pratique sportive en étant, la Ligue en France avec le taux de Féminisation le plus élevé avec 24% des licenciés.

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Organisation d'événements spécifiques à la pratique féminine : journées pour elles, marche nordique, randonnée, Zumba, dance ..., permettant de regrouper des policières licenciées.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue s'engage à mettre en place un plan sur la période 2023-2024.

## **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2023 : 10.000 €**

La Ligue Ile-de-France de la Police Nationale a informé l'Exécutif de son incapacité accueillir des stagiaires. En effet, en raison d'un accès strictement règlement de ses locaux et du caractère sensible des fichiers et données manipulés par ses services. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006

« Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23005919)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE ROLLER & SKATEBOARD**

Convention n°21 SP ROL 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 51.000 €**

**Taux de l'objectif : 11,77%**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 6.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

**La Ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :**

- Assurer le développement le plus large possible de tous les types de pratiques et contribuer à l'adaptation de son offre sportive aux besoins de publics cibles, dans le but de satisfaire tous les pratiquants afin de mieux les fidéliser ;
- Mener des actions pour obtenir une augmentation de son nombre de licenciés et de pratiquants et favoriser l'accessibilité au plus grand nombre et fidélisation des pratiquants ; La Ligue vise ainsi à assurer un rééquilibrage de l'offre de pratique sur le territoire ;
- Diversifier les activités pour toucher tous les publics : les licenciés compétiteurs et garantir la relève de l'élite / les licenciés loisirs / les licenciés féminines/ ;
- Développer les offres d'animation de roller & skateboard et des actions de développement en faveur des valeurs liés à l'olympisme.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

**La Ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :**

- Intégrer dans ses modules de formation (BEF/BIF) un chapitre sur la prévention contre les violences sexuelles ;
- Faire signer la Charte régionale des valeurs de la République et de la Laïcité à tous les stagiaires des formations (BEF/BIF).



## **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La Ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Réduire les inégalités en termes de représentation de public féminin selon les disciplines ;
- Proposer des stages régionaux pour les regrouper car, parfois, elles peuvent être "isolées" dans leur club et pratiquer avec un public exclusivement masculin. Cela permet de créer une émulation et de détecter les jeunes pratiquantes.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 42.500 €**

**Taux de l'objectif : 4,71%**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 2.000 €**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en oeuvre les stratégies fédérales établies sur la base du plan d'accompagnement et de perfectionnement de jeunes sportifs dans la recherche d'excellence. Les disciplines coordonnent, développent et mettent en oeuvre une politique sportive à visée de détection, de familiarisation aux exigences de Haut Niveau et d'accès à la performance sportive de Haut Niveau. Depuis août 2016, la Ligue Ile-de-France a rajouté le Skateboard à ce plan d'accompagnement et de perfectionnement des sportifs à fort potentiel, car la discipline est devenue Sport Olympique. Ainsi, sa commission régionale a mis en place une intensification des actions structurantes ;
- Poursuivre la formation et l'accompagnement des sportifs et faire monter en compétences les entraîneurs et les juges/officiels de la région Île-de-France, créer une dynamique régionale, utiliser les compétences régionales pour encadrer les stages et développer des rassemblements spécifiques : femmes...

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2023 : 8.000 €**

La Ligue Île-de-France de Roller et Skateboard a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, la Ligue ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23004874)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE RUGBY À XIII**

Convention n° 21 SP R13 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 52.600€**

**Taux de l'objectif : 9,50 %**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 5.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France de rugby à XIII s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer le rugby à XIII et structurer les clubs par le biais de la création de nouveaux clubs et de la mise en place de nouvelles associations. La Ligue doit aussi se structurer elle-même et aider les Comités Départementaux, les clubs franciliens, à s'organiser et à se professionnaliser (par la création ou l'aide à la création d'emplois en milieu associatif) ;
- Mettre en place des actions de développements en direction du milieu scolaire (notamment avec le «Petit XIII »), les actions dans différents quartiers franciliens (notamment les quartiers « QPV ), ainsi que des nouvelles pratiques loisirs que sont : le « TOUCH XIII », « le silver XIII » destinées au plus de 60 ans. ;
- Développer la pratique féminine, de même que la pratique handisport avec le « XIII fauteuil ». Le « XIII fauteuil » et le « Silver XIII » sont des activités en constante augmentation en termes de mise en place d'actions et du nombre de pratiquants et de licenciés ;
- Développer le « Sport Santé » avec la mise en place du sport sur ordonnance.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France de rugby à XIII s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place toutes formes de communication interne et externe pour favoriser le dialogue, l'échange, la sensibilisation et l'information, afin de sensibiliser le monde associatif du rugby à XIII ;
- Mieux prévenir les possibles dérives et accompagner le monde associatif francilien du rugby à XIII, des actions seront mises en place : des formations, des réunions d'informations en direction des licenciés, bénévoles, officiels... ;
- Sensibiliser les différents publics face aux harcèlements, violences physiques et sexuelles.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue Ile de France de rugby à XIII s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Favoriser l'accès au plus grand nombre de femmes, permettre de corriger l'accès à cette discipline, au sein du milieu scolaire, au sein des quartiers difficiles de l'Ile de France, et permettre d'attirer de nouvelles pratiquantes par les activités loisirs de la fédération de rugby à XIII ;
- Proposer plus de nouvelles pratiques loisirs en complément de la compétition. La part de l'activité loisir augmente d'année en année et elle est un vrai vecteur de développement, surtout en direction du public féminin.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France de rugby à XIII s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Permettre le développement de la pratique handi « XIII fauteuil » au sein de la région. Permettre l'acquisition de matériel adapté à la pratique « handi » afin de favoriser les actions de promotions et de sensibilisation à la pratique « XIII fauteuil », activité qui est en pleine expansion au sein de la fédération (deux titres de champion du monde) ;
- Donner au plus grand nombre l'accès à la pratique « XIII fauteuil » ;
- Favoriser les actions de promotions afin de permettre la création de clubs XIII fauteuil au sein de la région.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 18.000 €**

**Taux de l'objectif : 11,11%**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 2.000 €**

La ligue Ile de France de rugby à XIII s'engage à réaliser l'action suivante :

- Accompagner les jeunes sportifs sous forme de regroupements et de stages de perfectionnement par catégories des sélections régionales jeunes. 4 catégories jeunes se regroupent : les U13 ; Les U15 ; les U17 et les U19. Sachant qu'il se regroupent plusieurs fois dans l'année sportives et qu'il y a à partir des U17 des regroupements de femmes. L'organisation des stages et les regroupements des différentes sélections jeunes sont très importants. Cela permet de suivre les jeunes sportifs dans leurs progressions, mais aussi de les inscrire dans un parcours d'excellence.

### **IIb / Accompagnement des sportifs dans les Pôles Espoirs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 48.000 €**

**Taux de l'objectif : 8,33 %**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 4.000 €**

Depuis plusieurs années la Ligue constate le départ des meilleurs jeunes vers d'autres structures sportives de haut niveau, tels le pôle espoir de Salon de Provence, celui de Carcassonne, ou le pôle France de Toulouse (ou encore vers d'autres centres de formation de différents clubs).

La ligue Ile de France de rugby à XIII s'engage à réaliser l'action suivante :

- Créer un CENTRE D'ENTRAÎNEMENT REGIONAL au sein de la Ligue Ile de France. Cela répondra à différentes attentes des jeunes sportifs franciliens, afin de concilier le haut niveau du rugby à XIII et le suivi scolaire. La mise en place de ce centre d'entraînement régional de haut niveau est essentielle pour la Ligue Ile de France de RUGBY A XIII afin d'atteindre les objectifs de la prochaine olympiade. Cette structure de haut niveau au sein de la Ligue Ile de France, qui fait défaut depuis de nombreuses années, permettra de garder les jeunes sportifs dans la région.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2023 : 11.000 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », la Ligue Île-de-France de Rugby à XIII a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, la Ligue ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23005921)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE DE SAVATE  
BOXE FRANCAISE ET DISCIPLINES ASSOCIEES**

Convention n° 21 SP SBF 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 9.694 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 2.908 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La Ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Augmenter le niveau : de pratique des licenciés en organisant des stages de préparation et des examens au GAT (gant d'argent technique), de savoir-faire des entraîneurs en organisant un stage de spécialisation à leur attention, par la prise en charge de stages fédéraux pour l'ETR.
- Promouvoir les disciplines associées : organisation de stages et examens de grades en canne de combat et savate bâton défense.
- Prendre en charge le perfectionnement des membres de l'ETR et des formateurs (stages et formations de la Fédération, ...)

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mise en place d'un partenariat avec un club parisien de Savate pour participer chaque année aux Gay Games où la Ligue prête ses rings et fournit des juges-arbitres pour les épreuves de la compétition organisée pendant cette manifestation.
- Organiser une formation des dirigeants et cadres techniques sur la lutte contre les violences sexuelles dans le sport.

### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La Ligue comprend plus de 40% de licenciés, avec une forte mixité des dirigeants bénévoles et des éducateurs. La Ligue n'a donc plus de plan de féminisation spécifique.

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organisation de journées sports partagés : la Ligue anime 4 à 5 journées sport partagées par an où des élèves d'écoles parisiennes valides et des enfants handicapés s'initient ensemble à la pratique de la Savate et de ses disciplines associées, encadrés par des éducateurs de la Ligue ayant suivi la formation spécialisée pour le public handicapé.
- Mettre en place une action de sensibilisation de moniteurs volontaires à l'accueil de sourds et malentendants.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 21.574 €**

**Taux de l'objectif : 30%**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 6.472 €**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organisation de détections et de sélection régionales du Championnat de France Mimines et Cadets, du Championnat de France Assaut Masculin et Féminin, des Championnats de France Combat 2<sup>ème</sup> série
- Organisation de stages de perfectionnement et de préparation aux championnats nationaux (jeunes, assaut, combat...) et de stages préparatoires au combat.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2023 : 9.380 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », la Ligue Île-de-France de Savate et Boxe française et DA a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.



## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds.

### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23006529)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE DU SPORT  
EN MILIEU RURAL**

Convention n° 21 SP SMR 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 35.000 €**

**Taux de l'objectif : 28,57 %**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 10.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Animer, rendre accessible et développer la pratique sportive pour tous (de loisirs) et partout dans les territoires ruraux franciliens et former les acteurs locaux ;
- Fédérer les associations de ces territoires reculés et appuyer leurs actions ;
- Réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive en milieu rural francilien ;
- Animer les territoires ruraux par l'itinérance d'animations sportives pour tous publics ;
- Structurer, et soutenir les comités départementaux existants (77/78) et départements sans CD (futurs 95/91) ;
- Favoriser l'émergence du multisports notamment vers le public jeunes : soutien et -animation des Ecoles Multisports Rurales, des regroupements jeunes multisports, de section multisports ;
- Animer par la mise en place et le soutien de micro-événements sportifs dans les villages autour d'activités innovantes (disc-golf, etc), traditionnelles rurales (Jeux trad'), et porteuses (sports de plein nature, randonnée, marche nordique, courses) ;
- Poursuivre l'investissement dans la promotion et l'évolution des pratiques sportives rurales vers une dynamique Sport-Santé dans le but d'améliorer le capital santé ;
- Valoriser et intégrer des actions sports citoyens dans les zones rurales et renforcer la cohésion sociale des habitants ruraux à travers le sport.
- Soutenir le Mobil'Sport : dispositif itinérant permettant de réduire les inégalités et d'apporter le sport dans les territoires ruraux partout et pour tous

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité s'engage à :

Sensibiliser les comités et les associations affiliés sur les thématiques de violences, et de dérives dans le sport en milieu rural.

### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Soutien et proposition de formations pour la prise de fonction de femmes (dirigeantes, animatrices...) ;
- Événements de sensibilisation à la pratique sportives des femmes : Journées Sport et Femmes, avec des ateliers de découvertes de pratiques adaptées et dans le domaine du bien-être ;

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité s'engage à réaliser l'action suivante :

- Soutenir l'intégration, et l'animation « Multisports » auprès de publics handicapés dans les associations et structures spécialisées des territoires ruraux franciliens.

### **SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2023 : 10.000 €**

Le comité aa informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

#### Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23004879)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE PARIS ILE-DE-FRANCE  
DU SPORT UNIVERSITAIRE**

Convention n° 21 SP FSC 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 197.500 €**

**Taux de l'objectif : 15,19 %**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 30.000 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La Ligue Paris-Ile de France du sport universitaire s'engage à :

- S'adapter et se diversifier : Poursuivre la différenciation des formules traditionnelles issues du sport fédéral (mixité, effectifs réduits, règlements adaptés, événements de masse...). Développer de nouvelles pratiques et de nouveaux formats de compétitions, notamment au niveau local en concertation avec les SUAPS/STAPS/BDS ;
- Offrir une pratique au plus grand nombre : Poursuivre la régionalisation des compétitions afin de permettre aux étudiant-e-s en zone prioritaire (QPV), isolée ou lointaine de pouvoir pratiquer ;
- Participer à la santé : Maintenir ou créer un nombre d'activités importantes afin d'avoir un niveau de pratique minimum et dense ;
- Former des étudiants aux rôles sociaux et institutionnels : Formation d'arbitre/juges, de dirigeant-e-s (parcours du citoyen), de bénévoles (liaison avec Paris 2024), capitaines d'équipes. Ces formations sont complétées par une formation de secourisme ;
- Être un soutien aux événements organisés par les AS : Labelliser les événements, valider les règlements, aides à l'arbitrage, aide logistique (matériel ou humain).

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La Ligue Paris-Ile de France du sport universitaire s'engage à :

- Poursuite de la sensibilisation en collaboration avec les professeurs et encadrants des AS : Mise en place d'une ou 2 réunions annuelles avec le soutien d'un chargé de mission « éthique et responsabilité » au ministère des sports
- Communication sur la charte de la laïcité de la Région Ile de France sur chaque formation.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La Ligue Paris-Ile de France du sport universitaire s'engage à :

- Proposer des pratiques en adéquation avec les attentes du public féminin (cheerleading, fit U, etc...)
- Création de spectacle autour de la danse (sous toutes ses formes) mise en perspective en fin d'année U.
- Relance ou maintien de formules de sports collectifs pour une pratique féminine ou mixte (rugby, foot, volley 4X4 etc ...).
- Valorisation des sportives de haut niveau (team sport U 2024) à travers la remise de trophée ...
- Développement du projet « Dansons vers 2024 ».
- Organisation d'une journée de rentrée, axée sur la valorisation du sport féminin (sports collectifs et de raquette sous des formules différentes).

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La Ligue Paris-Ile de France du sport universitaire s'engage à :

- Labelliser des tournois/événements sportif liée à la pratique sportive Handi U : La Lifsu accompagne ces organisations en matériels / moyens humains / financiers / logistique.
- Mettre en place un championnat spécifique Handi U en basket fauteuil (4 Suaps/2 Staps) : La Lifsu prend en charge l'organisation totale de cet événement :-location gymnase, aide au transport, frais d'arbitrage, récompenses.
- Sensibiliser au sport handi U avec la mise en place de créneaux de tennis de table dédiés 2 fois par semestre à la mixité : sportifs Handi U / sportifs valides. La Lifsu a acheté des fauteuils, communique sur ses différents canaux à ce sujet et, met à l'honneur ces sportifs.
- Le sport Paralympique tourné vers 2024 : La Lifsu permet :
  - Accès à des logement universitaire pour les sportifs Handi U.
  - Accompagnement des sportifs handi U de haut niveau (team sport u).
  - Le déplacement aux CFU grâce à une aide financière.
  - Une mise à l'honneur lors de la soirée des trophées de la Lifsu.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 10.000 €**

**Taux de l'objectif : 25 %**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 2.500 €**

La Ligue Paris-Ile de France du sport universitaire s'engage à élargir le soutien au sport de haut niveau :

- Suivi des athlètes, conciliation des études et de la pratique compétitive, La LIFSU établit les calendriers des compétitions nécessaires pour se qualifier ;
- Possibilité d'accès à des chambres universitaires Accompagnement au logement des SHN (La LIFSU : Propose des chambres universitaires a SHN) ;
- 2. Organisation et/ou participation aux Championnats d'Europe par équipes d'Universités (EUSA), Championnats du Monde et Universiades (FISU) par équipes nationales, (Remboursement partiel des frais de déplacement par la LF SU) ;
- 3. valorisation de l'image du sport et de l'enseignement supérieur français à l'international :
  - Labellisation des établissements du supérieur « Génération 2024 »
  - Mise à l'honneur des sportifs de haut niveau

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE E 2023 : 32.500 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », la Ligue Paris-Ile de France du sport universitaire a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

### **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des évènements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).



**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23006543)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DES SPORTS DE GLACE**

Convention n° 21 SP SGL 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 19.680 €**

**Taux de l'objectif : 15,24%**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 3.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue Ile de France des sports de glace s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer les sports de glace : structuration des clubs de sports de glace ; favoriser l'attractivité et la diversification des disciplines ; favoriser l'accès à la filière compétition ;
- Promouvoir les disciplines et les pratiques moins connues pour trouver de nouveaux licenciés ou fidéliser les licenciés ;
- Organiser des portes ouvertes et initiation au curling, aux sports de glisse (ice cross, saut de barils, freestyle ), sports d'équipes : patinage synchronisé , ballets sur glace.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue Ile de France des sports de glace s'engage à réaliser l'action suivante :

- Intervenir auprès des sportifs lors des regroupements, mettre en place des actions en partenariat avec l'association Colosse aux pieds d'argile.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue ne prévoit pas d'action spécifique, car elle plus de 88% des licenciés sont de sexe féminin. Les actions visent plus à recruter des garçons en développant de nouvelles disciplines comme le Ice Cross.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue Ile de France des sports de glace s'engage à réaliser l'action suivante :

- Mettre en plan de la formation continue des entraineurs, organisation des portes ouvertes, actions incluses dans la diversification des pratiques.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 68.870 €**

**Taux de l'objectif : 8,71 %**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 6.000 €**

La ligue Ile de France des sports de glace s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place des stages de détection, de regroupements dans les disciplines : patinage artistique, patinage de vitesse (Short track) ;
- Organiser une compétition régionale pour les patineurs les plus jeunes et organiser les Championnats de ligue dans toutes les disciplines ;
- Accompagner les sportifs inscrits sur listes en particulier « Espoirs », (aide aux familles, prise en charge des inscriptions aux Championnats de France Elites pour 25 patineurs franciliens). Il n'existe pas de pôles espoirs en Île-de-France.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2023 : 9.000 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100.000 stages », la ligue Île-de-France des Sports de glace a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

**MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

#### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (dossier IRIS 23006546)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITÉ ILE-DE-FRANCE  
DE VOL EN PLANEUR**

Convention n° 21 SP VPL 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 27.800 €**

**Taux de l'objectif : 25,18 %**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 7.000 €**

**Ia / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

Le comité Ile de France de vol en planeur s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Développer la pratique vers de nouveaux publics : soutenir les classes BIA ;
- Organiser un stage de 2 jours en club Léoplaneur en partenariat avec l'US Léo Lagrange ;
- Promouvoir les métiers de l'aéronautique auprès des scolaires ;
- Mettre en place des actions de promotion auprès du grand public (salons et meetings) ;
- Accompagner la structuration des comités régionaux (professionnalisation) ;
- Organiser de stages de sécurité/voltige (positions inhabituelles) et participer à l'équipement des clubs en simulateurs de vol.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

Le comité Ile de France de vol en planeur s'engage à réaliser l'action suivante :

- Être relais dans les clubs des formations réalisées.

**Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

Le comité Ile de France de vol en planeur s'engage à réaliser l'action suivante :

- Organiser des actions dédiées dans les clubs « ça plane pour elles » : 70 vols avec participation financière limitée des bénéficiaires.

**Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

Le comité Ile de France de vol en planeur s'engage à réaliser l'action suivante :

- Nouer des partenariats avec les ligues handisport et sport adapté : affiliations FFH/ FFSA et vols promotionnels.

**II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

**Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 44.000 €**

**Taux de l'objectif : 22,73 %**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 10.000 €**

Le comité Ile de France de vol en planeur s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Accompagner les jeunes pour la participation aux championnats régionaux et nationaux ;
- Sélection des pilotes pour les championnats de France ;
- Encourager les pilotes confirmés à la pratique de la compétition ;
- Organisation des stages à St Auban sur Durance pour les jeunes sportifs.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2023 : 17.000 €**

Le Comité Île-de-France de Vol en planeur a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, il ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.

**MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006 « Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

**ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE  
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE  
DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 23005952)**

**ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA LIGUE ILE-DE-FRANCE  
DE VOL LIBRE**

Convention n° 21 SP VLI 001

**I) DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 24.950 €**

**Taux de l'objectif : 29,66 %**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 7.400 €**

**la / PROJET FÉDÉRAL destiné au développement de la discipline au niveau territorial**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place une programmation régulière de sorties accompagnées en Parapente ainsi que de journées découverte des activités du vol libre (à l'initiative des clubs), ouvertes à tous les publics, dont les publics spécifiques ;
- Organiser des sessions de formation au brevet de pilote et au brevet de pilote confirmé ;
- Organiser et aider à l'organisation d'évènements et de manifestations qui contribuent au développement de la pratique et au rayonnement du vol libre
- Acquisition et entretien de petits équipements et de matériel pour sécurisation de la pratique et des évènements (VHF, défibrillateur, ...) ;
- Aider à l'entretien de sites de pratique, tous publics ;
- Aider à l'achat de câble de treuil pour les sites de parapente et deltaplane ;
- Aider à l'acquisition de matériel de pratique pour le public jeunes.

**Ib / PLAN DE PRÉVENTION destiné à lutter contre les dérives (discriminations, homophobie, radicalisation...) et les violences (harcèlement, violences physiques et sexuelles)**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place des visioconférences accessible à tous les licenciés de la ligue et tout particulièrement les encadrants ;
- Multiplier, sur toute l'olympiade les actions d'informations sur tous les phénomènes de discriminations et de violences.

### **Ic / PLAN DE FÉMINISATION destiné à l'accès des femmes à la pratique sportive**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Intensifier les actions en multipliant les stages dédiés aux femmes, et poursuivre l'accueil et l'accompagnement des femmes voulant accéder au haut niveau.

### **Id / PLAN « SPORT ET HANDICAP » destiné à faciliter l'accès à la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap**

La ligue s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Organiser des journées découvertes parapente notamment grâce à l'investissement fait sur du matériel « Handi » quelques années auparavant ;
- Continuer à équiper les sites pour généraliser des accès pour les personnes en situation de handicap ;
- Pérenniser les actions de formation de « biplaceur Hand'Icare » ;
- Initier les actions de formation initiale afin d'augmenter le nombre de pratiquants (parapente, boomerang, kite et cerf-volant) handicapés ;
- Intégrer le handicap dans les équipes de ligue, avec un accès à la compétition.

## **II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE**

### **Ila / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs**

**Budget prévisionnel de l'objectif : 8.700 €**

**Taux de l'objectif : 29,88 %**

**Subvention prévisionnelle 2023 : 2.600 €**

La ligue s'engage à réaliser l'action suivante :

- Faciliter l'accès des jeunes à la compétition en développant des épreuves adaptées.

**SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2023 : 10.000 €**

Dès la mise en place de la mesure « 100 000 stages », la ligue Île-de-France de Vol Libre a informé l'Exécutif de son incapacité à accueillir des stagiaires. En effet, elle ne dispose pas de locaux, ni de personnel administratif pour assurer l'accompagnement des stagiaires. Considérant l'absence de conditions favorables, il est proposé de déroger à l'obligation d'accueil de stagiaires.



## **MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et Loisirs », code fonctionnel 326 « Manifestations sportives », programme HP 326-006

« Développement de la pratique et des événements », action 13200601 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds

### **: Avances**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

### **Acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### **Versement du solde**

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

## **Annexe 11 - Fiches projets Clubs d'excellence**

**DOSSIER N° EX079057 - GPSO 92 ISSY - CLUB PREMIUM - 1ERE ANNEE –  
SAISON SPORTIVE 2023-2024 -**

**Dispositif** : Clubs Excellence Île-de-France (n° 00000717)

**Délibération Cadre** : CR2017-47 modifiée du 09/03/2017

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200601- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Île-de-France	136 000,00 € TTC	7,35 %	10 000,00 €
Montant total de la subvention			10 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : GPSO 92 ISSY

Adresse administrative : 5 AVENUE JEAN BOUIN  
92130 ISSY LES MOULINEAUX

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur DAVID VALCKE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : dispositif des clubs Premium.

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le dispositif des clubs Premium prend en compte les actions pour la saison sportive 2023-2024 (soit du 1er septembre 2023 au 31 Août 2024).

**Description :**

Le GPSO 92 Issy, club de football 100% féminin et anciennement FF Issy a fêté ses 25 ans en 2022. Le club a atteint pour la première fois de leur histoire la Division 1 en 2012. S'en est suivie une alternance de montées et de descentes D1/D2. En 2020, le club a retrouvé l'élite et a pris à cette occasion le nom de GPSO 92 Issy.

Le club a abordé la saison sportive 2022-2023 en D2 dans des conditions difficiles, sur les plans administratif, financier (perte de ressources supérieure à 500 000 € en raison de la relégation en D2), et sportif (constitution d'un collectif compétitif avec des moyens réduits)

Malgré ces conditions, le club a réussi à maintenir l'équipe U19 en championnat national féminin, ce qui constitue une vraie réussite sportive. En 2023/2024, le GPSO 92 Issy restera le 4ème club francilien, avec 2 équipes engagées en championnat national (D3 féminine et championnat national féminin U19).

Le projet du club s'articule autour de plusieurs axes de développement :

- développer l'offre sportive et la capacité d'accueil pour devenir le plus grand club féminin de France en

nombre de licenciées et atteindre 400 adhérentes

dans un délai maximum de 3 ans,

- développer les dispositifs d'accompagnement des jeunes talents pour pérenniser

l'attractivité du club au plus haut niveau du football féminin : pré BAC (classes CHASE) et post BAC (apprentissage en alternance)

- développer les partenariats avec les acteurs territoriaux et économiques en élargissant progressivement le positionnement territorial du club à l'ensemble de GPSO et en animant une offre pour les partenaires privés (business club)

- poursuivre la professionnalisation de la structure du club en garantissant la disponibilité des compétences adéquates pour pérenniser une gestion rigoureuse des ressources.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- ISSY-LES-MOULINEAUX

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	37 000,00	27,21%
Frais de personnel	57 000,00	41,91%
Frais de formation	3 000,00	2,21%
Frais de déplacement	35 000,00	25,74%
Frais de restauration	4 000,00	2,94%
Total	136 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune (sollicitée)	70 000,00	51,47%
Subvention Département (sollicitée)	34 000,00	25,00%
Subvention Région Ile-de-France proposée	10 000,00	7,35%
Participation Ligue ou Comité régional	8 000,00	5,88%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	14 000,00	10,29%
Total	136 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079428 - PUC VOLLEY BALL FEMININ - CLUB ELITE –  
SAISON SPORTIVE 2023-2024 -**

**Dispositif** : Clubs Excellence Île-de-France (n° 00000717)

**Délibération Cadre** : CR2017-47 modifiée du 09/03/2017

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200601- Soutien au mouvement sportif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Clubs Excellence Île-de-France	315 970,00 € TTC	15,82 %	50 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : PUC VOLLEY BALL

Adresse administrative : 17 AVENUE PIERRE DE COUBERTIN  
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur CHRISTIAN KAPFER, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : dispositif des clubs élite.

**Dates prévisionnelles** : 1<sup>er</sup> septembre 2023 – 31 juillet 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le dispositif des clubs Elite prend en compte les actions durant la saison sportive 2023-2024.

**Description :**

Depuis la mise en place de la nouvelle équipe dirigeante en 2019, le PUC Volley Ball féminin connaît le plus gros développement de son histoire, grâce aux investissements de l'équipe dirigeante et bénévole et aux projets mis en place par le Club.

Le développement des sections et l'accueil du plus grand nombre permet de gagner en notoriété et de développer des sections loisirs tout en renforçant la compétitivité des équipes inscrites en championnat.

Le club a obtenu en 2022 le label Or Club Formateur et Label Or Volley Assis, décernés par la FFVB.

Les résultats sportifs de la saison 2022-2023 sont excellents :

**Équipes féminines :**

- Equipe 1 (championnat régional) : 4<sup>ème</sup> .
- Equipe 2 (Accession régional) : 3<sup>ème</sup> .

#### Équipes masculines :

- Équipe 1 (équipe pro) : 9<sup>ème</sup> en saison régulière, 3<sup>ème</sup> au Tournoi qualificatif pour l'Europe.
- Équipe 2 (élite) : 3<sup>ème</sup> de la poule A et 3<sup>ème</sup> en play-offs.

#### **Objectifs et actions pour le développement du club :**

##### 1. Développement de la pratique féminine

Le club remarque une augmentation du nombre de pratiquantes féminines depuis 3 saisons consécutives, plus de 40%. En effet, cela est un signe fort de l'attrait et de la pertinence de leur offre pour les femmes et les jeunes filles souhaitant s'engager dans le volley-ball. Cette augmentation significative est un reflet de leur engagement envers l'égalité des sexes et de leur détermination à encourager la participation des femmes dans ce sport.

Toutes les équipes féminines sont engagées en compétition dans toutes les catégories. Cette démarche contribue également à renforcer la visibilité du PUC Volley Ball féminin sur la scène sportive, à élever le niveau de compétition, et à renforcer l'esprit d'équipe au sein du club. Au sein du collectif d'encadrants, le PUC Volley Ball féminin souhaite obtenir la parité.

##### 2. Développement du Volley Santé

Les dirigeants poursuivent le développement de la section volley assis en augmentant le nombre de licenciés et en matière d'investissement. Ils interviennent auprès des jeunes et des personnes âgées.

##### 3. Objectifs sportifs

Le bilan sportif de la saison 2022-2023 est exceptionnel. Cette saison a été marquée par des performances magnifiques dans toutes les catégories pour les équipes féminines en passant avec succès toutes les phases du premier tour. Cette réussite témoigne de l'excellente préparation des équipes, de leur esprit d'équipe et de leur compétence sur le terrain.

L'objectif du club est le maintien de l'excellence sportive dans toutes les catégories et dans les établissements scolaires partenaires.

##### 4. Développement du Centre de Formation

- Mise en place d'une structure solide avec un directeur du centre de formation,
- Structuration en cours, besoin d'investissement financier important sur ce volet (encadrement médical, soutien psychologique et scolaire etc.).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### **Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels ou équipements sportifs	28 000,00	8,86%
Frais de personnel	200 810,00	63,55%
Frais de déplacement	40 000,00	12,66%
Frais de restauration et de fonctionnement	47 160,00	14,93%
Total	315 970,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région île-de-France proposée	50 000,00	15,82%
Subvention Commune (sollicitée)	100 000,00	31,65%
Partenaires privés	40 000,00	12,66%
Fonds propres	125 970,00	39,87%
Total	315 970,00	100,00%

## **Annexe 12 - Fiches projet Soutien évènements sportifs**



**DOSSIER N° EX079380 - TOURNOI DE FOOTBALL FEMININ U19 - ESSONNE CUP 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-657341-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	46 000,00 € HT	10,87 %	5 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		5 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BREUILLET

Adresse administrative : 42 GRANDE RUE  
91650 BREUILLET

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Véronique MAYEUR, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du Tournoi de football féminin U19, Essonne Cup 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mai 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La Ville de Breuillet va organiser le Tournoi de Football féminin Catégorie U19 Nationale du 23/08/2024 au 25/08/2024 à la Plaine des Sports de Breuillet, cette 5ème édition va accueillir à cette occasion 12 équipes dont 4 équipes étrangères.

Il y aura 24 matchs au total sur l'ensemble de la compétition, c'est un tournoi homologué et déclaré auprès des instances sportives (Ligue de Paris et la Fédération Française de Football). La qualité du plateau sportif qui est composé des meilleures équipes nationales ainsi que les valeurs de convivialité et du fair-play constituent la richesse de ce tournoi. Désormais, c'est un rendez-vous incontournable dans le calendrier sportif. Cet événement est un moment de festivité pour les clubs essonnais et les enfants des écoles de football.

La ville de Breuillet chaque année souhaite démontrer que le sport peut se décliner et se pratiquer au féminin au quotidien et lutter contre toutes les formes de discriminations. Il permet de créer de l'animation au sein de nos villes pendant sa durée.

Les objectifs de cette opération sont de proposer un plateau sportif de qualité et de préparer les équipes U19 au championnat de France qui débute au mois de septembre. Ce tournoi engendre une dynamique sur tout le territoire.

Les organisateurs de cette compétition comptent sur la présence d'environ 800 personnes.

**Localisation géographique :**

- BREUILLET
- BRUYERES-LE-CHATEL
- DOURDAN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	1 000,00	2,17%
Frais d'hébergement	27 700,00	60,22%
Frais de restauration	2 000,00	4,35%
Frais de déplacement	10 000,00	21,74%
Frais d'encadrement	500,00	1,09%
Communication	3 000,00	6,52%
Réception VIP	300,00	0,65%
Arbitrage	1 500,00	3,26%
Total	46 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	10,87%
Subvention Département	5 000,00	10,87%
Fonds propres	13 000,00	28,26%
Partenaires privés	23 000,00	50,00%
Total	46 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079072 - COUPE DE FRANCE DE BREAKING 2023**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-657351-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	118 000,00 € TTC	29,66 %	35 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		35 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
CERGY-PONTOISE  
Adresse administrative : PARVIS DE LA PREFECTURE  
95027 CERGY  
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération  
Représentant : Monsieur Jean-Paul JEANDON, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de la Coupe de France de Breaking 2023

**Dates prévisionnelles** : 5 janvier 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La communauté d'agglomération de Cergy Pontoise va organiser la 3ème édition de la Coupe de France de Breaking (CDF) qui doit se dérouler au complexe sportif Maradas Joël Motyl de samedi 16 décembre 2023.

Cette manifestation est organisée avec le concours de la Fédération Française de Danse (FFD). Cette Coupe de France de Breaking réunira 60 danseurs. A cette occasion les équipes des BBoys et des BBGirls s'affronteront sans catégories d'âges.

Des concerts et des animations sont prévus pour faire de cet événement un véritable show sportif qui bénéficiera d'une couverture média.

Cet événement sportif d'un niveau élevé comptera 2 moments spécifiques :

- une semaine de sensibilisation du Breaking se déroulera avant la Coupe de France. cette opération se tiendra dans les écoles de l'agglomération en partenariat avec les communes, le Conservatoire à rayonnement régional ainsi que le Forum.

- à l'image de l'édition précédente, cette compétition affichera 2 finales et différents shows. Enfin, le concert de clôture constituera le moment fort de cette opération.

Le Breaking est un style de danse urbaine né dans les années 1970 dans le quartier du Bronx à New York. Il fait partie intégrante de la culture hip-hop et se caractérise par une combinaison de mouvements athlétiques impliquant des rotations, des flips et autres mouvements de corps complexes, il a été retenu pour les JOP Paris 2024.

Les organisateurs attendent la présence d'environ 1500 spectateurs.

**Localisation géographique :**

- PONTOISE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	71 400,00	60,51%
Frais d'hébergement	800,00	0,68%
Frais de restauration	1 197,00	1,01%
Communication	15 000,00	12,71%
Frais pour audiovisuel	1 951,00	1,65%
Gestion compétition / chronométrage	15 800,00	13,39%
Frais de sécurité	1 852,00	1,57%
Prestations diverses	10 000,00	8,47%
Total	118 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	35 000,00	29,66%
Subvention Département	25 000,00	21,19%
Fonds propres	55 000,00	46,61%
Billetterie	3 000,00	2,54%
Total	118 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079370 - OXY TRAIL 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-657351-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	285 000,00 € TTC	3,51 %	10 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		10 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CAPVM COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PARIS VALLEE DE LA MARNE

Adresse administrative : 5 CRS DE L'ARCHE GUEDON  
77200 TORCY

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur GUILLAUME LE LAY-FELZINE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de l'Oxy Trail 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mars 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Organisé par la Communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne, l'Oxy'Trail est un événement sportif composé de différentes courses sur des parcours mi-nature mi-urbain, de courses enfants et d'un village d'animations au parc de Noisiel. Cet événement sportif se déroulera les 27/04/2024 et 28/04/2024.

Les départs et arrivées des courses se déroulent au cœur du village Oxy'Trail. Les parcours sont variés sillonnant de nombreux lieux emblématiques du territoire : les jardins classés du château de Champs-sur-Marne, les bords de Marne, les îles-de-loisirs de Vaires-sur-Marne et de Torcy (site olympique Paris 2024 pour le canoë-kayak).

Avec 6 000 participants et 10 000 spectateurs 'est l'un des plus importants trail de France.

Cet événement a pour but de promouvoir le sport, autour d'un événement fédérateur et festif ainsi que de faire découvrir la richesse environnementale du territoire. L'Oxy 'Trail répond notamment aux enjeux que sont la valorisation du patrimoine et le développement du tourisme et l'éco-responsabilité.

**Localisation géographique :**

- NOISIEL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	55 000,00	19,30%
Aménagement du site et location de matériels	80 000,00	28,07%
Frais de restauration	10 000,00	3,51%
Indemnités bénévoles	3 000,00	1,05%
Frais de déplacement	2 000,00	0,70%
Taxes diverses	300,00	0,11%
Communication	65 000,00	22,81%
Frais pour audiovisuel	21 000,00	7,37%
Réception VIP	200,00	0,07%
Logistique	18 000,00	6,32%
Gestion compétition / chronométrage	17 000,00	5,96%
Arbitrage	500,00	0,18%
Frais de sécurité	13 000,00	4,56%
Total	285 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	10 000,00	3,51%
Subvention Département	12 000,00	4,21%
Fonds propres	70 000,00	24,56%
Partenaires privés	65 000,00	22,81%
Inscriptions	125 000,00	43,86%
Vente produits finis	3 000,00	1,05%
Total	285 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX069400 - WORLD GRAND PRIX DE TAEKWONDO 2023**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	720 000,00 € TTC	13,89 %	100 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		100 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE TAEKWONDO ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Adresse administrative : 25, RUE SAINT ANTOINE  
69003 LYON

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Hassane SADOK, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du World Grand Prix de Taekwondo 2023

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2022 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Le Grand Prix Série II de Taekwondo est inscrit sur le calendrier international de la Fédération Internationale de Taekwondo comme l'une des compétitions majeures de la saison. Cette manifestation sportive organisée par la Fédération Française de Taekwondo du 29/08/2023 au 03/09/2023 fait partie d'une série de 3 Grand Prix qui regroupent en juin, septembre et novembre les 32 meilleurs athlètes mondiaux des 8 catégories de poids olympiques masculines et féminines.

Ces grands événements s'inscrivent comme des compétitions incontournables dans la course au « Ranking Olympiques » de Paris 2024 en attribuant 60 points aux vainqueurs de chaque catégorie.

Le World Para Taekwondo Grand Prix s'inscrit dans cette même dynamique en regroupant les athlètes internationaux Para-Taekwondo, dans 10 catégories de poids masculines et féminines, en course pour la sélection Paralympique.

### Programme :

- Head of team meeting le 29/08/2023
- World Para Taekwondo Grand Prix le 30/08/2023
- Grand Prix Série II les 01, 02 et 03/09/2023

Cet évènement verra la participation des 256 meilleurs athlètes mondiaux masculins et féminins dans les 8 catégories de poids olympiques, des 120 meilleurs athlètes para-taekwondo, mondiaux masculins et féminins dans les 10 catégories de poids olympiques

Les Finales et 1/2 finales du World Para Grand Prix se dérouleront le 20 août 2023.

Les Finales et 1/2 finales du Grand Prix Série se dérouleront les 01-02-03/09/2023.

### **Localisation géographique :**

- LEVALLOIS-PERRET

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

## **PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	25 000,00	3,47%
Aménagement du site et location de matériels	5 000,00	0,69%
Frais d'hébergement	250 000,00	34,72%
Frais de restauration	30 000,00	4,17%
Indemnités bénévoles	10 000,00	1,39%
Frais de déplacement	35 000,00	4,86%
Frais d'encadrement	15 000,00	2,08%
Communication	30 000,00	4,17%
Redevance fédération internationale	100 000,00	13,89%
Frais pour audiovisuel	50 000,00	6,94%
Réception VIP	15 000,00	2,08%
Logistique	50 000,00	6,94%
Gestion compétition / chronométrage	50 000,00	6,94%
Arbitrage	30 000,00	4,17%
Frais de sécurité	25 000,00	3,47%
Total	720 000,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	100 000,00	13,89%
Subvention Département	25 000,00	3,47%
Subvention Commune	15 000,00	2,08%
Fonds propres	310 000,00	43,06%
Subvention Etat (ANS, Ministères, ...)	210 000,00	29,17%
Billetterie	15 000,00	2,08%
Inscriptions	35 000,00	4,86%
Vente produits finis	10 000,00	1,39%
Total	720 000,00	100,00%



**DOSSIER N° EX078331 - FINALES DU CHAMPIONNAT DU MONDE DE SAVATE 2023 - SAVATE PRO TOUR**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	66 675,00 € TTC	20,00 %	13 335,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		13 335,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LIGUE ILE DE FRANCE DE SAVATE BOXE FRANCAISE ET DISCIPLINE ASSOCIEES  
Adresse administrative : 49 RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE  
75009 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur ALAIN SZENICER, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation des Finales des championnats du Monde de savate 2023

**Dates prévisionnelles** : 5 février 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La ligue Île-de-France de savate Boxe Française organise les Finales féminines du championnat du Monde 2023 en complément de la Savate Pro Tour qui est une compétition créée par la Fédération Française de Savate Boxe Française et Disciplines Associées.

La Savate Pro Tour est une forme de compétition promotionnelle en combat où les meilleurs athlètes issus des championnat Elite de savate boxe française s'opposent à des athlètes issus d'autres sports de combat pieds/poings dans les règles de la savate. L'objectif est de permettre d'assurer la promotion de la savate et de valoriser nos athlètes.

L'évènement se déroulera à Colombes le 07 octobre 2023 à quelques mois des JO 2024, 99 ans après que la savate ait été sport de démonstration des JO 1924 qui s'étaient déroulés à Colombes.

L'objectif est de permettre d'assurer la promotion de la savate et de valoriser les athlètes. L'évènement se déroulera à Colombes le 7 octobre 2023 à quelques mois des JOP Paris 2024, 99 ans après que la savate ait été sport de démonstration des Jeux Olympiques de 1924 qui s'étaient déroulés à Colombes.

La manifestation sportive comprendra 3 finales féminines, du Championnat du Monde de Savate Combat 2023, opposant 3 athlètes françaises, dont 2 franciliennes, à des adversaires de pays étrangers, suite au tournoi qualificatif ayant eu lieu en Croatie au mois de juillet. Cette compétition se déroulera dans la soirée du samedi 07 octobre 2023 au gymnase Ambroise Paré à Colombes.

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 1000 personnes, tout public licenciés et non licenciés pour cette opération qui bénéficiera également d'une retransmission en direct sur une chaîne sportive.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- COLOMBES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de communication	4 400,00	6,60%
Frais pour l'accueil	300,00	0,45%
Frais animations et aménagement du site	5 200,00	7,80%
Prestations techniques	23 400,00	35,10%
Frais de restauration et hébergement	18 900,00	28,35%
Sécurité	3 700,00	5,55%
Frais de logistique sportive	10 775,00	16,16%
Total	66 675,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	13 335,00	20,00%
Fonds propres	15 840,00	23,76%
Subvention Etat (ANS)	2 000,00	3,00%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	4 000,00	6,00%
Billetterie	31 500,00	47,24%
Total	66 675,00	100,00%

**DOSSIER N° EX078481 - LES FOULEES LIVRYENNES 2023**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	14 800,00 € TTC	28,38 %	4 200,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		4 200,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LGA LIVRY GARGAN ATHLETISME  
Adresse administrative : AVENUE DU MARECHAL LECLERC  
93370 MONTFERMEIL  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur LEON SEXTIUS, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation des Foulées Livryennes 2023

**Dates prévisionnelles** : 5 février 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

L'association Livry Gargan Athlétisme organise la 8ème édition des Foulées Livryennes le dimanche 8 octobre 2023. C'est une manifestation sportive de course à pied, rassemblant plus de 500 coureurs du département et la région Île-de-France.

C'est une opération qui s'adresse aux débutants, comme aux coureurs de niveau national et international en respectant les règles de la Fédération Française d'Athlétisme, à l'appui de 150 bénévoles.

Les Foulées Livryennes 2023 proposent 4 courses dont 2 courses pour les enfants, une course de 5 kilomètres, ouverte aux adolescents et aux adultes en course ou en marche sur le thème « Bouger, c'est la santé » et 1 course de 10 kilomètres sur un parcours rapide, performant, mesurée officiellement et bénéficiant d'un Label FFA, ouverte à tous les niveaux.

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 1500 spectateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- LIVRY-GARGAN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	2 500,00	16,89%
Aménagement du site et location de matériels	1 600,00	10,81%
Indemnités bénévoles	3 000,00	20,27%
Frais d'encadrement	2 300,00	15,54%
Communication	1 000,00	6,76%
Logistique	2 000,00	13,51%
Gestion compétition / chronométrage	800,00	5,41%
Arbitrage	800,00	5,41%
Frais de sécurité	800,00	5,41%
Total	14 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	4 200,00	28,38%
Subvention Département	4 500,00	30,41%
Subvention Commune	1 100,00	7,43%
Fonds propres	300,00	2,03%
Partenaires privés	1 500,00	10,14%
Inscriptions	3 200,00	21,62%
Total	14 800,00	100,00%

**DOSSIER N° EX078482 - TOURNOI INTERNATIONAL DE GYMNASTIQUE DE COMBS-LA-VILLE  
2023**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	65 800,00 € TTC	7,60 %	5 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		5 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CACV GYMNASTIQUE SPORTIVE  
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
77380 COMBS-LA-VILLE  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur JEAN-YVES CALLON, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du tournoi international de gymnastique de Combs-la-Ville 2023

**Dates prévisionnelles** : 5 février 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

L'association CACV Gymnastique sportive organise la 27ème édition du Tournoi International de Gymnastique de Combs la Ville les 18/11/2023 et 19/11/2023. Ce tournoi est une épreuve internationale de Gymnastique Artistique Féminine, inscrite au calendrier officiel de la Fédération Internationale de Gymnastique (FIG) est soutenue par la Fédération Française de Gymnastique, ses structures déconcentrées régionales et départementales ainsi que les instances sportives régionale et départementale du comité olympique ainsi que le ministère des Sports.

Cette compétition, sur deux jours dans un format officiel homologué par la FIG, sert de test national pour les collectifs français et étrangers en vue des grandes échéances internationales : équipes en préparation pour les jeux olympiques Paris 2024, pour les championnats du Monde ou pour les championnats d'Europe.

C'est une compétition par équipe et en individuel sur deux journées dans un format officiel homologué par la FIG.

- le 18/11/2023 : le programme général : Compétition par équipe et individuelles.
- le 19/11/2023 : les finales aux agrès avec 8 finales : les 4 agrès (saut, barres asymétriques, poutre, sol) pour les catégories espoirs et juniors.

Combs la Ville est centre de préparation pour les JO Paris 2024 (CPJ) et à moins d'un an des jeux de Paris 2024, les délégations étrangères viennent se préparer, elles utilisent le tournoi comme test "grandeur nature" avec les équipes de France, des équipes nationales venant de tous les continents et quelques Pôles Français et étrangers.

Cela correspond à environ une douzaine de nations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- COMBS-LA-VILLE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	8 000,00	12,16%
Aménagement du site et location de matériels	2 500,00	3,80%
Frais d'hébergement	25 000,00	37,99%
Frais de restauration	6 500,00	9,88%
Frais de personnel (charges comprises)	5 500,00	8,36%
Indemnités bénévoles	2 700,00	4,10%
Frais de déplacement	3 000,00	4,56%
Communication	2 000,00	3,04%
Redevance fédération internationale	3 100,00	4,71%
Frais pour audiovisuel	2 500,00	3,80%
Réception VIP	500,00	0,76%
Logistique	1 500,00	2,28%
Arbitrage	1 500,00	2,28%
Frais de sécurité	1 500,00	2,28%
Total	65 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	7,60%
Subvention Département	13 000,00	19,76%
Subvention Commune	9 000,00	13,68%
Fonds propres	15 300,00	23,25%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	5 500,00	8,36%
Partenaires privés	4 000,00	6,08%
Billetterie	7 000,00	10,64%
Vente produits finis	7 000,00	10,64%
Total	65 800,00	100,00%

**DOSSIER N° EX078483 - SEMI-MARATHON DE BOULOGNE-BILLANCOURT 2023**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	470 000,00 € TTC	1,60 %	7 500,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		7 500,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ATHLETIC CLUB DE BOULOGNE BILLANCOURT

Adresse administrative : 10 RUE LIOT  
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur JEAN-PIERRE EPARS, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du Semi-marathon de Boulogne-Billancourt 2023

**Dates prévisionnelles** : 5 janvier 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

En perpétuelle évolution depuis sa création en 1997, l'édition 2023 du Semi-Marathon de Boulogne-Billancourt "Christian Granger" devrait rassembler près de 10 000 coureurs, dont 92% de franciliens, avec comme toujours un joli plateau d'élites nationales et internationales.

En effet, à l'occasion de cette course organisée par l'ACBB (Athlétique Club de Boulogne-Billancourt) le 26/11/2023, tous les passionnés de course à pied pourront se réunir autour de cette opération labélisée par le FFA (Fédération Française d'Athlétisme).

C'est également le 3ème plus grand semi-marathon de France en nombre de participants. Son objectif est de promouvoir, gérer et organiser la pratique de la course à pied sur route, sous le format d'un semi-marathon (21,1km).

Notre but est également de promouvoir le territoire francilien, lutter contre le handicap et encourager les citoyens à la pratique du sport comme divertissement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- BOULOGNE-BILLANCOURT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Indemnités bénévoles	24 000,00	5,11%
Taxes diverses	15 000,00	3,19%
Frais d'encadrement	72 000,00	15,32%
Communication	30 000,00	6,38%
Redevance fédération internationale	30 000,00	6,38%
Réception VIP	25 000,00	5,32%
Logistique	229 000,00	48,72%
Frais de sécurité	45 000,00	9,57%
Total	470 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	7 500,00	1,60%
Partenaires privés	70 000,00	14,89%
Billetterie	12 500,00	2,66%
Inscriptions	380 000,00	80,85%
Total	470 000,00	100,00%



**DOSSIER N° EX078863 - ECO TRAIL PARIS ÎLE-DE-FRANCE 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	585 000,00 € TTC	1,71 %	10 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		10 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LES TRAILERS DE PARIS IDF  
Adresse administrative : 15 SENTIER DES TRICOTS  
92130 ISSY LES MOULINEAUX  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur CLEMENT DE STAEL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de l'Eco Trail Paris Île-de-France 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 décembre 2022 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Une nouvelle fois, l'association "les Trailers de Paris Île-de-France" va organiser le 16 mars 2023 la 17ème édition de l'EcoTrail Paris Île-de-France. Cette manifestation originale traversera une vingtaine de communes et 3 départements de la Région Île-de-France.

Cette épreuve qui a été créée avec la volonté de proposer une manifestation sportive en milieu naturel mettant en valeur espaces verts et urbanisme, propose 7 épreuves réparties sur une journée :

- Trail 80km (épreuve du Trail Tour National organisé par la FFA)
- Trail 45km
- Trail 30km
- Trail 18km
- Trail 10km
- Marche Nordique 18 km
- Marche nordique 10 km

Cette édition 2023 prévoit environ 13000 participants dont plus de 85% de Franciliens, 350 bénévoles seront mobilisés à cette occasion.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	120 000,00	20,51%
Aménagement du site et location de matériels	150 000,00	25,64%
Frais d'hébergement	12 000,00	2,05%
Frais de restauration	15 000,00	2,56%
Frais de personnel (charges comprises)	2 000,00	0,34%
Frais de déplacement	6 000,00	1,03%
Frais d'encadrement	19 000,00	3,25%
Communication	78 000,00	13,33%
Redevance fédération internationale	2 000,00	0,34%
Réception VIP	6 000,00	1,03%
Logistique	55 000,00	9,40%
Gestion compétition / chronométrage	70 000,00	11,97%
Frais de sécurité	50 000,00	8,55%
Total	585 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	10 000,00	1,71%
Subvention Département	20 000,00	3,42%
Subvention Commune	2 000,00	0,34%
Partenaires privés	100 000,00	17,09%
Inscriptions	453 000,00	77,44%
Total	585 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX078962 - EDF AQUA CHALLENGE 2023**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	52 000,00 € TTC	9,62 %	5 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		5 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LIFN LIGUE REGIONALE IDF DE LA FF DE NATATION  
Adresse administrative : 163 BOULEVARD MORTIER  
75020 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur BENELHADJ LAZREG, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de l'EDF Aqua Challenge 2023

**Dates prévisionnelles** : 5 février 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La ligue Île-de-France de Natation organise l'EDF Aqua Challenge les 16/09/2023 et 17/09/2023 au canal de l'Ourcq à Paris, en effet la Fédération Française de Natation (FFN) a lancé en 2018 une tournée nationale promotionnelle de nage en eau libre pour les licenciés pratiquants mais également en faveur du grand public : l'EDF Aqua Challenge.

L'objectif de cette opération est de répondre à une demande populaire forte pour les défis grandeur nature, sachant que la Fédération qui est à l'initiative de l'EDF Aqua Challenge, proposera 13 étapes réparties sur l'ensemble du territoire.

Pour cette 5ème édition, plus de 800 participants sont attendus sur les 2 journées, pour l'ensemble des 3 courses proposées : course S de 1250 m, course M de 2,5 km et course de 5km.  
Près de 1000 spectateurs sont attendus.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	8 000,00	15,38%
Aménagement du site et location de matériels	2 500,00	4,81%
Frais d'hébergement	800,00	1,54%
Frais de restauration	400,00	0,77%
Taxes diverses	1 000,00	1,92%
Frais d'encadrement	1 000,00	1,92%
Communication	20 400,00	39,23%
Frais pour audiovisuel	500,00	0,96%
Logistique	4 400,00	8,46%
Gestion compétition / chronométrage	2 500,00	4,81%
Frais de sécurité	10 500,00	20,19%
Total	52 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	9,62%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	35 000,00	67,31%
Partenaires privés	8 400,00	16,15%
Inscriptions	3 600,00	6,92%
Total	52 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079070 - TOURNOI INTERNATIONAL DE KARATE OPEN DE PARIS 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	285 000,00 € TTC	17,54 %	50 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FFKDA FEDERATION FRANCAISE DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Adresse administrative : 39 RUE BARBES  
92120 MONTROUGE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur FRANCIS DIDIER, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du tournoi international de Karaté Open de Paris 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mars 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La Fédération Française de Karaté va organiser du 26/01/2024 au 28/01/2024, le tournoi international de Karaté Open de Paris 2024 qui est l'événement emblématique et incontournable du karaté français.

Organisé chaque année par la Fédération Française de Karaté au mois de janvier, cet événement international rassemble depuis 1995 les meilleurs karatékas français et mondiaux 3 jours durant, dans la salle mythique du gymnase Pierre de Coubertin qui peut accueillir jusqu'à 5000 spectateurs.

Depuis la crise sanitaire du COVID 19, cet évènement permet à nouveau d'accueillir toute la famille mondiale du Karaté, avec notamment plus de 700 compétiteurs provenant de 70 pays lors des 3 journées de compétition.

- Vendredi 26 janvier : 1<sup>er</sup> jour des éliminations avec 7 catégories,
- Samedi 27 janvier : 2<sup>ème</sup> jour des éliminations avec 7 catégories,
- Dimanche 28 janvier : Finales et petites finales pour toutes les catégories.

Déjà considéré comme le plus grand tournoi de l'année, l'Open International de Karaté de Paris 2024 permettra également de rassembler la grande famille du karaté français autour de l'Equipe de France et de son champion olympique, Steven Da Costa.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	78 000,00	27,37%
Frais d'hébergement	30 000,00	10,53%
Frais de restauration	47 000,00	16,49%
Indemnités bénévoles	1 500,00	0,53%
Frais de déplacement	23 000,00	8,07%
Communication	34 000,00	11,93%
Redevance fédération internationale	30 000,00	10,53%
Logistique	1 500,00	0,53%
Frais de sécurité	20 000,00	7,02%
Prestations diverses	20 000,00	7,02%
Total	285 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	50 000,00	17,54%
Fonds propres	166 600,00	58,46%
Billetterie	30 000,00	10,53%
Inscriptions	38 400,00	13,47%
Total	285 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079126 - CHAMPIONNAT D'EUROPE D'ESCRIME FAUTEUIL 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	1 250 000,00 € TTC	4,80 %	60 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		60 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE HANDISPORT

Adresse administrative : 42 RUE LOUIS LUMIERE  
75020 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame GUISLAINE WESTELYNCK, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du Championnat d'Europe d'Escrime Fauteuil 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 février 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La Fédération Française Handisport va organiser le Championnat d'Europe d'escrime fauteuil du 03 au 11 mars 2024 au stade Georges Carpentier à Paris.

Cette opération aura comme principal objectif le développement du mouvement handisport dans la Région Île-de-France, avec la participation de 200 athlètes de haut-niveau internationaux pendant 9 journées, l'entrée sera gratuite pour le public.

L'escrime fauteuil est une discipline mixte qui se pratique dans un fauteuil roulant maintenu solidement dans un appareil de fixation spécifique. Les athlètes ne pouvant ni avancer ni reculer, ils sont très proches de leur adversaire, garantissant ainsi des matchs de haute intensité. Comme dans sa version olympique, l'escrime fauteuil se pratique au fleuret, à l'épée et au sabre.

Cette opération sera une très bonne préparation pour les JOP Paris 2024, sachant que les épreuves d'escrime fauteuil seront organisées dans la nef d'un Grand Palais tout juste rénové.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	260 000,00	20,80%
Frais d'hébergement	380 000,00	30,40%
Frais de restauration	170 000,00	13,60%
Frais de personnel (charges comprises)	140 000,00	11,20%
Indemnités bénévoles	45 000,00	3,60%
Frais de déplacement	34 000,00	2,72%
Taxes diverses	6 000,00	0,48%
Frais d'encadrement	25 000,00	2,00%
Communication	170 000,00	13,60%
Gestion compétition / chronométrage	20 000,00	1,60%
Total	1 250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	60 000,00	4,80%
Subvention Département	60 000,00	4,80%
Subvention Etat (ANS, Ministères, ...)	260 000,00	20,80%
Partenaires privés	225 000,00	18,00%
Billetterie	5 000,00	0,40%
Inscriptions	616 000,00	49,28%
Vente produits finis	24 000,00	1,92%
Total	1 250 000,00	100,00%



**DOSSIER N° EX079166 - MEETING D'ATHLETISME DIAMOND LEAGUE DE PARIS 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	1 250 000,00 € HT	6,00 %	75 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		75 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE ATHLETISME

Adresse administrative : 33 AVENUE PIERRE DE COUBERTIN  
75013 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur ANDRE GIRAUD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du Meeting d'athlétisme Diamond League de Paris 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mai 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La Fédération Française d'Athlétisme va organiser le Meeting d'athlétisme Diamond League de Paris, qui est une compétition internationale, dont le déroulement est prévu au Stade Charléty, le dimanche 07 juillet 2024.

Il fait partie du circuit de compétitions réunissant les meilleurs meetings de la planète. A quelques semaines des JOP Paris 2024, les plus grands athlètes seront présents dans cette prestigieuse enceinte.

Cet événement « patrimoine » de la FFA a connu sa meilleure édition en 2023 grâce à des résultats sportifs exceptionnels, une affluence record avec une audience TV et une visibilité médiatique importantes.

Pour cette édition 2024 qui aura lieu peu de temps avant l'ouverture des JOP Paris 2024, la Fédération Française d'Athlétisme a pour ambition de consolider la réussite de l'événement 2023, avec des exigences qualitatives accrues et la mise en place d'animations sportives au service d'une ambiance festive spécifique.

Les 300 athlètes présents se départageront sur les 14 épreuves du circuit mondial :

- Femme : 200m / 800m / 5000m / 110m haies / Hauteur / Disque / Javelot
- Homme : 100m / 400m / 1500m / 3000m Steeple / 400m haies / Perche / Triple Saut

Les organisateurs attendent environ 17 000 spectateurs.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	160 000,00	12,80%
Aménagement du site et location de matériels	180 000,00	14,40%
Frais d'hébergement	80 000,00	6,40%
Frais de restauration	80 000,00	6,40%
Frais de personnel (charges comprises)	110 000,00	8,80%
Frais de déplacement	130 000,00	10,40%
Communication	190 000,00	15,20%
Réception VIP	10 000,00	0,80%
Logistique	25 000,00	2,00%
Frais de sécurité	35 000,00	2,80%
Prestations diverses	250 000,00	20,00%
Total	1 250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	75 000,00	6,00%
Subvention Commune	35 000,00	2,80%
Fonds propres	100 000,00	8,00%
Partenaires privés	790 000,00	63,20%
Billetterie	250 000,00	20,00%
Total	1 250 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079170 - PERCHE ELITE ASNIERES TOUR 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	115 000,00 € TTC	26,09 %	30 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		30 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LIFA LIGUE IDF ATHLETISME

Adresse administrative : 16 RUE VINCENT COMPOINT  
75018 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur JEAN-JACQUES GODARD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de l'opération Perche élite Asnières Tour 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mai 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La ligue Île-de-France d'athlétisme organise l'opération « Perche Elite Tour d'Asnières-sur-Seine » le 09/03/2024, c'est un événement très attendu chez les perchistes. En effet, tous les hivers, un circuit français est organisé avec une étape en Île-de-France. La compétition débute le matin avec les plus jeunes jusqu'au soir avec les plus grands perchistes du Monde.

La ligue Île-de-France d'athlétisme s'appuie sur cet événement sportif comme un véritable show, un spectacle, tout en maintenant son caractère officiel. Effectivement, ces rendez-vous permettent aux athlètes d'y battre leur record personnel et pour les meilleurs de préparer les grandes échéances internationales.

Les organisateurs attendent environ 1500 spectateurs pour encourager plus de 200 participants dont 60 athlètes de haut-niveau, le concours Elite hommes et femmes comprendra les meilleurs athlètes européens de cette discipline.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- ASNIERES-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'hébergement	10 000,00	8,70%
Frais de restauration	3 000,00	2,61%
Frais de personnel (charges comprises)	10 000,00	8,70%
Indemnités bénévoles	10 000,00	8,70%
Frais de déplacement	7 000,00	6,09%
Frais d'encadrement	2 000,00	1,74%
Communication	29 000,00	25,22%
Réception VIP	7 000,00	6,09%
Logistique	6 200,00	5,39%
Gestion compétition / chronométrage	2 700,00	2,35%
Frais de sécurité	6 500,00	5,65%
Prestations de service diverses	21 600,00	18,78%
Total	115 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	30 000,00	26,09%
Subvention Département	30 000,00	26,09%
Subvention Commune	5 000,00	4,35%
Fonds propres	30 000,00	26,09%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	10 000,00	8,70%
Partenaires privés	5 000,00	4,35%
Billetterie	5 000,00	4,35%
Total	115 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079200 - SOIREEES OLYMPIQUES ÎLE-DE-FRANCE A LA MAISON DE L'ATHLETISME EN 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	250 000,00 € TTC	18,00 %	45 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		45 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FED FRSE ATHLETISME  
Adresse administrative : 33 AVENUE PIERRE DE COUBERTIN  
75013 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur ANDRE GIRAUD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de soirées Olympiques Île-de-France à la Maison de l'Athlétisme en 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 septembre 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Avec le concours de la Région, la Fédération Française d'Athlétisme (FFA) va organiser une série d'évènements sportif locaux avec 3 soirées spécifiques "Région Île-de-France" durant la semaine de l'athlétisme olympique, prévue entre le 2 et le 10 août 2024. Les dates seront précisées en fonction du programme sportif et extra-sportif définitif de la Région et de la FFA. Les championnats internationaux sont l'occasion pour la fédération de réunir ses principaux acteurs, au sein du Club France, en 2024, la FFA ira au-delà des dispositifs habituels. Grâce à des synergies partenariales, le siège fédéral sera totalement délocalisé à Saint-Denis pendant la période olympique, à proximité immédiate du Stade de France.

Le temps des Jeux, ce site d'accueil permettra au personnel fédéral de travailler dans l'ambiance olympique, et nous pourrons y recevoir toutes les composantes de la famille de l'athlétisme et à cette occasion les journées, soirées et séquences thématiques pourront également y être organisées.

C'est dans ce cadre que nous proposons d'identifier « Île-de-France » certaines de ces séquences, au cours de 3 soirées spécifiques avec des athlètes : international, outremer et champions.

En présence des membres de l'équipe de France, athlètes et médaillés olympiques français et étrangers environ 200 personnes participeront à ces soirées.

**Localisation géographique :**

- SAINT-DENIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	25 000,00	10,00%
Aménagement du site et location de matériels	30 000,00	12,00%
Frais d'hébergement	7 500,00	3,00%
Frais de restauration	70 000,00	28,00%
Frais de personnel (charges comprises)	15 000,00	6,00%
Frais de déplacement	5 000,00	2,00%
Communication	15 000,00	6,00%
Frais pour audiovisuel	25 000,00	10,00%
Réception VIP	30 000,00	12,00%
Logistique	10 000,00	4,00%
Frais de sécurité	12 500,00	5,00%
Prestations diverses	5 000,00	2,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	45 000,00	18,00%
Fonds propres	125 000,00	50,00%
Partenaires privés	80 000,00	32,00%
Total	250 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079201 - CHAMPIONNATS DU MONDE IWWF DE WAKEBOARD, WAKESKATE ET PARA WAKEBOARD CABLE 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	530 000,00 € TTC	15,09 %	80 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		80 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE SKI NAUTIQUE ET DE WAKEBOARD

Adresse administrative : CHEMIN DES BOEUFs  
94000 CRETEIL

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur PATRICE MARTIN, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation des championnats du monde IWWF de Wakeboard, Wakeskate et Para-Wakeboard Câble 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 février 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Après l'organisation des championnats d'Europe en 2023, la Fédération Française de Ski Nautique et de Wakeboard propose de porter les championnats du Monde de Wakeboard, Wakeskate et para Wakeboard câble au cours de l'année 2024. Cet événement sportif majeur l'année des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris va se dérouler sur le Parc des Sports de Choisy - Paris - Val-de-Marne probablement au mois de juin ou début juillet, pendant 8 journées dont 6 de compétition.

Dans ce cadre, la Fédération souhaite accueillir des Championnats du Monde IWWF de Wakeboard, Wakeskate & Para-Wakeboard Câble, avec l'équipe de France et les meilleurs athlètes féminins, masculins et para du monde pour un événement reconnu GESI avec les tous 1er Mondiaux de cette discipline en France, l'un des objectifs est de pouvoir valoriser les athlètes de l'équipe de France et de faire découvrir ce sport accessible à toutes et à tous.

Le site de l'événement se trouvant dans un parc public accessible gratuitement, l'audience attendue devrait être de 1 000 à 1 500 par journée.

Le public ciblé est à la fois jeune et familial avec notamment le grand public amateurs de sports mais également les établissements scolaires et universitaires, ainsi que les publics éloignés de la pratique sportive et des JOP, pour leur faire découvrir un événement spectaculaire.

**Localisation géographique :**

- CHOISY-LE-ROI

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	30 000,00	5,66%
Aménagement du site et location de matériels	70 000,00	13,21%
Frais d'hébergement	60 000,00	11,32%
Frais de restauration	50 000,00	9,43%
Frais de personnel (charges comprises)	20 000,00	3,77%
Frais de déplacement	20 000,00	3,77%
Communication	40 000,00	7,55%
Redevance fédération internationale	120 000,00	22,64%
Frais pour audiovisuel	60 000,00	11,32%
Réception VIP	10 000,00	1,89%
Logistique	10 000,00	1,89%
Gestion compétition / chronométrage	10 000,00	1,89%
Frais de sécurité	30 000,00	5,66%
Total	530 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	80 000,00	15,09%
Subvention Département	60 000,00	11,32%
Subvention Commune	50 000,00	9,43%
Fonds propres	40 000,00	7,55%
Autres subventions publiques	70 000,00	13,21%
Subvention Etat (ANS, Ministères, ...)	120 000,00	22,64%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	15 000,00	2,83%
Partenaires privés	70 000,00	13,21%
Inscriptions	25 000,00	4,72%
Total	530 000,00	100,00%



**DOSSIER N° EX079318 - EURO CUP DE GRIGNY 2023 - FOOTBALL**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	70 000,00 € TTC	7,14 %	5 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		5 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : UNION SPORTIVE DE GRIGNY  
Adresse administrative : 1 RUE DU MINOTAURE  
91350 GRIGNY  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE RIO, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de l'Euro Cup de Grigny 2023 en football

**Dates prévisionnelles** : 5 octobre 2022 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

L'Union Sportive de Grigny a organisé le tournoi international de football à Grigny qui s'inscrit dans la dynamique du développement de l'éducation par le sport et la culture.

Ce tournoi international prône l'ouverture et le rassemblement, la rencontre et le partage d'expériences entre les jeunes franciliens et d'autres jeunes venus de différents pays de l'Europe.

Ce tournoi concernait les jeunes de la catégorie U13 sur une durée de 3 jours (du 26/05/2023 au 29/05/2023) et s'est déroulé au Parc des Sports à Grigny.

La répartition était la suivante :

- 5 équipes professionnelles internationales européennes: SPORTING LISBONNE, RB Leipzig, PORTO, PSV, ANDERLECH,
- 2 équipes professionnelles nationales: Olympique de Marseille, Paris Saint Germain,
- 1 équipes amateurs françaises: US Grigny.

Chaque équipe était composée de 18 joueurs et de 4 éducateurs.

Les principaux objectifs étaient :

- d'organiser un tournoi international de football pour renforcer la cohésion et la solidarité internationale entre les jeunes,
- d'assurer un meilleur accueil et organisation des différentes délégations nationales et internationales
- de donner une grande visibilité des partenaires du tournoi international.
- de faciliter une articulation avec d'autres activités des sections pour permettre une visibilité complète des activités de l'USG et des activités festives.

Les organisateurs ont accueilli environ 1000 spectateurs à cette occasion.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- GRIGNY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	6 500,00	9,29%
Aménagement du site et location de matériels	2 400,00	3,43%
Frais de restauration	2 400,00	3,43%
Frais de personnel (charges comprises)	10 000,00	14,29%
Communication	4 800,00	6,86%
Logistique	43 000,00	61,43%
Arbitrage	900,00	1,29%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	7,14%
Subvention Département	10 000,00	14,29%
Fonds propres	5 000,00	7,14%
Subventions publiques (ANS, Etat)	10 000,00	14,29%
Partenaires privés	40 000,00	57,14%
Total	70 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079324 - CHAMPIONNAT DE FRANCE CYCLISTE DES ELUS 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	25 000,00 € TTC	20,00 %	5 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		5 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : UNION SPORTIVE POIGNY LA FORET

Adresse administrative : 8 RUE DE BRIE  
78310 MAUREPAS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur OLIVIER BOURDIN, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du championnat de France cycliste des élus 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 octobre 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

L'Union Sportive Poigny-La-Forêt va organiser le championnat de France cycliste des élus le 21/09/2024 avec la participation d'environ 150 élus venus de toute la France (Députés, Sénateurs, élus locaux).

Cette épreuve cycliste se déroulera en deux temps :

- 1er temps avec une course Contre la montre individuel.
- 2ème temps avec une Course en circuit de 17 km par tranche d'âges.

Le samedi matin 21/09/2024 :

course contre la montre Individuel de "Rambouillet à Poigny-la-Forêt"

Le samedi après-midi 21/09/2024 :

épreuve sur un circuit de 17 km sur les communes de Poigny-la Forêt/Gazeran/Béchereau

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 200 spectateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- POIGNY-LA-FORET

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	2 900,00	11,60%
Frais de restauration	11 200,00	44,80%
Communication	4 000,00	16,00%
Logistique	3 900,00	15,60%
Frais de sécurité	3 000,00	12,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	20,00%
Subvention Département	2 000,00	8,00%
Subvention Commune	2 500,00	10,00%
Partenaires privés	4 200,00	16,80%
Inscriptions	11 300,00	45,20%
Total	25 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079366 - CHALLENGE INTERNATIONAL D'ESCRIME DE PARIS 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	230 000,00 € TTC	17,39 %	40 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		40 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE D'ESCRIME

Adresse administrative : 7 PORTE DE NEUILLY  
93160 NOISY LE GRAND

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame BRIGITTE SAINT BONNET, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du Challenge International d'escrime de Paris 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mai 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La Fédération Française d'Escrime (FFE) organise le Challenge International d'escrime de Paris du 11/01/2024 au 14/01/2024 au stade Pierre de Coubertin de Paris.

Cela sera l'occasion d'assister à la Coupe du Monde Fleuret Hommes et Femmes qui est un rendez-vous majeur du circuit de la Coupe du Monde de fleuret.

Le Mazars Challenge International de Paris 2024 accueillera 470 tireurs de 56 nationalités différentes avec les meilleurs tireurs internationaux. Cette étape Parisienne regroupera les compétitions féminine et masculine.

L'un des objectifs essentiels de la FFE est de promouvoir l'escrime de haut niveau ; faire connaître les membres de l'Equipe de France et développer cette discipline dans la région Île-de-France l'année des JOP Paris 2024.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	67 000,00	29,13%
Frais d'hébergement	25 000,00	10,87%
Frais de restauration	20 000,00	8,70%
Indemnités bénévoles	12 000,00	5,22%
Frais de déplacement	13 000,00	5,65%
Communication	15 000,00	6,52%
Frais pour audiovisuel	25 000,00	10,87%
Gestion compétition / chronométrage	25 000,00	10,87%
Arbitrage	13 000,00	5,65%
Frais de sécurité	15 000,00	6,52%
Total	230 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	40 000,00	17,39%
Subvention Commune	10 000,00	4,35%
Fonds propres	25 000,00	10,87%
Autres subventions publiques (ANS)	10 000,00	4,35%
Partenaires privés	55 000,00	23,91%
Billetterie	42 000,00	18,26%
Inscriptions	45 000,00	19,57%
Vente produits finis	3 000,00	1,30%
Total	230 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079367 - FINALE DE LA COUPE DE FRANCE DE HOCKEY-SUR-GLACE 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	405 000,00 € TTC	1,98 %	8 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		8 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LIGUE ILE DE FRANCE HOCKEY SUR GLACE

Adresse administrative : AREN ICE FFHG  
95000 CERGY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur BRUNO MELIN, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de la finale de la Coupe de France de Hockey-sur-Glace 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mai 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La finale de la Coupe de France seniors de Hockey-sur-Glace 2024, organisée par la ligue Île-de-France, est un rendez-vous incontournable de cette discipline et se concrétise toujours comme un succès populaire avec la présence d'environ 15 000 spectateurs.

Cette finale prévue le 21/01/2024 à l'Accor Arena offrira à tous les spectateurs, émotions et spectacle. Cette rencontre verra s'opposer les deux finalistes de la Coupe de France avec, pour le vainqueur, une qualification en Coupe d'Europe (Continental Cup). C'est un événement annuel important pour le Hockey-sur-Glace, et qui sera retransmis en direct par Sport en France, avec un objectif de développement et de lisibilité de la discipline.

La manifestation verra s'opposer deux équipes composées de 22 joueurs français et étrangers, tous athlètes de haut niveau et dont certains sont internationaux.

En marge de la finale, de nombreuses actions seront mises en place le samedi et le dimanche notamment à destination des athlètes féminines mais également à destination des licenciés U9, avec un tournoi composé de 36 équipes de cette catégorie d'âge.

Sera également mis en œuvre le dernier tour du Plan de Détection Nationale U15 dans le cadre de cet événement. Une démonstration de hockey luge à destination des athlètes para sera présentée. Avant le coup d'envoi, le passage de 360 licenciés U9 devant le public sera proposé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	12 700,00	3,14%
Aménagement du site et location de matériels	10 000,00	2,47%
Frais d'hébergement	220 000,00	54,32%
Frais de restauration	20 000,00	4,94%
Frais de déplacement	2 000,00	0,49%
Taxes diverses	3 300,00	0,81%
Communication	10 000,00	2,47%
Frais pour audiovisuel	63 000,00	15,56%
Réception VIP	40 000,00	9,88%
Arbitrage	4 000,00	0,99%
Frais de sécurité	20 000,00	4,94%
Total	405 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	8 000,00	1,98%
Fonds propres	52 000,00	12,84%
Partenaires privés	30 000,00	7,41%
Billetterie	295 000,00	72,84%
Vente produits finis	20 000,00	4,94%
Total	405 000,00	100,00%



**DOSSIER N° EX079368 - CHAMPIONNATS DE FRANCE D'AVIRON INDOOR 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	75 000,00 € TTC	20,00 %	15 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		15 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FFA FEDERATION FRANCAISE SOCIETES AVIRON

Adresse administrative : 17 BOULEVARD DE LA MARNE  
94130 NOGENT SUR MARNE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur CHRISTIAN VANDENBERGHE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation des championnats de France d'aviron indoor 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mars 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Le championnat de France d'aviron Indoor qui est prévu du 01/02/2024 au 03/02/2024 se déroulera au stade Pierre de Coubertin à Paris avec près de 2000 rameurs.

Le principe repose sur la présence de 96 rameurs qui sont reliés informatiquement les uns aux autres et chacun est représenté par un bateau virtuel sur écran géant, permettant aux spectateurs de suivre l'effort et la progression des participants les uns par rapport aux autres.

Les objectifs de cet événement sportif sont :

- la délivrance de titres de champions de France, des tests hivernaux sur ergomètre et épreuve du chemin de sélection pour l'équipe de France. Lors de la compétition, plus de 100 titres seront décernés, par catégories d'âge, de sexe, de poids de 14 à 80 ans et plus.

- le rassemblement de publics variés au sein d'un même événement : compétiteurs amateurs et membres des équipes de France, jeunes et plus âgés, scolaires, rameurs de clubs ou individuels et même rameurs étrangers.

Après une édition mondiale en 2020 au stade Pierre de Coubertin, connectées en 2021 et 2022, une édition européenne en 2023, cette édition rassemblera plus de 2000 participants se retrouveront pour s'affronter sur le parquet parisien lors du plus grand événement sportif indoor.

Il y aura des épreuves individuelles d'endurance (2000m, 1000m) et de sprint (500m), par équipes féminines, masculines ou mixtes, ce grand rendez-vous organisé par la Fédération Française d'Aviron est chaque année un véritable succès grâce au public nombreux venu encourager anonymes et médaillés olympiques et paralympiques réunis dans une même compétition, les athlètes de l'aviron paralympique et de l'aviron adapté auront également leurs épreuves réservées sur l'évènement.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	6 000,00	8,00%
Aménagement du site et location de matériels	12 500,00	16,67%
Frais d'hébergement	3 000,00	4,00%
Frais de restauration	5 000,00	6,67%
Frais de personnel (charges comprises)	12 500,00	16,67%
Indemnités bénévoles	3 000,00	4,00%
Frais de déplacement	2 000,00	2,67%
Communication	10 000,00	13,33%
Frais pour audiovisuel	3 500,00	4,67%
Réception VIP	2 500,00	3,33%
Logistique	1 500,00	2,00%
Gestion compétition / chronométrage	8 000,00	10,67%
Arbitrage	500,00	0,67%
Frais de sécurité	5 000,00	6,67%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	15 000,00	20,00%
Fonds propres	30 000,00	40,00%
Inscriptions	30 000,00	40,00%
Total	75 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079369 - TOURNOI DE LUTTE OLYMPIQUE 2024 - LUTTE GRECO ROMAINE**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	25 000,00 € TTC	20,00 %	5 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		5 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMITE REGIONAL D'ILE DE FRANCE DE LUTTE ET DISCIPLINES ASSOCIEES FFL DA  
Adresse administrative : 2 RUE LOUIS PERGAUD  
94700 MAISONS ALFORT  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur JEAN-PIERRE MERCADER, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du Tournoi de lutte Olympique 2024 (lutte Gréco-Romaine)

**Dates prévisionnelles** : 5 mai 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La Rosny Cup est un tournoi international de lutte Olympique qui est organisé par le comité Île-de-France de lutte du 02/02/2024 au 04/02/2024 à Rosny-sous-Bois. C'est une manifestation sportive de dimension internationale en lutte Gréco Romaine pour les catégories U15 à U20 et de U15 à U17 en lutte féminine

Programme détaillé de l'évènement :

Vendredi, samedi et dimanche 2, 3 et 4 février 2024  
Vendredi 02/02/2024 : 15 h Accueil des équipes  
Samedi 03/02/2024 : 9H00 à 9h30 : pesée des Athlètes  
10h : réunion technique et réglementaire  
10h30: Phases éliminatoires  
17h: Phases finales et remise des récompenses  
Dimanche 04/02/2024 : départ des délégations

Cet évènement est ouvert aux licenciés de la Fédération Française de Lutte U15, U17, U20 et disciplines associées, mais également aux équipes de France U15, U17, U20 ainsi qu'aux pays suivants : Norvège, Suède, Allemagne, Belgique et Espagne.

Le public ciblé sont les pratiquants comme les non pratiquants, ainsi que les jeunes issus des classes scolaires de la Ville.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- ROSNY-SOUS-BOIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	15 000,00	60,00%
Aménagement du site et location de matériels	1 000,00	4,00%
Frais d'hébergement	2 000,00	8,00%
Frais de restauration	1 000,00	4,00%
Frais de personnel (charges comprises)	1 000,00	4,00%
Indemnités bénévoles	2 000,00	8,00%
Frais de déplacement	500,00	2,00%
Communication	500,00	2,00%
Réception VIP	1 000,00	4,00%
Gestion compétition / chronométrage	250,00	1,00%
Arbitrage	500,00	2,00%
Frais de sécurité	250,00	1,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	20,00%
Fonds propres	8 500,00	34,00%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	10 000,00	40,00%
Partenaires privés	1 500,00	6,00%
Total	25 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079371 - SUPERMOTO DES NATIONS 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	155 000,00 € TTC	16,13 %	25 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		25 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE MOTOCYCLISME

Adresse administrative : 74 AVENUE PARMENTIER  
75011 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur SEBASTIEN POIRIER, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du Supermoto des Nations 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mars 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Le Supermoto des nations qui sera organisé en 2024 par la Fédération Française de Motocyclisme est une course par équipes nationales de motocyclisme de la spécialité de Super motard (course mixte disputée à la fois sur la piste asphalte du Circuit Carole et comprenant plusieurs parties terres).

Une vingtaine de nations seront attendues pour participer à cet événement international organisé sous l'égide de la Fédération Internationale de Motocyclisme (FIM). L'objectif est d'organiser cet événement sportif dans la région Île-de-France et plus particulièrement sur le Circuit Carole à Tremblay en France.

L'un des objectifs est de faire découvrir également au public francilien les activités du Circuit Carole, aussi bien compétitives que de loisirs, à travers un événement sportif de sports mécaniques avec la valorisation du Circuit Carole, équipement que gère la FFM depuis 2012 et qui accueille, chaque année, des milliers de pilotes en veillant à respecter les nombreuses vocations du circuit : sociale, formation, sécurité routière, éducative, sportive...

A ce jour, il y aura des manches de Supermoto des Nations pour la catégorie Senior et pour la catégorie Junior, sachant que pour chaque nation présente dans une catégorie, l'équipe nationale est composée de 3 pilotes, qui pour la plupart sont engagés individuellement dans le championnat mondial de Supermoto. Les courses auront lieu le dimanche, les essais chronométrés et les classifications auront lieu le samedi.

Environ 180 pilotes seront présents lors de cette manifestation dont une centaine de pilotes pour le Supermoto des Nations, pilotes qui sont également engagés individuellement dans le championnat du monde de Supermoto et 3000 spectateurs sont attendus lors de cet évènement.

**Localisation géographique :**

- TREMBLAY-EN-FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	4 000,00	2,58%
Aménagement du site et location de matériels	35 000,00	22,58%
Frais d'hébergement	8 000,00	5,16%
Frais de restauration	7 000,00	4,52%
Frais de personnel (charges comprises)	32 000,00	20,65%
Indemnités bénévoles	6 000,00	3,87%
Frais de déplacement	3 000,00	1,94%
Communication	8 000,00	5,16%
Redevance fédération internationale	20 000,00	12,90%
Frais pour audiovisuel	4 000,00	2,58%
Réception VIP	6 000,00	3,87%
Logistique	10 000,00	6,45%
Gestion compétition / chronométrage	4 000,00	2,58%
Arbitrage	4 000,00	2,58%
Frais de sécurité	4 000,00	2,58%
<b>Total</b>	<b>155 000,00</b>	<b>100,00%</b>

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	25 000,00	16,13%
Subvention Département	10 000,00	6,45%
Fonds propres	46 000,00	29,68%
Subvention Etat (ANS, Ministères, ...)	30 000,00	19,35%
Partenaires privés	12 000,00	7,74%
Billetterie	24 000,00	15,48%
Inscriptions	6 000,00	3,87%
Vente produits finis	2 000,00	1,29%
<b>Total</b>	<b>155 000,00</b>	<b>100,00%</b>

**DOSSIER N° EX079374 - OPERATION DONNONS DES ELLES AU VELO 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	100 000,00 € TTC	5,00 %	5 000,00 €
Montant total de la subvention			5 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DONNONS DES ELLES AU VELO EVRY  
COURCOURONNES

Adresse administrative : 11 AVENUE DU PARC AUX BICHES  
91000 EVRY

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame CLAIRE FLORET, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de l'opération Donnons des Elles au vélo 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mai 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

L'opération "Donnons des Elles au vélo" (Tour de France femmes) va voir la réalisation de toutes les étapes du Tour de France 2024 des hommes, du 28/06/2024 au 20/07/2024 par une équipe d'une dizaine d'ambassadrices nationales. Cet événement se déroulera sur les routes de France aux côtés d'autres acteurs convaincus de l'importance de l'organisation et de la médiatisation d'une telle course par étapes pour l'évolution du cyclisme féminin.

Il y aura 35 femmes et 35 hommes cyclistes maximum par étape soit entre 1000 et 1500 personnes cyclistes de 10 à 80 ans sur tout le territoire français représentant entre 100 et 150 clubs participants.

En parallèle de la réalisation de l'intégralité des étapes du Tour de France masculin, elles travaillent en amont à créer des dynamiques locales autour de l'organisation d'événements à destination des femmes cyclistes ou éloignées de la pratique.

Cette manifestation sportive sera l'occasion de décliner les actions suivantes :

- Orientation vers des publics éloignés de la pratique par le biais du Vélo à Assistance électrique, du cyclisme comme vecteur de santé, du Savoir Rouler à vélo.
- Accueil de cyclistes atteints de handicap visuel afin qu'ils réalisent un exploit sportif en tandem.
- Organisation par le biais des ambassadrices nationales d'évènements en amont du J-1 principalement à destination des femmes : sorties mixtes et non mixtes pour un public cycliste ou débutant.
- Mise en place d'un réseau d'ambassadrices locales sur un maximum d'étapes, qui mobiliseront des participantes autour du passage de Donnons des elles au vélo et d'évènements en amont.
- Travail avec les clubs locaux autour de leur participation à DDEAV J-1.
- Mise en relation entre les structures clubs et les femmes participant de manière individuelle à l'évènement.
- Travail sur la médiatisation de l'aventure DDEAV J-1 dans les médias nationaux, régionaux, spécialisés et sur nos réseaux sociaux.
- Participation à des conférences sur le sport au féminin.
- Intervention auprès des scolaires sur la place des femmes dans le sport.
- Mise en évidence des dynamiques territoriales à travers les ambassadrices locales via le « Coup de projecteur du jour » sur nos réseaux sociaux.
- Sollicitation de rencontres avec les élus des villes-étapes pour échanger sur le sport au féminin dans leur territoire.
- Création de lien entre les personnes ou structures participantes et les acteurs locaux.
- Incitation des villes étapes du Tour de France masculin à candidater pour le Tour de France Femmes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- EVRY-COURCOURONNES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	35 000,00	35,00%
Aménagement du site et location de matériels	6 000,00	6,00%
Frais d'hébergement	21 000,00	21,00%
Frais de restauration	15 000,00	15,00%
Frais de déplacement	7 000,00	7,00%
Frais d'encadrement	10 000,00	10,00%
Communication	6 000,00	6,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	5,00%
Subvention Département	20 000,00	20,00%
Subvention Commune	20 000,00	20,00%
Subvention Etat (ANS, Ministères, ...)	10 000,00	10,00%
Partenaires privés	45 000,00	45,00%
Total	100 000,00	100,00%



**DOSSIER N° EX079376 - GIANT OPEN DE NATATION 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	510 000,00 € HT	19,61 %	100 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		100 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FFN FEDERATION FRANCAISE DE NATATION  
Adresse administrative : 104 RUE MARTRE  
92110 CLICHY  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur GILLES SEZIONALE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du Giant Open de Natation 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mars 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La Fédération Française de Natation organise le Giant Open de Natation les 23 et 24 mars 2024 à Saint-Germain-en-Laye.

C'est une compétition internationale de natation avec 350 nageurs internationaux avec pour une vingtaine de nationalités représentées.

Cette opération est l'occasion pendant 2 journées, dans le magnifique écrin du Dôme au cœur de Saint-Germain-en-Laye, de maximiser le rayonnement de la natation en préparation des Jeux Olympiques de l'été prochain.

Les organisateurs souhaitent la présence de 2 000 spectateurs pendant deux journées.

**Localisation géographique :**

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	11 200,00	2,20%
Aménagement du site et location de matériels	205 000,00	40,20%
Frais d'hébergement	108 000,00	21,18%
Frais de restauration	53 000,00	10,39%
Communication	20 200,00	3,96%
Frais pour audiovisuel	45 600,00	8,94%
Réception VIP	12 000,00	2,35%
Logistique	32 000,00	6,27%
Gestion compétition / chronométrage	15 000,00	2,94%
Frais de sécurité	8 000,00	1,57%
Total	510 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France proposée	100 000,00	19,61%
Subvention Département	50 000,00	9,80%
Fonds propres	20 000,00	3,92%
Autres subventions publiques (ANS, Ministères)	80 000,00	15,69%
Partenaires privés	260 000,00	50,98%
Total	510 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079377 - TRIATHLON DE PARIS ÎLE-DE-FRANCE 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	885 000,00 € TTC	2,26 %	20 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		20 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FFTRI FED FR TRIATHLON

Adresse administrative : 2 RUE DE LA JUSTICE  
93213 SAINT-DENIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Philippe LESCURE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du Triathlon de Paris 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mai 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Le Triathlon de Paris 2024 sera organisé à partir du 31/05/2024 sous l'égide de la Fédération Française de Triathlon avec le support de la Ligue d'Île-de-France de Triathlon. C'est la plus importante épreuve de triathlon organisée en région Ile-de France, elle réunit environ 7000 participants chaque année.

Le Triathlon de Paris est une épreuve ouverte au grand public, elle propose un défi sportif adapté à chacun grâce à différents formats de course, du plus exigeant (format Olympique) au plus accessible (formats Sprint et relais). L'épreuve permet au plus grand nombre, licenciés FFTRI et non-licenciés, de découvrir Paris et sa proche banlieue de façon totalement inédite via des parcours exceptionnels.

C'est une manifestation sportive ouverte à tout participant, licenciés ou non-licenciés. Les organisateurs attendent environ 2000 visiteurs (en plus des concurrents) sur le site départ et arrivée.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	20 600,00	2,33%
Aménagement du site et location de matériels	36 000,00	4,07%
Frais de personnel (charges comprises)	35 400,00	4,00%
Taxes diverses	103 400,00	11,68%
Communication	69 000,00	7,80%
Réception VIP	25 200,00	2,85%
Logistique	225 000,00	25,42%
Gestion compétition / chronométrage	125 400,00	14,17%
Frais de sécurité	245 000,00	27,68%
Total	885 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	20 000,00	2,26%
Subvention Commune	20 000,00	2,26%
Partenaires privés	210 000,00	23,73%
Inscriptions	585 000,00	66,10%
Vente produits finis	50 000,00	5,65%
Total	885 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079378 - SUPER LEAGUE DE SOFTBALL 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	25 000,00 € TTC	20,00 %	5 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		5 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE BASEBALL  
ET DE SOFTBALL  
Adresse administrative : 12 RUE DE FECAMP  
75012 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Thierry RAPHET, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de la Super League de Softball 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mai 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Créée en 2023 à l'initiative de la Fédération Française de Baseball Softball en collaboration avec le club d'Evry, et la ligue Île-de-France de Baseball Softball, la Super League Softball est un événement unique en France, visant à dynamiser, rendre attractive, accessible, et visible leur discipline sur l'ensemble du territoire.

Véritable vitrine du Softball Français, la Super League rassemblera les meilleures softballeuses du pays sur l'un des plus beaux complexes de France, invitant les spectateurs à assister dans une ambiance festive à un événement sportif de qualité au meilleur niveau.

Au-delà de l'aspect sportif et événementiel, la Super League est un outil de développement des pratiques sportives féminines et de visibilité de leur sport auprès du grand public. Des temps d'animations et de découvertes sont destinées aux visiteurs, ainsi que des sessions de perfectionnement pour garantir la montée en compétences des encadrants, pratiquants, et officiels Softball de la région.

Programme Super League 2024 :

- 3 week-ends sur la période Mars-Juillet
- 3 équipes de 12 à 15 joueuses
- 4 matchs par équipe (soit 6 matchs par week-end)
- Du samedi au dimanche : matchs sur les deux jours avec des stands et autres ateliers d'initiations et de découvertes pour le grand public encadrés par des cadres techniques. Des stands de sensibilisation sur les valeurs du sport sont proposés par les structures locales.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- EVRY-COURCOURONNES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	2 500,00	10,00%
Aménagement du site et location de matériels	450,00	1,80%
Frais d'hébergement	6 000,00	24,00%
Frais de restauration	4 500,00	18,00%
Frais de déplacement	5 500,00	22,00%
Frais d'encadrement	2 000,00	8,00%
Communication	3 250,00	13,00%
Arbitrage	800,00	3,20%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	20,00%
Fonds propres	17 000,00	68,00%
Partenaires privés	3 000,00	12,00%
Total	25 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079379 - CRITERIUM CYCLISTE PROFESSIONNEL DE CHOISY-LE-ROI 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	90 000,00 € TTC	30,00 %	27 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		27 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CLUB OMNI SPORTS MORANGIS CHI

Adresse administrative : 57 RUE PAUL FORT  
91310 MONTLHERY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur ERIC MICHEL RAMOS, Responsable de projet

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du Critérium cycliste professionnel de Choisy-le-Roi 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mai 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Le Club de Team Cycliste Morangis va organiser le Critérium cycliste de Choisy-le-Roi le 28 juillet 2024, critérium professionnel d'après "Tour de France" mobilisant près de 150 bénévoles.

Il verra la participation d'environ 30 clubs dont 40 sportifs de haut niveau qui réaliseront des répétitions de boucles en centre-ville. C'est une randonnée populaire ouverte à tous avec notamment des anciens champions cyclistes. Elle comprend une course école de vélo, une course féminine et le Crito'Star, course professionnelle derrière Deryn.

Concernant cette dernière course, le principe est le suivant : les coureurs s'élancent pour une course en plein centre-ville, tout en étant devancés par des motos légères Deryn, motocyclette légère, mi-vélo. C'est un véhicule à deux roues, sur lequel un petit moteur sert d'appoint à l'effort du cycliste et grâce à l'aspiration, un coureur positionné à l'arrière peut considérablement augmenter sa vitesse.

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 2 000 personnes. Le tracé du parcours a été défini en centre-ville pour rendre l'évènement le plus accessible et populaire en partenariat avec les commerçants locaux en passant devant l'hôtel de ville.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- CHOISY-LE-ROI

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	3 000,00	3,33%
Aménagement du site et location de matériels	3 000,00	3,33%
Frais d'hébergement	3 000,00	3,33%
Frais de restauration	12 000,00	13,33%
Indemnités bénévoles	3 500,00	3,89%
Frais de déplacement	7 000,00	7,78%
Frais d'encadrement	5 000,00	5,56%
Communication	5 000,00	5,56%
Redevance fédération internationale	10 000,00	11,11%
Frais pour audiovisuel	12 000,00	13,33%
Réception VIP	3 500,00	3,89%
Logistique	10 000,00	11,11%
Gestion compétition / chronométrage	3 000,00	3,33%
Arbitrage	2 000,00	2,22%
Frais de sécurité	8 000,00	8,89%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	27 000,00	30,00%
Subvention Commune	10 000,00	11,11%
Partenaires privés	38 000,00	42,22%
Fonds propres	15 000,00	16,67%
Total	90 000,00	100,00%



**DOSSIER N° EX079381 - MEETING INTERNATIONAL D'ATHLETISME DE MONTGERON-ESSONNE 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	75 000,00 € TTC	20,00 %	15 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		15 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ENTENTE SPORTIVE MONTGERON  
ATHLETISME  
Adresse administrative : 43 RUE DE LA JUSTICE  
91230 MONTGERON  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Anne TOURNIER-LASSERVE, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du meeting International d'Athlétisme de Montgeron-Essonne 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mai 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Le 38ème Meeting International d'athlétisme de Montgeron Essonne est prévu le 11/09/2023 avec 16 épreuves nationales et internationales dont deux épreuves handisports avec en plus des épreuves pour les jeunes scolaires et une épreuve pour les jeunes malentendants.

Ce Meeting est classé dans les 10 meilleurs meetings français et dans les 120 meilleurs meetings au monde et il est reconnu par la Fédération européenne en Meeting Bronze.

Cette manifestation sportives présentera les épreuves suivantes :

- Epreuves hommes : 100m/110m Haies /400m / 800m / 3000m / Longueur / Javelot
- Epreuves femmes : 100m / 100m haies / 400m / 800m / Triple saut / Hauteur / Disque
- Epreuves handisports : 2
- Epreuves Scolaires : 40m / 50m
- Epreuves jeunes malentendants : 50m

Athlètes de Haut niveau mondiaux, européens et nationaux : environ 200  
Athlètes handisports : environ 15  
Jeunes scolaires : environ 80 à 100  
Jeunes malentendants : environ 15

Les organisateurs attendent environ 3000 spectateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- MONTGERON

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	5 000,00	6,67%
Aménagement du site et location de matériels	10 000,00	13,33%
Frais d'hébergement	13 500,00	18,00%
Frais de restauration	5 000,00	6,67%
Indemnités bénévoles	3 000,00	4,00%
Frais de déplacement	15 000,00	20,00%
Communication	3 000,00	4,00%
Réception VIP	3 000,00	4,00%
Logistique	7 000,00	9,33%
Gestion compétition / chronométrage	5 000,00	6,67%
Arbitrage	2 500,00	3,33%
Frais de sécurité	3 000,00	4,00%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	15 000,00	20,00%
Subvention Département	40 000,00	53,33%
Subvention Commune	8 000,00	10,67%
Fonds propres	2 000,00	2,67%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	4 000,00	5,33%
Partenaires privés	6 000,00	8,00%
Total	75 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079383 - LES FOULEES D'ÎLE-DE-FRANCE - FRANCE DES ILES 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs	85 000,00 € TTC	5,88 %	5 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		5 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ACCOLADE

Adresse administrative : 8 RUE FROMENTIN  
75009 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur JACQUES AMBROSIO, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de la course Foulées des Iles, France des Iles 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mai 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

L'association "Accolade" organise la 28ème édition de la course "les Foulées d'Île-de-France - France des Îles", le 07 juillet 2024. C'est une grande compétition pédestre de masse, hors stade, sur un parcours aménagé. Ce challenge sportif se déroulera dans le grand parc du Bois de Vincennes.

Comme pour les précédentes éditions, les organisateurs attendent environ 2000 participants des différentes catégories d'âge de 8 à 90 ans, sur des différents parcours sécurisés.

Il y a 3 épreuves prévues au programme :

- 1 course de 5 km de cadets à vétérans (Hommes et Femmes)
- 1 course de 10km de cadets à vétérans (Hommes et Femmes)
- 1 course de 3 km pour les enfants

Des stands sont installés autour des divers thèmes, avec une animation musicale et culturelle, des démonstrations sportives, avec des médecins du sport, podologues, masseurs, kinésithérapeutes, et un repas champêtre réservé à l'ensemble des acteurs.

Cette manifestation reflète la diversité des populations en permettant les brassages de toutes sortes, qu'ils soient sociaux, ethniques ou inter générations, aussi bien sur le plan du handicap international ou de la mixité hommes / femmes. L'association Accolade profitera de cet évènement pour proposer aux enfants une chasse au Trésor tout au long du parcours avec un encadrement spécialisé. Les Ultra marins sont très nombreux à y participer et les valeurs qu'ils portent et véhiculent ont toute leur place.

Il est à signaler que cette manifestation sportive a reçu le label des courses hors stade, par la Fédération Française d'Athlétisme et du comité régional des courses hors stade de Paris, Cette manifestation sportive est désormais classée dans le calendrier du championnat de Paris Running et des courses hors stade de la région d'Île-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Localisation géographique :

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	22 000,00	25,88%
Aménagement du site et location de matériels	15 000,00	17,65%
Frais d'hébergement	1 000,00	1,18%
Frais de restauration	8 000,00	9,41%
Frais de personnel (charges comprises)	3 000,00	3,53%
Indemnités bénévoles	4 000,00	4,71%
Frais de déplacement	900,00	1,06%
Taxes diverses	2 600,00	3,06%
Frais d'encadrement	3 000,00	3,53%
Communication	2 900,00	3,41%
Redevance fédération internationale	800,00	0,94%
Frais pour audiovisuel	2 400,00	2,82%
Réception VIP	3 800,00	4,47%
Logistique	8 000,00	9,41%
Gestion compétition / chronométrage	3 500,00	4,12%
Arbitrage	600,00	0,71%
Frais de sécurité	3 500,00	4,12%
<b>Total</b>	<b>85 000,00</b>	<b>100,00%</b>

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	5,88%
Subvention Département	10 000,00	11,76%
Subvention Commune	10 000,00	11,76%
Fonds propres	8 000,00	9,41%
Autres subventions publiques	10 000,00	11,76%
Subvention Etat (ANS, Ministères, ...)	20 000,00	23,53%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	1 000,00	1,18%
Partenaires privés	8 000,00	9,41%
Inscriptions	13 000,00	15,29%
<b>Total</b>	<b>85 000,00</b>	<b>100,00%</b>

**DOSSIER N° EX079384 - FESTIVAL INTERNATIONAL DES JEUNES DE PARIS ÎLE-DE-FRANCE  
2024 - ECHECS**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	35 000,00 € TTC	14,29 %	5 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		5 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LIGUE IDF ECHECS  
Adresse administrative : 29 RUE DES PYRENEES  
75020 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur ANDRE RASNEUR, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Festival International des jeunes de Paris Île-de-France 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mai 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Le festival international des jeunes de Paris Île-de-France organisé par la ligue d'Île-de-France des échecs, aura lieu du 12/02/2024 au 16/02/2024 au complexe sportif Louis Lumière à Paris (75020).

Le principal objectif de cette opération est d'organiser un événement international jeunes sur les échecs qui puisse accueillir les espoirs franciliens et d'attirer de jeunes champions du Monde entier dans un tournoi ayant lieu en parallèle avec les Championnat de Ligue Jeunes.

- 5 tournois de U08 à U16 mixtes, réservés aux joueurs qualifiés d'office à l'Île-de-France ou issus des championnats qualificatifs départementaux franciliens, ainsi qu'aux qualifiés d'office désireux de jouer pour le titre de champion de ligue de leur catégorie.

- 2 tournois internationaux ouverts aux joueurs des catégories juniors et moins :  
Open A : ouvert aux autres catégories jeunes, tournoi sur invitation,  
Open B réservé aux U08 et U10 non qualifiés au championnat de France

Ce festival va voir la participation d'environ 800 jeunes de moins de 20 ans.

Dans le domaine du développement durable, la ligue Île-de-France d'échecs va décliner plusieurs actions :

- nombre d'engagées féminines égal au nombre d'engagés masculins,
- la participation au tournoi est gratuite pour les personnes handicapées,
- accueil des jeunes du quartier de la Porte de Montreuil et de la Porte de Bagnolet.

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 300 spectateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Localisation géographique :

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	6 500,00	18,57%
Frais d'hébergement	1 800,00	5,14%
Frais de restauration	300,00	0,86%
Frais de personnel (charges comprises)	5 500,00	15,71%
Indemnités bénévoles	3 000,00	8,57%
Frais de déplacement	400,00	1,14%
Frais d'encadrement	4 000,00	11,43%
Redevance fédération internationale	500,00	1,43%
Logistique	5 000,00	14,29%
Arbitrage	6 000,00	17,14%
Frais de sécurité	2 000,00	5,71%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	5 000,00	14,29%
Fonds propres	2 000,00	5,71%
Billetterie	28 000,00	80,00%
Total	35 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 23008964 - LONGINES PARIS EIFFEL JUMPING 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	2 665 000,00 € TTC	5,63 %	150 000,00 €
Montant total de la subvention			150 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ACP COUPERIE ASSOCIATION DES CAVALIERS  
PROPRIETAIRES DES ECURIES COUPERIE

Adresse administrative : 13 AVENUE STEPHEN COUPERIE  
33440 SAINT VINCENT DE PAUL

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame ISABELLE CAZAUX MALEVILLE, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du Longines Paris Eiffel Jumping 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mai 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La 10ème édition du Longines Paris Eiffel se déroulera du 21 au 23 juin 2024 sur la Plaine de Jeux de Bagatelle. C'est un concours international d'équitation de saut d'obstacles 5\* et 1\* avec les meilleurs cavaliers et chevaux du monde.

C'est une étape majeure du circuit du LGCT et de la GCL, un voyage au cœur du sport, de la culture et de l'art de vivre à la française, cette manifestation sportive accueille 250 chevaux de haut niveau, 250 cavaliers et grooms de 22 nationalités différentes, 30 000 spectateurs (chiffre de l'édition 2023), 150 journalistes de presse nationale et internationale, 70 bénévoles, c'est une manifestation sportive ouverte à tous avec un accès gratuit au village et en tribune le matin. Les actions fortes sont en lien avec les valeurs sportives, culturelles, gastronomiques et écoresponsables.

- L'accès au Village, Village Enfants, Espace bien-être du cheval, au paddock est gratuit.
- Gratuité de la tribune les matins du 21, 22 et 23 juin 2024.
- L'Espace bien-être du cheval : 3 aires de promenade, 1 carrière en sable, des tables rondes et conférences avec la participation du grand public, et des démonstrations avec les chevaux.
- Le Poney à l'École : une expérience inédite au sein des établissements scolaires avec des initiations à l'équitation et une découverte du poney.

- La Route Eiffel : une Marche pour le Sport en partenariat avec une association. Une découverte à cheval et à pied des allées cavalières du Bois de Boulogne. Ouverte à tous et inclusive, participation d'athlètes handisport et de cavaliers des quartiers sensibles. Une mise en valeur de la diversité des races de chevaux de nos régions. Environ 80 cavaliers et leurs accompagnants sont attendus.

- Actions avec les associations et les clubs hippiques de la Région Île-de-France

- Une journée portes ouvertes du site le jeudi 20 juin 2024 avec les écoles, associations et entreprises

Jeudi 20 juin : journée portes ouvertes et entraînement des cavaliers et chevaux.

Vendredi 21 juin : GCL : épreuve par équipe en 2 manches (1m55-1m60) avec spectacles en soirée.

Samedi 22 juin : Le Longines Global Champions Tour Grand Prix (1m60), spectacles en soirée.

Dimanche 23 juin : journée des finales, Eiffel Challenge (1m55), arrivée de la Route Eiffel : défilé sur la piste du Paris Eiffel Jumping + Présentation des races de chevaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Localisation géographique :

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures	30 000,00	1,13%
Aménagement du site	1 100 000,00	41,28%
Frais de personnel	235 000,00	8,82%
Indemnités bénévoles	6 000,00	0,23%
Frais de déplacement	10 000,00	0,38%
Frais d'hébergement	144 000,00	5,40%
Frais de restauration	30 000,00	1,13%
Communication	30 000,00	1,13%
Redevance Fédération Internationale	45 000,00	1,69%
Frais d'audiovisuel	75 000,00	2,81%
Réception VIP	600 000,00	22,51%
Logistique	20 000,00	0,75%
Gestion de la course et chronométrage	30 000,00	1,13%
Arbitrage	20 000,00	0,75%
Frais de sécurité	130 000,00	4,88%
Taxes diverses	60 000,00	2,25%
Actions caritatives	100 000,00	3,75%
Total	2 665 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France	150 000,00	5,63%
Partenaires privés	2 000 000,00	75,05%
Recettes d'inscription	280 000,00	10,51%
Recettes des activités proposées	235 000,00	8,82%
Total	2 665 000,00	100,00%



**DOSSIER N° 23008973 - ÎLE-DE-FRANCE URBAN TEQ CHALLENGE 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	520 000,00 € TTC	5,77 %	30 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		30 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FEDERATION NATIONALE DE TEQBALL

Adresse administrative : 1 ALLEE DES PONTS  
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Jawad EL HAJRI, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de l'Île-de-France Urban Teq Challenge 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 juin 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La Fédération Nationale de Teqball organise l'Île-de-France Urban Teq Challenge 2024 sur la base de différentes étapes situées entre août 2023 et août 2024 sur plusieurs sites, tous situés en Île-de-France.

Le Teqball est un concept socio-éducatif et sportif permettant la pratique d'activités physiques et sportives à travers son équipement innovant au design incurvé, la Teqboard.

L'Urban Teqball Challenge est une tournée événementielle en Île-de-France pour sensibiliser les jeunes des quartiers à la citoyenneté par le sport qui en est l'objectif essentiel.

C'est une compétition en 4 temps : ville, département, région, national, un tournoi de Teqball couplé à un tournoi d'Urban foot 2 contre 2 avec pour but principal d'organiser des rencontres inter-quartiers franciliens dont la récompense est un voyage à l'étranger pour aller à la rencontre d'associations qui traitent les problématiques sociétales de leur jeunesse (gangs, drogues, etc.)

L'objectif final est de changer la vision de la citoyenneté chez les jeunes et de les inspirer pour améliorer leurs quartiers en France. Les volets culturel et éducatif reposent sur les dons de matériel pédagogique et la découverte de leur Région, ainsi que la formation aux métiers du Teqball (arbitrage, animation).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures	185 000,00	35,58%
Services extérieurs	145 000,00	27,88%
Prestations de service	170 000,00	32,69%
Frais de personnel	20 000,00	3,85%
Total	520 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France	30 000,00	5,77%
Subventions des Villes	200 000,00	38,46%
Subventions Conseils départementaux	200 000,00	38,46%
Aides privées et autres produits divers	90 000,00	17,31%
Total	520 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079491 - LE PRINTEMPS DES EQUESTRES 2024**

**Dispositif** : Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France (n° 00000075)

**Délibération Cadre** : CR204-16 du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les événements sportifs internationaux	2 425 000,00 € HT	4,12 %	100 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		100 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : EQUITA CONCOURS

Adresse administrative : 59 QUAI RAMBAUD  
69002 LYON

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame SYLVIE ROBERT, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : soutien à l'organisation du Printemps des Equestres 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 septembre 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Le « Printemps des Equestres » est un Concours Hippique International qui se déroulera au Grand Parquet à Fontainebleau du 22 au 28 avril 2024. Cet événement, véritable fête de l'équitation pour tous, combine des compétitions de haut niveau avec les champions des disciplines, de multiples expériences autour du cheval et un Village des exposants qui présentera les nouveautés de l'équipement pour le cavalier et le cheval. C'est un événement grand public en entrée libre.

Pour les cavaliers, les Championnats de France Master Pro sont un tremplin vers une carrière internationale. Ils ont sacré de grands noms de l'équitation française, tous appelés sous la veste bleue de l'équipe de France lors des grandes échéances mondiales.

Le Printemps des Sports Equestres présente également un concours hippique international de saut d'obstacles CSI5, un concours international de dressage CDI5, un concours international de para dressage CPEDI5, et un concours complet international CCI3, qui offriront aux cavaliers nationaux la possibilité d'être accompagnés de leurs meilleurs chevaux pour affronter la concurrence internationale.

Le para dressage intègre différents handicaps physiques (locomoteur, sensoriel et cérébral) et permet à tout cavalier handisport de concourir sur des reprises adaptées à ses capacités et son niveau technique, face à d'autres cavaliers présentant le même profil de handicap. Le concours complet d'équitation regroupe en une seule discipline trois épreuves bien distinctes : une épreuve de saut d'obstacles, une épreuve de dressage et une épreuve spécifique : le cross-country.

En 2023, l'événement a accueilli 320 couples cavalier/cheval aux épreuves nationales. Ces cavaliers sont licenciés FFE (Fédération Française d'Equitation) auprès des centres équestres de la région Île-de-France et de la France entière.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Localisation géographique :

- FONTAINEBLEAU

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	200 000,00	8,25%
Aménagement du site et location de matériels	516 000,00	21,28%
Frais d'hébergement	135 000,00	5,57%
Frais de restauration	211 000,00	8,70%
Frais de personnel (charges comprises)	62 000,00	2,56%
Indemnités bénévoles	11 000,00	0,45%
Frais de déplacement	43 000,00	1,77%
Communication	121 000,00	4,99%
Frais pour audiovisuel	50 000,00	2,06%
Logistique	20 000,00	0,82%
Gestion compétition / chronométrage	900 000,00	37,11%
Arbitrage	40 000,00	1,65%
Frais de sécurité	116 000,00	4,78%
Total	2 425 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	100 000,00	4,12%
Subvention Département	100 000,00	4,12%
Subvention Commune	20 000,00	0,82%
Fonds propres	200 000,00	8,25%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	175 000,00	7,22%
Partenaires privés	1 355 000,00	55,88%
Inscriptions	475 000,00	19,59%
Total	2 425 000,00	100,00%

## **Annexe 13 - Fiches projet Soutien évènements sportifs (HC)**

**DOSSIER N° EX078788 - CORRIDA DE NOEL D'ISSY-LES-MOULINEAUX 2023 - ATHLETISME**

**Dispositif** : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement) (n° 00001079)

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement)	245 000,00 € HT	3,06 %	7 500,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		7 500,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ISSY SPORT  
Adresse administrative : 92 RUE GOUVERNEUR GENERAL FELIX EBOU  
92130 ISSY LES MOULINEAUX  
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte  
Représentant : Monsieur Matthieu FARDEL, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de la Corrida de Noel d'Issy-les-Moulineaux 2023

**Dates prévisionnelles** : 5 février 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La Corrida de Noël d'Issy-les-Moulineaux revient pour sa 45ème édition le dimanche 17 décembre 2023, Toutes les équipes de la ville travaillent depuis quelques mois déjà pour proposer une édition aussi ambitieuse que les éditions suivantes. Les participants auront la possibilité de se faire aider et conseiller lors des séances d'entraînements gratuites proposées par l'organisation en collaboration avec l'Avia Club d'Issy-les-Moulineaux. Un village de Noël éphémère sera créé avec des animations pour toute la famille (ouvert au public).

Cette nouvelle édition s'annonce festive et conviviale, en effet les organisateurs comptent sur la présence de plus de 12 000 coureurs sur la ligne départ dont 95% de franciliens. De nombreuses animations sont prévues durant l'événement : animateurs, orchestres, écran géant avec diffusion des images de la course, coureurs, motos, accueil des coureurs d'entreprises) au sein de la Cité des Sports.

La Corrida de Noël est heureuse de réitérer son soutien aux 4 associations : Laurette Fugain, Imagine for Margo, Mécénat Chirurgie Cardiaque et Juste pour son sourire.

Les organisateurs (Issy Sport) comptent sur la présence d'environ 2000 spectateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- ISSY-LES-MOULINEAUX

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	21 000,00	8,57%
Aménagement du site et location de matériels	120 000,00	48,98%
Frais de restauration	7 000,00	2,86%
Frais de personnel (charges comprises)	56 000,00	22,86%
Indemnités bénévoles	2 000,00	0,82%
Communication	15 000,00	6,12%
Redevance fédération internationale	4 000,00	1,63%
Frais de sécurité	20 000,00	8,16%
Total	245 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	7 500,00	3,06%
Partenaires privés	75 000,00	30,61%
Billetterie	7 500,00	3,06%
Inscriptions	140 000,00	57,14%
Vente produits finis	15 000,00	6,12%
Total	245 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX077966 - OPERATION RUN FOR GIRLS 2023**

**Dispositif** : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement) (n° 00001079)

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement)	15 000,00 € TTC	20,00 %	3 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		3 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : PLAN INTERNATIONAL FRANCE  
Adresse administrative : 14 RUE SCANDICCI  
93500 PANTIN  
Statut Juridique : Fondation  
Représentant : Monsieur JEAN-MAURICE RIPERT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de l'opération Run for Girls 2023

**Dates prévisionnelles** : 5 février 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La fondation Plan International France organise au Bois de Boulogne, la toute 1ère édition de sa course solidaire "Run for girls" pour défendre les droits des filles et financer des actions en leur faveur, car les filles sont les premières victimes d'inégalités, de discriminations et de violences dans le monde.

C'est d'ailleurs Plan International France qui a obtenu la création de la Journée internationale des droits des filles, qui a lieu le 11 octobre de chaque année.

L'opération Run for Girls est une manifestation sportive ouverte à tous les publics qui viennent courir pour défendre les droits des filles, en effet l'intégralité des fonds collectés par les inscriptions sera reversée à Plan International France afin de financer des actions pour l'égalité d'accès à l'école, aux soins, la lutte contre les mutilations génitales et les mariages forcés, etc.



Cette course qui devrait voir la participation d'environ 1500 coureurs propose 2 distances (10 km et 5 km), avec pour principaux objectifs :

- La collecte de fonds pour financer nos programmes.
- La sensibilisation, en créant un événement dont le décor et la documentation informera le grand public sur les grands enjeux actuels pour l'égalité filles-garçons.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	2 000,00	13,33%
Aménagement du site et location	2 000,00	13,33%
Frais de restauration	500,00	3,33%
Frais de personnel	2 000,00	13,33%
Frais d'encadrement	500,00	3,33%
Frais de communication	3 500,00	23,33%
Frais d'audiovisuel	300,00	2,00%
Frais de réception VIP	700,00	4,67%
Logistique	1 500,00	10,00%
Arbitrage	500,00	3,33%
Frais de sécurité	1 000,00	6,67%
Frais de chronométrage	500,00	3,33%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	3 000,00	20,00%
Recettes de billetterie	2 000,00	13,33%
Fonds propres	10 000,00	66,67%
Total	15 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079313 - ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES DES QUARTIERS POPULAIRES A LA COUPE DU MONDE D'AFRIQUE DES NATIONS EN FOOTBALL**

**Dispositif** : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement) (n° 00001079)

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement)	175 000,00 € TTC	8,57 %	15 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		15 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : AGIR ENSEMBLE  
Adresse administrative : 26 RUE RAYMOND LEFEVRE  
93700 DRANCY  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur IDRIS NIANG, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagnement des jeunes des quartiers populaires à la Coupe du Monde d'Afrique des Nations en 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 juillet 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La Région souhaite soutenir l'association AGIR Ensemble pour l'organisation d'un projet d'accompagnement des jeunes issus des quartiers populaires de Drancy afin de participer à la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) en football.

L'association AGIR Ensemble a été reçue à cet effet par le ministre du sport de la Côte d'Ivoire afin de permettre aux jeunes Franciliens vainqueurs respectifs des CAN de quartiers de chaque département d'assister par la suite à la CAN d'Afrique.

En effet ce projet d'échanges devrait concerner environ 70 franciliens âgés de 18 à 25 ans du 08 au 19 janvier 2024 avec pour objectifs d'encourager la pratique du sport, de favoriser les échanges interculturels en visitant des villes et villages et en participant à des activités locales et finalement de renforcer les liens entre les participants franciliens et les communautés ivoiriennes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- DRANCY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	12 000,00	6,86%
Aménagement du site et location de matériels	13 000,00	7,43%
Frais d'hébergement	28 000,00	16,00%
Frais de restauration	25 000,00	14,29%
Frais de personnel (charges comprises)	10 000,00	5,71%
Frais de déplacement	70 000,00	40,00%
Communication	2 700,00	1,54%
Frais pour audiovisuel	2 800,00	1,60%
Frais de sécurité	5 000,00	2,86%
Conception, réalisation, suivi administratif et logistique...	3 500,00	2,00%
Acquisition de matériels informatiques et audiovisuels	3 000,00	1,71%
Total	175 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	15 000,00	8,57%
Subvention Département	43 300,00	24,74%
Subvention Commune	15 000,00	8,57%
Autres subventions publiques	15 000,00	8,57%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	45 000,00	25,71%
Partenaires privés	41 700,00	23,83%
Total	175 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 23008970 - CHAMPIONNAT DU MONDE D'ATHLETISME HANDISPORT 2023**

**Dispositif** : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement) (n° 00001079)

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement)	12 100 000,00 € TTC	2,07 %	250 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		250 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMITE ORGANISATION CHAMPIONNATS MONDE  
ATHLETISME PARALYMPIQUES 2023

Adresse administrative : 42 RUE LOUIS LUMIERE  
75020 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame GUISLAINE WESTELYNCK, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du championnat du Monde d'athlétisme handisport 2023

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2022 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Le comité d'organisation du Championnat du Monde d'athlétisme handisport qui s'est déroulé du 08/07/2023 au 17/07/2023 au stade Charléty, a marqué le retour en France de la 2ème plus grande compétition paralympique internationale après les Jeux Olympiques, c'était un signal fort à seulement un an des Jeux de Paris 2024.

Ce Championnat du Monde d'athlétisme Handisport a vu la participation de 1700 athlètes et de plus de 800 officiels et membres des staffs, venus de 120 pays sur la piste du Stade Charléty à Paris, pour 9 jours d'épreuves, ouvertes aux sportifs handisports et sport adapté.

Les athlètes présents, qu'ils soient paraplégiques, déficients visuels, amputés, infirmes moteurs cérébraux, déficients intellectuels, ont tous participé pour remporter l'une des 217 médailles d'or qui ont été décernées.

Sur le plan de l'organisation, près de 1000 bénévoles étaient présents chaque jour pour faire vivre l'événement avec 200 juges et officiels et plus de 11 000 repas ont été servis quotidiennement.

La Fédération Française Handisport et le Comité d'organisation souhaitent faire de cette édition une référence en matière de savoir-faire avec des standards élevés d'accueil, d'organisation générale, sportive, avec une médiatisation amplifiée et expérience spectateur au plus près des exploits, à un an des Jeux de 2024, grâce à l'expérience acquise pour l'organisation d'événements internationaux majeurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	80 000,00	0,66%
Aménagement du site et location de matériels	885 000,00	7,31%
Frais d'hébergement	2 500 000,00	20,66%
Frais de restauration	2 000 000,00	16,53%
Frais de personnel (charges comprises)	1 030 000,00	8,51%
Frais de déplacement	800 000,00	6,61%
Frais d'encadrement	80 000,00	0,66%
Communication	830 000,00	6,86%
Redevance fédération internationale	10 000,00	0,08%
Frais pour audiovisuel	445 000,00	3,68%
Réception VIP	300 000,00	2,48%
Logistique	800 000,00	6,61%
Gestion compétition / chronométrage	150 000,00	1,24%
Arbitrage	90 000,00	0,74%
Frais de sécurité	100 000,00	0,83%
Indemnités bénévoles	2 000 000,00	16,53%
Total	12 100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	250 000,00	2,07%
Subvention Commune	250 000,00	2,07%
Subvention Etat (ANS, Ministères)	3 500 000,00	28,93%
Partenaires privés	865 000,00	7,15%
Billetterie	750 000,00	6,20%
Inscriptions	5 205 000,00	43,02%
Droits audiovisuels	450 000,00	3,72%
Fonds propres	830 000,00	6,86%
Total	12 100 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079392 - OPEN DE FRANCE DE GOLF 2024**

**Dispositif** : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement) (n° 00001079)

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement)	305 000,00 € TTC	49,18 %	150 000,00 €
<b>Montant total de la subvention</b>			150 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE GOLF  
 Adresse administrative : 68 RUE ANATOLE FRANCE  
 92300 LEVALLOIS-PERRET  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Monsieur PASCAL GRIZOT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de l'Open de France de Golf 2024

**Dates prévisionnelles** : 5 mars 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

L'Open de France est le plus ancien et le plus important tournoi de golf d'Europe continentale. C'est en 1906, au golf de Paris, devenu depuis La Boulie, que s'est déroulé le premier Championnat International de France Open1.

L'Open de France est une épreuve officielle du DP World Tour, le circuit européen (1ère division) depuis la création de celui-ci en 1972. Il s'est disputé chaque année vers la fin du mois de juin entre l'Open américain et l'Open britannique sur le parcours de l'Albatros du Golf National à Saint-Quentin-en-Yvelines. En 2024, il se déroulera du 10 au 13 octobre.

L'Open de France se joue en 4 tours de 18 trous. Après les 2 premiers jours et 36 trous, les 65 à 70 premiers joueurs et ex æquo (les amateurs sont comptés en plus) sont qualifiés pour les 2 derniers jours.

Le score final est l'addition des scores des 4 tours. En cas d'égalité pour la première place après les 4 tours, un play-off trou par trou est disputé pour décider du vainqueur.

Le champ sera composé de 156 joueurs, parmi lesquels nous devrions avoir la participation d'une vingtaine de pro français, tous évoluant sur le DP World Tour.

Les 156 joueurs sont considérés comme Haut Niveau, le DP World Tour étant l'élite professionnelle en Europe. La France a également la possibilité de faire participer 6 amateurs.

Les organisateurs attendent 8000 spectateurs chaque journée.

**Localisation géographique :**

- GUYANCOURT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	30 000,00	9,84%
Frais de restauration	47 000,00	15,41%
Frais de personnel (charges comprises)	57 000,00	18,69%
Communication	60 000,00	19,67%
Frais pour audiovisuel	20 000,00	6,56%
Réception VIP	80 000,00	26,23%
Logistique	11 000,00	3,61%
Total	305 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	150 000,00	49,18%
Fonds propres	155 000,00	50,82%
Total	305 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079466 - GALA DE BOXE LA CONQUETE**

**Dispositif** : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement) (n° 00001079)

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement)	915 000,00 € HT	8,20 %	75 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		75 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ALLSTAR BOXING  
Adresse administrative : 267 BOULEVARD PEREIRE  
75017 PARIS  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur JEROME ABITEBOUL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du gala de boxe "La Conquête"

**Dates prévisionnelles** : 5 février 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La Région va soutenir le Gala de boxe anglaise "La Conquête" le 09 décembre 2023 à Paris avec la participation de Tony Yoka et l'organisation d'un championnat du Monde WBA en plus de 4 autres combats professionnels.

Ce gala de boxe professionnelle verra la participation de 12 athlètes de haut-niveau issus de 6 clubs sportifs franciliens.

Par le passé, la société All Star Boxing avait déjà organisé l'évènement "La Conquête Tony Yoka", une opération qui proposait 2 combats avec la participation de Tony Yoka, un 1er combat en 2022 et le 2ème combat en 2023 à Paris.

Lors de ces 2 rencontres, le grand public avait pu également bénéficier de la présence des athlètes de "Team Solide" médaillés aux Jeux Olympiques de Rio en 2016.



Cet évènement international participe grandement à la diffusion et au développement de la pratique de cette discipline par ses meilleurs représentants et valorise l'image de la Région dans sa volonté de développer toutes les disciplines et d'en faire connaître les sportifs de haut-niveau.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	15 000,00	1,64%
Aménagement du site et location de matériels	165 000,00	18,03%
Frais d'hébergement	20 000,00	2,19%
Frais de restauration	10 000,00	1,09%
Frais de personnel (charges comprises)	50 000,00	5,46%
Indemnités bénévoles	5 000,00	0,55%
Frais de déplacement	20 000,00	2,19%
Taxes diverses	20 000,00	2,19%
Communication	50 000,00	5,46%
Redevance fédération internationale	30 000,00	3,28%
Frais pour audiovisuel	25 000,00	2,73%
Réception VIP	25 000,00	2,73%
Logistique	50 000,00	5,46%
Gestion compétition / chronométrage	2 000,00	0,22%
Arbitrage	8 000,00	0,87%
Frais de sécurité	40 000,00	4,37%
Prestations diverses liées à l'organisation	380 000,00	41,53%
Total	915 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	75 000,00	8,20%
Fonds propres	50 000,00	5,46%
Partenaires privés	90 000,00	9,84%
Billetterie	250 000,00	27,32%
Droits audiovisuels	450 000,00	49,18%
Total	915 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079444 - CHAMPIONNATS D'EUROPE DE NATATION 2026**

**Dispositif** : Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement) (n° 00001079)

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200609- Soutien et promotion des événements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports et Jeux Olympiques et Paralympiques, loisirs, citoyenneté et politique de la ville, et vie associative (fonctionnement)	14 500 000,00 € TTC	4,14 %	600 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		600 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FFN FEDERATION FRANCAISE DE NATATION

Adresse administrative : 104 RUE MARTRE  
92110 CLICHY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur GILLES SEZIONALE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation des championnats d'Europe de Natation 2026

**Dates prévisionnelles** : 5 septembre 2023 - 30 juin 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

En 2026 la Fédération Française de Natation (FFN) va organiser les Championnats d'Europe de natation dans le centre aquatique Olympique de Saint-Denis, futur site des JOP Paris 2024.

Cet équipement sportif hors normes à proximité du Stade de France proposera un bassin de 50 mètres (10 lignes d'eau) pour les épreuves olympiques de natation artistique et de water-polo, avec un bassin spécialement dédié au plongeon, 5 000 places assises, ainsi qu'un bassin d'échauffement situé à sur le parvis extérieur.

Ces championnats d'Europe de natation prévoient des épreuves dans les disciplines suivantes : Natation course, Natation artistique, Plongeon de haut vol, Plongeon et Natation en eau libre, plus de 2500 athlètes internationaux devraient être présents.

Cet événement sportif d'envergure qui se déroule tous les 2 ans, devrait se dérouler sur 2 à 3 semaines et les organisateurs comptent sur la présence d'environ 4000 spectateurs chaque journée.

En complément d'une promotion exceptionnelle des différentes disciplines proposées par la FNN auprès du grand public, cela sera également l'occasion de découvrir et d'encourager les meilleurs athlètes français qui aux récents championnats d'Europe de Rome en 2022, ont obtenu la 6ème place au classement général avec 13 médailles (3 en or, 7 en argent, 3 en bronze).

A l'occasion du 100ème anniversaire de cet événement, l'ambition de la FFN pour ces Championnats d'Europe 2026 est d'offrir un cadre magnifique avec les normes d'organisation les plus élevées pour permettre à l'événement de briller encore davantage et de faire de la natation un rôle central dans la pratique sportive de chacun, tout en promouvant son accessibilité, sa diversité et son rôle dans le renforcement des communautés.

#### Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	120 000,00	0,83%
Aménagement du site et location de matériels	3 200 000,00	22,07%
Frais d'hébergement	1 250 000,00	8,62%
Frais de restauration	1 550 000,00	10,69%
Frais de personnel (charges comprises)	180 000,00	1,24%
Indemnités bénévoles	72 000,00	0,50%
Frais de déplacement	432 000,00	2,98%
Taxes diverses	36 000,00	0,25%
Frais d'encadrement	780 000,00	5,38%
Communication	360 000,00	2,48%
Redevance fédération internationale	4 150 000,00	28,62%
Frais pour audiovisuel	425 000,00	2,93%
Réception VIP	420 000,00	2,90%
Logistique	365 000,00	2,52%
Gestion compétition / chronométrage	1 040 000,00	7,17%
Frais de sécurité	120 000,00	0,83%
<b>Total</b>	<b>14 500 000,00</b>	<b>100,00%</b>

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	600 000,00	4,14%
Subvention Département	300 000,00	2,07%
Fonds propres	600 000,00	4,14%
Subvention Etat (ANS, Ministères, ...)	2 960 000,00	20,41%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	1 260 000,00	8,69%
Partenaires privés	1 680 000,00	11,59%
Billetterie	1 370 000,00	9,45%
Inscriptions	1 950 000,00	13,45%
Vente produits finis	480 000,00	3,31%
Subvention Métropole du Grand Paris	2 400 000,00	16,55%
Subvention Ville de Paris	300 000,00	2,07%
Subvention Ville de Saint-Denis	300 000,00	2,07%
Subvention Plaine Commune	300 000,00	2,07%
<b>Total</b>	<b>14 500 000,00</b>	<b>100,00%</b>

## **Annexe 14 - Convention soutien aux évènements sportifs (HC)**

**CONVENTION PARTENARIALE ENTRE  
LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET ISSY-SPORT**

Dossier d'aide versée n° **EX078788**

**ENTRE**

**La région Île-de-France** dont le siège est situé au n° 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,  
En vertu de la délibération N° CP 2023-365 du 17/11/2023  
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

**ET**

L'organisme dénommé : Issy Sport  
dont le statut juridique est : Société Anonyme d'Economie Mixte  
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont : 918415316 - 00010  
dont le siège social est situé au : 99, rue Gouverneur général Felix Ebou - 92130 Issy-les-Moulineaux  
représenté par son dirigeant : Matthieu FARDEL (Directeur Général)  
habilité par  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

**PREAMBULE :**

La Région a décidé d'impulser une politique sportive à l'origine d'une multitude d'actions diversifiées et concertées, dont les principaux objectifs visent à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous et à son rayonnement international.

A cette occasion, la Région s'engage à soutenir **la corrida de Noel d'Issy-les-Moulineaux 2023**, organisée par la Société Anonyme d'Economie Mixte Issy Sport.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

**ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération n° CP 2023-365, du 17/11/2023 la région Île-de-France a décidé de soutenir la Société Anonyme d'Economie Mixte Issy-Sport pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : **la corrida de Noel d'Issy-les-Moulineaux 2023**.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **3,06 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **245 000 €**, soit un montant maximum de subvention de **7 500 €**.

Le budget prévisionnel de l'opération, précisant les montants H.T. et T.T.C. est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

## **ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

### Article 2.2 – Obligations en matière d'éthique

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### Article 2.3 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à publier **1** offre de stage ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr> selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### Article 2.4 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

- Adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

Le bénéficiaire déclare que les risques dont il assume la charge en tant qu'organisateur de manifestation(s) sont couverts conformément à la législation en vigueur.

Il s'engage à fournir, sur simple demande de la Région, toutes les attestations faisant preuve de son respect de la législation en vigueur.

Le bénéficiaire renonce à tout recours contre la Région, ainsi que contre toute personne relevant de son autorité à un titre quelconque, dans l'hypothèse où des dommages seraient causés à des tiers, ou à l'organisateur, par des personnels, matériels, mis à disposition de l'organisateur par la Région.

#### Article 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'organisme s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. La présence d'un éditorial régional est obligatoire sur les supports papiers (programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, etc.) et supports numériques. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Lorsque le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Île-de-France (comités départementaux, clubs, licenciés...)

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à la contribution régionale selon les dispositions définies ci-dessus. L'exécutif régional figure systématiquement comme force invitante.

La Région est invitée aux conférences de presse et actions de promotion du bénéficiaire. Le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur, ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation, sont obligatoires.

Le bénéficiaire prévoit le parrainage d'au moins une épreuve ou la remise d'un prix spécifique de la Région Île-de-France, sous la forme de coupe et/ou de médaille.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale. La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Après la date de l'évènement, le bénéficiaire transmet à la Région, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale (photo, éditorial, programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, site internet...).

La Région peut aussi mettre à la disposition des organisateurs des banderoles, drapeaux, adhésifs, rubalise et autres supports afin d'assurer la visibilité de la collectivité. Ces supports sont à retirer et à restituer, en particulier les banderoles et les drapeaux, auprès de la Région.

#### Le bénéficiaire s'engage également à :

- proposer au Conseil régional des invitations/accès à des événements portés par le bénéficiaire pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens, le personnel de l'association sportive et culturelle du personnel de la Région Île-de-France (ASCRIF) et les représentants de l'institution régionale.
- faire la promotion de « l'Agenda 21 du Sport français » en faveur du développement durable,
- faire la promotion de « l'Agenda 22 » qui vise à assurer l'égalité des chances des personnes en situation de handicap. »

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

#### Article 2.6 : Obligations en matière d'éthique

- Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.
- La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.
- Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.



## ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

### Article 3.1 : Caducité

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.
- Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.
- Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

### Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

#### Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

#### Article 3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

#### Article 3.2.3 : Versement du solde

**La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.**

- Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution détaillant notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit public, le compte-rendu financier doit être accompagné d'un bilan qualitatif du projet soutenu, mentionnant le soutien de la Région et de ses conséquences positives (ce bilan doit être en lien avec le plan de communication initialement transmis à l'instruction du dossier). Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la région Île-de-France.

#### Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le taux plafond prévu par le dispositif cadre.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 ans indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Les recettes reçues par l'organisateur issues du sponsoring, ou de toute nature autre que des subventions publiques, seront déduites le cas échéant du montant des dépenses subventionnées.

#### Article 3.4 : Éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du (date de la Commission permanente, sauf mentions contraires prévues par la délibération) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### Article 3.5 : Changement de domiciliation bancaire de l'organisme

Lorsque l'organisme change de domiciliation bancaire durant la durée d'exécution de la convention, il transmet dès que possible, par courrier aux services de la Région, les nouvelles coordonnées bancaires.

#### Article 3.6 : Cession de créance

Lorsque l'organisme procède à une cession de créance auprès d'un établissement financier ou bancaire, il est tenu d'en informer dès que possible par courrier les services de la Région. Dans le même temps, il demande à l'établissement de recouvrement de tenir informé, par courrier également, la Direction Régionale des Finances Publiques de la région Île-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP), trésorier payeur de la Région sis au 94 rue Réaumur - 75104 Paris Cedex 02.

#### ARTICLE 4 – DATE D’EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d’attribution par l’assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **17/11/2023**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d’application des règles de caducité de la subvention figurant à l’article 3.1 de la présente convention.

#### ARTICLE 5 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d’intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d’avis de réception postal par la Région. La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d’inexécution d’une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l’aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s’il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d’exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu’à la date de prise d’effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n’ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région. La résiliation de la convention implique la réalisation d’un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### ARTICLE 6 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d’exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, y compris les actions de communication visées à l’article 2.5 de la présente convention.

Pour les personnes morales de droit public, **la Région se réserve le droit d’exiger la restitution de l’intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d’alternants. »**

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d’exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l’objet d’un avenant dont la signature est autorisée par l’assemblée délibérante régionale.

## **ARTICLE 8 – PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération **CP 2023-365 du 17/11/2023**.

## **ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine

Le 17/11/2023

en 2 exemplaires originaux

**Pour la société  
Issy-Sport**

**Pour la Présidente  
du Conseil Régional d'Île-de-France,  
La Directrice des Sports, des Loisirs, et de la  
Citoyenneté du Pôle des Politiques  
Sportives, de Santé, de Solidarité et de  
Sécurité**

**Matthieu FARDEL  
Directeur Général**

**Marjorie LESCURE**

**CONVENTION PARTENARIALE ENTRE  
LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FONDATION PLAN INTERNATIONAL FRANCE**

Dossier d'aide versée n° **EX077966**

**ENTRE**

**La région Île-de-France** dont le siège est situé au n° 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE  
En vertu de la délibération N° CP 2023-365 du 17/11/2023  
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

**ET**

L'organisme dénommé : Plan International France  
dont le statut juridique est : Fondation  
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont : 394427553 – 00042  
dont le siège social est situé au : 14, rue Scandicci – 93500 PANTIN  
représenté par son dirigeant : JEAN-MAURICE RIPERT, (Président)  
habilité par  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

**PREAMBULE :**

La Région a décidé d'impulser une politique sportive à l'origine d'une multitude d'actions diversifiées et concertées, dont les principaux objectifs visent à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous et à son rayonnement international.

A cette occasion, la Région s'engage à soutenir **l'Opération Run For Girls 2023** organisée par la Fondation Plan International France.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

**ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération n° CP 2023-365, du 17/11/2023 la région Île-de-France a décidé de soutenir la Fondation Plan International France pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : **l'Opération Run For Girls 2023.**

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **3,00 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **20 000 €**, soit un montant maximum de subvention de **3 000 €**.

Le budget prévisionnel de l'opération, précisant les montants H.T. et T.T.C. est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

## **ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

### Article 2.2 – Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### Article 2.3 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à publier **1** offre de stage ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr> selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### Article 2.4 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

Le bénéficiaire déclare que les risques dont il assume la charge en tant qu'organisateur de manifestation(s) sont couverts conformément à la législation en vigueur.

Il s'engage à fournir, sur simple demande de la Région, toutes les attestations faisant preuve de son respect de la législation en vigueur.

Le bénéficiaire renonce à tout recours contre la Région, ainsi que contre toute personne relevant de son autorité à un titre quelconque, dans l'hypothèse où des dommages seraient causés à des tiers, ou à l'organisateur, par des personnels, matériels, mis à disposition de l'organisateur par la Région.

#### Article 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'organisme s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. La présence d'un éditorial régional est obligatoire sur les supports papiers (programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, etc.) et supports numériques. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Lorsque le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Île-de-France (comités départementaux, clubs, licenciés...)

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à la contribution régionale selon les dispositions définies ci-dessus. L'exécutif régional figure systématiquement comme force invitante.



La Région est invitée aux conférences de presse et actions de promotion du bénéficiaire. Le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur, ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation, sont obligatoires.

Le bénéficiaire prévoit le parrainage d'au moins une épreuve ou la remise d'un prix spécifique de la Région Île-de-France, sous la forme de coupe et/ou de médaille.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale. La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Après la date de l'évènement, le bénéficiaire transmet à la Région, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale (photo, éditorial, programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, site internet...).

La Région peut aussi mettre à la disposition des organisateurs des banderoles, drapeaux, adhésifs, rubalise et autres supports afin d'assurer la visibilité de la collectivité. Ces supports sont à retirer et à restituer, en particulier les banderoles et les drapeaux, auprès de la Région.

Le bénéficiaire s'engage également à :

- proposer au Conseil régional des invitations/accès à des événements portés par le bénéficiaire pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens, le personnel de l'association sportive et culturelle du personnel de la Région Île-de-France (ASCRIF) et les représentants de l'institution régionale.
- faire la promotion de « l'Agenda 21 du Sport français » en faveur du développement durable,
- faire la promotion de « l'Agenda 22 » qui vise à assurer l'égalité des chances des personnes en situation de handicap. »

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 2.6 : Obligations en matière d'éthique

- Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.
- La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.
- Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.



## ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

### Article 3.1 : Caducité

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.
- Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.
- Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

### Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

#### Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

#### Article 3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

#### Article 3.2.3 : Versement du solde

**La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.**

- Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution détaillant notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit public, le compte-rendu financier doit être accompagné d'un bilan qualitatif du projet soutenu, mentionnant le soutien de la Région et de ses conséquences positives (ce bilan doit être en lien avec le plan de communication initialement transmis à l'instruction du dossier). Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la région Île-de-France.

#### Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le taux plafond prévu par le dispositif cadre.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 ans indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Les recettes reçues par l'organisateur issues du sponsoring, ou de toute nature autre que des subventions publiques, seront déduites le cas échéant du montant des dépenses subventionnées.

#### Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du (date de la Commission permanente, sauf mentions contraires prévues par la délibération) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### Article 3.5 : Changement de domiciliation bancaire de l'organisme

Lorsque l'organisme change de domiciliation bancaire durant la durée d'exécution de la convention, il transmet dès que possible, par courrier aux services de la Région, les nouvelles coordonnées bancaires.

#### Article 3.6 : Cession de créance

Lorsque l'organisme procède à une cession de créance auprès d'un établissement financier ou bancaire, il est tenu d'en informer dès que possible par courrier les services de la Région. Dans le même temps, il demande à l'établissement de recouvrement de tenir informé, par courrier également, la Direction Régionale des Finances Publiques de la région Île-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP), trésorier payeur de la Région sis au 94 rue Réaumur - 75104 Paris Cedex 02.

## **ARTICLE 4 – DATE D’EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d’attribution par l’assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **17/11/2023**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d’application des règles de caducité de la subvention figurant à l’article 3.1 de la présente convention.

## **ARTICLE 5 – RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d’intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d’avis de réception postal par la Région. La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d’inexécution d’une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l’aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s’il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d’exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu’à la date de prise d’effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n’ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région. La résiliation de la convention implique la réalisation d’un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

## **ARTICLE 6 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d’exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, y compris les actions de communication visées à l’article 2.5 de la présente convention.

Pour les personnes morales de droit public, **la Région se réserve le droit d’exiger la restitution de l’intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d’alternants. »**

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d’exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l’objet d’un avenant dont la signature est autorisée par l’assemblée délibérante régionale.

## **ARTICLE 8 – PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération **CP 2023-365 du 17/11/2023**.

## **ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine

Le 17/11/2023

en 2 exemplaires originaux

**Pour la Fondation  
Plan International France**

**Pour la Présidente  
du Conseil Régional d'Île-de-France,  
La Directrice des Sports, des Loisirs, et de la  
Citoyenneté du Pôle des Politiques  
Sportives, de Santé, de Solidarité et de  
Sécurité**

**Jean-Maurice RIPERT  
Président**

**Marjorie LESCURE**

**CONVENTION PARTENARIALE ENTRE  
LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET L'ASSOCIATION AGIR ENSEMBLE**

Dossier d'aide versée n° **EX079313**

**ENTRE**

**La région Île-de-France** dont le siège est situé au n° 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE  
En vertu de la délibération N° CP 2023-365 du 17/11/2023  
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

**ET**

L'organisme dénommé : **AGIR ENSEMBLE**  
dont le statut juridique est : Association  
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont : 528540107 - 00018  
dont le siège social est situé au : 26 RUE RAYMOND LEFEVRE - 93700 DRANCY  
représenté par son dirigeant : IDRISS NIANG, Président  
habilité par  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

**PREAMBULE :**

La Région a décidé d'impulser une politique sportive à l'origine d'une multitude d'actions diversifiées et concertées, dont les principaux objectifs visent à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous et à son rayonnement international.

A cette occasion, la Région s'engage à soutenir **l'accompagnement des jeunes des quartiers populaires à la Coupe du Monde d'Afrique des Nations 2024** organisé par l'association AGIR ENSEMBLE.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

**ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération n° CP 2023-365, du 17/11/2023 la région Île-de-France a décidé de soutenir l'association AGIR ENSEMBLE pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : **L'accompagnement des jeunes des quartiers populaires à la Coupe du Monde d'Afrique des Nations 2024.**

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **8,57 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **175 000 €**, soit un montant maximum de subvention de **15 000 €**.

Le budget prévisionnel de l'opération, précisant les montants H.T. et T.T.C. est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

## **ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

### Article 2.2 – Obligations en matière d'éthique

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### Article 2.3 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à publier **1** offre de stage ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr> selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### Article 2.4 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

Le bénéficiaire déclare que les risques dont il assume la charge en tant qu'organisateur de manifestation(s) sont couverts conformément à la législation en vigueur.

Il s'engage à fournir, sur simple demande de la Région, toutes les attestations faisant preuve de son respect de la législation en vigueur.

Le bénéficiaire renonce à tout recours contre la Région, ainsi que contre toute personne relevant de son autorité à un titre quelconque, dans l'hypothèse où des dommages seraient causés à des tiers, ou à l'organisateur, par des personnels, matériels, mis à disposition de l'organisateur par la Région.

#### Article 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, l'organisme s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. La présence d'un éditorial régional est obligatoire sur les supports papiers (programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, etc.) et supports numériques. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Lorsque le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Île-de-France (comités départementaux, clubs, licenciés...)

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à la contribution régionale selon les dispositions définies ci-dessus. L'exécutif régional figure systématiquement comme force invitante.



La Région est invitée aux conférences de presse et actions de promotion du bénéficiaire. Le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur, ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation, sont obligatoires.

Le bénéficiaire prévoit le parrainage d'au moins une épreuve ou la remise d'un prix spécifique de la région Île-de-France, sous la forme de coupe et/ou de médaille.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale. La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Après la date de l'évènement, le bénéficiaire transmet à la Région, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale (photo, éditorial, programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, site internet...).

La Région peut aussi mettre à la disposition des organisateurs des banderoles, drapeaux, adhésifs, rubalise et autres supports afin d'assurer la visibilité de la collectivité. Ces supports sont à retirer et à restituer, en particulier les banderoles et les drapeaux, auprès de la Région.

#### Le bénéficiaire s'engage également à :

- proposer au Conseil régional des invitations/accès à des événements portés par le bénéficiaire pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens, le personnel de l'association sportive et culturelle du personnel de la région Île-de-France (ASCRIF) et les représentants de l'institution régionale.
- faire la promotion de « l'Agenda 21 du Sport français » en faveur du développement durable,
- faire la promotion de « l'Agenda 22 » qui vise à assurer l'égalité des chances des personnes en situation de handicap. »

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

#### Article 2.6 : Obligations en matière d'éthique

- Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.
- La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.
- Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.



## ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

### Article 3.1 : Caducité

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.
- Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.
- Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

### Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

#### Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

#### Article 3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

#### Article 3.2.3 : Versement du solde

**La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.**

- Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution détaillant notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit public, le compte-rendu financier doit être accompagné d'un bilan qualitatif du projet soutenu, mentionnant le soutien de la Région et de ses conséquences positives (ce bilan doit être en lien avec le plan de communication initialement transmis à l'instruction du dossier). Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Île-de-France.

#### Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le taux plafond prévu par le dispositif cadre.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 ans indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Les recettes reçues par l'organisateur issues du sponsoring, ou de toute nature autre que des subventions publiques, seront déduites le cas échéant du montant des dépenses subventionnées.

#### Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du (date de la Commission permanente, sauf mentions contraires prévues par la délibération) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### Article 3.5 : Changement de domiciliation bancaire de l'organisme

Lorsque l'organisme change de domiciliation bancaire durant la durée d'exécution de la convention, il transmet dès que possible, par courrier aux services de la Région, les nouvelles coordonnées bancaires.

#### Article 3.6 : Cession de créance

Lorsque l'organisme procède à une cession de créance auprès d'un établissement financier ou bancaire, il est tenu d'en informer dès que possible par courrier les services de la Région. Dans le même temps, il demande à l'établissement de recouvrement de tenir informé, par courrier également, la Direction Régionale des Finances Publiques de la région Île-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP), trésorier payeur de la Région sis au 94 rue Réaumur - 75104 Paris Cedex 02.

## ARTICLE 4 – DATE D’EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d’attribution par l’assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **17/11/2023**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d’application des règles de caducité de la subvention figurant à l’article 3.1 de la présente convention.

## ARTICLE 5 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d’intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d’avis de réception postal par la Région. La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d’inexécution d’une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l’aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s’il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d’exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu’à la date de prise d’effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n’ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région. La résiliation de la convention implique la réalisation d’un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

## ARTICLE 6 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d’exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, y compris les actions de communication visées à l’article 2.5 de la présente convention.

Pour les personnes morales de droit public, **la Région se réserve le droit d’exiger la restitution de l’intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d’alternants. »**

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d’exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l’objet d’un avenant dont la signature est autorisée par l’assemblée délibérante régionale.

## **ARTICLE 8 – PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération **CP 2023-365 du 17/11/2023**.

## **ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine

Le 17/11/2023

en 2 exemplaires originaux

**Pour l'association  
AGIR ENSEMBLE**

**Pour la Présidente  
du Conseil Régional d'Île-de-France,  
La Directrice des Sports, des Loisirs, et de la  
Citoyenneté du Pôle des Politiques  
Sportives, de Santé, de Solidarité et de  
Sécurité**

**Idriss NIANG  
Président**

**Marjorie LESCURE**

**CONVENTION PARTENARIALE ENTRE  
LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET LE COMITE D'ORGANISATION DES CHAMPIONNATS  
DU MONDE D'ATHLETISMEHANDISPORT 2023**

Dossier d'aide versée n° **23008970**

**ENTRE**

**La région Île-de-France** dont le siège est situé au n° 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE  
En vertu de la délibération N° CP 2023-365 du 17/11/2023  
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

**ET**

L'organisme dénommé : Comité d'organisation des championnats du Monde d'Athlétisme Handisport 2023  
dont le statut juridique est : Association  
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont : 911300739 - 00016  
dont le siège social est situé au : 42 RUE LOUIS LUMIERE – 75020 PARIS  
représenté par son dirigeant : GUISLAINE WESTELYNCK, (Présidente)  
habilité par  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

**PREAMBULE :**

La Région a décidé d'impulser une politique sportive à l'origine d'une multitude d'actions diversifiées et concertées, dont les principaux objectifs visent à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous et à son rayonnement international.

A cette occasion, la Région s'engage à soutenir **les Championnats du Monde d'athlétisme Handisport 2023** organisée par le Comité d'organisation des championnats du Monde d'Athlétisme Handisport 2023.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

**ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération n° CP 2023-365, du 17/11/2023 la région Île-de-France a décidé de soutenir le **Comité d'organisation des championnats du Monde d'Athlétisme Handisport 2023** pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : **les Championnats du Monde d'athlétisme Handisport 2023**

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **2,07 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **12 500 000 €**, soit un montant maximum de subvention de **250 000 €**.

Le budget prévisionnel de l'opération, précisant les montants H.T. et T.T.C. est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

## **ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

### Article 2.2 – Obligations en matière d'éthique

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### Article 2.3 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à publier **3** offres de stage ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr> selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### Article 2.4 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

Le bénéficiaire déclare que les risques dont il assume la charge en tant qu'organisateur de manifestation(s) sont couverts conformément à la législation en vigueur.

Il s'engage à fournir, sur simple demande de la Région, toutes les attestations faisant preuve de son respect de la législation en vigueur.

Le bénéficiaire renonce à tout recours contre la Région, ainsi que contre toute personne relevant de son autorité à un titre quelconque, dans l'hypothèse où des dommages seraient causés à des tiers, ou à l'organisateur, par des personnels, matériels, mis à disposition de l'organisateur par la Région.

#### Article 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'organisme s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. La présence d'un éditorial régional est obligatoire sur les supports papiers (programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, etc.) et supports numériques. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Lorsque le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la région Île-de-France (comités départementaux, clubs, licenciés...)

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à la contribution régionale selon les dispositions définies ci-dessus. L'exécutif régional figure systématiquement comme force invitante.



La Région est invitée aux conférences de presse et actions de promotion du bénéficiaire. Le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur, ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation, sont obligatoires.

Le bénéficiaire prévoit le parrainage d'au moins une épreuve ou la remise d'un prix spécifique de la Région Île-de-France, sous la forme de coupe et/ou de médaille.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale. La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Après la date de l'évènement, le bénéficiaire transmet à la Région, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale (photo, éditorial, programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, site internet...).

La Région peut aussi mettre à la disposition des organisateurs des banderoles, drapeaux, adhésifs, rubalise et autres supports afin d'assurer la visibilité de la collectivité. Ces supports sont à retirer et à restituer, en particulier les banderoles et les drapeaux, auprès de la Région.

Le bénéficiaire s'engage également à :

- proposer au Conseil régional des invitations/accès à des événements portés par le bénéficiaire pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens, le personnel de l'association sportive et culturelle du personnel de la Région Île-de-France (ASCRIF) et les représentants de l'institution régionale.
- faire la promotion de « l'Agenda 21 du Sport français » en faveur du développement durable,
- faire la promotion de « l'Agenda 22 » qui vise à assurer l'égalité des chances des personnes en situation de handicap. »

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 2.6 : Obligations en matière d'éthique

- Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.
- La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.
- Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.



## ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

### Article 3.1 : Caducité

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.
- Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.
- Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

### Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

#### Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

#### Article 3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

#### Article 3.2.3 : Versement du solde

**La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.**

- Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution détaillant notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit public, le compte-rendu financier doit être accompagné d'un bilan qualitatif du projet soutenu, mentionnant le soutien de la Région et de ses conséquences positives (ce bilan doit être en lien avec le plan de communication initialement transmis à l'instruction du dossier). Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la région Île-de-France.

#### Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le taux plafond prévu par le dispositif cadre.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 ans indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Les recettes reçues par l'organisateur issues du sponsoring, ou de toute nature autre que des subventions publiques, seront déduites le cas échéant du montant des dépenses subventionnées.

#### Article 3.4 : Éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du (date de la Commission permanente, sauf mentions contraires prévues par la délibération) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### Article 3.5 : Changement de domiciliation bancaire de l'organisme

Lorsque l'organisme change de domiciliation bancaire durant la durée d'exécution de la convention, il transmet dès que possible, par courrier aux services de la Région, les nouvelles coordonnées bancaires.

#### Article 3.6 : Cession de créance

Lorsque l'organisme procède à une cession de créance auprès d'un établissement financier ou bancaire, il est tenu d'en informer dès que possible par courrier les services de la Région. Dans le même temps, il demande à l'établissement de recouvrement de tenir informé, par courrier également, la Direction Régionale des Finances Publiques de la région Île-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP), trésorier payeur de la Région sis au 94 rue Réaumur - 75104 Paris Cedex 02.

## ARTICLE 4 – DATE D’EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d’attribution par l’assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **17/11/2023**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d’application des règles de caducité de la subvention figurant à l’article 3.1 de la présente convention.

## ARTICLE 5 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d’intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d’avis de réception postal par la Région. La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d’inexécution d’une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l’aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s’il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d’exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu’à la date de prise d’effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n’ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région. La résiliation de la convention implique la réalisation d’un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

## ARTICLE 6 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d’exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, y compris les actions de communication visées à l’article 2.5 de la présente convention.

Pour les personnes morales de droit public, **la Région se réserve le droit d’exiger la restitution de l’intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d’alternants. »**

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d’exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l’objet d’un avenant dont la signature est autorisée par l’assemblée délibérante régionale.

## **ARTICLE 8 – PIÈCES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération **CP 2023-365 du 17/11/2023**.

## **ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine

Le 17/11/2023

en 2 exemplaires originaux

**Pour l'association  
AGIR ENSEMBLE**

**Pour la Présidente  
du Conseil Régional d'Île-de-France,  
La Directrice des Sports, des Loisirs, et de la  
Citoyenneté du Pôle des Politiques  
Sportives, de Santé, de Solidarité et de  
Sécurité**

**Gislaine WESTELYNCK  
Présidente**

**Marjorie LESCURE**

**CONVENTION PARTENARIALE ENTRE  
LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE GOLF**

Dossier d'aide versée n° **EX079392**

**ENTRE**

**La Région Île-de-France** dont le siège est situé au n° 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE  
En vertu de la délibération N° CP 2023-365 du 17/11/2023  
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

**ET**

L'organisme dénommé : Fédération Française de Golf  
dont le statut juridique est : association  
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont : 784663189 – 00040  
dont le siège social est situé au : 68, rue Anatole France – 92300 LEVALLOIS-PERRET  
représenté par son dirigeant : PASCAL GRIZOT, Président  
habilité par  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

**PREAMBULE :**

La Région a décidé d'impulser une politique sportive à l'origine d'une multitude d'actions diversifiées et concertées, dont les principaux objectifs visent à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous et à son rayonnement international.

A cette occasion, la Région s'engage à soutenir **l'Open de France de Golf 2024** organisé par la Fédération Française de Golf.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

**ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération n° CP 2023-365, du 17/11/2023 la région Île-de-France a décidé de soutenir la Fédération Française de Golf pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : **l'Open de Golf de France 2024.**

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **49,18 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **305 000 €**, soit un montant maximum de subvention de **150 000 €**.

Le budget prévisionnel de l'opération, précisant les montants H.T. et T.T.C. est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

## **ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

### Article 2.2 – Obligations en matière d'éthique

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### Article 2.3 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à publier **3** offres de stage ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr> selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### Article 2.4 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

Le bénéficiaire déclare que les risques dont il assume la charge en tant qu'organisateur de manifestation(s) sont couverts conformément à la législation en vigueur.

Il s'engage à fournir, sur simple demande de la Région, toutes les attestations faisant preuve de son respect de la législation en vigueur.

Le bénéficiaire renonce à tout recours contre la Région, ainsi que contre toute personne relevant de son autorité à un titre quelconque, dans l'hypothèse où des dommages seraient causés à des tiers, ou à l'organisateur, par des personnels, matériels, mis à disposition de l'organisateur par la Région.

#### Article 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, l'organisme s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. La présence d'un éditorial régional est obligatoire sur les supports papiers (programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, etc.) et supports numériques. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.

Lorsque le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la région Île-de-France (comités départementaux, clubs, licenciés...)

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à la contribution régionale selon les dispositions définies ci-dessus. L'exécutif régional figure systématiquement comme force invitante.



La Région est invitée aux conférences de presse et actions de promotion du bénéficiaire. Le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur, ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation, sont obligatoires.

Le bénéficiaire prévoit le parrainage d'au moins une épreuve ou la remise d'un prix spécifique de la région Île-de-France, sous la forme de coupe et/ou de médaille.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale. La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Après la date de l'évènement, le bénéficiaire transmet à la Région, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale (photo, éditorial, programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, site internet...).

La Région peut aussi mettre à la disposition des organisateurs des banderoles, drapeaux, adhésifs, rubalise et autres supports afin d'assurer la visibilité de la collectivité. Ces supports sont à retirer et à restituer, en particulier les banderoles et les drapeaux, auprès de la Région.

Le bénéficiaire s'engage également à :

- proposer au Conseil régional des invitations/accès à des événements portés par le bénéficiaire pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens, le personnel de l'association sportive et culturelle du personnel de la région Île-de-France (ASCRIF) et les représentants de l'institution régionale.
- faire la promotion de « l'Agenda 21 du Sport français » en faveur du développement durable,
- faire la promotion de « l'Agenda 22 » qui vise à assurer l'égalité des chances des personnes en situation de handicap. »

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 2.6 : Obligations en matière d'éthique

- Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.
- La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.
- Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.



## ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

### Article 3.1 : Caducité

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.
- Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.
- Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

### Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

#### Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

#### Article 3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

#### Article 3.2.3 : Versement du solde

**La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.**

- Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit public, le compte-rendu financier doit être accompagné d'un bilan qualitatif du projet soutenu, mentionnant le soutien de la Région et de ses conséquences positives (ce bilan doit être en lien avec le plan de communication initialement transmis à l'instruction du dossier). Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la région Île-de-France.

#### Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le taux plafond prévu par le dispositif cadre.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 ans indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Les recettes reçues par l'organisateur issues du sponsoring, ou de toute nature autre que des subventions publiques, seront déduites le cas échéant du montant des dépenses subventionnées.

#### Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du (date de la Commission permanente, sauf mentions contraires prévues par la délibération) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### Article 3.5 : Changement de domiciliation bancaire de l'organisme

Lorsque l'organisme change de domiciliation bancaire durant la durée d'exécution de la convention, il transmet dès que possible, par courrier aux services de la Région, les nouvelles coordonnées bancaires.

#### Article 3.6 : Cession de créance

Lorsque l'organisme procède à une cession de créance auprès d'un établissement financier ou bancaire, il est tenu d'en informer dès que possible par courrier les services de la Région. Dans le même temps, il demande à l'établissement de recouvrement de tenir informé, par courrier également, la Direction Régionale des Finances Publiques de la région Île-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP), trésorier payeur de la Région sis au 94 rue Réaumur - 75104 Paris Cedex 02.

## ARTICLE 4 – DATE D’EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d’attribution par l’assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **17/11/2023**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d’application des règles de caducité de la subvention figurant à l’article 3.1 de la présente convention.

## ARTICLE 5 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d’intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d’avis de réception postal par la Région. La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d’inexécution d’une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l’aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s’il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d’exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu’à la date de prise d’effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n’ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région. La résiliation de la convention implique la réalisation d’un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

## ARTICLE 6 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d’exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, y compris les actions de communication visées à l’article 2.5 de la présente convention.

Pour les personnes morales de droit public, **la Région se réserve le droit d’exiger la restitution de l’intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d’alternants. »**

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d’exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l’objet d’un avenant dont la signature est autorisée par l’assemblée délibérante régionale.

## **ARTICLE 8 – PIÈCES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération **CP 2023-365 du 17/11/2023**.

## **ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine

Le 17/11/2023

en 2 exemplaires originaux

**Pour la Fédération Française  
de Golf**

**Pour la Présidente  
du Conseil Régional d'Île-de-France,  
La Directrice des Sports, des Loisirs, et de la  
Citoyenneté du Pôle des Politiques  
Sportives, de Santé, de Solidarité et de  
Sécurité**

**Pascal GRIZOT  
Président**

**Marjorie LESCURE**

**CONVENTION PARTENARIALE ENTRE  
LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA SOCIETE ALL STAR BOXING**

Dossier d'aide versée n° **EX079466**

**ENTRE**

**La région Île-de-France** dont le siège est situé au n° 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE  
En vertu de la délibération N° CP 2023-365 du 17/11/2023  
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

**ET**

L'organisme dénommé : ALL STAR BOXING  
dont le statut juridique est : Société par Actions Simplifiées  
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont : 828628214 – 00029  
dont le siège social est situé au : 267, Boulevard Pereire – 75017 PARIS  
représenté par son dirigeant : JEROME ABITEBOUL, Président  
habilité par  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

**PREAMBULE :**

La Région a décidé d'impulser une politique sportive à l'origine d'une multitude d'actions diversifiées et concertées, dont les principaux objectifs visent à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous et à son rayonnement international.

A cette occasion, la Région s'engage à soutenir **le gala de boxe "La Conquête"** organisée par la société ALL STAR BOXING.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

**ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération n° CP 2023-365, du 17/11/2023 la région Île-de-France a décidé de soutenir la société ALL STAR BOXING pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : **le Gala de boxe "La Conquête"**.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **8,20 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **915 000 € HT**, soit un montant maximum de subvention de **75 000 €**.

Le budget prévisionnel de l'opération, précisant les montants H.T. et T.T.C. est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

## **ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

### Article 2.2 – Obligations en matière d'éthique

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### Article 2.3 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à publier **2** offres de stage ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr> selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### Article 2.4 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

Le bénéficiaire déclare que les risques dont il assume la charge en tant qu'organisateur de manifestation(s) sont couverts conformément à la législation en vigueur.

Il s'engage à fournir, sur simple demande de la Région, toutes les attestations faisant preuve de son respect de la législation en vigueur.

Le bénéficiaire renonce à tout recours contre la Région, ainsi que contre toute personne relevant de son autorité à un titre quelconque, dans l'hypothèse où des dommages seraient causés à des tiers, ou à l'organisateur, par des personnels, matériels, mis à disposition de l'organisateur par la Région.

#### Article 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, l'organisme s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. La présence d'un éditorial régional est obligatoire sur les supports papiers (programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, etc.) et supports numériques. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.

Lorsque le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la région Île-de-France (comités départementaux, clubs, licenciés...)

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à la contribution régionale selon les dispositions définies ci-dessus. L'exécutif régional figure systématiquement comme force invitante.



La Région est invitée aux conférences de presse et actions de promotion du bénéficiaire. Le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur, ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation, sont obligatoires.

Le bénéficiaire prévoit le parrainage d'au moins une épreuve ou la remise d'un prix spécifique de la Région Île-de-France, sous la forme de coupe et/ou de médaille.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale. La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Après la date de l'évènement, le bénéficiaire transmet à la Région, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale (photo, éditorial, programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, site internet...).

La Région peut aussi mettre à la disposition des organisateurs des banderoles, drapeaux, adhésifs, rubalise et autres supports afin d'assurer la visibilité de la collectivité. Ces supports sont à retirer et à restituer, en particulier les banderoles et les drapeaux, auprès de la Région.

Le bénéficiaire s'engage également à :

- proposer au Conseil régional des invitations/accès à des événements portés par le bénéficiaire pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens, le personnel de l'association sportive et culturelle du personnel de la région Île-de-France (ASCRIF) et les représentants de l'institution régionale.
- faire la promotion de « l'Agenda 21 du Sport français » en faveur du développement durable,
- faire la promotion de « l'Agenda 22 » qui vise à assurer l'égalité des chances des personnes en situation de handicap. »

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 2.6 : Obligations en matière d'éthique

- Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.
- La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.
- Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.



## ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

### Article 3.1 : Caducité

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.
- Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.
- Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

### Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

#### Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

#### Article 3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

#### Article 3.2.3 : Versement du solde

**La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.**

- Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution détaillant notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit public, le compte-rendu financier doit être accompagné d'un bilan qualitatif du projet soutenu, mentionnant le soutien de la Région et de ses conséquences positives (ce bilan doit être en lien avec le plan de communication initialement transmis à l'instruction du dossier). Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la région Île-de-France.

#### Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le taux plafond prévu par le dispositif cadre.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 ans indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Les recettes reçues par l'organisateur issues du sponsoring, ou de toute nature autre que des subventions publiques, seront déduites le cas échéant du montant des dépenses subventionnées.

#### Article 3.4 : Éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du (date de la Commission permanente, sauf mentions contraires prévues par la délibération) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### Article 3.5 : Changement de domiciliation bancaire de l'organisme

Lorsque l'organisme change de domiciliation bancaire durant la durée d'exécution de la convention, il transmet dès que possible, par courrier aux services de la Région, les nouvelles coordonnées bancaires.

#### Article 3.6 : Cession de créance

Lorsque l'organisme procède à une cession de créance auprès d'un établissement financier ou bancaire, il est tenu d'en informer dès que possible par courrier les services de la Région. Dans le même temps, il demande à l'établissement de recouvrement de tenir informé, par courrier également, la Direction Régionale des Finances Publiques de la région Île-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP), trésorier payeur de la Région sis au 94 rue Réaumur - 75104 Paris Cedex 02.

## ARTICLE 4 – DATE D’EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d’attribution par l’assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **17/11/2023**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d’application des règles de caducité de la subvention figurant à l’article 3.1 de la présente convention.

## ARTICLE 5 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d’intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d’avis de réception postal par la Région. La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d’inexécution d’une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l’aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s’il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d’exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu’à la date de prise d’effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n’ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région. La résiliation de la convention implique la réalisation d’un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

## ARTICLE 6 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d’exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, y compris les actions de communication visées à l’article 2.5 de la présente convention.

Pour les personnes morales de droit public, **la Région se réserve le droit d’exiger la restitution de l’intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d’alternants. »**

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d’exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l’objet d’un avenant dont la signature est autorisée par l’assemblée délibérante régionale.

## **ARTICLE 8 – PIÈCES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération **CP 2023-365 du 17/11/2023**.

## **ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine

Le 17/11/2023

en 2 exemplaires originaux

**Pour la Société  
ALL STAR BOXING**

**Pour la Présidente  
du Conseil Régional d'Île-de-France,  
La Directrice des Sports, des Loisirs, et de la  
Citoyenneté du Pôle des Politiques  
Sportives, de Santé, de Solidarité et de  
Sécurité**

**Jérôme ABITEBOUL  
Président**

**Marjorie LESCURE**

**CONVENTION PARTENARIALE ENTRE  
LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE NATATION**

Dossier d'aide versée n° **EX079444**

**ENTRE**

**La région Île-de-France** dont le siège est situé au n° 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE  
En vertu de la délibération N° CP 2023-365 du 17/11/2023  
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

**ET**

L'organisme dénommé : La Fédération Française de Natation  
dont le statut juridique est : Association  
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont : 775695802 - 00063  
dont le siège social est situé au : 104, Rue Martre - 92110 CLICHY  
représenté par son dirigeant : GILLES SEZIONALE, Président  
habilité par  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

**PREAMBULE :**

La Région a décidé d'impulser une politique sportive à l'origine d'une multitude d'actions diversifiées et concertées, dont les principaux objectifs visent à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous et à son rayonnement international.

A cette occasion, la Région s'engage à soutenir **les Championnats d'Europe de Natation 2026** organisés par la Fédération Française de Natation (FFN).

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

**ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération n° CP 2023-365, du 17/11/2023 la région Île-de-France a décidé de soutenir la Fédération Française de Natation pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : **les Championnats d'Europe de Natation 2026**.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **4,14 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **14 500 000 €**, soit un montant maximum de subvention de **600 000 €**.

Le budget prévisionnel de l'opération, précisant les montants H.T. et T.T.C. est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

## **ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

### Article 2.2 – Obligations en matière d'éthique

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### Article 2.3 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à publier **3** offres de stage ou de contrats de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr> selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### Article 2.4 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

Le bénéficiaire déclare que les risques dont il assume la charge en tant qu'organisateur de manifestation(s) sont couverts conformément à la législation en vigueur.

Il s'engage à fournir, sur simple demande de la Région, toutes les attestations faisant preuve de son respect de la législation en vigueur.

Le bénéficiaire renonce à tout recours contre la Région, ainsi que contre toute personne relevant de son autorité à un titre quelconque, dans l'hypothèse où des dommages seraient causés à des tiers, ou à l'organisateur, par des personnels, matériels, mis à disposition de l'organisateur par la Région.

#### Article 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, l'organisme s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. La présence d'un éditorial régional est obligatoire sur les supports papiers (programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, etc.) et supports numériques. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.

Lorsque le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la région Île-de-France (comités départementaux, clubs, licenciés...)

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à la contribution régionale selon les dispositions définies ci-dessus. L'exécutif régional figure systématiquement comme force invitante.



La Région est invitée aux conférences de presse et actions de promotion du bénéficiaire. Le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur, ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation, sont obligatoires.

Le bénéficiaire prévoit le parrainage d'au moins une épreuve ou la remise d'un prix spécifique de la région Île-de-France, sous la forme de coupe et/ou de médaille.

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale. La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Après la date de l'évènement, le bénéficiaire transmet à la Région, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale (photo, éditorial, programme, guide, plaquette de promotion et dossiers de presse, site internet...).

La Région peut aussi mettre à la disposition des organisateurs des banderoles, drapeaux, adhésifs, rubalise et autres supports afin d'assurer la visibilité de la collectivité. Ces supports sont à retirer et à restituer, en particulier les banderoles et les drapeaux, auprès de la Région.

Le bénéficiaire s'engage également à :

- proposer au Conseil régional des invitations/accès à des événements portés par le bénéficiaire pour les jeunes lycéens, apprentis, licenciés des clubs franciliens, le personnel de l'association sportive et culturelle du personnel de la région Île-de-France (ASCRIF) et les représentants de l'institution régionale.
- faire la promotion de « l'Agenda 21 du Sport français » en faveur du développement durable,
- faire la promotion de « l'Agenda 22 » qui vise à assurer l'égalité des chances des personnes en situation de handicap. »

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 2.6 : Obligations en matière d'éthique

- Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.
- La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.
- Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.



## ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

### Article 3.1 : Caducité

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.
- Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.
- Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

### Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

#### Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

#### Article 3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

#### Article 3.2.3 : Versement du solde

**La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.**

- Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Il est assorti d'un compte-rendu d'exécution détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit public, le compte-rendu financier doit être accompagné d'un bilan qualitatif du projet soutenu, mentionnant le soutien de la Région et de ses conséquences positives (ce bilan doit être en lien avec le plan de communication initialement transmis à l'instruction du dossier). Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la région Île-de-France.

#### Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le taux plafond prévu par le dispositif cadre.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 ans indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Les recettes reçues par l'organisateur issues du sponsoring, ou de toute nature autre que des subventions publiques, seront déduites le cas échéant du montant des dépenses subventionnées.

#### Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du (date de la Commission permanente, sauf mentions contraires prévues par la délibération) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### Article 3.5 : Changement de domiciliation bancaire de l'organisme

Lorsque l'organisme change de domiciliation bancaire durant la durée d'exécution de la convention, il transmet dès que possible, par courrier aux services de la Région, les nouvelles coordonnées bancaires.

#### Article 3.6 : Cession de créance

Lorsque l'organisme procède à une cession de créance auprès d'un établissement financier ou bancaire, il est tenu d'en informer dès que possible par courrier les services de la Région. Dans le même temps, il demande à l'établissement de recouvrement de tenir informé, par courrier également, la Direction Régionale des Finances Publiques de la région Île-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP), trésorier payeur de la Région sis au 94 rue Réaumur - 75104 Paris Cedex 02.

## ARTICLE 4 – DATE D’EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d’attribution par l’assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **17/11/2023**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d’application des règles de caducité de la subvention figurant à l’article 3.1 de la présente convention.

## ARTICLE 5 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d’intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d’avis de réception postal par la Région. La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d’inexécution d’une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l’aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s’il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d’exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu’à la date de prise d’effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n’ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région. La résiliation de la convention implique la réalisation d’un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

## ARTICLE 6 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d’exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, y compris les actions de communication visées à l’article 2.5 de la présente convention.

Pour les personnes morales de droit public, **la Région se réserve le droit d’exiger la restitution de l’intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d’alternants. »**

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d’exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l’objet d’un avenant dont la signature est autorisée par l’assemblée délibérante régionale.

## **ARTICLE 8 – PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération **CP 2023-365 du 17/11/2023**.

## **ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déferés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine

Le 17/11/2023

en 2 exemplaires originaux

**Pour la Fédération Française  
de Natation**

**Pour la Présidente  
du Conseil Régional d'Île-de-France,  
La Directrice des Sports, des Loisirs, et de la  
Citoyenneté du Pôle des Politiques  
Sportives, de Santé, de Solidarité et de  
Sécurité**

**Gilles SEZIONALE  
Président**

**Marjorie LESCURE**

## **Annexe 15 - Fiches projet - Soutien aux évènements sportifs PSO**

**DOSSIER N° EX079056 - CONCOURS DE SAUTS D'OBSTACLES DE MAISONS LAFFITTE 2023**

**Dispositif** : Soutien aux évènements sportifs « sport santé, sport bien-être » (n° 00001132)

**Délibération Cadre** : CR2018-038 du 20/09/2018

**Imputation budgétaire** : 933-326-657341-132006-300

Action : 13200606- Plan Sport oxygène

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux évènements sportifs « sport santé, sport bien-être »	45 000,00 € TTC	11,11 %	5 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MAISONS-LAFFITTE

Adresse administrative : 48 AVENUE DE LONGUEIL  
78605 MAISONS LAFFITTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JACQUES MYARD, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation du concours de sauts d'obstacles de Maisons Laffitte 2023

**Dates prévisionnelles** : 5 février 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

La Ville de Maisons-Laffitte organise le Concours de Sauts d'Obstacles au Jumping Maisons-Laffitte, une compétition ouverte aux amateurs et aux professionnels.

Pour cette édition, les organisateurs accueillent environ 800 participants au Jumping de Maisons Laffitte qui a été retenu comme Centre de Préparation aux JOP Paris 2024 (CPJ).

En effet, cette infrastructure d'exception qui se situe au sein de la prestigieuse Cité du Cheval de Maisons-Laffitte, comprend 6 carrières dont une carrière olympique, 1 Spring Garden en herbe avec obstacles des cross, 2 pistes de galop, 1 piste de trotting et 40 km d'allées cavalières entretenues en Forêt de Saint-Germain-en-Laye.

L'un des objectifs de ce lieu est de rayonner par ses activités et les événements sportifs qu'elle organise afin de promouvoir l'équitation et les sports équestres dans le respect rigoureux du bien-être équin et de la sécurité des cavaliers, en partenariat avec les instances sportives régionales et nationales.

**Localisation géographique :**

- MAISONS-LAFFITTE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	2 600,00	5,78%
Aménagement du site et location de matériels	5 700,00	12,67%
Frais d'hébergement	600,00	1,33%
Frais de restauration	1 000,00	2,22%
Frais de personnel (charges comprises)	500,00	1,11%
Indemnités bénévoles	1 500,00	3,33%
Communication	500,00	1,11%
Logistique	500,00	1,11%
Gestion compétition / chronométrage	3 300,00	7,33%
Arbitrage	700,00	1,56%
Prestations de service diverses	28 100,00	62,44%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	5 000,00	11,11%
Partenaires privés	2 500,00	5,56%
Inscriptions	35 000,00	77,78%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	2 500,00	5,56%
Total	45 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 23008032 - LA LEVALLOISIENNE 2023**

**Dispositif** : Soutien aux évènements sportifs « sport santé, sport bien-être » (n° 00001132)

**Délibération Cadre** : CR2018-038 du 20/09/2018

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200606- Plan Sport oxygène

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux évènements sportifs « sport santé, sport bien-être »	45 000,00 € TTC	11,11 %	5 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		5 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LEVALLOIS SPORTING CLUB

Adresse administrative : 24 RUE LOUISE MICHEL  
92300 LEVALLOIS-PERRET

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur BERTRAND GABORIAU, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de la Levalloisienne 2023

**Dates prévisionnelles** : 5 février 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Organisée pour la 3ème année consécutive par le Levallois Sporting Club avec le concours de la Ville de Levallois-Perret, la Levalloisienne est une course solidaire ouverte à tous.

L'objectif de cet événement est de rassembler des personnes pour une journée sportive basée sur des valeurs de solidarité, de santé et de bien-être. Cet événement permet également d'aider l'association « Make a wish » dont la mission est de réaliser les rêves des enfants malades. Ouverte à tous les coureurs, elle rassemble un public nombreux souhaitant s'associer à une cause forte. L'événement est totalement accessible aux para-athlètes.

Il y a 2 parcours homologués par la Fédération Française d'Athlétisme, proposés avec un tracé de 5 kilomètres et un autre de 10 kilomètres. Un parcours de 3 kilomètres est ouvert aux enfants de 11 à 14 ans ainsi qu'une marche. Près de 3000 participants sont attendus cette année.



Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- LEVALLOIS-PERRET

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	3 400,00	7,56%
Aménagement du site et location de matériels	2 800,00	6,22%
Frais de restauration	8 200,00	18,22%
Frais de personnel	2 100,00	4,67%
Frais audiovisuels	1 500,00	3,33%
Gestion de la compétition et chronométrage	15 000,00	33,33%
Frais de sécurité	12 000,00	26,67%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	5 000,00	11,11%
Subvention Commune	7 000,00	15,56%
Fonds propres	33 000,00	73,33%
Total	45 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX078837 - LES FOULEES MONTERELAISES 2023**

**Dispositif** : Soutien aux évènements sportifs « sport santé, sport bien-être » (n° 00001132)

**Délibération Cadre** : CR2018-038 du 20/09/2018

**Imputation budgétaire** : 933-326-65748-132006-300

Action : 13200606- Plan Sport oxygène

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux évènements sportifs « sport santé, sport bien-être »	60 000,00 € TTC	16,67 %	10 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		10 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CSM CLUB SPORTIF MONTERELAIS

Adresse administrative : CLUB SPORTIF MONTERELAIS  
77130 MONTEREAU FAULT YONNE

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame VALERIE ZINETTI, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation des Foulées Monterelaises 2023

**Dates prévisionnelles** : 5 février 2023 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Le Club Sportif Monterelais (MonterEAU Fault Yonne) organise les 37èmes Foulées Monterelaises.

Les objectifs de cet évènement sont de :

- proposer aux athlètes, une organisation de qualité afin de leur permettre de réaliser la meilleure performance possible quel que soit leurs niveaux.
- regrouper dans un même peloton des athlètes de haut niveau et des coureurs occasionnels qui pourront par la suite intégrer une association sportive.

En marge de la compétition, sont organisées des courses et animations pour le plus grand nombre avec une course pour tous de 2 km sur le Parc des noues, allure libre marche ou course, sans inscriptions et sans classement et une course « jeunes » (1 km) avec la participation des écoles de Montereau dans la cadre de "Paris 2024" avec l'animation des "Zouzous".

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- MONTEREAU-FAULT-YONNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures diverses	3 400,00	5,67%
Aménagement du site et location de matériels	5 200,00	8,67%
Frais d'hébergement	2 800,00	4,67%
Frais de restauration	1 000,00	1,67%
Frais de déplacement	3 000,00	5,00%
Frais d'encadrement	550,00	0,92%
Communication	1 800,00	3,00%
Gestion compétition / chronométrage	4 600,00	7,67%
Frais de sécurité	7 550,00	12,58%
Prestations de service	30 100,00	50,17%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	16,67%
Subvention Département	10 000,00	16,67%
Subvention Commune	27 000,00	45,00%
Partenaires privés	2 000,00	3,33%
Inscriptions	11 000,00	18,33%
Total	60 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX079202 - OPERATION UN ETE SPORT BIEN ETRE AU CANAL DE L'OURCQ 2023 - ANIMATIONS SPORTIVES**

**Dispositif** : Soutien aux évènements sportifs « sport santé, sport bien-être » (n° 00001132)

**Délibération Cadre** : CR2018-038 du 20/09/2018

**Imputation budgétaire** : 933-326-657341-132006-300

Action : 13200606- Plan Sport oxygène

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux évènements sportifs « sport santé, sport bien-être »	130 000,00 € TTC	23,08 %	30 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		30 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'AULNAY-SOUS-BOIS

Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE  
93600 AULNAY SOUS BOIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur BRUNO BESCHIZZA, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : organisation de l'opération un été Sport bien-être au canal de l'Ourcq 2023

**Dates prévisionnelles** : 5 octobre 2022 - 17 novembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire.

**Description :**

Ce projet ouvert aux Aulnaysiens a pour objectif de permettre aux jeunes issus des quartiers prioritaires et de leurs familles d'accéder à des sports pratiqués généralement en bord de plage ou de lac. Ainsi, les jeunes et leurs familles pourront naviguer, se promener, pratiquer du sport, se détendre ou encore s'amuser sur le parc nautique d'Aulnay-Sous-Bois.

De plus, ce projet a permis aux bénéficiaires de découvrir un site naturel d'exception qui est le canal de l'Ourcq tout en profitant d'une multitude d'activités et d'animations pour petits et grands tout au long du mois de juillet 2023. Les activités étaient gratuites pour les jeunes inscrits dans les structures jeunesse, clubs loisirs, centres de loisirs et les associations paramunicipales (ACSA, Mission Ville...).

Les animations au bord de l'eau se sont déroulées de façon suivante :

- Sur la berge du Canal de l'Ourcq situé au sud de la ville d'Aulnay-Sous-Bois.
- du 08 Juillet au 30 juillet 2023 (soit 3 semaines 14 juillet inclus), du mardi au vendredi de 10h à 12h et de 14h à 18h le samedi et dimanche de 13h à 20h, bals et concerts 22h30.
- Fin du dispositif du Parc Nautique et animations terrestres le 31 juillet à 18h.

**Localisation géographique :**

- AULNAY-SOUS-BOIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	75 000,00	57,69%
Frais d'encadrement	7 500,00	5,77%
Communication	5 500,00	4,23%
Frais de sécurité	12 000,00	9,23%
Prestations diverses	30 000,00	23,08%
Total	130 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	30 000,00	23,08%
Fonds propres	100 000,00	76,92%
Total	130 000,00	100,00%

## **Annexe 16 - Affectations Objectif Haute Performance 2024**

Dossier IRIS	Nom	Prénom	Sport	Club	Statut SHN 2023	Affectation d'autorisations d'engagement des bourses pour les SHN franciliens sous convention
EX079073	AGUEMON	Jason	Football américain	Les Mousquetaires de Paris	Senior	10 000 €
EX079267	AMDOUNI	Morhad		Val d'Europe Montévrain Athlétisme	Senior	10 000 €
EX079263	AMZILE	Hassan	Boxe anglaise	La Maison du Noble Art	Reconversion	10 000 €
EX079074	ANSELMINI	Paul	Athlétisme	Entente Franconville Cesame Val d'Oise	Relève	10 000 €
EX078591	ASSOIGNON	Thomas	Hockey sur gazon	Paris Jean Bouin	Relève	10 000 €
EX079232	BALLABENE	Lucas	Jujitsu	Alliance Judo Sud 77	Relève	10 000 €
EX079279	BALTAYAN	Lauren	Squash	Union Sportive de Créteil	Relève	10 000 €
EX079293	BELARCHI	Abdelkader	Judo	Etoile Sportive de Blanc-Mesnil Judo	Relève	10 000 €
EX078546	BOLAKY MEITE	Naïm	Lutte	Club Municipal Aulnaysien de Sports Athlétique	Relève	10 000 €
EX079274	CESARONE	Mélissa	Para escalade	Le 8 Assure	Relève	10 000 €
EX078825	CHAMBINAUD	Gildas	Lutte	Union Sportive de Créteil	Relève	10 000 €
EX079030	CHASTANET	Maximilien	Escrime	Le Cercle des Mousquetaires d'Issy	Elite	10 000 €
EX079157	CLERGET	Axel	Judo	Sucy Judo	Elite	16 000 €
EX079237	COMPPE	Solenn	Athlétisme	Club Athlétique de Montreuil 93	Relève	10 000 €
EX078905	CORNOLLE	Nora	Muay thaï	Yapi Empire Boxing	Senior	10 000 €
EX079223	DAHIE	Jeff	Savate	Union Sportive de Créteil	Elite	10 000 €
EX079375	DE LA FOREST	Tanguy	Para tir	Association Sportive du Cercle du Bois de Boulogne	Elite	10 000 €
EX079358	DEKETER	Manon	Judo	Etoile Sportive de Blanc-Mesnil Judo	Elite	10 000 €
EX079278	DENIZOT	Candice	Triathlon	AS Poissy Triathlon	Relève	10 000 €
EX079345	DIESSE	Aurélien	Judo	Etoile Sportive de Blanc-Mesnil Judo	Relève	10 000 €
EX079238	DJALO	Alpha	Judo	Paris Saint-Germain Judo	Senior	10 000 €
EX079233	DONA	Kenzy	Karaté	Club Budokan Thiais	Relève	10 000 €
EX078814	DOUARRE	Améline	Lutte	Club Bagnolet Lutte 93	Senior	10 000 €
EX079423	FONTAINE	Léa	Judo	Sainte Geneviève Sports	Elite	10 000 €
EX079060	FORTES	Stéphane	Flag football	Flash de La Courneuve	Relève	10 000 €
EX078663	FRUCHARD	Valentin	Force athlétique	Union Sportive et Culturelle Olympique Villepintoise	Senior	10 000 €
EX079032	GABA	Joan-Benjamin	Judo	Judo Club Chilly-Mazarin Morangis	Elite	10 000 €
EX079239	GANE	Cyril	MMA	MMA Factory	Aucun	10 000 €
EX079171	GAYE	Serrah	Taekwondo	Elan de Chevilly-Larue	Senior	10 000 €
EX078755	GILTAIRE	Evan	Circuit automobile	Association Sportive Karting Rosny 93	Relève	10 000 €
EX079064	GOULIN	Ewan	Badminton	Badminton Club de Noisiel	Relève	10 000 €
EX079347	GRANDRY	Jason	Para judo	Levallois Sporting Club	Elite	10 000 €
EX079261	GUYOT	Inès	Squash	Association Sportive Squash 95	Relève	10 000 €
EX079284	HADHOUM	Ilona	Triathlon	AS Poissy Triathlon	Relève	10 000 €
EX078838	HAEMMERLE	Joséphine	Lutte	Club Bagnolet Lutte 93	Relève	10 000 €
EX079242	HAUTIERE	Lucie	Para tennis de table	SQY Ping	Senior	10 000 €
EX078712	IDIR	Abdelkarim	Muay thaï	Bingo Boxing Club Aulnay	Relève	10 000 €
EX078902	IGAU	Antonin	Hockey sur gazon	Cercle Athlétique de Montrouge	Senior	10 000 €
EX078579	JACOB	Jade	Force athlétique	Union Sportive et Culturelle Olympique Villepintoise	Senior	10 000 €
EX078763	JEANNE	Jacky	Kick boxing	Bingo Boxing Club Aulnay	Senior	10 000 €
EX078925	KILANI	Amir	Football américain	Flash de La Courneuve	Senior	10 000 €
EX079382	KONG	Bopha	Para taekwondo	Levallois Sporting Club	Elite	10 000 €
EX078923	LARROQUE	Koumba	Lutte	Club Bagnolet Lutte 93	Elite	10 000 €
EX079265	LE GOFF	Hugo	Golf	Association Sportive Paris Country Club	Relève	10 000 €
EX079065	LE NINDRE	Paola	Hockey sur gazon	Racing Club de France	Relève	10 000 €
EX078613	LEMOINE	Vincent	Flag football	Association Sportive des Juggernauts de Paris	Relève	10 000 €
EX078866	LISIECKI	Patrick	Muay thaï	Teamalamos	Senior	10 000 €
EX079075	LOSANGE	Paméra	Athlétisme	Entente Franconville Cesame Val d'Oise	Relève	10 000 €
EX079346	MALONGA	Madeleine	Judo	Etoile Sportive de Blanc-Mesnil Judo	Elite	16 000 €
EX079226	MANCINI	Delphine	Boxe anglaise	Boxing Club de Vigneux	Senior	10 000 €
EX079169	MARAIO	Mathieu	Apnée	Centre d'Activités Subaquatiques de Versailles	Relève	10 000 €





## **Annexe 17 - Avenant convention financement JOP 2024**

# Avenant n°1 à la Convention de financement des Jeux Paralympiques de 2024

## ENTRE LES SOUSSIGNES :

### 1. La Région Île-de-France

Représentée par sa Présidente Valérie PECRESSE, dûment autorisée par délibération CP 2022-086 en date du 23 mars 2022.

Ci-après désignée la « **Région** »

D'une part,

**ET**

### 2. Paris 2024 - Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques / COJO

Association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est sis 46 rue Proudhon, 93210 Saint Denis Paris, SIRET n° 834 983 439 00011, représenté par son Président en exercice, M. Tony ESTANGUET, dûment habilité,

Ci-après désignée « **Paris 2024** »

D'autre part,

Ci-après désignées individuellement une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** »,

## PREAMBULE

Par une délibération n°CR 202-16 *portant garanties et financements dans le cadre du dossier de candidature aux jeux olympiques et paralympiques Paris 2024* adoptée par le Conseil Régional d'Île-de-France en date du 13 octobre 2016, la Région s'est notamment engagée, si Paris était élue par le CIO ville hôte des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, à attribuer une subvention exceptionnelle ferme et non révisable d'un montant de 10 millions d'euros pour prendre en charge 10% du financement public dédié à l'organisation des Jeux Paralympiques.

Par une délibération n°CP 2018-166 *portant garantie de financement de la région dans le cadre de l'organisation des jeux paralympiques paris 2024* adoptée par la Commission Permanente le 16 mars 2018, la Région a confirmé cet engagement financier.

Par convention signée le 22 avril 2022, la Région et Paris 2024 sont convenues du principe et des modalités de cet engagement de la Région.

La Région s'est ainsi engagée à apporter les fonds à Paris 2024 sur la période 2022-2024 à raison de 5 000 000 € en 2022 répartis sur 2 affectations et de 2 500 000 € en 2023 et 2024, en application de l'article 3.2 de ladite convention.

Par délibération n° 2023-365 adoptée par la commission permanente du Conseil Région, la Région a accepté d'attribuer à Paris 2024 une subvention complémentaire de 5, 7 millions d'euros, portant sa participation financière à un totale de 15, 7 millions d'euros.

Les échanges entre Paris 2024 et la Région ont conduit en outre à un ajustement du calendrier de versement du solde de la participation régionale de manière à anticiper les affectations prévues sur l'exercice 2024 dès 2023.

Les parties se sont donc rapprochées afin de modifier les stipulations de la convention en ce sens.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit.

### **Article 1.     Objet de l'avenant**

Le présent avenant a pour objet d'acter la modification du montant total de la participation de la Région au financement de l'organisation des Jeux Paralympiques et de modifier l'échéancier de versement de la contribution financière de la Région prévu à l'article 3.2 de la convention précitée.

### **Article 2.     Montant de la participation financière de la Région**

L'article 3.1 de la convention est remplacé par les stipulations suivantes :

« **3.1.** *La Région apporte une subvention exceptionnelle de fonctionnement d'un montant total ferme et non révisable de 15 700 000 (quinze millions sept cent*

*mille euros) à Paris 2024 pour le financement de l'organisation des Jeux Paralympiques".*

**Article 3. Echéancier de paiement**

Les deux premiers alinéas de l'article 3.2 de la convention précitée sont remplacés par les stipulations suivantes :

*« 3.2 La Région s'engage à apporter les fonds à Paris 2024 selon les règles budgétaires et comptables en vigueur et selon le calendrier suivant :*

<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
<i>5 millions d'euros</i>	<i>2,5 millions d'euros</i>	<i>8,2 millions d'euros</i>

*Les acomptes annuels seront versés dans les conditions suivantes :*

- Pour l'échéance due au titre de l'année 2022, en deux versements correspondant chacun à la moitié des sommes dues pour l'année considérée, l'un réalisé au plus tard le 31 mars 2022, le second réalisé au plus tard le 31 août 2022,*
- Pour l'échéance due au titre de l'année 2023, en un seul versement au plus tard le 31 mars 2023,*
- Pour l'échéance due au titre de l'année 2024, en deux versements correspondant chacun à la moitié des sommes dues pour l'année considérée, l'un réalisé au plus tard le 31 mars 2024, le second réalisé au plus tard le 31 mai 2024 ».*

Le reste de l'article demeure inchangé.

**Article 4. Portée de l'avenant et prise d'effet**

L'avenant prendra effet à la date de signature par les Parties.

Toutes les clauses de la convention de financement des Jeux Paralympiques de 2024 conclue le 22 avril 2022 demeurent applicables.

Fait à Paris, le ....., en deux (2) exemplaires

**Tony Estanguet**  
**Président de Paris 2024**

**Valérie Pécresse**  
**Présidente de la Région Île-de-France**

## **Annexe 18 - Convention type Objectif Haute Performance 2024**

# CONVENTION N°

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,  
En vertu de la délibération N° CP XXXX-XXX du XXX,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : XXX, licencié du club XXX  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

## **PREAMBULE :**

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Objectif Haute performance 2024 - Aide individuelle aux sportifs de haut niveau franciliens » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2023-230 du 5 juillet 2023.

L'attribution par la Région d'une aide et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

Dans la continuité de sa politique sportive régionale qui vise à faire de l'Île-de-France un territoire d'excellence sportive, la Région décide d'accompagner les sportives et sportifs de haut niveau franciliens, afin de sécuriser leur projet de vie (préparation sportive et après carrière sportive).

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CP XXXX-XXX du XXX, la région Île-de-France a décidé de soutenir XXX, afin de sécuriser son projet de vie (préparation sportive et après carrière sportive).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une aide d'un montant de X €.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES**

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit, des modifications survenues portant sur un changement d'adresse, de coordonnées et de domiciliation bancaire.

### **ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE ET DE DEONTOLOGIE DU SPORT**

En tant que signataire de la charte régionale éthique et déontologique du sport, le bénéficiaire s'engage à adhérer et à respecter en toutes circonstances les 10 engagements qui y sont détaillés, à savoir :

- Je respecte les règles, l'esprit du jeu et l'adversaire,
- Je me bats contre les préjugés à l'encontre des personnes en situation de handicap,
- Je lutte contre les incivilités et la violence,
- Je lutte contre le sexisme,
- Je dénonce les violences sexuelles,
- Je respecte l'arbitre,
- J'agis contre l'homophobie,
- J'agis contre le racisme,
- Je refuse le dopage et bannis la tricherie,
- Je pratique mon sport en harmonie avec la nature.

### **ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE**

Le bénéficiaire s'engage à respecter et à promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite des lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 3 : ATTRIBUTION DU TITRE D'AMBASSADRICE OU AMBASSADEUR DU SPORT DE LA REGION ILE-DE-FRANCE**

Le bénéficiaire se voit attribuer le titre d'« Ambassadrice ou Ambassadeur du Sport de la région Île-de-France ».

Il peut, à ce titre, participer, sur la base du volontariat et en fonction des nécessités de son entraînement ou de sa préparation sportive, à l'appel à projets lancé par la Région à destination des lycées, des universités, des centres de formation des apprentis, des instituts de formation en soins infirmiers, du mouvement sportif et des organismes franciliens impliqués dans la vie sportive (CROS Île-de-France, ligues et comités régionaux, collectivités territoriales et EPCI...), afin de promouvoir les valeurs du sport, l'éthique du sport, ainsi que la lutte contre toutes formes de discriminations, de violences et d'incivilités dans le sport, et de favoriser la découverte, la sensibilisation et le développement de la pratique sportive des jeunes franciliens.

Il peut également participer à des projets conduits à l'initiative de la Région.

Le bénéficiaire s'engage à valoriser son titre d'« Ambassadrice ou Ambassadeur du Sport de la région Île-de-France » et à citer la Région dans ses interventions auprès des jeunes franciliens.

### **ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT**

Le versement de l'aide intervient sous forme d'un versement unique, sur demande du bénéficiaire, sans production d'éléments justificatifs.

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de l'aide par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale sa demande de versement, ladite aide devient caduque et est annulée.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, la Région se donne pour objectif d'effectuer le paiement des aides dans un délai de 90 jours, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

### **ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de l'aide au bénéficiaire. Elle prend fin au 31 décembre 2024.

### **ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution des obligations des articles 2.2 et 2.3.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

### **ARTICLE 7 : RESTITUTION DE L'AIDE**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de l'aide versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale d'éthique et déontologique du sport et de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de l'aide, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution de la présente convention et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en deux exemplaires originaux, le .....

**Sportif(ve) francilien(ne)**

**La Présidente de la Région  
Île-de-France**

(Nom du signataire)

(Nom, qualité et cachet du signataire)